LES ACTES _ 2019

Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Renouer avec la confiance !

Renewing Trust!

ACTE V

CONFIANCE ET ENJEUX MONDIAUX

Trust and Global Issues

Aix Le Cercle des économistes
Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Session 1 MIGRATIONS : COMMENT RELEVER LE DÉFI DE L'INTÉGRATION ? ____ 3-16
Contributions : A. Coulibaly ; A. Gitaï ; G. Lamb
Coordination : H. d'Albis / Modération : A. Ginori

Session 2 COMMENT PENSER LA POLITIQUE MIGRATOIRE ET D'ASILE ? _____ 17-35
Contribution : P. Brice / Coordination : P. Geoffron

Session 3 ENTRE ANGOISSE ET INDIFFÉRENCE, COMMENT SE SAISIR DE L'URGENCE CLIMATIQUE ? _____ 37-51
Contributions : A. Frérot ; I. Kocher ; P. Pouyanné ; A. Rigail
Coordination : P. Geoffron / Modération : H. Chevrillon

Session 4 LES VILLES DE DEMAIN SAUVERONT-ELLES LE CLIMAT ? _____ 53-69
Contributions : É. Lombard ; Ph. Monloubou ; F. Oualalou ; Cl. Roumet ; A. Taravella
Coordination : J.-M. Chevalier / Modération : Ph. Mabille

Session 5 LE RETOUR DE LA LOGIQUE DE PUISSANCE ? _____ 71-89
Contributions : M. Cai ; J.-Fr. Cirelli ; B. Gainnier ; F. Zakaria
Coordination : A. Cartapanis / Modération : D. Nora

Session 6 COMMENT SORTIR DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE ? _____ 91-108
Contributions : J. Aschenbroich ; I. Fernández de Mesa ; J.-D. Levitte ; L. Parisot ; L. Yan
Coordination : L. Fontagné / Modération : M. Sandbu

Session 7 LE RETOUR DE LA SOUVERAINETÉ VA-T-IL TUER LE LIBRE-ÉCHANGE ? __ 109-122
Contributions : C. Freund ; E. Miliband ; M. Punke ; G. Wirjawan
Coordination : Ph. Martin / Modération : S. Kauffmann

Session 8 LES CARTES DE L'ÉMERGENCE SONT-ELLES REBATTUES ? _____ 123-139
Contributions : M. Cai ; A. Cissé ; R. Saadé ; D. Syed
Coordination : É. Wasmer / Modération : N. Beytout

Session 9 LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES SONT-ELLES DISQUALIFIÉES ? __ 141-158
Contributions : C. Atkinson ; B. Cœuré ; P. Lamy ; L. Pereira Da Silva
Coordination : L. Boone / Modération : N. Dos Santos

Session 10 L'UE EST-ELLE CONDAMNÉE À L'IMPUISSANCE GÉOSTRATÉGIQUE ? _ 159-179
Contributions : Th. Buberl ; N. Calviño ; R. McInnes ; H. Védrine
Coordination : H. Rey / Modération : Fr. Lenglet

Session 11 COMMENT REDONNER CONFIANCE À L'EUROPE ? _____ 181-201
Contributions : P.-A. de Chalendar ; G. Faury ; A. Kramp-Karrenbauer ; B. Le Maire
Coordination : Ch. de Boissieu / Modération : R. Elkrief

Session 12 LA FRANCE PEUT-ELLE DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE À L'EUROPE ? _ 203-220
Contributions : X. Bertrand ; A. Bompard ; S. Djankov ; É. Moreno ; Ph. Wahl
Coordination : P. Artus / Modération : Th. Hanke

Aix Le Cercle des économistes
Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

ACTE V

CONFIANCE ET ENJEUX MONDIAUX

Trust and Global Issues

MIGRATIONS : COMMENT RELEVER LE DÉFI DE L'INTÉGRATION ?

1

COORDINATION	**Hippolyte d'Albis** *(Cercle des économistes)*
CONTRIBUTIONS	**Abdoullah Coulibaly** *(Fondation du Forum de Bamako)* **Amos Gitaï** *(Réalisateur)* **Geoffrey Lamb** *(Gates Ventures)*
MODÉRATION	**Anaïs Ginori** *(La Reppublica)*

ANAÏS GINORI — S'il existe un thème qui suscite des débats passionnés, souvent même houleux, c'est bien celui des migrations. C'est un thème qui se trouve au centre de fantasmes et de peurs, qui souvent secoue nos consciences, notamment lorsqu'il s'agit de drames en Méditerranée. C'est un thème parfois entaché de préjugés et souvent au centre de manipulations politiques.

Dans ce débat, nous allons essayer de donner des points de vue sans préjugés, aussi sincères et lucides que possible avec nos invités Abdoullah Coulibaly, Président du Forum de Bamako, haut lieu de réflexion à Bamako dont une des dernières rencontres était consacrée aux migrations. Amos Gitaï, réalisateur cinéaste israélien. Son œuvre riche est très connue, je ne citerai que son dernier film *Un Tramway à Jérusalem*. Il a aussi une chaire au Collège de France qui s'intitule « Traverser les frontières ». Geoffrey Lamb est *senior advisor* pour Gates Ventures reliée à la Fondation de Bill et Melinda Gates. Auparavant, il a travaillé à la Banque mondiale.

HIPPOLYTE D'ALBIS — Il n'est pas toujours facile de parler de migration parce que c'est un sujet très clivant. Le plus souvent, les personnes qui ont des positions différentes ne se parlent pas. On est soit bisounours si on est favorable à la migration, soit xénophobe si on y est hostile. *In fine*, on échange peu. L'un des mérites de ce panel aujourd'hui est notamment la diversité des intervenants venus d'horizons différents, ce qui devrait permettre de croiser des points de vue et peut-être de réapprendre à parler de migration.

Pour bien parler de migration, il me semble qu'il ne faut pas tout dramatiser. En 2015, un peu plus d'un million de réfugiés ou de demandeurs d'asile arrivent en Europe ; cet épisode est tout de suite identifié comme une crise, « la crise migratoire ». L'Europe représente plus ou moins 500 millions de personnes. Je trouve déjà symptomatique qu'on puisse redouter d'être submergé par un million de personnes. En outre, si on se penche sur l'histoire des pays développés, il n'y a jamais eu de pays qui ait sombré ou été détruit par la migration. Il y a eu des guerres, des épidémies, des crises financières. On en a vu les conséquences, mais on n'a pas d'exemples historiques d'un effondrement dû à la migration. Cela ne signifie pas que la migration n'a pas d'impact sur les sociétés qui accueillent, et ça ne veut pas dire non plus qu'elle n'aura pas de conséquences. Il faut pouvoir en parler, en discuter.

Nous avons choisi l'angle un peu piège de l'intégration. Il est déjà complexe de savoir ce qu'on appelle une personne intégrée, revenons donc à des questions simples. Que font les gens toute la journée ? Ils travaillent, rentrent le soir, mangent et vont se coucher. Qu'on soit étranger ou pas, c'est la même routine. D'une certaine manière, tout le monde a la même vie. Nous allons donc nous arrêter sur certains indicateurs, des indicateurs économiques, en mentionnant par exemple que les étrangers ont une participation au marché du travail ou des taux d'emploi plus faibles que ceux des natifs. Ce critère a tendance à aggraver la polémique, les personnes opposées à la migration disant que c'est une caractéristique de non-intégration et la preuve qu'il faudrait mettre un terme à l'immigration. D'autres diraient à l'inverse qu'il y a des discriminations

et que l'État n'est pas à la hauteur, etc. Bref, le sujet est difficile et c'est pour cela que nous l'avons choisi !

ANAÏS GINORI — Amos Gitaï, il y a deux ans, vous avez fait une mise en scène d'*Otello* de Rossini en Italie. Malheureusement, elle n'a pas encore été représentée en France, mais en parlant de cette mise en scène, vous disiez qu'Othello est le migrant d'aujourd'hui. Pour reprendre le titre de notre rencontre, comment intègre-t-on Othello aujourd'hui ?

AMOS GITAÏ — On m'a proposé de faire la mise en scène d'un opéra, alors que je n'en avais jamais fait. La personne qui dirigeait l'Opéra de Naples m'a dit qu'on allait fêter les 200 ans de la création de l'*Otello* de Rossini en présence du Président italien. Je lui ai répondu que je ne connaissais pas l'œuvre et que je n'avais jamais créé de mise en scène d'opéra mais que je pouvais lui proposer un court synopsis d'élucidation du thème. Je lui ai dit que pour moi, Othello est l'histoire de quelqu'un venu d'Afrique et qui arrive en Europe. Une très belle personne. Les Européens vont perturber sa relation avec Desdémone, le manipuler et cela va mal finir. J'ai ajouté : « Si vous êtes d'accord avec cette vision de l'histoire, je serai heureux de faire cet opéra. » Puis j'ai entamé des recherches sur Othello. L'histoire écrite par Shakespeare est à l'époque vieille de 200 ans. D'une certaine façon, elle raconte la première immigration d'Afrique vers l'Europe, confrontée au racisme européen. Rossini écrit l'opéra 200 ans plus tard, en 1816. Quant à moi, j'en fais finalement la mise en scène encore 200 ans après.

J'ai accepté cette mission parce que les questions posées par les migrations sont vraiment au cœur des sociétés actuelles. Toute l'humanité est traversée par des guerres, des crises, des pressions économiques, architecturales, etc. Il faut que nous donnions sens à ces questions, en créant une autre identité contemporaine, moderne. Les gens sont très attachés aux définitions identitaires archaïques, mais il faudrait que l'art, le cinéma, la musique, le théâtre… utilisent un autre pouvoir, celui du symbolique. Nous, les artistes, n'avons pas de vrais pouvoirs. Nous n'avons pas de

mitrailleuses, pas de milliards de dollars, mais nous avons un pouvoir symbolique que nous ne devons pas hésiter à utiliser. L'humanité n'avance pas seulement avec des mitrailleuses et de l'argent, mais aussi par la mémoire et par les idées. On plante une idée, elle fait son chemin, elle met du temps à atteindre son but, c'est vrai, on ne peut pas parler d'une transformation immédiate. Par exemple, je suis allé parler de Picasso dans des classes de collèges en France. Picasso était choqué par les bombardements de la Luftwaffe sur ce village basque de Guernica. Il a réalisé un tableau à ce sujet. Puis il a annoncé que le tableau ne voyagerait pas en Espagne, tant que Franco serait en vie. Il a utilisé son pouvoir symbolique et le tableau de Guernica n'est arrivé à Madrid que récemment. L'année dernière, Soraya Saenz de Santamaria, vice-présidente du gouvernement espagnol décidait de sortir Franco de son mausolée pharaonique. Pourquoi ? C'est strictement une affaire de mémoire, rien d'autre. Il ne faut pas hésiter, l'art doit se réengager avec le réel et faire des propositions.

Je viens d'Israël, un pays composite. C'est un pays qui a été créé par des gens éjectés par l'Europe, avec toutes ses belles et grandes idées. Ils avaient été discriminés, brûlés, mis à la porte par l'Europe. Mais il y a eu aussi les juifs qui arrivaient d'Afrique du Nord, après la montée du nationalisme arabe. Les Palestiniens ont été déplacés par les Israéliens. C'est un ensemble de gens déplacés, d'immigration. Il faut aborder les questions de déplacements des populations et du nouveau sens à donner. Je trouve que l'Europe doit se confronter à ces questions. Je suis souvent très critique envers la politique officielle. En 1990, un million de migrants d'Union soviétique est arrivé en Israël. Comme il y avait une bonne politique d'intégration, cela n'a pas été un problème. Le chômage n'a même pas augmenté. Tout dépend de la politique. Il n'y a aucune raison que la France fasse des histoires pour absorber 60 000 personnes. En 1990, Israël a absorbé un million de personnes, soit l'équivalent de dix millions de personnes en France.

Nous nous demandions comment éveiller les consciences ; la transformation de la politique européenne vis-à-vis de l'immigration est urgente.

ANAÏS GINORI — Amos Gitaï rappelait ce combat qui est un combat culturel, un combat des idées, mais il y a aussi des mesures, des actions à mettre en place. Geoffrey Lamb, dans votre rôle à la Fondation Bill et Melinda Gates, quelle est votre analyse de ce qu'on peut faire pour l'intégration des migrants ?

GEOFFREY LAMB — I will say one thing that in a strange way only occurred to me again today, I started my adult life as a migrant and a refugee. I was a political refugee from apartheid South Africa at the age of 20 and came to the UK and of course, I was not brown or black and I had many advantages that many migrants coming to Britain at that time and since, did not or do not have. Nevertheless, the sense of displacement that Amos referred to, the sense of a search for a different meaning in a different society was very profound for me and obviously, for many millions of others.

I just want to make two or three points to remind us. First, I think that part of the reaction against immigration in European society and in a strange recent way in US society, even though it is relatively trivial in numbers, is about a sense of displacement on the part of the native population. There is a sense that their country is not recognisable to them in a way that it used to be. Part of that is a straight fear of strangers, in some cases racism, etc., but part of it is a consequence of the failure of the governing institutions and elites to deal with the transformation of the world in the last 20 or 30 years, and particularly in the last 10 years or so since the financial crisis. The response to that? Austerity in Europe, pathetically small adjustment policies for workers whose jobs are disappearing and will never come back, and a social fabric of welfare and support from the state that has been hollowed-out in most advanced countries in recent years. It is not really strange, therefore, that people who have lived in a country all their lives and seen those lives diminish in hope, would feel very outraged, displaced and suspicious of further change. I think it is important to internalise that as we look for solutions. In an earlier session

today, Ed Milliband[1] was talking about the need to re-establish progressive capitalism, compared to what we have now. If that is the formula, fine. But we certainly need to re-energise a progressive economic policy and the role of institutions and the state to change this situation, and to allay the profound reaction against migrants and immigrations that has happened in a number of societies.

The second point is that of course there are inevitably the accidents of war and forcible displacement, and that is very difficult to predict and to manage. However, if we consider African and other migrations towards the rich world, we do know that there is a huge amount of work to be done to make the development experience a success in these much poorer countries. That has been successful in some places, but not nearly successful enough, with not nearly enough investment, support for human capital or families, so the movement to seek other solutions needs to be very profound. A prime requirement is the progressive re-establishment of effective states and a supportive policy to support this in the rich countries. The second is a massive effort in investment and transformation in poor countries, where the populations currently have very few options between poverty and migrating.

The last thing I will say, and this may be the most difficult and I will not be alive to see it through: there has to be a recognition in all countries, but including in rich and well-endowed societies, that the future is one of much greater flow of human beings among countries. Europe is a continent where the population will be shrinking in the next 30 years. The US is a country, a continent really, that will not quite be shrinking but only because it has much higher rates of immigration that will probably continue despite Donald Trump. As our societies age, age in wealth but still age, they will have challenges of supply of labour, including to look after all these old people. To educate new generations, we are going to have to educate ourselves, acculturate ourselves and find meaning in a different construction of society, than one that is basically, if I can

1. Voir Acte V, session 7 « Le retour de la souveraineté va-t-il tuer le libre échange » ?

put it this way, fundamentally white with a few other people added on top and only grudgingly accepted. It is going to be a different world. At the same time, in our African neighbour-continent by the end of this century we will have an absolute majority of the world's working age population. The most working age people in the world, between 25 and 54 will be African. That is a different world, that we must begin to prepare for now.

ANAÏS GINORI — Amos Gitaï rappelait qu'il y a eu un moment où l'intégration a pu se faire, en Israël comme ailleurs. La France a aussi intégré énormément d'étrangers et continue de le faire, mais il y a ce sentiment que l'intégration ne marche plus et qu'on doit en quelque sorte trouver un nouveau modèle. Abdoullah Coulibaly, quelle est votre expérience ? Au fond, le facteur important derrière tout cela n'est-il pas un facteur de confiance dans le futur, de confiance dans l'autre, de confiance dans le monde où nous habitons ?

ABDOULLAH COULIBALY — Je suis arrivé en France dans les années 70, dans la Sarthe. Une fois arrivé au campus de cette sympathique petite ville, muni de ma petite valise, j'ai cherché à m'inscrire à la Fac de sciences. Sur ma route, j'ai croisé un étudiant en train de relever ses notes d'examen de la deuxième session. Je lui ai poliment demandé où se trouvait la cité administrative. Il m'a répondu très gentiment : « Attendez-moi, je finis de relever mes notes et je vous y accompagne. » Très serviable, il a attendu jusqu'à la fin de mon inscription. Je lui ai ensuite dit que je devais aller acheter mes fournitures scolaires mais que je ne savais pas où se trouvait la librairie et comment y aller. L'Africain demande toujours. Là, il me demande à nouveau de l'attendre, et me dit qu'il va chercher la voiture de sa maman au parking pour m'accompagner. En route, il m'a demandé mon prénom, je lui dis Abdoullah, il dit que lui c'est Patrick. Après les achats, il m'a ramené à la cité universitaire, m'a demandé dans quelle chambre j'étais. Je lui ai dit que j'étais à la chambre 430, bâtiment A. Comme par hasard, lui était dans la chambre 428, bâtiment A. Avant de me

quitter, il m'informa qu'il habitait Laval, une petite ville située dans la Mayenne à 70 km du Mans. Un mois plus tard, il est venu taper à ma porte pour me tenir compagnie. Trois semaines plus tard, il m'a invité à passer le week-end à Laval, chez sa mère, car il avait perdu son père. Imaginez la surprise du jeune sahélien que j'étais ! À peine débarqué de son Afrique natale, invité dans une famille de blancs ! Dans un environnement et avec des façons de faire que je ne connaissais pas. Comme vous le devinez, la peur n'était pas là où on pouvait le supposer. C'était moi, l'étranger, qui avais peur d'affronter l'inconnu, pas Patrick, pas sa maman. Alors, je lui ai répondu que je venais d'arriver et que je voulais d'abord prendre le temps de connaître l'environnement. Après trois mois d'insistance, j'ai fini par accepter d'aller avec Patrick à Laval. Sa maman m'a chaleureusement accueilli, elle était douée pour la cuisine. Moi je suis gourmand, j'adorais particulièrement sa préparation des haricots blancs avec la viande de mouton et surtout les croque-monsieur, une grande découverte pour le sahélien que je suis. En bonne mère, la maman de Patrick tenait aussi à laver chaque semaine mon linge sale. Ainsi, jusqu'à l'arrivée de mon épouse, je n'ai pas lavé une seule fois mes habits sales. À Noël, j'avais mes cadeaux, comme tous les autres membres de la famille. Voilà la France que moi, j'ai connue à mon arrivée. Il est aussi vrai qu'il faut placer tout cela dans un contexte où l'économie était florissante. À cette époque, en France, la vie était belle et facile. Nous n'avions pas besoin de visa d'entrée en France. Un simple passeport suffisait. Puis arrive la crise de 1973. L'angoisse gagne la population, le chômage presque inconnu, commence à frapper plusieurs couches de la société. C'est dans ce contexte qu'en 1974, on demande à tous les étrangers d'aller à la préfecture chercher une carte de séjour. Jusqu'à cette période, les éboueurs en France étaient généralement des étrangers principalement des Maliens et des Sénégalais. Avec la crise, les Français ont commencé à s'intéresser à des activités qui étaient jusque-là exercées par les seuls immigrés. Avec le chômage, ces derniers ont commencé à être perçus comme des gens qui viennent prendre le boulot des Français. D'où les tensions, les conflits et les dérapages multiformes.

Un constat majeur, la crise joue sur le comportement humain. D'où l'importance de la contextualisation.

C'est pourquoi, lorsqu'on m'a parlé d'une intervention sur l'intégration, c'est ce témoignage que j'ai eu envie de faire. À travers ce témoignage, je voulais aussi rendre hommage à une famille dont l'accueil, l'appui et l'accompagnement ont contribué à me débarrasser de beaucoup de préjugés à l'égard de l'intégration. Cette famille qui a eu confiance en moi, m'a donné la confiance. Sans cette confiance, je ne serais pas ce que je suis. Pas d'intégration, sans confiance en l'avenir, sans confiance en l'autre, sans la confiance entre les parties. Aussi pour moi, la base de l'intégration, c'est la confiance en l'autre. C'est la confiance qui permet de s'ouvrir à l'autre, de lui tendre la main et donc de cheminer ensemble.

ANAÏS GINORI — Geoffrey Lamb parlait d'une sensation de déclassement, d'insécurité économique. Peut-être qu'il y a un consensus sur le fait que l'intégration aujourd'hui est plus difficile, à cause de la crise économique. Est-ce que c'est déjà un point sur lequel on s'accorde ? Comme l'a évoqué Amos Gitaï, on parle aussi d'un combat culturel, de l'identité, d'une vision qui manque et échoue parfois.

HIPPOLYTE D'ALBIS — Il y a plusieurs dimensions, mais comme vous le disiez, à l'intérieur du cadre culturel, il y a vraiment une division. Une partie de la population considère que la diversité est une bonne chose, que c'est la société dans laquelle elle veut vivre et l'autre partie dira qu'elle souhaite rester « entre soi ». Les dimensions culturelles et religieuses créent des divisions. Je ne suis pas spécialiste de ces choses-là, je regarde plutôt la dimension économique et j'observe qu'au contraire, il y a plutôt un consensus. Le consensus serait de dire ce que vous avez déjà un peu exprimé, c'est-à-dire que la migration peut être un coût, notamment en temps de crise. Je peux rencontrer des personnes qui se disent humanistes et seraient même plutôt favorables à la migration mais disent qu'en ce moment, avec la pauvreté et le chômage en France, on ne peut pas se le permettre. D'autres vont dire qu'il faut le faire

et tendre la main pour des raisons humanitaires. Une justification humanitaire de la migration, induit implicitement qu'elle est un problème économique.

Face à ce consensus, les économistes ne sont pas des conteurs, ils n'ont pas le pouvoir symbolique des artistes. On n'a pas cette façon de faire ; au contraire, on utilise des méthodes, qui réduisent la vie des gens à des statistiques. C'est un peu triste mais utile pour voir si réellement la migration est mauvaise et coûteuse pour nos économies.

Dans le cadre de mes travaux et ceux d'autres chercheurs, on a pu montrer qu'on n'observe pas cela. Statistiquement, on n'observe pas que dans les pays riches, les immigrés entraînent plus de chômage, nous appauvrissent et détériorent nos comptes sociaux. Néanmoins, les économistes sont aussi bien conscients que dans ce débat particulièrement difficile, si on fait savoir qu'une étude montre que l'immigration n'a pas d'impact économiquement négatif, ce peut-être presque contre-productif. Comme cela a été souligné plusieurs fois, cette question renvoie très souvent à des situations personnelles parfois dramatiques. Face à certains propos de haine, d'opposition ou de xénophobie, ces discours fonctionnent bien. Il me semble qu'il faut même revenir au cœur de ces discours, pour pouvoir les déconstruire et essayer de modifier les perceptions que les gens peuvent avoir de l'immigration.

Un cas typique, c'est le rapport entre immigration et chômage et le discours puissant et simpliste qui met en parallèle dix millions d'immigrés et dix millions de chômeurs. C'est très efficace parce que présenté de cette façon, on se dit que si on retire les immigrés, il n'y aura plus de chômeurs ! C'est un discours qu'on entend aujourd'hui mais qu'on entendait aussi dans les années trente. On retrouve par exemple des affiches de l'Action Française qui reposent sur la même rhétorique en mettant en parallèle le nombre d'immigrés et le nombre de chômeurs.

Ces raisonnements sont faux pour des raisons simples dont je ne me réjouis pas. Nous savons que dans nos sociétés, il y a de la discrimination. En France, il y a de la discrimination vis-à-vis des immigrés. Comment voulez-vous que ce soit la personne discriminée qui prenne l'emploi de l'autre ? C'est le contraire. S'il

faut choisir, c'est bien le natif qui est avantagé. Il faut aussi prendre en compte le fait que dans une économie, vous avez à la fois du chômage et des emplois vacants, c'est-à-dire des entreprises qui ne peuvent pas pourvoir ces emplois. Il y a l'exemple cité des poubelles, mais plus généralement, les immigrés dans les pays les plus riches sont concentrés sur certains secteurs très particuliers qui sont généralement les secteurs dans lesquels les natifs ne veulent pas travailler, que ce soit la construction, la restauration, les services à la personne. En occupant des emplois qui sinon seraient vacants, ils enrichissent tout le monde.

Deux remarques très rapides pour finir. L'analyse économique de la migration est utile, mais la perception qu'on doit avoir du phénomène ne doit pas se limiter à l'économie. Ce n'est pas parce qu'on est économiste, qu'on n'en est pas conscient. Ce qui me paraît le plus important, c'est qu'il ne faut pas non plus faire jouer à l'immigration un rôle qui n'est pas le sien. Nous n'allons pas non plus accueillir des réfugiés, parce que cela va relancer nos économies. Ce serait vraiment affolant, mais déjà, ce qu'on peut retirer de ces études économiques, c'est que si les immigrés, les réfugiés ne sont pas un coût, ne nous appauvrissent pas, nous pouvons déjà nous débarrasser de cette charge mentale et nous concentrer sur d'autres sujets qui me paraissent plus importants. On a par exemple celui de cette capacité des États à avoir une diplomatie commune. En Europe, tout est biaisé par le fait que certains pensent que c'est un fardeau qu'il faut se transmettre ou se partager. Il faut se concentrer sur les vraies questions comme celle de la concentration des personnes étrangères dans certaines zones. Si je prends le cas de la France, 45 % des immigrés non européens sont en Île-de-France et 17 % en Seine-Saint-Denis. La question est délicate car c'est à la fois naturel que les étrangers essayent de se regrouper, surtout ceux qui vivent des situations dramatiques, mais il ne faut pas que certains territoires accueillent toute la population étrangère, sans lui donner les chances de s'intégrer.

QUESTION DU PUBLIC — Je ne voudrais pas que la question soit brutale, mais que peut-on dire du délit de faciès ? Je

crois qu'aujourd'hui, l'intégration, c'est aussi cela. M. Coulibaly, vous étiez peut-être exotique, en 1970. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, les religions, les couleurs sont de grands éléments qui freinent sans doute les gens.

ABDOULLAH COULIBALY — Ce que vous dites est vrai, mais il faut relativiser. En période de pénurie, l'autre est toujours perçu comme une menace, peu importe sa couleur, sa race, sa religion. Fort heureusement, il y a encore dans le monde, des hommes et des femmes qui peuvent surprendre par leur esprit de discernement, d'ouverture et de tolérance. Je vais raconter une autre histoire réelle qui est arrivée au Mali dans mon institut. En effet, j'ai une école à Bamako dans laquelle la Sorbonne envoyait certains étudiants en maîtrise faire leurs travaux de recherches de fin d'études. Ainsi, un jeune étudiant français qui s'appelle Julien est venu avec son collègue Abdramane Diallo, un Burkinabé faire leurs travaux de recherches dans mon établissement. L'un est aujourd'hui responsable à la Banque de France et l'autre est Directeur d'une importante société au Sénégal. Le lendemain de leur arrivée à Bamako, c'était vendredi, jour de prière. À 12h30 nous nous sommes dirigés vers la mosquée pour aller à la prière collective. Le jeune Français nous a suivis à la mosquée et est venu prier avec nous. Cela nous a tous surpris. Pour qui connait la montée de l'extrémisme en occident, il est difficile d'imaginer une telle attitude. Car Julien a fait preuve d'un extraordinaire esprit d'ouverture et de tolérance. C'est vous dire que cette attitude existe toujours en France.

Ce que vous dites est vrai aujourd'hui et nous amène à approfondir ce que nous disions. Ce que j'ai exprimé était valable à un temps donné, parce que le contexte économique était favorable. Il est important de souligner que lorsque les villes ne planifient pas l'intégration en prévoyant les infrastructures d'accueil notamment les structures socio-sanitaires – logement, lieu de culte, école, terrain de sport – l'immigré devient un problème. Alors ils sont stigmatisés et marginalisés. C'est malheureusement cela qui les pousse dans les bras des

communautés radicalisées. Et pourtant, ces gens qui ont bravé les océans, les déserts et toutes sortes d'hostilités, sont très souvent des gens de qualité capables de relever des défis inimaginables. Ce fut le cas du jeune Malien immigré, Lassana Bathily, devenu un héros en France, lors de la prise d'otage à l'Hyper marché Casher de la porte de Vincennes le 9 janvier 2015. Il a sauvé plusieurs otages juifs en les cachant dans la chambre froide. Ce fut également le cas, le 26 mai 2018, lorsque Mamadou Gassama, un autre jeune immigré malien surnommé ensuite « Spiderman » a escaladé quatre étages d'un immeuble parisien pour sauver un enfant français.

Ces comportements démontrent que exotisme peut se conjuguer avec humanisme. Les sages en Afrique ont l'habitude d'imager cela à travers la citation suivante : « Si on jugeait la noix de coco à sa coque rugueuse, on ne sauterait pas dessus, mais si on fait l'effort de casser la coque, on découvre l'intérieur qui est blanc, doux et tendre. » Donc, comme pour une noix de coco, il faut prendre le temps de découvrir chaque étranger, chaque homme qu'on a en face de soi.

Il faut admettre que dans un contexte électoral, particulièrement en période de crise économique, il y a très souvent beaucoup de stigmatisations et surtout de manipulations. Par exemple sur une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux, un Belge expliquait que dans beaucoup de coins de rue à Bruxelles, il se sent envahi par les Arabes au point qu'il ne se sent plus chez lui en Belgique. Il dit qu'il veut quitter la Belgique pour la Hongrie d'Orban. Cela s'appelle de l'extrémisme. Fort heureusement, une grande majorité de Belges ne partage pas un tel avis. C'est la raison pour laquelle, il faut éviter les généralisations et les conclusions hâtives.

AMOS GITAÏ — Je pense qu'en matière de migrations et d'intégration il manque des projets économiques. Si les grands pays européens lançaient un vaste projet de reconstruction des cités on éviterait les ghettos et la vie en périphérie des grandes villes. Il faut travailler sur l'amélioration du quotidien. De plus, un projet architectural crée toujours des emplois.

QUESTION DU PUBLIC — Pour quelle raison aujourd'hui lorsqu'il s'agit de mobilité du Sud vers le Nord, parle-t-on de migration et pourquoi parle-t-on d'expatriation lorsqu'il s'agit d'Européens ? Ne faudrait-il pas redonner le vrai sens aux mots, notamment quand il s'agit de la mobilité des élites ? Le mot « expatrié » serait moins anxiogène.

Deuxièmement, il serait intéressant d'être tenus informés de ce qu'a été l'après-crise en Espagne en 2008. Beaucoup d'Espagnols à cette période sont venus travailler dans le Nord du Maroc. La migration a été mal vécue de part et d'autre.

ABDOULLAH COULIBALY — Pour comprendre le phénomène migratoire, il faut se demander pourquoi les gens partent de chez eux. Plusieurs raisons parmi lesquelles, la mal-gouvernance, les conflits multiformes, le changement climatique, la croissance démographique, le sous-développement.

Pour avoir la paix, il faut le développement. Donc industrialiser pour donner du travail au plus grand nombre. Pour cela, il faut des investissements et de la formation. L'Afrique a la main-d'œuvre mais n'a ni les financements, ni les infrastructures, ni les compétences, ni les savoir-faire. D'où l'importance du partenariat Europe-Afrique dans une dynamique gagnant-gagnant.

En investissant en Afrique, l'Europe élargit sa zone d'expansion économique. L'Afrique gagne en emplois, donc en paix et en sécurité.

C'est d'ailleurs ainsi que je pense qu'on va inverser le flux migratoire, beaucoup de ressources humaines de qualité qui chôment en Europe, vont venir transférer leur savoir-faire en Afrique dans la gestion des industries nouvellement créées. Ces industries vont utiliser à faible coût la nombreuse main d'œuvre africaine donnant ainsi des perspectives à la jeunesse qui ne cherchera plus à aller en Europe que pour les vacances et ou les formations.

Ainsi, à la place des murs, on construira des ponts entre les deux continents car l'Afrique est la profondeur de l'Europe, nos destins sont liés.

COMMENT PENSER LA POLITIQUE MIGRATOIRE ET D'ASILE ?

2

COORDINATION **Patrice Geoffron** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTION **Pascal Brice** *(Ancien directeur de l'OFPRA)*

PATRICE GEOFFRON — Pascal Brice a dirigé l'OFPRA de 2012 à 2018. L'OFPRA est l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides. Il a témoigné de son expérience dans un livre intitulé *Sur le fil de l'asile*, publié en février 2019 aux éditions Fayard et dont le caractère abrasif a suscité quelques remous et débats. Pour donner une idée de la tonalité, je citerai une interview que vous avez donnée à *Libération* dans laquelle vous disiez qu'un petit pourcentage d'exilés savent dès le départ où ils vont pour rejoindre des familles ou des compatriotes, mais que la plupart sont dans l'errance et ne connaissent pas leurs droits. Vous disiez dans cette même interview que vous aviez été confronté à l'idée indigne et fausse que pourrir la vie des gens les dissuaderait de venir.

PASCAL BRICE — J'ai bien dit ça ! Je suis heureux de cette occasion qui m'est donnée d'évoquer avec vous ces six années à la tête de cet Office de Protection des Réfugiés, dans ce que l'on a appelé la crise de l'asile en Europe et qui se poursuit aujourd'hui.

« Comment penser la politique migratoire ? » La question, simple dans son énoncé peut être effectivement abrasive, au point où nous en sommes en France, en Europe, mais aussi aux États-Unis. La question est en fait la suivante : quelle place sommes-nous

prêts à reconnaître, à donner aux étrangers parmi nous ? C'est ça l'objet de la politique migratoire et de l'asile.

Souvenons-nous d'ailleurs qu'à chaque fois que nous posons cette question, nous posons aussi celle de savoir comment nous serions accueillis en tant qu'étrangers ailleurs. Souvenons-nous que nous sommes toujours l'étranger de quelqu'un. Vous le voyez, cette question est, en France, en Europe et aux États-Unis, extrêmement sensible, délicate, centrale, peut-être vitale, notamment – c'est l'un des constats que j'ai faits au cours de ces six années – dans la société française, où se mêlent une envie d'accueillir les étrangers dans leurs différentes situations, réfugiés ou pas réfugiés, mais aussi des peurs et des inquiétudes qui travaillent le corps social. Pour ma part, au moment où j'ai voulu participer à cette politique de l'accueil, j'ai toujours considéré qu'il fallait à la fois être très sûr de certaines valeurs et aussi très lucide sur ce qui travaille le corps social, sur ses crispations sociales, culturelles, identitaires en France, en Europe, ainsi qu'aux États-Unis ou ailleurs.

La particularité européenne qui ajoute à la difficulté dans ces années de crise dite de l'asile ou des réfugiés en Europe, est la désunion de l'Europe, qui fait que ces hommes, ces femmes, ces familles arrivant en Europe dans cette période ont été en quelque sorte les catalyseurs d'une crise qui les dépasse, dont ils sont un enjeu, mais qui les dépasse. C'est dans ce contexte que notre responsabilité est de construire collectivement un rapport apaisé à la question de la migration. En effet, dans les désordres du monde, cette question est posée et reste une réalité même si comme vous le savez, sur le plan du nombre, la France et l'Europe sont loin d'être submergées. On parle de vagues, on parle de submersion, mais les chiffres ne disent pas cela. Et moins encore depuis un ou deux ans en Europe où le nombre des arrivées a retrouvé celui d'avant 2014, d'avant cette crise notamment provoquée par le conflit au Proche-Orient, en Syrie et en Irak.

Je le redis, ce ne sont pas la France et l'Europe qui sont en première ligne pour l'accueil. Au cours de ces années, j'ai pu travailler au Niger, au Tchad, au Liban où se trouvent des millions de

déplacés. Nous pourrions aussi parler aujourd'hui de la Colombie, qui accueille des Vénézuéliens en grand nombre. Mais la réalité sociale est mêlée, notamment dans notre pays. Encore une fois, elle est faite de ces envies d'accueillir, de ces enthousiasmes à accueillir, de ces inquiétudes, de ces peurs. Je suggère que nous laissions de côté ce qui relève des instrumentalisations politiques de tout ordre.

Au fond, j'aimerais que nous puissions au gré de cet échange, éviter trois écueils qui se sont révélés trop fréquents au cours des années passées et qui alimentent la crise de confiance sur la question de la migration. Le premier de ces trois comportements, c'est l'évitement. L'attitude qui consiste à dire : « Non, non, il n'y a pas de problème, n'en parlons pas, tout va bien… » Quel déni ! Est-ce qu'on rend service à la capacité de notre pays, de notre continent d'accueillir dans de bonnes conditions en faisant comme si les peurs et les inquiétudes dont je parlais n'existaient pas. Deuxièmement, il y a ceux qui proclament « Bon, moi je vais expulser. Les autres ne savaient pas faire, mais moi je sais faire. » Le résultat est rarement au rendez-vous, ou pas du tout, en tout cas, d'un point de vue démocratique, c'est-à-dire la capacité de faire ce qu'on dit, qui serait pourtant un critère assez fondamental en termes de confiance. Le troisième comportement aussi préjudiciable est ce que j'appelle la surenchère : « Accueillons tout le monde, n'importe comment, et c'est formidable et ce n'est pas grave » n'est pas non plus une attitude possible. L'un des constats que j'ai faits à l'issue de ces six années dans cette crise européenne de l'asile, est que rien ne dessert plus l'accueil que le désordre. Pour répondre à cette question de la migration et de notre rapport collectif et individuel à la migration, il faut apporter des solutions qui soient des solutions à la fois dignes, car il s'agit d'hommes, de femmes et d'enfants, et qui répondent à l'aspiration à l'ordre de nos sociétés, de tout temps, parfois plus dans certaines périodes que dans d'autres, plus dans des périodes de profonde mutation, comme celle que nous connaissons à l'heure actuelle.

Je voudrais d'emblée dire combien je crois que nous sommes là sur une question vitale. La place des étrangers parmi nous fait partie des politiques qui en disent long sur ce que nous sommes, sur ce

que nous voulons être, sur nos valeurs. C'est donc au plus profond de notre humanité que se pose cette question.

Je voudrais prendre deux exemples terribles simultanés et éloquents. D'abord la mort de plusieurs dizaines de personnes en Libye, suite au bombardement d'un centre de rétention. Je ne sais pas si parmi ces victimes, il y a des personnes qui avaient tenté le passage vers l'Europe et qui ont été livrées aux Libyens, mais c'est possible, ça existe. Qu'est-ce que cela dit de nous ? De notre continent ? De ce que nous sommes ? Et au même moment, cette jeune femme, la capitaine du Seawatch arrêtée, emprisonnée un temps au motif qu'elle avait sauvé des personnes de la noyade en Méditerranée. Encore une fois, qu'est ce que cela dit de nous ? De notre société ? Qu'est-ce que cela dit de l'engagement ? Car au fond la confiance, c'est aussi l'engagement et les appels à l'engagement ne manquent pas dans notre société.

Lorsque des questions aussi fondamentales sont posées sur ce que nous sommes collectivement et individuellement, il y a un devoir d'indignation. La confiance se construit aussi sur le fait que nous puissions penser que certaines et certains savent dire non au bon moment. Je pense à la juge italienne dans l'affaire Seawatch qui a dit : « il y a une loi sur l'immigration qui dit ça, mais il y a une loi fondamentale qui dit que quand quelqu'un est à l'eau, on le sauve » et a libéré cette jeune capitaine. Je pense aussi à ce responsable de la marine italienne, qui a dit tout benoîtement au moment où le gouvernement italien a fermé les ports à ce type de situations, « Vous savez, nous, cela fait 1 000 ans qu'on sauve les gens en Méditerranée, nous allons continuer. »

Ma conviction est que les solutions existent. Je voudrais d'abord écarter les mauvaises solutions, dont certaines sont pourtant à l'œuvre en Europe, aux États-Unis. La première tentation face à ce bouleversement des migrations, – même s'il faut en relativiser l'ampleur – c'est évidemment la fermeture. Par exemple, les décisions du gouvernement italien visant à fermer les ports à des navires qui ont sauvé des personnes de la noyade.

La deuxième tentation néfaste et plus insidieuse est ce que j'appelle la politique de dissuasion. Solution insidieuse parce qu'ex-

traordinairement difficile à combattre qui n'est jamais ou rarement assumée. C'est l'idée qu'au fond il ne faut pas avoir des conditions d'accueil trop favorables, sinon, tout le monde va débarquer, le fameux appel d'air. Du coup, il y a une sorte de culture, notamment dans le monde administratif et politique qui conduit à « pourrir » la vie des gens. Je suis nantais, rien ne m'a mis plus en colère que de découvrir dans le centre de ma ville, à côté du cinéma où j'allais avec ma grand-mère lorsque j'étais petit, un campement de gens laissés à la rue à Nantes qui n'est pas un lieu où nous sommes très habitués à ce genre de choses. Mais quoi de plus dévastateur, en l'état des inquiétudes sociales, que le spectacle des gens à la rue ?

La troisième tentation qu'il faut combattre, c'est celle de l'externalisation, celle qui est à l'œuvre notamment avec la Libye. C'est une vieille histoire que j'ai vécue comme jeune diplomate au début des années 2000, à l'époque où un trio sympathique, Messieurs Hazard, Blair et Berlusconi voulaient confier au Maréchal Kadhafi la gestion de l'asile pour le compte des Européens, vous voyez que l'idée n'est pas neuve. Le Président de la République de l'époque, Jacques Chirac, y avait fait obstacle tout seul au Conseil européen considérant que c'était profondément contraire aux valeurs et aux principes de la République française et de l'Europe. Mais comme les Européens sont incapables, depuis plusieurs années, d'organiser les choses entre eux, la tentation était forte de confier le problème à l'extérieur. Nous l'avons fait avec la Turquie, c'est l'accord Union européenne-Turquie. Nous le faisons de manière plus insidieuse et plus cachée avec les Libyens. Nous avons tenté de le faire avec d'autres. Qu'est-ce que ce comportement dit encore de nous ?

En dehors de ces trois mauvaises options, les solutions existent dès lors qu'on cherche à organiser, à maîtriser et à contrôler l'accueil. Je le redis, le désordre, le laisser-faire nous mettent dans une impasse, intenable sur le plan de la dignité et sur celui de l'efficacité. Il nous faut organiser les choses au niveau international, européen et national. Prenons par exemple ce qui se passe en Italie en Méditerranée.

Dans notre pays, il y a des règles de notre droit qui régissent le fait que certains étrangers peuvent rester sur notre territoire et

d'autres non. Parce que je redis ici ma conviction que l'espace de la démocratie est celui de la nation en droit de dire qui nous pouvons accueillir ou non. Mais la réalité que j'ai constatée au cours de ces dix années, est que ce droit n'est pleinement appliqué ni pour accueillir et protéger, ni pour reconduire celles et ceux qui n'ont pas le droit au séjour. Ainsi nous multiplions des situations de non-droit. Je suis désormais convaincu que c'est un élément de la crise démocratique dans laquelle nous nous trouvons, car chacun dans ce pays, hélas, peut se dire et avec raison que le droit existe mais qu'il n'est tout simplement pas appliqué. Dans le moment que nous vivons, d'inquiétudes, d'interrogations, d'incertitudes sur la démocratie, c'est dévastateur.

Je suggère donc que nous puissions, au niveau européen comme au niveau national, construire des règles de droit dignes et efficaces qui concernent le séjour des étrangers, des règles appliquées parce qu'applicables. Et cela à trois niveaux principaux. Premièrement, le droit d'asile. La Constitution française dit que « tout combattant pour la liberté a le droit d'asile sur le territoire de la République » ; c'est la Convention de Genève que nous avons signée en 1951, ce sont les valeurs fondamentales de la France et de l'Europe, devoir d'humanité vis-à-vis de celles et ceux qui fuient les persécutions et les guerres, c'est l'asile. Il s'agit de protéger les personnes dans les pays de transit en Afrique, au Proche-Orient, de manière à les accueillir en Europe lorsqu'elles relèvent du droit d'asile avant ces traversées ; il faut avoir la capacité à instruire la demande d'asile à l'arrivée dans les ports européens et à reconduire celles et ceux qui ne relèvent pas du droit d'asile ou d'autres droits au séjour. Mais au niveau national, il faut aussi que l'asile soit pleinement appliqué. Les déclarations d'amour à l'égard du droit d'asile, j'adore, mais je préfère les preuves d'amour et les actes d'amour aux grands discours. Que l'on arrête d'avoir des gens dans la rue, qu'on ouvre enfin la gouvernance de la politique de l'asile aux grands élus, au territoire, au monde associatif. J'ai croisé partout dans notre pays des gens qui accueillent, des dynamiques sociales, des maires de droite, de gauche, du centre et d'ailleurs, qui savent accueillir dans l'ordre, dans la maîtrise, dans l'organisation, dans le respect

du droit. Il est temps que notre État, si on veut reconstruire la confiance, s'ouvre à ces dynamiques sociales.

C'est l'asile, mais il faut aussi construire un deuxième étage de ce droit, qui est un droit humanitaire complémentaire. Parce qu'il est des situations de détresse humanitaire qui ne relèvent pas *stricto sensu* du droit d'asile. Je prends l'exemple d'hommes, de femmes venus d'Afrique de l'Ouest qui n'ont pas de motif de crainte dans leur pays d'origine parce qu'il n'y a ni mariage forcé, ni militantisme politique, ni persécution, mais qui ont été détruits de manière terrifiante, par exemple en Libye. Il faut inventer des critères transparents, clairs, pour le droit au séjour de ces personnes.

Il faut encore ajouter un troisième étage qui ne relève pas du devoir d'humanité. Nous devons aussi organiser la migration économique légale en fonction des besoins de notre économie. Je suggère notamment que les partenaires sociaux soient associés, de manière à ce que les chefs d'entreprise puissent faire valoir dans chaque secteur leurs besoins en main-d'œuvre, mais aussi que les syndicats de salariés puissent installer des garde-fous. Parce qu'il est naturel que les salariés s'inquiètent, tant que le marché du travail est celui que nous connaissons, de l'impact de la migration sur les conditions de travail et les salaires. Faire comme si tout cela n'existait pas est dévastateur. Il faut travailler sur ces peurs, sur ces inquiétudes, il faut y apporter des réponses. Faisons donc une migration économique légale, transparente, selon des règles que tout le monde pourra connaître.

Une fois que nous aurons réécrit le droit du séjour des étrangers en France et en Europe selon ces trois étages, j'ajouterai deux conditions indispensables. La première, c'est que nous soyons enfin capables d'avoir des politiques d'intégration sérieuses pour celles et ceux qui ont le droit au séjour dans notre pays. Pour l'accès à la langue, à la formation professionnelle, à l'emploi, au logement, aux valeurs républicaines. Car enfin, nous sommes un collectif, une nation, avec une histoire, des valeurs de la République, que nous avons d'ailleurs souvent en partage avec d'autres, sur la laïcité, sur l'égalité entre hommes et femmes.

Celles et ceux qui ne correspondent pas à ces critères doivent effectivement être reconduits dans leur pays d'origine. Qu'on arrête les grands discours et qu'on agisse. C'est ainsi que nous devrions être capables de construire un rapport apaisé à cette question de la migration et reconstruire la confiance sur une question dont nous savons bien que si elle n'est pas traitée, elle mine la confiance alors même que les solutions existent.

QUESTION DES 18-28 — J'aimerais me mettre dans la peau non pas de l'Européen, mais plutôt du migrant qui part de son pays en guerre. J'ai voyagé ces derniers mois dans le désert libyen et en Irak ; en discutant avec les gens, je me suis rendu compte que beaucoup d'entre eux voient ceux qui partent d'un très mauvais œil. Pourquoi ? Parce qu'ils se disent que la Libye et le Kurdistan de demain ne se feront pas sans leurs amis et sans leurs parents. Du coup, si notre devoir est d'accueillir ces migrants chez nous, je voudrais vous demander si ce n'est pas nier finalement ce que deviendront ces pays-là sans leurs talents.

PASCAL BRICE — Vous avez raison d'évoquer cette question, parce que c'est aussi important de parler du point de vue de ces pays, de ces sociétés, de ces hommes, de ces femmes, de ces familles. Il est évident que nous souhaitons tous que les raisons pour lesquelles il existe ce qu'on appelle des mobilités ou des migrations subies, liées à des causes de nature politique ou de nature économique et sociale, disparaissent. Nous devons accueillir, s'ils le demandent, celles et ceux qui fuient les persécutions, si bien sûr, nous avons vérifié qu'ils correspondent aux critères du droit d'asile. Avec le souhait et la nécessité que nos propres politiques diplomatiques, économiques, commerciales contribuent à la résolution des conflits dans les pays d'origine de la migration subie.

En revanche, en ce qui concerne la migration économique légale, je pense qu'il faut impérativement prendre en compte les besoins de ces pays. Le système que j'ai en tête est un système d'organisation de l'immigration économique légal en France, qui serait construit avec les partenaires sociaux au niveau national,

mais aussi dans le dialogue avec les pays d'origine lorsque c'est possible.

Je m'interdis de juger les raisons pour lesquelles ils sont partis. Simplement, à l'OFPRA, on vérifie évidemment qu'ils correspondent aux critères. C'est le métier de l'OFPRA et de la Cour nationale du droit d'asile. En ce qui concerne la migration économique légale, il faut effectivement prendre en compte l'impact sur les pays d'origine pour éviter d'aggraver le problème.

QUESTION DES 18-28 — Vous avez évoqué les solutions en termes d'accueil. Mais en termes d'intégration, existe-t-il réellement des solutions tout aussi concrètes ? Par exemple, pour l'intégration sur le marché du travail, cette confiance qu'on peut accorder ensuite aux migrants ?

PASCAL BRICE — Il existe dans notre pays un très grand nombre d'initiatives en la matière. Je veux saluer, par exemple, la contribution du MEDEF, de certaines entreprises, fédérations professionnelles, organisations syndicales, ou associations. Il y a toute une série d'initiatives dans le pays qui participent à cette intégration, notamment la question de la langue, de la formation professionnelle et de l'accès au logement avec bien sûr l'administration qui s'en occupe.

Mais ce qui est assez frappant, et je l'ai vécu au cours de ces six années, c'est en fait à bien des égards, une question nouvelle. Très longtemps en France, nous avons considéré qu'à partir du moment où quelqu'un avait un droit au séjour et avait été reconnu réfugié, il se débrouillait seul.

J'ai le souvenir très précis, autour de 2015, des premières personnes que j'ai rencontrées dans le bidonville à Calais ou dans les campements du nord de Paris. Elles me tendaient un titre de protection de l'OFPRA. Elles étaient donc réfugiées mais elles étaient dans des camps.

La suggestion que j'avais faite et que je refais ici avec vous est notamment que l'on puisse mobiliser la société, qui l'est déjà beaucoup, à travers un contrat d'hospitalité républicaine. Parce que

vous avez beaucoup de citoyens qui accueillent et qui sont un peu démunis. Par exemple, quand vous avez chez vous quelqu'un qui a un rapport culturel à la question des droits des femmes ou à la laïcité qui n'est pas le nôtre, cela se construit. Donc, je pense que l'État devrait apporter un appui en la matière, ou en tout cas qu'il y ait un apport collectif de manière à ce que la société puisse prendre toute sa part dans cette politique d'intégration et que l'État assume pleinement ses responsabilités.

QUESTION DES 18-28 — J'aurai trois petits points. Tout d'abord, en 2017, il y a eu un statut d'étudiants réfugiés qui a été lancé. Je voudrais savoir de quelle manière cela a évolué.

D'autre part sur la partie insertion professionnelle à travers la politique migratoire, il y avait auparavant des accords, notamment avec le Mali, pour les travailleurs. Où en sommes-nous ?

Enfin, sur la politique migratoire et d'asile, j'aurais voulu avoir, une perspective un peu plus globale. Parce que la plupart des déplacés, des réfugiés se trouvent notamment en Afrique ou au Liban, comme vous l'avez précisé.

PASCAL BRICE — Sur le premier point, ce que vous appelez des étudiants réfugiés est un beau concept mais un peu impropre, vous évoquez une très belle initiative de certaines universités visant à accueillir des étudiants, parmi lesquels des réfugiés au sens juridique du terme. C'est une initiative qui se poursuit et à laquelle l'OFPRA a d'ailleurs participé. Je crois que c'est évidemment très précieux, même si la mobilité des étudiants entre dans un cadre juridique spécifique.

Les accords bilatéraux en matière de migrations économiques légales existent. Vous en citez un, il y en a d'autres, mais en termes de nombre, c'est extraordinairement limité. Quand vous regardez les arrivées en France, la présence des étrangers, les droits au séjour, ce sont des nombres extrêmement réduits. Je suggère donc qu'on puisse vraiment être transparent là-dessus. Dans un moment où, dans notre pays et ailleurs, il y a un doute : il y a des envies d'accueillir, il y a des enthousiasmes, mais il reste des doutes, des in-

terrogations, il faut absolument que le droit soit clair, transparent, connu de tous et appliqué pleinement, notamment sur la migration économique légale et à travers des accords avec les pays d'origine.

Sur l'approche plus globale, je pense qu'il faut effectivement faire en sorte d'organiser, maîtriser et contrôler la migration au niveau multilatéral et à travers l'action sur la situation des pays d'origine. Mais aussi dans les pays de transit, vous en avez cité certains qui sont effectivement dans une situation extraordinairement complexe. Lors de ces six années à l'OFPRA, j'ai eu le plaisir de travailler fréquemment avec les fonctionnaires du Haut Commissariat aux Réfugiés, c'est une organisation internationale remarquable. J'ai eu l'occasion de dire à plusieurs reprises à des responsables politiques français que si nous voulons être cohérents, il fallait investir massivement dans le HCR et dans les moyens du HCR. Parce qu'effectivement, la plupart des déplacés et des migrants ne viennent pas en Europe, ils vont dans les pays voisins, Liban, Jordanie, certains pays africains, notamment le Tchad ou le Niger. Dans ces pays, le HCR et les organisations des Nations Unies jouent un rôle indispensable, et c'est là que vous pouvez mettre en place de manière complémentaire et dans des limites à fixer, ces politiques de « réinstallation », ce qui est un terme un peu bizarre, de personnes qui relèvent du droit d'asile après vérification sur place – c'est ce que nous avons fait au cours de ces dernières années à l'OFPRA au Niger, au Tchad, au Liban, en Jordanie, en Égypte et ça se poursuit – de manière à les accueillir en Europe.

Mais il y a aussi des déplacements subis qu'il faut pouvoir organiser, soit en fonction d'un devoir d'humanité qui ne se discute pas – que je ne discuterai jamais et que je ne laisserai jamais personne discuter parce que ce n'est pas discutable – soit en fonction des besoins de notre économie. Et là, c'est notre liberté que d'organiser les choses de manière intelligente, y compris avec les pays d'origine.

QUESTION DES 18-28 — J'aimerais revenir au niveau européen. On a vu un manque de coopération assez patent avec l'accord UE-Turquie, dont vous avez rappelé qu'il s'agit plus d'une externalisation qu'autre chose. Je me rappelle Philippe Lamberts,

député européen, qui avait dit qu'il s'agissait d'un pacte avec le diable. Est-ce que vous pensez que le règlement de Dublin va être modifié dans les prochaines années ? Peut-être que c'est justement le problème européen, ce manque de solidarité que de s'appuyer sur ce règlement-là.

PASCAL BRICE — La réponse européenne, vous avez raison d'insister, est décisive, parce qu'en termes d'efficacité, le niveau national est faible. Le constat qu'on peut faire, hélas, c'est que l'Europe a été incapable d'apporter une réponse coordonnée à ce défi au cours des années des plus grandes arrivées de 2014 à 2017. Et que, depuis lors, les arrivées ont beau avoir chuté considérablement, nous sommes dans une crise politique européenne, dont cette question de la migration est un des catalyseurs.

Le constat que je fais, et je crois maintenant ne plus être le seul à le faire, c'est que le règlement Dublin est un élément du problème, pas du tout de la solution. Je rappelle que ces règles veulent que la demande d'asile de quelqu'un soit instruite dans le pays européen d'arrivée. Donc, en Espagne, en Grèce, en Italie, à Malte principalement, parfois en Pologne. Ce système ne fonctionne pas et il produit des effets dévastateurs à deux égards. D'abord, il est la démonstration, pour les pays d'arrivée que les Européens ne sont pas solidaires. Donc, Monsieur Salvini peut dire « merci Dublin ». Mais les effets de ce règlement se font également sentir dans nos quartiers et dans nos villes. Quand j'étais encore directeur de l'OFPRA, j'avais régulièrement des appels de maires qui disaient : « Monsieur le Directeur, j'ai un centre d'hébergement chez moi, j'ai des demandeurs d'asile, ça fait des mois qu'ils sont là, il ne se passe rien, que fait l'OFPRA ? » Réponse : « Madame, Monsieur le Maire, cela s'appelle Dublin. C'est-à-dire que ces personnes ont laissé des empreintes en arrivant en Italie ou ailleurs, donc l'OFPRA n'a pas le droit d'instruire leur demande d'asile ».

Il faut impérativement et d'urgence sortir de ce règlement Dublin. D'autant plus que lorsque Monsieur Salvini, de manière totalement contraire au droit le plus élémentaire, ferme les ports italiens aux navires qui ont sauvé des migrants alors qu'il s'agit du

port le plus proche, il a beau jeu de dire : « Non, mais attendez, moi, tant qu'on me dit que c'est à moi de régler la situation tout seul en application du règlement Dublin, je ne discute pas. » La réalité, c'est qu'il ne discutera pas. Monsieur Salvini fait partie des gens qui ne cherchent pas des solutions et ne voit que des problèmes. On est là dans le registre de l'instrumentalisation. Mais je suggère, que l'on sorte enfin du règlement Dublin au niveau européen, parce que nous ne pouvons pas en sortir tout seuls, parce que les effets toxiques sont avérés. Il faut mettre en place des missions de protection pour les personnes qui relèvent du droit d'asile dans les pays de transit, que vous accueillez en Europe dans des limites fixées. Ce sont des centres d'instruction de la demande d'asile pour ceux qui arrivent dans les ports européens et qui ne sortent pas tant que leur demande d'asile n'a pas été instruite. C'est l'accueil dans les pays européens qui le souhaitent, soit ils accueillent, soit ils financent s'ils ne veulent pas accueillir celles et ceux qui relèvent du droit d'asile. C'est la reconduite de celles et ceux qui n'en relèvent pas. C'est une Agence européenne de l'asile qui permette enfin d'avoir un droit harmonisé. Ces solutions, pour l'essentiel, nous les avons pratiquées. Il existe une solution européenne.

Je redis que ce qui s'est passé en juin de manière terrible – des migrants tués dans un centre de rétention en Libye lors d'un bombardement, une capitaine de navire emprisonnée puis libérée – est la démonstration que le statu quo, dont certains s'accommodent, n'est tenable ni du point de vue de la dignité ni du point de vue de ce que nous sommes ni du point de vue de l'efficacité puisque cette capitaine a été libérée, ce dont évidemment je me réjouis. Il faut passer à autre chose et je souhaite notamment que la nouvelle équipe européenne, fasse prévaloir des règles rigoureuses, dignes applicables et appliquées.

QUESTION DES 18-28 — J'ai l'impression que le problème tient plus à l'insertion des migrants dans la société qu'à l'émigration elle-même. Le monde est en perpétuel mouvement. Ne pensez-vous pas qu'il est plus important d'accompagner les migrants dans la culture française, afin de recréer ce ciment commun

qui s'est cassé il y a si longtemps ? Et si oui, quels sont les dispositifs selon vous qui seraient les plus efficaces pour reconstruire cette histoire commune entre les Français et ceux qui arrivent ?

PASCAL BRICE — Je partage votre conviction que ces politiques dites d'intégration sont absolument décisives. Je suis souvent frappé dans le débat public par cette réflexion sur le nombre de personnes à accueillir comme s'il y avait un invariant de notre capacité à accueillir. Or, notre capacité à accueillir se travaille, y compris sur la capacité collective à répondre aux inquiétudes culturelles, identitaires, sociales dans notre pays. Donc, ces politiques d'intégration sont fondamentales et je crois beaucoup à la capacité de la société française, qui en a déjà fait la démonstration, d'y apporter des réponses pour peu que l'État sache venir en appui. Je parlais notamment de toutes ces initiatives qui concernent l'apprentissage du français, évidemment central et la formation professionnelle, je veux notamment rendre hommage au travail de l'AFPA et au patronat français qui fait un grand travail en la matière depuis plusieurs années. Sur la question de l'accès au logement, il y a une Direction de l'interministériel à Paris qui fait aussi un gros boulot et il y a les maires.

Cette politique-là est fondamentale ainsi que le partage des valeurs qui sont les nôtres, dans leur côté intangible et dans leur côté évolutif. Nous avons des valeurs républicaines que chacun sur notre territoire doit pouvoir partager.

Je redis que ces politiques d'intégration doivent changer de braquet, elles sont indispensables. Mais je ne crois pas qu'on puisse se contenter de dire « Peu importe le nombre de gens qui arrivent, l'important, c'est l'intégration ». Je pense qu'il faut aussi, dans le même temps, des règles de droit claires pour définir le droit au séjour. Comme je le redisais, le devoir d'humanité c'est le droit d'asile, la protection humanitaire que j'appelle de mes vœux, la migration économique légale. Je suis convaincu pour ma part qu'il faut avancer sur l'ensemble de ces sentiers. Réécrire les règles de droit, faire en sorte qu'elles soient pleinement appliquées dans leur côté protecteur et dans leur côté coercitif. Je pense que c'est ainsi que nous pourrons progresser.

Une des raisons pour lesquelles j'ai écrit le livre que vous avez eu la gentillesse de mentionner c'est que j'ai été extrêmement frappé par le décalage terrible entre ce qu'est la société française, ce que nous sommes ici et ailleurs dans nos doutes, dans nos interrogations, dans nos sensibilités, dans nos différences et la nature du débat public et politique. Je crois la société française beaucoup plus capable de mobilité qu'on ne le pense, mais à condition qu'on ne s'aveugle pas sur une réalité qu'il faut prendre en compte, qu'il faut appréhender, qui sont les peurs et les inquiétudes d'une partie du corps social sur cette question-là. Sinon, on ne fait qu'aggraver les problèmes.

QUESTION DU PUBLIC — En plus de toutes ces questions politiques et sociales, comment voyez-vous l'impact des technologies pour résoudre cette question ? Je pense notamment à la blockchain qui essaie de résoudre cette question du tiers de confiance et dont de nombreux projets essayent de s'occuper de la crise migratoire, en donnant notamment une identité virtuelle à ces migrants, en leur permettant l'accès à des formations. Comment voyez-vous le rôle de ces nouvelles technologies ?

QUESTION DU PUBLIC — Toutes les mesures dont vous avez parlé sont extrêmement importantes, mais est-ce que la parole des citoyens français sur l'accueil des migrants n'est pas aussi importante, voire plus ? Et dans ce cas-là, comment organiser ce débat ?

PASCAL BRICE — Au cours des années 2015-2016-2017, qui ont été celles du plus grand nombre des arrivées en Europe et en France, je me suis rendu très souvent dans les bidonvilles et les campements avec mes équipes ; les lieux les plus appropriés pour parler avec ces personnes, étaient les lieux où ils rechargeaient leur téléphone portable : quand j'arrivais quelque part sur un campement, je cherchais l'endroit où les gens rechargeaient leur téléphone, des prises dans des endroits parfois assez improbables. Et là, on pouvait parler. En effet, le portable,

c'est un truc extraordinaire dans le monde des migrants et de l'exil, dans le côté positif et moins positif. Côté positif, c'est vraiment ce qui relie les personnes au monde extérieur. Parce que vous voyez bien ce qu'est l'exil ; c'est un monde d'ignorance des règles, c'est un monde d'errance, c'est un monde de souffrance, c'est un monde de doutes. Comme je le racontais à *Libération*, vous avez des gens parmi les exilés qui savent très bien où ils vont parce qu'ils ont des compatriotes. Mais la plupart ne savent pas, c'est une errance. On arrive quelque part, il y a des compatriotes qui vous disent « Là, ça se passe mieux, etc. Tu devrais aller là… ». Et le portable est fondamental. Mais le portable a aussi ses mauvais côtés. C'est-à-dire que c'est un monde, comme le nôtre, où l'information circule à une vitesse folle, et notamment celle des passeurs. Parce que c'est aussi une réalité du monde de l'exil que celle des passeurs et de leur violence. Et d'ailleurs, ma conviction, c'est que plus les États respecteront des règles de droit applicables, moins il y aura de boulot pour les passeurs. C'est un fonctionnement très naturel de marché informel et de marché formalisé. Et donc, dans ce monde-là, oui, l'accès aux nouvelles technologies et l'accès au numérique est tout à fait essentiel.

J'en ai d'ailleurs fait la démonstration, j'ai en tout cas essayé de le faire dans la réforme de l'OFPRA, où nous avons beaucoup réduit les délais d'instruction. C'était la demande des pouvoirs publics et notamment à travers une numérisation très poussée de la gestion des dossiers des demandeurs d'asile et de leur convocation aux entretiens à l'OFPRA. Il va falloir passer à une étape de plus qui est la numérisation du dossier pour les demandeurs. Il y a à une vraie réflexion à mener entre les pouvoirs publics et le monde associatif notamment.

Il faudra que le débat public soit de meilleure qualité que celui qui a été engagé. J'ai quelques convictions mais aucune certitude. Mais un des éléments que je crois essentiel est la nécessité de formuler des règles de droit très concrètes.

Donc, oui, je souhaite que le débat démocratique dans notre pays s'empare de cette question-là, si possible de la manière dont nous le faisons ici. Oui, je pense qu'il faut que la représentation na-

tionale s'empare de ces questions-là. Oui, je pense qu'il faut que les Français s'emparent de cette question-là. Il ne faut pas avoir peur du peuple. Sinon, je crois qu'il a démontré que le réveil pouvait être douloureux.

QUESTION DES 18-28 — J'ai l'impression qu'à la racine des difficultés de société que nous connaissons, il y a le langage. Je suis allé faire un stage en Allemagne, récemment, je baragouine un peu d'allemand, mais je ne parle pas très bien. Ce qui fait que dans la relation avec l'autre, c'est difficile parce que je n'ai pas vraiment pu créer de l'empathie comme je peux le faire en français. Je n'ai pas pu faire de jeux de mots, de blagues, mettre des nuances et raconter ma vie de façon à ce que l'autre comprenne vraiment d'où je viens. J'ai l'impression que c'est un peu à la racine du manque d'empathie que peuvent avoir les habitants de notre pays vis-à-vis des migrants qui ne parlent pas forcément la langue. J'aimerais savoir comment vous estimez que l'on pourrait contourner ce problème ou traiter ce sujet.

PASCAL BRICE — Vous avez des dizaines et des centaines de milliers d'exemples d'accueil en France. Je vous donne un exemple qui est pour moi très caractéristique. Je me suis rendu chaque semaine pendant deux ans en 2015 et 2016 dans le bidonville de Calais avec mes équipes de l'OFPRA pour convaincre des personnes de demander l'asile en France, dans la mesure où les Britanniques leur refusaient le passage. Nous sommes ainsi parvenus collectivement à faire en sorte que 10 000 personnes quittent ce bidonville, renoncent au voyage en Grande-Bretagne et soient accueillies partout en France dans des petites unités. Il s'est passé partout la même chose. Je suis allé voir en Loire-Atlantique, en Auvergne, dans les Pyrénées-Orientales, dans le Doubs, partout la même histoire. Au début, ça a été dur, vous pouvez en parler aux maires qui ont dû faire des réunions publiques, je peux vous dire qu'ils sont courageux et je veux leur rendre hommage. Vous aviez des habitants inquiets et je le comprends. Vous êtes dans votre quartier ou dans votre village, vous voyez les images de violence dans

le bidonville de Calais, vous dites : « Mais c'est quoi ces jeunes qui débarquent ? »

Qu'est-ce qui s'est passé ? Et je ne vous raconte pas une belle histoire pour faire joli, vous pouvez le vérifier partout. Dans tous ces lieux où les réunions publiques ont été extrêmement dures, les élus ont fait le boulot, les travailleurs sociaux ont fait le boulot, les préfets ont fait le boulot et au bout d'un mois, deux mois, trois mois, tout se passait très bien. Pourquoi ? La réponse est une des réponses à votre question. Ce qui est frappant, c'est que si les choses sont organisées et maîtrisées, lorsque le contact se fait dans de bonnes conditions, pas dans des campements, les choses se passent très bien. Ensuite, vous avez même dans des villages, des habitants qui protestent quand le préfet doit fermer le centre d'hébergement. Et vous avez un monsieur dans un petit village d'Alsace qui, lorsque des demandeurs d'asile de Calais sont arrivés, a commencé par vouloir mettre des barbelés autour du centre et maintenant, les enfants qui sont dans le centre de réfugiés l'appellent Papy Carambar, parce qu'il vient régulièrement leur donner des bonbons.

Ce n'est pas juste une belle histoire, c'est partout comme ça. Mais pourquoi ? Parce que l'administration se mobilise, les élus se mobilisent, la société subsiste dans le respect des règles de droit. Ce qui veut dire aussi que si à la fin, quelqu'un n'a pas droit au séjour, il doit repartir. Je le dis, parce que cela fait partie aussi du contrat. C'est donc comme cela qu'on peut avancer, avec des règles claires qui sont réellement appliquées, avec la mobilisation de l'État et de la société.

Concernant les incompréhensions dont vous parlez, je veux redire ici que je ne considère pas que nous ayons un problème avec les migrants dans ce pays. Je pense qu'il y a une réalité sociale mêlée, qu'il y a en France, comme en Europe et comme aux États-Unis une tendance, qui hélas n'est pas nouvelle historiquement, qui est qu'en période de bouleversement, de mutation, de crispation sociale et identitaire culturelle, la présence de l'étranger fait débat. Et c'est la raison pour laquelle, alors que le corps social réagit de manière très variée, il faut y apporter des réponses apaisées, efficaces, respectueuses du droit et transparentes.

QUESTION DES 18-28 — Je voudrais savoir ce que vous pensez de la politique migratoire du Canada et est-ce que vous pensez qu'elle soit transposable en l'Europe ?

PASCAL BRICE — J'imagine que vous avez en tête ce qu'on appelle les quotas, En termes de philosophie générale, j'y suis favorable. Encore une fois, je considère qu'il nous faut construire un droit de l'hospitalité qui comporte les étages dont je parlais : l'asile, la protection humanitaire à inventer, la migration économique légale, organisée. Je pense que nous devrions être capables d'agréger au niveau national les besoins en main-d'œuvre qui seraient identifiés dans les bassins de production, notamment au niveau des régions ; que ces besoins soient identifiés dans la concertation avec les partenaires sociaux, notamment, par exemple dans les conseils économiques et sociaux régionaux. Que les syndicats de salariés puissent en discuter pour apporter des garanties aux salariés dont les inquiétudes sont légitimes, et qu'on puisse agréger tout cela, identifier des objectifs sur le plan de la migration économique légale et avoir des dispositifs de gestion avec les pays d'origine lorsque c'est possible.

PATRICE GEOFFRON — Vous avez apporté, me semble-t-il, une réponse absolument essentielle aux questions que nous allons nous poser pendant les deux journées et demie des Rencontres. Retrouver la confiance, cela suppose d'avoir des règles de droit et de les appliquer. J'observe que ce que vous nous dites, pour le domaine dans lequel vous avez opéré, fait écho par exemple à ce qu'a dit le Haut Conseil pour le climat il y a quelques jours en rendant un rapport et en disant que la France crée des règles de droit qu'elle n'applique pas et que de toutes façons, elle ne s'en donne pas les moyens. Ce décalage est évidemment problématique, étant entendu que les questions migratoires et les questions climatiques ne sont malheureusement pas sans lien. J'observe également avec beaucoup d'intérêt que vous êtes au moins aussi utile à l'extérieur de l'OFPRA qu'à l'intérieur.

ENTRE ANGOISSE ET INDIFFÉRENCE, COMMENT SE SAISIR DE L'URGENCE CLIMATIQUE ?

3

COORDINATION **Patrice Geoffron** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Antoine Frérot** *(Veolia)*
Isabelle Kocher *(Engie)*
Patrick Pouyanné *(Total)*
Anne Rigail *(Air France)*

MODÉRATION **Hedwige Chevrillon** *(BFM Business)*

HEDWIGE CHEVRILLON — Nous allons parler d'angoisse, d'indifférence et d'urgence climatique. L'opinion publique est de plus en plus mobilisée, les mouvements de protestation de plus en plus fréquents et de plus en plus violents.

Nous avons réuni pour ce débat quelques-uns des acteurs clé de cette urgence climatique.

Antoine Frérot, vous êtes le président de Veolia, leader mondial de l'environnement. Vous êtes celui qui essaie de trouver des solutions, vous nous direz un peu lesquelles. Isabelle Kocher, vous êtes directrice générale d'Engie à l'origine d'un mouvement vraiment radical. Est-ce un mouvement qui peut marcher, qui marche ?

Avez-vous réussi cette transformation, ou bien êtes-vous encore au milieu du gué, Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total et fidèle des Rencontres d'Aix ?

Enfin, pour une première intervention à Aix dans ses nouvelles fonctions, Anne Rigail, directrice générale d'Air France.

PATRICE GEOFFRON — En guise de cadrage, je voudrais formuler quatre observations importantes à mes yeux pour introduire nos débats, la première est un « constat d'étonnement » : j'ai la sensation que la question climatique a envahi nos Rencontres, bien au-delà des sessions qui sont spécifiquement dédiées au climat. En fait nous avons parlé climat partout et tout le temps, pour une raison qui finalement est assez logique, à savoir que, dès lors que cette année nous nous interrogeons sur la confiance et qu'il y a devant nous les incertitudes liées au changement climatique, cette dimension structure le débat sur la confiance.

Deuxième observation, le monde économique que nous avons devant nous est *terra incognita* : une société « post-carbone » dans laquelle nous nous mettrions à créer de la richesse en émettant globalement de moins en moins de CO_2 à l'inverse de ce que nous faisons depuis plus de deux siècles, nous est inconnue. Aujourd'hui, nous émettons environ 35 milliards de tonnes de CO_2 par an et les objectifs de l'Accord de Paris sont d'en émettre moins de 10 milliards dès 2050, soit autant qu'en 1950… mais avec un PIB multiplié par 10 en 100 ans ! Le défi que nous devons relever est d'engager le découplage entre PIB et CO_2 dès le début de la décennie 2020. Évidemment, un tel défi ne peut que sidérer, mais il y a quelques raisons d'espérer. Lorsqu'on regarde les modélisations à long terme, on s'aperçoit que globalement, ce n'est pas beaucoup plus coûteux de « sauver le monde », que de ne pas le sauver – et qu'en plus, cet effort initial évite des coûts élevés au travers de ce siècle. Les travaux encadrés par Felipe Calderon et Nicolas Stern, par exemple, indiquent que les investissements à l'horizon 2030 ne sont supérieurs que de 5 % à une évolution « au fil de l'eau », c'est-à-dire sans effort spécifique de décarbonation. Il ne s'agit donc pas de faire un « effort de guerre » en drainant des financements considérablement plus élevés, mais plutôt de procéder à des réallocations massives entre filières carbonées et filières décarbonées.

Troisième observation : derrière le sommet des émissions de CO_2, ce nouveau monde post-carbone est-il économiquement stable ? Nous n'en avons aucune certitude car le changement de

« modèle économique mondial » sera associé à des réallocations induisant des actifs échoués (*stranded assets*), c'est-à-dire des actifs économiques adaptés à l'ancien modèle mais inadaptés, schématiquement, au nouveau. La crise des gilets jaunes peut être interprétée dans ces termes : certains de nos concitoyens ont lancé l'alerte, leur stock de capital, véhicules thermiques, maisons chauffées au fuel, étant mal adapté aux contraintes issues d'une taxe carbone. Autre exemple, le charbon allemand dont les dernières centrales pourraient fermer avant 2040. Plus loin de nous en apparence, mais avec potentiellement des effets sur l'Europe, les pays de l'OPEP ou la Russie dont le modèle économique est fondé sur de la création de richesse en émettant du CO_2 et dont on imagine que le délitement économique ne serait pas sans conséquences.

Dernière observation : ce défi n'est pas uniquement celui des entreprises présentes à cette tribune, et chaque « corps de métiers » doit s'interroger. Certaines universités par exemple, commencent à le faire. Toute une série de laboratoires « 1 degré 5 » voient le jour. Il est clair que le Cercle des économistes ne pourra pas continuer à convier de plus en plus de jeunes gens à Aix sans que nous nous interrogions sur l'empreinte carbone et l'objectif de neutralité carbone de nos Rencontres, comme le font de plus en plus d'organisateurs de conférences internationales, Davos compris.

HEDWIGE CHEVRILLON — Patrick Pouyanné, Total pèse 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires et vos positions sont souvent mises en cause. On a vu l'histoire des Jeux olympiques, l'ouverture de votre raffinerie dans le Sud de la France. Vous êtes au cœur de toutes ces problématiques. Quelle est votre réponse par rapport à cette pression générale ?

PATRICK POUYANNÉ — La réponse est qu'il faut s'engager. Pour un groupe comme Total, acteur mondial de l'énergie, cet engagement est essentiel, puisque la question du climat concerne profondément celle des évolutions des marchés de l'énergie. Dans une entreprise comme la nôtre, quand on parle

de stratégie, on cherche à comprendre comment nos marchés vont évoluer. Mais nous devons aussi garder en permanence en tête que l'énergie est un bien indispensable à l'Homme. Partout sur la planète, l'Homme veut avoir accès à une énergie disponible, abordable mais aussi compatible avec le respect de la planète et la question du climat. Il y a encore dans le monde des centaines de millions de gens qui n'ont pas accès à l'énergie et dont la première urgence est de sortir de la pauvreté. Leur apporter de l'énergie est essentiel. Ensuite il y a les pays développés de l'OCDE comme le nôtre; il va de soi que la sensibilité au débat n'est pas la même. Cela ne veut pas dire que l'urgence ne soit pas globale.

Vous avez utilisé le mot « angoisse » mais si on croit à l'accord de Paris, il faut être optimiste parce qu'il est écrit dans un article qu'on vise une trajectoire de moins de 2 degrés, en même temps, la somme des contributions des pays, des engagements volontaires signés le même jour aboutissait à environ 3 degrés. Aujourd'hui, nous ne connaissons pas toutes les solutions technologiques qui permettraient de se placer sur cette trajectoire de deux degrés. Il faut être optimiste, avoir foi dans le progrès. Or aujourd'hui, l'urgence climatique génère une espèce d'ambiance de doute, de contestation, comme si on avait perdu la capacité de croire en ce progrès. Fondamentalement, si nous voulons être sur cette trajectoire, il faut croire en notre capacité à innover, à créer.

Dans le monde de l'énergie, on crée et on innove vite. Il y a dix ou quinze ans, on ne parlait ni d'énergie solaire, ni d'énergie éolienne, ni d'énergie *offshore*, de stockage de l'électricité, comme on peut en parler aujourd'hui et chez Total, on agit.

Nous nous engageons aussi, parce qu'il est clair qu'on consommera moins de pétrole dans vingt ou trente ans. Cela signifie que le prix du pétrole va diminuer, qu'il faut donc protéger l'entreprise pour ne pas avoir d'actifs échoués en évitant d'aller prendre des positions sur les pétroles chers. Inutile par exemple d'aller chercher du pétrole en Arctique ou de poursuivre d'autres projets coûteux.

Nous nous engageons, parce que nous croyons qu'une énergie va faire la transition, c'est le gaz naturel. Si aujourd'hui nous étions capables de transformer toutes les centrales à charbon de cette

planète en centrales à gaz, nous réglerions un tiers du changement climatique.

Total s'engage en décidant d'investir dans l'électricité, ce qui ne fait pas plaisir à certains concurrents. Nous nous engageons, en investissant en ce moment en moyenne 1,5 milliard d'euros dans les énergies renouvelables, ce qui est tout à fait cohérent avec ce que font les grands électriciens dans ce domaine. Nous allons devenir petit à petit un électricien bas carbone.

Nous nous engageons enfin parce qu'il ne faut pas croire à la fin des hydrocarbures. L'objectif est d'avoir une neutralité carbone en 2050, notre engagement est donc d'investir dans les technologies de la neutralité carbone. La technologie de la neutralité, c'est du stockage de carbone, mais ce sont aussi les forêts. Le moyen le plus efficace d'éliminer du carbone sur cette planète, est la reforestation et l'engagement pour les forêts. Je l'annonce aujourd'hui publiquement, nous avons constitué une unité organisationnelle avec des ingénieurs et des experts, pour investir dans des projets qui préserveront les forêts. Ils auront un budget de cent millions de dollars par an. Ce n'est pas de la philanthropie, c'est de l'investissement à moyen et long terme, parce que pour être positif pour la planète un projet pour les forêts doit s'inscrire dans le long terme.

Mon message est qu'il faut être optimiste. Il faut croire dans le progrès, si nous voulons collectivement, apporter la solution au changement climatique et donc avoir confiance. Sans confiance nous ne bougerons pas. J'ai confiance en Total comme acteur positif en mesure d'apporter des solutions. Si aujourd'hui Total peut investir dans les renouvelables, c'est parce qu'il tire du bénéfice de ses exploitations hydrocarbures et en réinvestit dans les énergies de demain.

HEDWIGE CHEVRILLON — Autre entreprise sous pression : Air France. Anne Rigail, vous avez pris les rênes d'Air France il y a six mois. Permettez-moi de signaler un excellent papier dans *Libération*. C'est un portrait qui vous a été consacré intitulé « Kéro Zen.[1] »

1. 18 juin 2019.

Est-ce que vous sentez venir cette pression ? Comment comptez-vous contrer ce mouvement qui est en train de prendre de l'ampleur, notamment chez les plus jeunes ?

ANNE RIGAIL — Nous avons vu ce mouvement venir de Suède, vous avez tous entendu parler du *Flygskam*. C'est suédois, donc c'est réputé sympathique ! Mon travail en tant que dirigeante d'Air France est de faire en sorte, lorsqu'on fait découvrir le monde à nos clients, que les futures générations puissent également le faire. Il faut réconcilier les possibles, en offrant un transport aérien de plus en plus responsable.

Nous n'avons pas attendu l'ampleur médiatique du *Flygskam* pour nous mettre au travail et nous avons déjà baissé nos émissions de CO_2 de 20 % entre 2011 et 2018, avec de nombreuses actions qui ont produit des résultats à court terme.

Mais l'action la plus efficace est de renouveler notre flotte. Les avions de nouvelle génération plus légers et faits en matériaux composites, – Boeing 787, Airbus 350 – se révèlent plus performants pour notre économie puisqu'ils réduisent la consommation de fuel de 20 % à 25 %, et donc les émissions de CO_2 de la même proportion.

Au-delà, tous nos personnels sont motivés et enthousiastes pour s'engager. Pour les pilotes, un peu comme nous en voiture, le sujet est l'éco-pilotage ce qui signifie, choisir des trajectoires qui soient le plus efficace possible. En choisissant les bonnes trajectoires, l'économie peut-être de 2 % ; à l'atterrissage, c'est couper un moteur sur deux. En cabine, avec nos personnels navigants commerciaux, les hôtesses et les stewards, nous allons travailler sur la masse que nous embarquons à bord. Un kilo de moins à bord sur la flotte d'Air France, ce sont 69 tonnes de CO_2 économisées par an. On allège les sièges, on embarque l'eau qu'il nous faut et pas plus. On n'embarque pas la même chose sur un Paris-Singapour que sur un Paris-New York. On va par exemple cesser d'embarquer de la documentation écrite et privilégier le numérique. Nos hôtesses et stewards sont de plus en plus engagés pour recycler. Nous avons aujourd'hui aussi décidé d'arrêter les plastiques à usage unique à bord de nos avions.

Cela représente 1 300 tonnes de moins par an à bord des avions. La feuille de route est pleine d'actions effectivement convaincantes.

HEDWIGE CHEVRILLON — Et dans quel délai l'empreinte zéro carbone pour Air France ?

ANNE RIGAIL — L'empreinte carbone est le sujet de l'aérien. Autant pour le routier, il y a des solutions technologiquement accessibles, autant le transport aérien s'est vraiment engagé dans une croissance neutre à compter de 2020 et à une division par deux de ses émissions à compter de 2050, mais les technologies ne sont pas encore totalement accessibles. Il y a des technologies de transition, puisque le biocarburant durable peut maintenant être incorporé dans le kérosène de nos avions, de nos moteurs existants et diminue de 80 % l'empreinte carbone. Ce n'est pas encore le zéro carbone qu'on aura peut-être avec des avions électriques, mais pour l'instant, ceux qui volent n'ont que deux places ! Nous espérons que les constructeurs, les motoristes seront capables de nous amener des solutions et des ruptures technologiques.

PATRICK POUYANNÉ — Le biocarburant existe, à La Mède[2] par exemple. Il va permettre à Air France de faire voler ses avions même s'il y a un peu d'huile de palme durable dans sa composition, c'est-à-dire provenant uniquement de terres qui ne correspondent pas à de la déforestation.

HEDWIGE CHEVRILLON — Isabelle Kocher, il y a plusieurs années, vous avez pris les rênes d'Engie dont on a bien vu la transformation, parfois à marche forcée. C'est la première fois qu'un groupe de votre taille, avec 60 milliards de chiffre d'affaires évolue de manière aussi forte, avec des cessions d'actifs et des repositionnements. Avez-vous le sentiment qu'aujourd'hui, vous

2. La Mède, anciennement raffinerie de Provence située à Châteauneuf-les-Martigues. Le 3 juillet 2019, Total y lance la production de biocarburants.

êtes en voie de trouver une solution, en tout cas par rapport à cette urgence climatique ?

ISABELLE KOCHER — Je crois que nous sommes vraiment dans une phase de mobilisation générale. Elle s'exprime de manière souvent violente dans la rue. La confrontation entre fin du monde et fin du mois a atteint un niveau de radicalité incroyable. Ces deux préoccupations sont toutes les deux justes. Ceux qui disent « fin du monde » ont raison, d'une certaine manière. Ils l'expriment de manière un peu radicale, mais tout de même. Nous ne sommes pas du tout sur la trajectoire deux degrés et on le sait bien. On ne peut pas non plus ne pas entendre ceux qui parlent de « fin du mois ». Le coût de l'énergie est un facteur majeur du coût de la vie.

Un jeune participant me demandait comment sortir de cette situation. Je crois que nous nous posons tous cette même question. Chez Engie, nous avons essayé de répartir des usages. Si on se contente de faire juste plus de renouvelables, cela ne marchera pas, parce que le coût à l'unité de l'énergie non renouvelable est plus élevé que le coût à l'unité de l'énergie renouvelable. Cela va durer un moment, parce qu'il faut construire ces nouvelles usines solaires, éoliennes, etc. Elles sont toutes neuves, ne sont pas amorties et plus chères par définition que celles qui existaient avant. Si on ne voit pas cela, la réflexion est un ensemble vide.

On a donc décidé de partir des usages. On s'est dit qu'il y a un très gros potentiel dans une consommation moindre. Je ne suis pas en train de parler d'une société de la privation, il s'agit simplement de passer à d'autres technologies de production de chaud et de froid qui soient beaucoup plus efficaces. Nous pouvons gagner énormément en questionnant nos modes de vie. Repartir des usages pour bâtir notre stratégie. En quelques années, nous sommes passés d'une situation où notre premier métier était de produire de l'énergie et d'être rémunérés pour cela à une situation où notre premier métier est d'aider nos clients à en consommer et à être rémunérés pour cela. Cela a une valeur économique et pas seulement de notre point de vue sociétal.

Le défi auquel nous avons été confrontés très directement est de faire cette transition sans perdre nos actionnaires en route. Il y a quatre ans, au lancement de ce programme, nous avons été accueillis avec bienveillance, mais un peu de scepticisme. Nous avons été taxés de naïveté. Mais j'avais la conviction que cela correspondait non seulement à un choix responsable du point de vue du réchauffement climatique et que c'était économiquement rationnel. Notre mission était de démontrer la validité du postulat en un temps court. Nous sommes tous conscients qu'avec le système actuel, il faut rapidement convaincre que cette position est créatrice de valeur. Nous avons demandé à nos actionnaires de patienter trois ans en leur disant que nous parviendrions à un modèle inversé qui serait plus profitable. Trois ans plus tard, c'est très encourageant. Les émissions de CO_2 ont baissé de 50 %. Notre groupe a une croissance plus rapide qu'avant. Nous venions d'une croissance négative et nous n'étions plus tout à fait positionnés comme les clients l'attendaient. Deux chiffres, moins 14 % de croissance en 2015, plus 5 % en 2018. Notre groupe attire mieux les talents, avec plus de 80 % de CV spontanés. À la suite de ce pari, nous constatons que les clients sont plus nombreux et qu'une meilleure croissance attirera forcément plus de talents, etc.

HEDWIGE CHEVRILLON — Isabelle Kocher, Engie est un Groupe énergéticien. Est-ce que vous êtes un groupe de services ? D'autant plus que vous êtes le principal actionnaire de Suez Environnement.

ISABELLE KOCHER — Nous sommes définitivement un groupe de services dans la mesure où nous définissons des partenariats avec des entreprises, en les aidant à construire leur *roadmap* zéro carbone en faisant l'inventaire de tout ce qu'il est possible de réduire en termes de consommation, pour une meilleure qualité de vie et plus de confort ; ensuite, dans une équation qui marche, c'est-à-dire pas plus cher qu'avant, remplacer l'énergie carbonée qui reste par une énergie décarbonée, nous sommes dans le sujet. C'est zéro carbone compétitif et cela

fonctionne. Est-ce la fin de notre mouvement ? Évidemment pas, nous sommes plutôt en train de l'accélérer.

HEDWIGE CHEVRILLON — Antoine Frérot, vous êtes le président-directeur général de Veolia, leader mondial des services à l'environnement. Je vous ai déjà entendu dire que les solutions passaient par l'innovation ?

ANTOINE FRÉROT — Je ne suis pas d'accord avec l'angoisse, le fatalisme et le côté anxiogène que vous avez rappelé au début de ce débat. Je vais aller plus loin que Patrick Pouyanné qui nous demande de croire dans le progrès car il existe des solutions disponibles dès aujourd'hui. Certaines d'entre elles peuvent être mises en place à court terme, d'autres peut-être à moyen terme. Il y a aussi les travaux de recherche à mener pour le plus long terme. Ces solutions ne demandent pas beaucoup d'argent, certaines en rapportent. Elles ne demandent pas de remettre en cause notre mode de vie, pas plus qu'elles ne nécessitent d'accord global mondial, parce qu'elles sont souvent locales.

Il existe donc des solutions techniques, mais aussi des solutions institutionnelles que nous avons expérimentées dans d'autres secteurs et que nous voyons se dupliquer. Si seulement ces solutions pouvaient se multiplier dans un système avec la faculté de mise à l'échelle, cela résoudrait le problème. Nous avons d'ores et déjà obtenu de bons résultats d'adaptation de solutions pour des problèmes de pollution graves.

Quelques exemples sur les solutions techniques dans mon secteur, dans les métiers de l'environnement. Une étude a montré que ces solutions permettaient de régler à peu près 30 % des émissions à abattre. Elles peuvent être utilisées tout de suite. À Fos-sur-Mer, ArcelorMittal nous a demandé des solutions pour réutiliser les gaz sidérurgiques issus du processus de fabrication pour faire de la vapeur, de la chaleur, de l'électricité et même de l'air comprimé. Ce sont 25 % de consommation d'énergie en moins, pour exactement le même service pour l'usine. L'efficacité énergétique existe aussi pour les bâtiments. En Argentine, deux

hôpitaux ont récemment été confiés à Veolia. L'un a fait moins 20 % et l'autre moins 25 % de consommation d'énergie, sans investissement. Autre exemple, celui de l'utilisation de la chaleur fatale, des déchets non recyclables ou de la biomasse. Je rappelle que la biomasse tombée dans la forêt des Landes en 1999 n'est toujours pas ramassée[3]. Les déchets non recyclables peuvent être préparés sous forme de combustibles solides de récupération, donc voyager sur une certaine distance. Ce sont des carburants renouvelables qui permettent de se substituer à n'importe quelle énergie fossile. Enfin, le recyclage du plastique. Une bouteille en plastique, lorsqu'elle est fabriquée avec du plastique recyclé, représente une réduction de 70 % d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à du plastique vierge. Cela coûte 20 % de plus aujourd'hui et ce n'est donc pas hors de portée.

Je pourrais multiplier les idées de solutions techniques qui sont à notre disposition, dont certaines sont applicables tout de suite, d'autres avec un petit surcoût. Il reste des solutions à trouver, pour faire face par exemple à l'utilisation prolongée du charbon. Par exemple, les solutions de capture et de stockage ou de réutilisation du carbone sont sans doute à mettre au point.

Ensuite, il y a des solutions institutionnelles. Notre problème est de forcer ou pousser les gens à utiliser ce qui existe. Il y a bien sûr la solution de la contrainte : législation, réglementation. Cela peut accélérer les choses. C'est nécessaire dans certains cas, mais cela peut avoir des effets pervers. À côté de la contrainte, il y a l'incitation. C'est toujours la même chose, polluer coûte plus cher que dépolluer. C'est exactement ce qu'on a connu il y a cinquante ans dans le domaine de l'eau. Faire payer la pollution, nécessite de définir un prix acceptable du carbone et que cet argent soit utilisé pour dépolluer et non tomber dans un puits sans fond. Si j'ai 10 % de redevance sur la pollution admise par le plastique vierge et que je donne ces 10 % au plastique recyclé, recycler est moins cher

3. Allusion à tout le bois tombé au cours de la tempête de 1999 qui est toujours au sol.

que ne pas recycler. 10 % ce n'est pas énorme et le plastique est un énorme problème.

Les solutions existent. Le monde institutionnel doit pouvoir les mettre en œuvre. Les revendications des gilets jaunes ont montré que les gens n'étaient pas prêts à payer pour la pollution. Juste après cet épisode, chez Veolia, nous avons réalisé un petit sondage sur la question du réinvestissement de la taxe carbone dans la dépollution au lieu d'enrichir l'État. À 70 %, la réponse est oui.

Ne désespérons pas. Développons ce qui existe déjà et complétons avec ce que la science va nous apporter.

PATRICK POUYANNÉ — En ce qui concerne la taxe carbone, la difficulté de l'exercice aujourd'hui est qu'elle taxe les consommateurs sur un bien essentiel, le carburant indispensable à leur transport Je rappelle que près de 75 % des Français prennent leur voiture pour aller travailler chaque jour. Ils ne sont pas tous à Paris et les transports en commun ne sont pas présents dans tout le pays. Le véhicule électrique non polluant n'existe pas encore. Au final et c'est un point de fond, la taxe carbone renchérit un bien essentiel, c'est à dire le coût de leur énergie et de leurs déplacements. Cela attaque le pouvoir d'achat à la base. Je suis profondément en faveur de la taxe carbone, mais elle n'est acceptable que si on est capable de mettre en place des technologies alternatives. Quand nous parlons de taxation ou de redevance, les acteurs auxquels on s'adresse doivent pouvoir agir eux-mêmes pour avoir le droit à une alternative technologique. S'ils ne l'ont pas, ils vont dans la rue, c'est ce que nous sommes en train de vivre, et pour l'instant, on n'offre pas encore d'alternative à la grande majorité d'entre eux. Dans cinq ans peut-être, avec le véhicule électrique…

HEDWIGE CHEVRILLON — Vous êtes des chefs d'entreprise leaders dans vos secteurs. Qu'est-ce qui vous oblige à vous transformer ? Est-ce que ce sont les investisseurs, notamment la finance qui met une pression de plus en plus forte ? Est-ce que c'est l'opinion publique, l'État ou le régulateur ?

PATRICK POUYANNÉ — C'est profondément la volonté d'avoir une entreprise qui reste leader dans vingt ans. C'est la stratégie, le développement de l'entreprise. Nous n'avons pas besoin de contraintes extérieures. Nous le faisons parce que la première mission du président et du Conseil d'administration de l'entreprise est d'assurer le développement de cette entreprise. Si nous souhaitons que Total reste un des leaders mondiaux de l'énergie, nous devons faire évoluer nos métiers sur les marchés en croissance.

ISABELLE KOCHER — Il faut être clair, le marché ne nous aide pas. Nous faisons 2,5 milliards de résultat net. On vaut à peu près la même chose en Bourse que si on les produisait à 100 % avec du charbon. Nous allons mieux économiquement, d'ailleurs, le parcours de rendement actionnaires est meilleur. Nous sommes repassés à plus 24 % en trois ans, mais ce n'est pas la qualité de chaque euro. Du fait d'un plus grand nombre de clients, nos dynamiques se sont inversées.

Les jeunes disent qu'ils ne veulent plus travailler dans des entreprises qui ne prennent pas ces sujets à bras-le-corps, les clients disent qu'ils font attention à ce qu'ils consomment ; en fait, ce sont les mêmes personnes.

Nous transformons l'entreprise parce que nous sommes motivés et que c'est l'avenir, même si nous souhaiterions être un peu plus encouragés par les actionnaires. Si on pouvait provoquer plus de proactivité des investisseurs, nous serions satisfaits.

ANTOINE FRÉROT — Plus de 60 % des émissions de gaz à effet de serre sont émises lors de la libération et de la transformation des matériaux, pour produire des matières premières et fabriquer des produits. Comme pour le plastique, il existe beaucoup de solutions de remplacement. Appliquons le principe simple de pollueur-payeur, dépollueurs aidés.

En ce qui concerne la finance, il existe la bonne finance verte, celle qui aide à transformer les choses polluantes. Veillons à ce que les actions de la finance verte soient bénéfiques à la planète et n'aient pas de conséquences secondaires néfastes.

ANNE RIGAIL — Chez Air France, je pense que ce sont avant tout nos clients qui nous incitent à bouger. Nous leur proposons de compenser leur voyage et de contribuer à la plantation d'arbres lors de l'achat de leur billet. Nous avons déjà planté 85 500 arbres, mais ils nous demandent d'aller plus loin. Je crois que la régulation a aussi son rôle à jouer. Aujourd'hui, nous compensons la moitié de nos émissions sur nos vols européens. Le transport aérien s'est organisé de manière volontaire au niveau mondial, au sein de l'Observatoire de l'Aviation Civile Internationale (OACI), pour organiser une compensation de ces émissions. On peut en faire un défi et une ambition européenne.

LA PAROLE AUX 18-28 — Dans un contexte de pénurie de cadres et de préoccupations environnementales de plus en plus importantes, nous nous interrogeons sur votre façon d'attirer les jeunes talents, mais surtout les jeunes sont-ils réellement motivés par cette envie de changer les choses et d'accélérer la transition énergétique ?

PATRICK POUYANNÉ — À nous de convaincre ces jeunes partout dans le monde qu'ils ont raison de vouloir s'engager chez Total. Je ne suis pas inquiet pour trouver des talents et objectivement, nous n'avons aucun problème pour recruter des jeunes Français chez nous.

QUESTION DU PUBLIC — J'ai fait un rapide calcul, mais je peux me tromper : il faudrait 120 000 entreprises comme Total pour résoudre le problème climatique. En ce moment, il y a 3 000 milliards d'arbres. Il n'y en avait 6 600, il y a 12 000 ans. On nous dit que pour résoudre le problème climatique, il en faut 1 200 milliards de plus. Ma proposition est la suivante : il faudrait créer un *Forest Pledge*, – un engagement pour la forêt – avec les grandes sociétés que vous représentez. Il faudrait qu'il y ait un accord mondial entre vous, sociétés et États, pour reboiser. Il faut créer un élan.

PATRICK POUYANNÉ — Le *World Economic Forum* de Davos a lancé cet engagement, cette année. Nous sommes convaincus que c'est la meilleure solution économique.

QUESTION DU PUBLIC — Monsieur Frérot, vous avez montré l'intérêt du recyclage du plastique. Veolia pourrait s'associer à Total pour fonder une entreprise intéressante et rentable qui pourrait recycler le continent plastique des océans.

ANTOINE FRÉROT — Nous collaborons déjà avec Total pour le recyclage d'un certain nombre de produits encore plus dangereux que les plastiques, puisqu'il s'agit des huiles de moteur usagées. Veolia les collecte dans toute la France, les recycle et Total finalise le traitement et vend cette huile de moteur totalement recyclée sous sa marque Total Lubrifiants.

Concernant les plastiques, nous cherchons tous deux à les recycler. Le problème du continent plastique dans les océans n'est pas un problème de recyclage, mais de collecte. Les plastiques des océans viennent des rivières où ils n'ont pas été collectés. Le gros enjeu est de tarir ce flux, pour que le stock ne s'accroisse pas. Nous devons inventer des systèmes originaux de collecte des déchets. Certaines expérimentations se mettent en place aujourd'hui en Inde, en Indonésie, notamment avec la participation des marques de produits agroalimentaires qui emballent leurs produits.

PATRICK POUYANNÉ — Pour le plastique, la solution est simple, il faut interdire mondialement les plastiques à usage unique. En appliquant cette méthode, nous mettons fin au problème du continent de plastique et sauvegardons le matériau plastique essentiel pour alléger l'efficacité énergétique.

LES VILLES DE DEMAIN SAUVERONT-ELLES LE CLIMAT ?

4

COORDINATION **Jean-Marie Chevalier** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Éric Lombard** *(Caisse des Dépôts et Consignations)*
Philippe Monloubou *(ENEDIS)*
Fathallah Oualalou *(Ancien maire de Rabat)*
Claire Roumet *(Energy Cities)*
Alain Taravella *(Altarea Cogedim)*

MODÉRATION **Philippe Mabille** *(La Tribune)*

JEAN-MARIE CHEVALIER — Le réchauffement climatique menace l'économie mondiale et son fonctionnement. Tout va être remis en question dans les années qui viennent, peut-être plus rapidement que prévu, avec certes beaucoup d'inconnues et d'imprévisibles, le fait scientifique est là et implique qu'on fasse confiance à ceux qui connaissent et qui savent ce qu'il va se passer. Le réchauffement climatique est un phénomène tout à fait bouleversant pour l'économie mondiale.

L'accord de Paris est une étape géopolitique très importante, parce que la quasi-totalité des pays du monde a reconnu le fait qu'il y avait réchauffement et qu'il était urgent d'agir. Cela dit, dans l'accord de Paris, les pays signataires s'engagent à éviter que la température n'augmente de plus de 2 degrés, si possible de 1,5 degré dans les années qui viennent. Nous sommes en 2019, l'accord de Paris, c'était 2015 et à l'heure actuelle, nous pouvons faire le bilan et prédire que la trajectoire de réchauffement sera très supérieure à deux degrés ; elle sera de l'ordre de 3 ou 3,5 degrés, et encore !

Il y a donc urgence à agir, urgence pour l'ensemble très divers des acteurs, évidemment les États, en retard en général, mais aussi les territoires, les régions en France, les *Länder* en Allemagne, les entreprises et tous les citoyens qui sont de plus en plus concernés.

La particularité des villes, c'est la diversité de leur taille et de leur gouvernance. L'un des problèmes majeurs de la gouvernance est l'articulation de différents niveaux de gouvernance entre les villes, les territoires, les nations. Cela implique que les villes soient capables de déterminer les objectifs qui sont les leurs en matière de leur contribution au problème du réchauffement climatique. Ce qui me paraît important, c'est de voir qu'il existe aujourd'hui de très nombreux laboratoires d'expérimentation. « Expérimentation » est un terme magique, parce que nous savons que l'avenir contient beaucoup d'incertitudes et face à l'incertitude, la meilleure stratégie est la diversification des solutions. Pour tous les projets d'expérimentation il existe des approches et des recettes très différentes ainsi qu'une multitude de technologies plus ou moins associées. L'association des technologies rend les projets plus complexes, parce que le climat implique aussi l'énergie, l'écologie, le transport, l'économie locale. L'énergie, c'est l'électricité, la chaleur, le froid qui se combinent de façon infinie. Là encore, il y a un potentiel d'innovations très important.

La variable majeure dans la compréhension de cet enjeu climatique est la prise de conscience de la gravité du phénomène, une prise de conscience par les citoyens de tous les pays et tous les âges. On a constaté en 2019, l'implication importante, active et déterminée des parties prenantes. C'est important, car cette prise de conscience sera de nature à orchestrer les pressions sur les gouvernements des États, des villes et des territoires, pour durcir l'action en vue de la diminution des gaz à effet de serre et de l'augmentation de l'efficacité énergétique.

PHILIPPE MABILLE — Claire Roumet, vous représentez *Energy Cities* qui est un *think tank* spécialisé dans les questions de réchauffement climatique lequel est aujourd'hui devenu une réalité dans les villes. Est-ce que les villes vont devenir invivables ?

CLAIRE ROUMET — En tout cas, c'est une question que les maires se posent ou qui est posée aux maires. Aujourd'hui, elle résonne dans chacune de leurs actions qui s'en trouvent orientées de plus en plus vers les questions climatiques, parce qu'ils sont interpellés au quotidien par les citoyens ou les situations d'urgence qu'ils ont à gérer : urgences de chaleur, urgences d'inondations, urgences d'événements climatiques extrêmes, cela fait vraiment partie de leur quotidien.

Les mouvements de jeunes en Belgique, en Allemagne, en Suède, en France, ont demandé presque systématiquement à rencontrer leur maire. En général, c'est un mouvement très décentralisé, ce n'est pas un mouvement de capitale, ce n'est pas un mouvement national, mais c'est un mouvement qui s'est incarné dans chaque territoire. Les jeunes ont ainsi demandé à rencontrer le maire de Liège, le maire de Bruxelles et la vice-présidente de Bordeaux-métropole. À chaque fois, ils sont venus avec une liste dont on aurait pu craindre qu'elle soit une liste à la Prévert, pas très construite ou totalement idéaliste ; en réalité leurs interlocuteurs dont les équipes de Bordeaux-Métropole et la vice-présidente ont été très surpris par la maturité des demandes et suggestions qui leur ont été présentées. Bordeaux est une des métropoles françaises les mieux préparées, avec un plan d'adaptation au changement climatique que la plupart des métropoles n'ont pas, un système énergétique au niveau territorial pensé pour lutter contre le réchauffement, etc… C'est un territoire très avancé, qui a aussi beaucoup de moyens, c'est un territoire en action. Pourtant, les équipes de la métropole bordelaise ont eu les plus grandes difficultés à répondre aux trente-neuf demandes très précises, qui impliquent d'abord d'avoir une vision politique. Les jeunes souhaitent que le territoire de la Métropole baisse de 70 % ses émissions d'ici 2030. C'est bien plus que ce qui est proposé jusqu'à maintenant. Cela implique des transformations de la mobilité, de l'habitat et de l'aménagement urbain. Voici quelques-unes des demandes de la société civile en question à horizon de 2020 à la métropole de Bordeaux :

– un arrêté municipal obligeant les parkings privés à réserver 40 %

de leurs places au covoiturage et aux vélos, et de monter à 60 % en 2024 ;
– l'interdiction des véhicules thermiques personnels consommant plus de 3,5 litres ;
– que les programmes des candidats aux municipales de 2020 prévoient pour 2024 l'interdiction pure et simple des véhicules thermiques dans les villes ;
– que toutes les voies urbaines soient rendues cyclables d'ici 2024 et en attendant que la vitesse soit limitée à 30 km par heure ;
– que soient interdits et supprimés immédiatement tous les panneaux publicitaires lumineux ;
– que ne soit construits plus aucun pavillon individuel ou habitation collective dans la métropole bordelaise et qui dépasseraient 30 m^2 par habitant, etc.

Il y a dans cette liste une idée forte de sobriété, chose que l'on oublie systématiquement dans le débat climatique. Cette liste propose aussi des installations de récupérateurs d'eau, énormément de demandes d'agriculture urbaine, avec notamment des potagers urbains de soixante hectares. Ce sont des demandes qui interpellent directement les élus locaux qui vont devoir y répondre et qui y répondront. Maintenant, il s'agit de savoir comment ils peuvent y répondre. La première des choses qu'ils ont faite en réaction à cette interpellation, c'est de s'adresser aux niveaux supérieurs, parce qu'ils manquent de compétences pour avoir une action structurée sur leur territoire. Presqu'aussitôt, 380 maires européens ont envoyé une lettre aux dirigeants européens, pour demander l'augmentation de l'ambition climatique et pour qu'on commence à penser différemment les politiques européennes, avec notamment un budget climatique à tous les échelons. Une des demandes était d'ailleurs que le budget européen soit transcrit et traduit en budget climatique, c'est-à-dire que soient chiffrées les émissions de CO_2 pour chaque ligne budgétaire européenne, même chose au niveau national et au niveau des mairies.

PHILIPPE MABILLE — Monsieur Oualalou, qu'est-ce que l'ancien Maire de Rabat a à dire sur ces questions ? Quelle est votre propre vision de cet ensemble de problématiques ?

FATHALLAH OUALALOU — Mon premier témoignage concerne les réunions de la CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis). C'est l'ONU des villes. Quand la COP 21 se réunissait à Paris, mille maires se sont aussi réunis et engagés pour accompagner cet élan né lors de la COP 21 et le rattacher à un autre agenda, celui de l'habitat 2030. Une année plus tard, il y a eu la COP 22 à Marrakech, en novembre 2016. Simultanément se tenait la réunion de la section africaine de la CGLU, la CGUA. La même semaine, le Président Trump qui venait d'être élu a déclaré que les États-Unis allaient se retirer de l'accord de Paris. C'est à ce moment-là que les villes, même américaines, ont pris les choses en main dans le sens inverse de celui indiqué par le nouveau président américain. Les villes ont donc bien réagi. S'est organisée une sorte de coalition, dans laquelle se retrouvent les maires, les scientifiques, les gouvernements locaux, régionaux, asiatique et africain. Les choses ont donc pu avancer. Il y a eu aussi l'association des villes chinoises. C'est important, parce que les villes chinoises sont les premiers pollueurs dans le monde. Lorsque la Chine a adhéré à la COP 21, avec un certain enthousiasme, et a commencé à jouer un rôle important, on a pu se rendre compte de la prise de conscience mondiale. L'urbanisation au XXIe siècle se terminera en Afrique. L'urbanisation est très avancée dans l'hémisphère Nord, en Asie, en Amérique latine, mais c'est en Afrique qu'elle va s'intensifier avec de plus en plus de grandes villes où 50 % des habitants vivront dans des bidonvilles. Voici quelques chiffres : en 2100, 40 % de la population mondiale sera africaine. Elle sera aussi urbaine. En 2050, il y aura 74 millions d'habitants urbains en Éthiopie, 250 millions au Nigeria, 85 millions dans les villes d'Égypte. Cela interpelle bien sûr l'Afrique, mais cela interpelle aussi certainement l'Europe. En ce qui concerne plus précisément Rabat, le souverain marocain a joué un rôle essentiel depuis une dizaine d'années, car il a mis en place deux grands projets : l'aménagement de la vallée du Bouregreg et un projet de ville lumière, capitale culturelle du Maroc. Ce qui est important dans ces projets, c'est le projet d'une ville durable. Il est prévu essentiellement d'assainir le littoral, d'éradiquer les bidonvilles, c'est-à-dire la pollution des pauvres et d'intégrer la

politique du logement dans une politique globale de l'habitat qui tienne compte des besoins actuels des habitants et surtout, des besoins futurs et qui incluent la question de l'environnement. Il est également question de promouvoir la mobilité inclusive, qui est actuellement à deux vitesses, notamment après l'introduction des tramways. Je rappelle enfin qu'il est essentiel de lier le culturel à l'environnement.

Pour conclure, j'ai trois messages. Le premier message est qu'au sujet du réchauffement, il faut penser globalement, mais agir localement. C'est important aussi au niveau des moyens de financement.

Deuxième message, la question climatique est celle de toute l'humanité parce que le mal nous touche tous. Par conséquent, la solution doit entraîner aussi un changement de paradigme dans les relations entre le Nord et le Sud. Jusqu'à un passé récent, ces relations étaient des relations d'échanges inégales, de développement, d'assistance, de coopération, de partenariats inégaux. Aujourd'hui il faut opter pour le partage pour trouver des solutions globales. Lors de la COP 21, les pays dits riches ou développés se sont engagés à transférer cent milliards à partir de 2020 aux pays pauvres qui ne sont pas responsables historiquement de la dégradation du climat. Là, c'est aux villes d'agir et de jouer un rôle important au niveau du financement.

Enfin, l'Afrique est l'avenir des villes. L'Afrique, représente à la fois tous les risques, mais également des opportunités pour les classes moyennes qui peuvent se développer. L'Afrique est la voisine de l'Europe, il est donc important de gérer ensemble, dans une verticale d'avenir et d'espoir, Afrique, Méditerranée et Europe, et pour cela redonner une centralité perdue à la Méditerranée. La Méditerranée est dans une situation très grave d'un point de vue environnemental. Les villes méditerranéennes qui sont européennes et africaines doivent jouer un rôle essentiel, pour sauver ce cœur de l'humanité, de l'histoire de l'humanité, pour promouvoir un autre partenaire de partage. On parle souvent de l'articulation entre le social et l'environnemental en Europe. En Afrique, l'articulation doit se faire essentiellement entre le développement et l'écologie.

PHILIPPE MONLOUBOU — Je vais faire une rapide mise en contexte de notre sujet. Quand nous parlons des villes aujourd'hui, il faut savoir qu'elles consomment deux tiers de l'énergie mondiale, qu'elles sont responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre et que dans 20 ans, il y aura 1,4 milliard d'habitants de plus dans les villes. Mais il ne faut pas perdre espoir car il faut aussi savoir que les 600 plus grandes villes du monde réalisent aujourd'hui plus de 50 % de la croissance mondiale. Nous parlons là de responsabilité sociétale des entreprises et c'est une partie de l'enjeu majeur qu'il nous faut résoudre. Comment pouvons-nous être en mesure de poursuivre cette croissance nécessaire à l'économie mondiale et de répondre en même temps aux grands enjeux qui sont devant nous ? Les villes ont ce rôle clé, comme l'indiquent clairement les chiffres que je viens de citer.

Les villes ne sont pas inactives et c'est le premier élément positif. Cela vient d'être évoqué avec de beaux exemples, comme celui de Rabat, mais nous avons en France aussi de très belles actions. Paris est notamment devenue la référence des grandes villes du monde en matière de responsabilité sociétale et environnementale. Les réseaux de distribution d'électricité sont au cœur de toutes les évolutions, de toutes les réponses potentielles qu'ils peuvent apporter. Certains diront que c'est toujours insuffisant, mais il n'en demeure pas moins que toutes les villes en France en particulier, mais partout ailleurs sont en marche. C'est un évènement de nature historique à mettre au crédit de la COP 21 qui a transféré à la société civile, qui s'en est emparée, la responsabilité de la mise en œuvre de la transition énergétique.

Les villes ont évidemment des moyens très importants, en particulier par rapport à leur consommation énergétique. Il est déterminant aujourd'hui de rénover les parcs immobiliers qui sont émetteurs d'environ 45 % des gaz à effet de serre. Pour cela, il faut des capacités à arbitrer, à choisir et il faut des moyens financiers, bien sûr. C'est aussi pour cela qu'aujourd'hui, face aux polémiques, le fait de disposer de données énergétiques de consommation, avec des compteurs intelligents est un élément particulièrement clé en la matière. Cela concerne aussi la mobilité. La plupart des grandes

villes du monde et des villes françaises en particulier ont engagé les problèmes d'évolution significative dans le domaine des transports en commun et de création des infrastructures nécessaires et il faut trouver des solutions, pour accélérer encore cette mutation.

Les villes sont des prescripteurs, des donneurs d'ordre majeurs dans le choix et la commande des différentes sources d'énergie qu'elles souhaitent voir approvisionner. Elles sont au cœur des solidarités de territoires qui peuvent recréer des liens entre territoires périphériques et territoires urbains centraux. Le bouquet énergétique n'existera que si des territoires peuvent en approvisionner d'autres. Il existe également des solutions industrielles dont les villes sont les promoteurs, les prescripteurs pour leurs propres installations et celles qui s'installent, de manière responsable et comme acteur.

La situation n'a peut-être jamais été aussi critique du point de vue climatique mais nous n'avons jamais eu autant de solutions pour apporter les réponses, en nous souvenant que la mobilisation est indispensable.

Je voudrais ajouter deux éléments qui me paraissent importants. Aujourd'hui, il existe partout des réponses aux problématiques des territoires sans énergie, sans électricité en particulier et dont les habitants viennent grossir les rangs des grandes métropoles, comme en Indonésie par exemple. Lorsque l'approvisionnement en énergie électrique dans les îles n'est pas suffisant, les habitants de ces villes viennent s'additionner aux 32 millions d'habitants de Jakarta.

Or, avec des réseaux électriques intelligents, comme les *microgrids*[1], nous pouvons apporter des réponses durables, pour maintenir la chaîne électrique du froid dans ces villes, pour faire émerger des socles d'activités économiques dans ces territoires isolés qui peuvent être des villes ou des déserts. C'est une des réponses aux

1. Un *microgrid* est un réseau de distribution d'énergie qui repose sur des moyens locaux de production d'électricité et de chaleur. Il est conçu pour fonctionner en autonomie ou en synchronisation avec le réseau national, à l'intérieur d'une zone définie.

enjeux climatiques, sans ajouter de contrainte sur les environnements urbains.

Aujourd'hui, la capacité industrielle française et européenne pour relever les défis de ces enjeux environnementaux (transition énergétique, capacité économique) est sans aucun doute l'une des meilleures du monde. Nous avons donc l'opportunité de créer de la valeur, de créer de l'emploi, de l'activité économique, tout en apportant des réponses pour une accélération nécessaire dans les territoires qui en ont besoin, à l'échelle planétaire. Les villes ne sauveront peut-être pas le climat, mais au minimum elles y apporteront certainement une contribution efficace et durable. Je crois que la mobilisation de tous les acteurs, comme ce que nous faisons aujourd'hui sera sans doute l'un des éléments clés.

PHILIPPE MABILLE — Alain Taravella, comment le promoteur que vous êtes, pense-t-il la construction de la ville du futur pour qu'elle contribue à sauver le climat ?

ALAIN TARAVELLA — Plutôt que promoteur, je préfère dire entrepreneur de ville. Notre métier est de construire des villes. Nous sommes probablement le plus gros donneur d'ordre privé du BTP en France et ce n'est pas facile, bien que la France soit un pays riche. Je mesure donc la difficulté du travail au niveau mondial. Pour parler de la France, comment conjuguer le monde qui se réchauffe, les enjeux environnementaux, avec le besoin de loger de plus en plus de Français, que ce soit par croissance interne ou par croissance externe ? En Europe et notamment en France, dans les dix, vingt, trente ans qui viennent, nous assisterons à l'arrivée de nombreux migrants qu'il nous faudra loger dans des conditions économiques acceptables et de façon pérenne.

Pour être un peu technique, en France, les problèmes d'écologie se posent à la fois sur le flux et sur le stock : ce qu'on construit tous les ans en France représente 1 % du stock. Si nous voulions construire des bâtiments parfaits, comme ceux que nous construisons actuellement, il faudrait cent ans. Le temps de la ville n'est pas le temps politique. Il est facile et faux de dire « Il n'y a qu'à ». Pour

construire un morceau de ville, avec une volonté politique, il faut entre cinq et sept ans. Certes, la COP 21, c'était il y a quatre ans, mais ce n'est rien du tout à l'échelle de la construction d'une ville. Tout cela va prendre du temps et sera extrêmement coûteux.

La ville est à la fois le problème et la solution ; le problème, parce que c'est en ville qu'il y a le plus de pollution, qu'il y a des problèmes de chaleur intense, des risques de souffrir pour les personnes faibles. Tout le monde a l'impression justifiée qu'en ville, ça va mal. Mais les villes sont aussi la solution. La construction, l'aménagement de la nouvelle ville et l'urbanisme permettent de régler la solution. En France, et c'est effectivement contre-intuitif, les grandes métropoles contribuent moins à l'effet de serre, que le reste des territoires. Le fait d'être dans des métropoles qui sont plus denses, où il y a des transports en commun, et autres facteurs qui concentrent la population, permet de réduire l'effet de serre. En revanche, dans les territoires qui sont moins bien desservis en transports en commun, c'est là que par un urbanisme d'étalement, la pollution automobile a un impact extrêmement fort. Comme certains l'espèrent, nous pourrons peut-être un jour nous passer d'automobiles à Paris, mais nous ne pourrons pas nous en passer dans le Cantal. C'est un sujet à prendre en compte.

Construire la ville en respectant les principes écologiques est assez simple en France, parce que les villes créent de la richesse et que le coût extrêmement élevé de cette création est acceptable ; c'est moins le cas – voire pas du tout le cas – dans les territoires. Le problème ici n'est pas le flux, ce qui est en construction, c'est le stock, ce qui est déjà construit. En France, nous avons un passif écologique et il faut en être conscient. Pendant trente ans, nous avons mis de l'amiante dans les immeubles, puis nous nous sommes rendu compte que cela avait des effets désastreux sur la santé.

Maintenant, tous les nouveaux immeubles sont désamiantés. Nous venons d'acheter un immeuble 25 millions d'euros, le coût du désamiantage est de 20 millions. La valeur de l'immeuble est donc de cinq millions. C'est la même chose pour le passif écologique qui va obérer la valeur des immeubles.

PHILIPPE MABILLE — À ce sujet, qu'est-ce que vous pensez de ce qui vient d'être proposé au Parlement, c'est-à-dire de prendre des mesures assez dirigistes pour imposer aux propriétaires de faire les travaux en huit ans. Est-ce que lutter contre le réchauffement n'est pas opposable au droit de propriété ?

ALAIN TARAVELLA — Qu'est-ce qu'un propriétaire d'un appartement au troisième étage dans un immeuble peut faire pour améliorer son appartement à part changer les fenêtres ? Le reste se joue au niveau de l'immeuble. Pour les logements sociaux, quand il y a un seul propriétaire pour un immeuble, c'est plus facile. Pour un immeuble en copropriété, c'est beaucoup plus compliqué, on ne peut pas procéder appartement par appartement. Je pense de toute façon que cette proposition n'est qu'une partie de la solution.

PHILIPPE MABILLE — Éric Lombard, vous êtes à la tête de la Caisse des Dépôts qui joue un rôle éminent dans le financement de la transition écologique dans les villes. Comment envisagez-vous la lutte contre le réchauffement climatique en ville et par les villes ?

ÉRIC LOMBARD — La question n'est pas de savoir si les villes sont un élément de solution au réchauffement climatique, elles n'ont pas le choix, elles doivent être la solution, puisque la majorité des citoyens du monde va habiter dans les villes. Ce n'est pas une question de financement, c'est une question de choix politiques. En matière de financement, nous avons évidemment travaillé ce sujet prioritaire entre la Caisse des Dépôts et Bpifrance. Nous pourrons mettre à disposition des acteurs seize milliards d'euros dans les années qui viennent ; plus si nécessaire car c'est vital. Les villes et les acteurs du logement ont des capacités d'investissement. C'est donc à présent une question de choix politique.

Troisième remarque, beaucoup de ces sujets dépendent un peu du gouvernement, mais aussi des élus locaux. L'un des privilèges de ma fonction est que je vois beaucoup d'élus et je n'en ai pas vu un seul qui n'était pas mobilisé sur les questions de l'environnement et du réchauffement climatique. Maintenant, c'est à eux d'agir.

Comment agir ?

Voici trois séries de solutions qui existent et qui sont en train d'être mises en œuvre, même si le rythme n'est pas satisfaisant. Deux exemples agricoles pour commencer : une ville comme Dijon est en train de réfléchir avec l'aide de l'État, à la mise en place d'une boucle locale d'approvisionnement. Leur idée est que dans les dix ou quinze ans qui viennent, l'approvisionnement alimentaire de la ville de Dijon sera assuré par des territoires qui sont à trente kilomètres alentour. Fini le temps des pêches livrées par avion en hiver… La ville a même décidé de rendre un certain nombre de terres à l'agriculture en détruisant des logements vétustes. Comme ces terres sont au sud de Dijon et que ce seront des terres vinicoles, ce sera plus facile, mais demain, il y en aura d'autres. Deuxième exemple, à Tours cette fois, des logements HLM sont construits avec des serres sur le toit pour faire pousser des produits maraîchers, ce qui a l'avantage d'isoler l'immeuble, de faire de la rétention d'eau, de donner du travail aux habitants qui doivent s'en occuper. Cela n'a que des vertus positives. Introduire ces éléments agricoles dans les villes est essentiel. Mettre des arbres devant les immeubles protège du soleil, évite que les immeubles se salissent. Il y a énormément de solutions qui sont en train d'être mises en œuvre.

Autre exemple en matière de mobilité. Nous suivons avec Transdev beaucoup d'appels d'offres, et nous constatons qu'il n'y a plus un seul appel d'offres dans une ville pour des mobilités publiques qui ne soit électrique ou à hydrogène. L'élu qui veut faire un appel d'offres avec des bus au diesel a du souci à se faire ! Mais ce n'est pas suffisant et nous avons également à prendre en compte les enjeux de logistique urbaine car avec le développement du e-commerce, tous les sites Internet ont des moyens de livraison pour livrer en centre-ville. Si nous laissons cela se développer, nous aurons un problème de circulation, les centres-villes étant déjà très envahis par les automobiles. Avec la Poste, nous mettons en place dans les métropoles des structures logistiques, pour installer des entrepôts en périphérie avec des véhicules propres pour les livraisons centralisées en centre-ville, soit pour les commerces, soit pour les personnes. Ce type d'organisation permet d'économiser du CO_2 et

de la place. Toutes ces nouvelles méthodes pour organiser les villes se répandent très vite.

J'en viens au troisième sujet essentiel, que sont le logement et l'habitat car ce sont des sources importantes d'émission de gaz à effet de serre. Les nouveaux immeubles de plusieurs étages qui sont construits, hors les tours, sont à énergie positive. Cela veut dire que non seulement l'immeuble produit sa propre énergie, mais qu'il produit de l'énergie pour l'extérieur car il peut se brancher sur les réseaux existants. Dès qu'il y a un investissement de la Caisse des dépôts dans un immeuble, je demande s'il est à énergie positive. Concernant les tours de plus de vingt étages, ce n'est pas encore possible, mais c'est pour demain. Cette énergie positive va changer toute l'organisation énergétique et celle de la distribution du courant.

Il est possible aujourd'hui de coupler énergie positive et boucle locale. Dans un immeuble que nous finançons à Strasbourg qui s'appelle Elithis, les logements produisent plus d'électricité qu'ils n'en consomment. C'est mesuré logement par logement et ça donne lieu à une rémunération en monnaie locale qui permet aux habitants de s'alimenter sur les marchés de la région. C'est vraiment l'organisation future des villes qui passe par ces bâtiments et les jeunes y sont très attentifs. L'inconvénient est qu'il y a peu de construction d'immeubles.

Il y a un impératif qui est effectivement la rénovation énergétique des bâtiments, pas seulement du logement, mais aussi des bâtiments publics, des écoles. Lors de la canicule, des écoles étaient fermées parce que les élèves ne pouvaient pas y tenir, tellement il faisait chaud à l'intérieur. Ces écoles sont mal isolées contre la chaleur, donc à l'évidence mal isolées contre le froid. Il existe des financements pour faire ce travail ainsi que des outils. Ce travail de rénovation énergétique des bâtiments est trois fois positif. Il l'est d'abord pour la planète, puisque nous consommons moins d'énergie. Il l'est pour les locataires, car cela permet de maîtriser les loyers. Enfin il l'est pour l'emploi car cela fait travailler des artisans locaux. Nous mobilisons beaucoup de moyens pour cela.

Mais si nous ne rendons pas cette rénovation énergétique obligatoire, nous ne réussirons pas à lutter contre le réchauffement climatique. Il faut également que les bâtiments publics suivent ce mouvement. Cela se fait, mais pas assez vite.

QUESTION DU PUBLIC — *Quid* de l'hydrogène ?

ÉRIC LOMBARD — L'hydrogène se développe très rapidement et fonctionne très bien. C'est donc une alternative. Dans les débats au plus haut niveau sur la transition énergétique, j'ai remarqué que les spécialistes étaient très partagés sur les technologies qui seraient les plus efficaces dans les années qui viennent, faudra-t-il choisir les piles qui reviennent cher et produisent des déchets, l'hydrogène, d'autres énergies douces … ?

PHILIPPE MONLOUBOU — Il faut de l'hydrogène vert. Pour répondre très directement à votre question, si on veut l'imposer dans un temps proche, c'est probablement et principalement dans les mobilités lourdes, que l'hydrogène trouvera une application : bateaux, trains et peut-être véhicules plus lourds comme les bus, mais cela ne veut pas dire qu'elle ne se développera pas ailleurs à plus long terme.

CLAIRE ROUMET — Je crois qu'il y a derrière le débat sur l'hydrogène un *lobby* très fort et très bien organisé. C'est devenu la question que tout le monde pose, alors qu'il y a un milliard de mix énergétiques possibles au niveau local dans le futur. Chaque niveau local va avoir un mix énergétique dans lequel il y aura peut-être de l'hydrogène, il y a d'autres sources d'énergie à développer. Il est plus important à priori, de se concentrer sur les capacités que peut avoir chaque communauté d'acteurs à produire, à auto-produire, à auto-consommer.

Aujourd'hui, des directives européennes nous permettent, en tant que citoyens, de partager notre énergie avec nos voisins sur un périmètre relativement large suivant la façon dont cette notion sera transposée en droit français. Ne développer que l'hydrogène

qui est une filière parmi d'autres, n'est pas suffisant. Le principe de développer des filières est ce qui nous a ralentis dans la mise en œuvre de la transition énergétique, qui se développera grâce à la sobriété, la ressource locale, l'économie circulaire. Tant que nous pensons filières et champions industriels, nous passons à côté des opportunités qui existent.

PHILIPPE MABILLE — Philippe Monboulou, votre avis sur l'autoconsommation, les *smartgrids*, les *mini-grids*.

PHILIPPE MONLOUBOU — Oui, l'autoconsommation et l'autoproduction se développent, encore trop peu en France, mais beaucoup plus dans certains pays d'Europe et beaucoup à l'échelle individuelle. Dès lors qu'il investit sur son toit, n'importe qui devient auto-producteur et auto-consommateur. La loi l'a permis et facilité tant contractuellement, qu'au niveau du comptage de l'énergie. Dans les mois à venir, la récente loi PACTE va lui donner encore un peu plus d'espace. C'est sans aucun doute une évolution à prendre en compte.

ÉRIC MOLINIER — Effectivement, des solutions existent dans la transversalité entre les différents réseaux de chaleur et électriques. On ne sait pas bien stocker l'électricité, les batteries coûtent cher, mais en termes de chaleur, le réseau lyonnais notamment, a près de 2 000 ou 3 000 ballons d'eau chaude qui peuvent servir d'appoint pour fournir ensuite de l'électricité au réseau électrique. Voilà une des solutions qui existe.

Concernant le sujet abordé de la rénovation des bâtiments et du 1 % de constructions nouvelles tous les ans, le financement existe, les volontés politiques peuvent manquer, mais est-ce que le temps de retour sur investissement n'est pas trop long ? Éric Lombard parlait de seize milliards possibles, mobilisables. Depuis la COP 21, chaque gouvernement annonce des plans de rénovation de 500 000 bâtiments par an, mais n'y arrive pas. Que faudrait-il faire pour passer véritablement à la vitesse supérieure ?

ALAIN TARAVELLA — Il faudrait admettre qu'il n'y a pas de retour sur investissement et qu'on travaille pour la planète, admettre qu'on a besoin de faire ces travaux qui sont indispensables et qu'il y a un petit retour car les économies de consommation ne sont pas complètement négligeables, mais ne permettent pas de rentabiliser. C'est un confort et une nécessité. Il n'y a pas de retour sur investissement correct là-dessus, mais il faut le faire quand même.

ÉRIC LOMBARD — Il y a une autre raison. Aujourd'hui, les enveloppes qui sont disponibles le sont sous conditionnalité et le parcours client pour obtenir ces enveloppes, que ce soit pour un ménage ou pour un organisme est absolument infernal. Pour les organismes, nous travaillons à leur en faciliter l'accès. Pour les ménages, avec la Poste nous réfléchissons à des offres simplifiées, car pour un ménage, le retour est assez rapide en plus du confort que cela génère. Nous pouvons encore améliorer la mise en place de ces outils.

PHILIPPE MABILLE — La mesure envisagée pour rendre ces travaux obligatoires est problématique entre les villes et le monde rural. Que ce soit à Paris ou en banlieue, les coûts ne sont pas comparables.

ALAIN TARAVELLA — Pourquoi toujours parler d'obligations ? Pour revenir à l'amiante, il est tout à fait possible de vivre dans un bâtiment où il y a de l'amiante, le problème de santé se pose lorsqu'on retire l'amiante, ce n'est donc plus admis. Aujourd'hui chaque fois qu'il y a une mutation, il faut retirer l'amiante et cela coûte très cher. Tous les investisseurs disent maintenant qu'ils ne veulent plus d'immeubles avec de l'amiante. Ce n'est donc plus rentable et donc plus utilisé. Il faut trouver des solutions pour que le marché impose cette rénovation fondamentale.

CLAIRE ROUMET — Je vais donner l'exemple d'une négociation entre le gouvernement de la région bruxelloise et les

écologistes qui demandent l'obligation de rénovation avec un plan d'investissement majeur de toute la région bruxelloise pour les cinq ans à venir. L'idée est d'avoir une rénovation par paliers de cinq ans. Chaque propriétaire doit faire passer un certificateur chez lui qui lui soumettra un plan de travaux, pour parvenir à un bâtiment passif en 2040. Chaque propriétaire pourra ainsi passer le plan de travaux certifié au prochain propriétaire, qui pourra l'adapter aux nouvelles technologies. Tous les cinq ans, le propriétaire a une tranche de travaux à faire. S'il ne peut pas la financer, il y a les financements publics pour le faire.

QUESTION DU PUBLIC — Plutôt un constat qu'une question : je dirige depuis 2012 une entreprise sociale qui réduit le gaspillage et les déchets, troisième responsable mondial d'émissions de gaz à effet de serre. La méthodologie pour parvenir à ces objectifs sociétaux, sur lesquels tout le monde s'accorde, passe au moins par trois critères. Premièrement, c'est marteler des messages simples, comme le fait que le coût d'agir est aujourd'hui inférieur au coût de ne pas agir. Deuxièmement, c'est la recherche de cohérence. On peut manifester pour le climat et être accro du dernier iPhone. Troisièmement, c'est la co-construction des moyens pour y parvenir. Les politiques publiques sont souvent coercitives et affichent des objectifs extrêmement ambitieux, mais sans donner aux acteurs économiques ou publics les moyens pour y parvenir. Cette méthodologie de la co-construction des moyens qui est à peu près recensée dans l'objectif 17 des ODD est fondamentale pour parvenir à sauver la planète.

LE RETOUR DE LA LOGIQUE DE PUISSANCE ?

5

COORDINATION **André Cartapanis** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Mingpo Cai** *(Cathay Capital)*
Jean-François Cirelli *(BlackRock France)*
Bernard Gainnier *(PWC France et Afrique francophone)*
Fareed Zakaria *(CNN)*

MODÉRATION **Dominique Nora** *(L'Obs)*

DOMINIQUE NORA — Notre session pose la question du retour de la logique de puissance. Contrairement à l'Europe, les États-Unis et la Chine ne font pas de différence entre leurs intérêts économiques et géopolitiques et ils utilisent de manière croissante leur puissance économique, technologique et financière pour gagner du terrain sur un plan géopolitique. On a vu que Donald Trump n'hésitait pas à violer les lois et les règles communes qui présidaient jusqu'ici à la mondialisation.

ANDRÉ CARTAPANIS — Je voudrais commencer tout simplement par une définition. Qu'est-ce qu'un régime international ? C'est un ensemble de croyances communes, de règles, de régulations, d'accords organisationnels qui sont acceptés et mis en œuvre par un groupe de pays. Depuis l'après-guerre et jusqu'aux années 2000, la globalisation s'est effectuée dans le cadre d'un régime international qui s'incarnait dans des règles de fonctionnement, qu'il s'agisse des marchés, ou des organisations internationales dédiées, le Fonds Monétaire International, l'OMC, etc., et

ce régime était placé sous le sceau du multilatéralisme. Ce régime international n'existe plus. Nous sommes entrés aujourd'hui dans une autre façon d'aborder les relations internationales du côté des États. On le voit dans les décisions unilatérales en matière de droits de douane et la montée du protectionnisme, ou s'agissant de la manipulation des taux de change. Dans les deux cas, il s'agit de mobiliser de façon non coopérative ces instruments d'action à des fins économiques ou géopolitiques au bénéfice exclusif du pays qui en prend l'initiative.

D'ailleurs, le vocabulaire a changé : on parle de guerre commerciale, de guerre des taux de change. Donald Trump a récemment utilisé une nouvelle expression : la « loi du talion » des politiques monétaires. Les armes du protectionnisme, la géopolitique du dollar se sont substituées aux catégories habituelles que sont les désajustements, les déséquilibres, les tentatives d'actions coordonnées. Nous sommes entrés dans un monde où ce sont des logiques de puissance qui s'expriment, et non plus des logiques d'efficacité économique, qui s'exprimaient autrefois, certes de façon imparfaite, sur les marchés ou sur le plan macroéconomique en présence de déséquilibres à réguler.

On le voit évidemment sur le plan commercial, le duopole des États-Unis et de la Chine s'affronte en mettant en œuvre des stratégies non coopératives où s'exprime le pouvoir relatif, offensif ou défensif, de l'un sur l'autre, ou sur les autres partenaires. Moins d'ailleurs pour défendre des intérêts économiques que pour affirmer une volonté de puissance.

Prendre en compte cette volonté de puissance, qu'est-ce que cela change ? Ça change tout. Parce que raisonner en termes de concurrence sur le plan de la production globale de biens matériels ou de services par le jeu du commerce international, c'est se référer à un jeu à somme positive, dans la mesure où, certes à des degrés divers, chaque pays peut y gagner, même s'il y a des gagnants et des perdants à l'intérieur de chaque économie ; mais chaque pays accède à un niveau plus élevé de richesse, par le jeu de la spécialisation et de la croissance tirée par le commerce. En revanche, une logique de puissance s'apparente à un jeu à somme

nulle, car la puissance s'exprime nécessairement au détriment des autres joueurs, des autres pays. C'est là l'origine d'affrontements, d'oppositions, de différends, tant sur le plan macroéconomique que sur les marchés.

Deux exemples en témoignent. D'abord, sur le plan macroéconomique, il est clair aujourd'hui que de nombreuses règles sur lesquelles étaient fondé le régime international de l'après-guerre, en matière de démantèlement des obstacles au libre-échange ou de refus des manipulations des taux de change, ne sont plus respectées. Il s'agit d'exporter son chômage vers l'extérieur, nécessairement alors, il y a un gagnant et un perdant. On peut même dire que tout le monde est perdant sur le plan économique quand une guerre commerciale induit une chute du commerce mondial et de la croissance, ce qui est le cas aujourd'hui.

Je voudrais mettre l'accent sur une autre dimension, moins familière. La puissance, aujourd'hui, ne se manifeste pas seulement sur le plan macroéconomique là où les États-nations interviennent. Cette logique de puissance transparaît aussi sur les marchés. Sur les marchés mondiaux, un certain nombre de firmes, grâce à leur puissance technologique, à leur taille, à leurs positions dominantes, s'arrogent des responsabilités qui étaient jusqu'à présent, assumées principalement par les États. Ce sont bien sûr les grandes entreprises des nouvelles technologies, les GAFA et leurs acolytes chinois.

Pourquoi parler aussi de puissance à propos de ces grandes entreprises ? Simplement parce que désormais, dans le cadre de leurs stratégies de produits ou de marchés, de localisation de la chaîne de valeur, d'optimisation fiscale, elles empiètent sur les prérogatives des États en matière de culture, de communication, de santé, d'accès à l'information, d'éducation, de recherche. Un pays veut-il mobiliser les meilleurs chercheurs en intelligence artificielle, dans tous les domaines relevant de la révolution numérique, ceux qui ont soutenu un doctorat ou qui ont suivi le cursus d'une grande école en France ou aux États-Unis ? C'est devenu très difficile parce qu'avec un diplôme en mathématiques ou en informatique les plus prometteurs vont chez Google, chez

Amazon. Ils ne vont plus au CNRS ou à l'Université. Les pouvoirs de marché, les positions dominantes et les stratégies d'optimisation fiscale des oligopoles technologiques captent les meilleures ressources, humaines et financières, au détriment des États. Autre exemple plus frappant encore, en matière monétaire avec le « Libra », Facebook entame une nouvelle concurrence avec les États, s'agissant des instruments monétaires et du contrôle des banques centrales sur le dollar, l'euro, le renminbi…

En résumé, par leur poids, tant du côté du duopole géopolitique mondial que constituent la Chine et les États-Unis que du côté des GAFA et de leurs homologues chinoises, ces « *big players* » transforment les principes de la concurrence et de l'efficience économique qui devaient sous-tendre la globalisation en un jeu entre grandes puissances, politiques ou technologiques. Cette logique conduit à des inefficiences, à des affrontements, à des conflits qui présentent évidemment des risques considérables pour la stabilité, non seulement économique mais aussi géopolitique. Sommes-nous capables de reconstruire un régime international dans ce monde fragmenté et hiérarchisé par les oppositions de puissances ?

DOMINIQUE NORA — Nous allons diviser le débat en deux parties. D'abord, sur les grandes puissances étatiques et ensuite peut-être nous intéresser à la question des *Big techs*.

Première question : à quel point la montée des nationalismes de ces grandes puissances rend-elle obsolètes les règles et les institutions communes qui ont gouverné la mondialisation depuis l'après-guerre ? Quels risques de tensions cette fragmentation implique-t-elle, tension commerciale, technologique, politique, entre les États-Unis et la Chine ?

Fareed Zakaria, vous êtes le présentateur et le concepteur de l'émission *Fareed Zakaria GPS* sur CNN, qui est très connue parce que son programme hebdomadaire qui porte sur les affaires nationales et internationales est devenu un must pour tous les dirigeants de la planète. Vous avez ainsi reçu Obama, Jiabao, Poutine, Macron, Netanyahu, Erdogan. Bref, si on ne passe pas chez vous, c'est qu'on n'est pas arrivé au sommet !

Voudriez-vous nous donner votre point de vue sur cette montée des nationalismes ?

FAREED ZAKARIA — I thought I would describe what I think is now the emerging consensus, the kind of conventional wisdom and explain why I think it is totally wrong. The emerging conventional wisdom is that we are now in a great and tragic moment for the Western world; that the rules-based order, the so-called liberal international order created by the United States after 1945 is rapidly eroding. This is because the United States is itself declining as a power because the Trump administration pays little respect to these institutions and in fact, is trying to tear them down and that as a result of this we are going to have a law of the jungle in which China, Russia and other emerging powers will freelance, rise in a manner that is completely antithetical to these institutions, these rules and these norms.

Why do I think this is totally wrong? Let me be clear, to a certain extent I am exaggerating, but to make a point because I share many of the concerns that people have. I have written about many of the dangers I worry about and I urge policy-makers in the West particularly, to be attentive to these issues. However, if you were to look at things historically and analytically, you would come to the conclusion that the liberal international order is doing okay. It is not doing fantastically, but it is not collapsing. The first thing you have to remember is that there was never a golden age of the liberal international order. When people talk about it as in the 1950s and 1960s, we had a world run by rules and orders and norms, and the United Nations and the Security Council ran the world. Everybody believed in free trade and open markets. That is not the world that existed. First of all, the United Nations was deadlocked within five years of its creation because of the Cold War. The Soviet Union and the United States could agree upon nothing and the UN basically became an empty forum for debate and disagreement, never for purpose of action. The last unified action taken in the UN was the authorization for the Korean War, which Stalin regarded as his biggest mistake. The Soviet Union foolishly and almost accidentally

absented itself from that discussion and after that the Soviets never made that mistake again, so they vetoed everything the Americans wanted, the Americans vetoed everything the Soviets wanted. That was the United Nations until 1991.

The idea that we were living in some great Garden of Eden of free trade is also completely untrue. Tariff barriers for the industrialized world were in the 15% to 20% range until well into the 1970s. It was the GATT round that began to lower them and has lowered them massively and very substantially. With all the tariffs that Donald Trump has put on, with all the protectionist responses of the Chinese government, with all the noise you hear about all this, tariffs in the industrialized world today are at 3% on average. This is the lowest since the 19th century, since before World War One. Even if they go up 5% or 10% from here, that means they are at 4%, 5%. It is true that there are bigger non-tariff barriers but believe me if you had been in Europe in the 1950s, the non-tariff barriers were 10 times higher. One of the bizarre fates of the European Commission and of Europe and Brussels in general, is that every way it has tried to reduce these to create greater efficiency and benefits for the consumer that are then regarded simultaneously as too large a state by the British and too much free market by the French. The European Commission must be doing something right, because on one side people think it is a free market juggernaut and on the other, people think it is a socialist juggernaut. It must be sitting there somewhere in the middle.

I will make two quick points to close. The second is that the United States is not declining nearly as rapidly as people think. I know you hear all the noise and there is no question that the rise of China is the single most important factor in world politics today. But the United States remains about 20% of global GDP. It remains the largest economy in the world growing fast, by which I mean in terms of rich countries; it is growing 3% a year. It has achieved energy independence to an extent that is almost astonishing. The dollar is now used by 89% of international currency transactions. In fact, it is more dominant today than it has ever been in the past. While, yes, there is a reordering taking place, the United States is

not sinking as fast as people think. While the Trump administration is taking some measures I strongly disagree with, they are not unraveling the world order, not yet. I will give you one simple example, Donald Trump on NATO, is asking other NATO countries to pay more for their defense. Is this an indication of somebody who wants to destroy NATO or somebody who wants to save it?

My final point, China is not Russia and that is the biggest mistake we could make. China is not a country trying to destroy the international order. It is a country trying to grow rich within that international order. If we make accommodations to the Chinese and deter them from some selfish and self-interested behavior, that combination of deterrents and inducement could well make China a very responsible stakeholder in the system. China is not Russia and it is ten times more powerful. The key for all our conversations could be whether we are able to handle the rise of China? If we handle it right the liberal international order will survive. If we handle it wrong, it will quite possibly fracture and die.

DOMINIQUE NORA — Jean-François Cirelli, vous êtes le président France de BlackRock. Vous avez été directeur général délégué de GDF Suez, puis cadre dirigeant du Groupe Engie. Vous avez aussi été directeur adjoint du cabinet du Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin, chargé des questions économiques, industrielles et sociales, vous avez ainsi participé à des réformes majeures, notamment celle des retraites en 2007. Je vous pose la même question sur la montée des nationalismes et les risques qu'elle induit.

JEAN-FRANÇOIS CIRELLI — En tant qu'Européen, je reste marqué par l'idéologie des puissances. Je pense que nous avons toujours été dans une forme de puissance et de politique de puissance, mais que la différence, aujourd'hui est que nous sommes passés d'une politique de puissance qui visait à la coopération entre les grands pays à une période de confrontation qui contient des risques importants. Je voudrais donc mettre l'accent sur les risques sous un angle un peu plus financier du fait de mes responsabilités actuelles et voir comment nous pouvons les combattre.

Il est vrai que le risque fondamental, à côté du changement climatique, est celui de la confrontation entre la Chine et les États-Unis.

Je voudrais commencer par rappeler que ce que les Chinois ont fait est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Jamais en si peu de temps un développement économique n'avait conduit à sortir autant de monde de la pauvreté et de l'illettrisme. La révolution chinoise que nous venons de vivre, c'est dix fois en termes de temps et de vitesse, la révolution industrielle anglaise et cent fois en magnitude la révolution anglaise du XVIIIe siècle. C'est donc absolument fantastique. Aujourd'hui, l'Asie représente la moitié de la population mondiale, c'est là que les classes moyennes sont les plus nombreuses. Leur croissance est trois fois la croissance du G7. On se retrouve donc avec une immense machine économique. Et la Chine contribue, il faut le savoir, à peu près à un tiers de la croissance mondiale, lorsque les États-Unis ne sont qu'à 10 %.

Les États-Unis, de leur côté, sont passés du rôle de garant du système mondial, ce qui nous allait très bien à nous Européens, à une super puissance qui est aujourd'hui contestée, qui exporte de la volatilité, de la fragmentation et de l'imprévisibilité. Je crois donc que les temps sont donc assez graves. « *We live grave times* » disait Henry Kissinger il n'y a pas si longtemps. Ce qu'on peut en déduire, c'est que la période post-guerre froide n'aura duré que 25 ans. 25 ans pendant lesquels les relations entre les grands pays, Chine, États-Unis et Russie, étaient constructives et productives, avec deux maîtres-mots qui étaient l'intégration et la mondialisation. Aujourd'hui, il est clair que nous sommes très loin de 1992 et de la « fin de l'histoire » de Fukuyama ; la période actuelle est dangereuse. En effet, à l'époque de la guerre froide, les relations commerciales entre l'URSS de l'époque et les États-Unis s'élevaient à un milliard de dollars par an. Aujourd'hui, entre la Chine et les États-Unis, c'est un milliard de dollars par jour. On voit bien que si demain le mécanisme se déréglait, les conséquences seraient considérables.

Les Européens ont donc un sentiment très vif de confrontations, pas seulement économiques d'ailleurs. Je pense qu'effectivement nous vivons une vraie guerre qui est celle de la domination

technologique, dans laquelle malheureusement les Européens ne sont pas très présents. Mais au-delà de la guerre économique, il y a aussi une confrontation sur les valeurs, on le voit tous les jours. C'est donc une vraie politique et une confrontation de puissance à un moment où le cycle économique, après la crise de 2008 et la reprise prolongée, touche à sa fin. Nous sommes dans une période où l'économie mondiale est un peu fatiguée et où les risques économiques sont par conséquent encore plus réels.

Quels sont ces risques ? C'est la guerre commerciale bien sûr, mais aussi, plus important encore à mes yeux, c'est la « démondialisation ». Même si Fareed nous dit qu'elle n'est pas tout à fait là, je pense qu'il faut être très vigilant. En effet, que serait une démondialisation si tout n'allait pas bien ? Ce serait un choc d'offres négatives sur la planète terre, c'est-à-dire moins de marges, moins de productivité et des prix plus élevés. Nous pourrions donc nous retrouver dans une situation assez difficile. L'histoire ne se répète jamais, on le sait bien, mais les années 1970 nous ont montré qu'on ne pouvait pas avoir à la fois de l'inflation et pas de croissance. Aujourd'hui, tout le monde pense que l'inflation est morte. Mais est-ce que paradoxalement, une telle période ne pourrait pas faire revenir une inflation que nous aurions du mal à gérer ? En tout cas, si demain, les marchés financiers, les économistes, pensaient que ce choc d'offres négatif est à nos portes, ce qui réduirait la croissance mondiale potentielle, je pense que ce serait extrêmement dangereux pour la suite des opérations.

Je dirais donc que les risques pour l'économie globale sont réels. Un atterrissage en douceur n'est pas impossible à condition qu'on y travaille ensemble. La première chose que nous pouvons faire en tant qu'Européens, puisque nous ne sommes pas vraiment dans la course, c'est de plaider pour une mondialisation. Je sais que cette position n'est pas tout à fait à la mode dans les opinions publiques européennes, je suis persuadé qu'il faut travailler à une mondialisation un peu mieux gouvernée.

DOMINIQUE NORA — Mingpo Cai, vous êtes le fondateur et le président de Cathay capital qui est une firme d'investissement

globale créée en 2006 par des entrepreneurs pour des entrepreneurs et spécialisée dans les investissements transnationaux, en Chine, en Europe et aux États-Unis. Elle gère 3 milliards d'euros d'actifs répartis en quatorze fonds qui font du *private equity* et de l'innovation, avec 100 professionnels à Shanghai, Beijing, Paris, Munich, New York, San Francisco et Tel-Aviv.

Je vais vous demander de réagir aux deux interventions précédentes, mais aussi et surtout de nous expliquer dans quelle mesure les nouvelles puissances sont effectivement les *Big techs* et quelles questions et quels problèmes cela peut poser aux États nations.

MINGPO CAI — Je ne suis pas macro-économiste, donc je ne vais pas vous faire une analyse sur la situation mondiale. Je suis un investisseur praticien tous les jours sur le terrain. Nous investissons dans l'industrie traditionnelle, mais aussi beaucoup dans la technologie.

Je voudrais d'abord réagir au terme « puissance ». Je trouve que c'est un mot dangereux parce que toute puissance est fragile. À partir du moment où vous dites que vous êtes puissant, que vous soyez politique ou économique, vous devenez une cible, or les politiques passent et les hommes restent. Dans les sociétés technologiques, il est vrai que nous avons assisté ces quinze dernières années, à l'émergence de la puissance. Rappelez-vous, en 2000, Internet avait une grande paroi de verre qu'il n'arrivait pas à ouvrir. Mais maintenant, avec le mobile, il sait tout sur vous. À partir du moment où on a les données, on a Alibaba, etc., en Chine et aux États-Unis, les GAFA. C'est vrai qu'ils sont devenus très puissants parce qu'ils vous connaissent, ils vous connaissent mieux que vous-même et sont en mesure de vous cibler et de vous proposer tout ce qui correspond à vos goûts et bien au-delà. Et les choses s'aggravent parce que les données se précisent et augmentent constamment.

Je suis venu à Aix il y a trois ans, j'avais parlé de la société dans laquelle j'investissais. Il s'agissait d'un e-commerce, une plateforme qui essayait de mieux servir les 500 millions de paysans chinois qui vivent à la campagne. En trois ans et demi, la société

est passée de zéro à 450 milliards de revenus et 400 millions d'utilisateurs. Introduite il y a un an au Nasdaq, elle vaut 26 milliards de dollars et elle fait peur à Alibaba. Pinduoduo – c'est son nom – est déjà devenue la deuxième plateforme de e-commerce en Chine et elle répond vraiment à un besoin, celui de gens qui vivent à la campagne et qui peuvent avoir accès au e-commerce, à celui de millions de commerçants qui peuvent se trouver dans le fin fond de la Chine. Donc, Pinduoduo répond à un vrai besoin. De même que Drivy, par exemple qui vient de fusionner avec une société californienne et est devenu le leader mondial de la location de voiture *peer-to-peer*, d'individu à individu.

En l'espace de trois ans, ces jeunes entrepreneurs sont en train de renverser le marché. Donc, je pense que la puissance n'a pas beaucoup de sens aujourd'hui, car le renouvellement va continuer. Je ne crois donc pas du tout au retour de la logique de la toute-puissance. Ce sont les jeunes, qui vont créer la puissance. Donc, s'il y a une recette qui sera toujours vraie, c'est qu'il faut être sympa avec les jeunes !

DOMINIQUE NORA — Bernard Gainnier, vous êtes président de PwC France et Afrique francophone. Vous avez fait votre carrière au sein de ce cabinet de consulting depuis 1990, à Marseille, à Shanghai, dans la Silicon Valley. Vous êtes spécialiste des technologies et spécialement du *software* et des logiciels. Je vais vous demander de réagir sur cette peur des *Big techs* que Mingpo Cai pense exagérée. Est-ce votre avis ?

BERNARD GAINNIER — En tant que patron de PwC France, je parle au nom de ceux qui accompagnent les entreprises. Je ne suis pas un économiste qui regarde les tendances du monde avec une connaissance profonde de ces sujets, mais je peux en souligner quelques paradoxes. Après la Deuxième Guerre mondiale, on a vécu dans l'espoir d'une mondialisation heureuse et, jusqu'à la chute du mur de Berlin, on s'est dit que tout allait bien, que le système de l'économie libérale fonctionnait de façon satisfaisante et que l'oncle Sam était là pour faire évoluer le monde

de façon bienfaisante. Comme les États-Unis étaient les seuls à occuper ce rôle, on a pu oublier la réalité de la toute-puissance. Mais cette toute-puissance a toujours été là, défiée aujourd'hui par la puissance émergente de la Chine qui depuis longtemps s'est réveillée et qui possède une puissance non seulement industrielle, mais technologique colossale. La vitesse à laquelle les choses évoluent en Chine est incroyable, extraordinaire, avec une capacité des citoyens chinois à embrasser la technologie très supérieure à la nôtre.

La Chine pose évidemment un problème à la puissance des États-Unis qui reste très importante, je le confirme : la puissance américaine est largement supérieure à la puissance chinoise à ceci près que la vitesse à laquelle la Chine se développe est en elle-même un danger.

Les entreprises aussi font l'expérience d'un certain nombre de paradoxes. On assiste, depuis 30 ou 40 ans, à l'émergence de sociétés mondialisées : hier, les entreprises pétrolières, maintenant les GAFA ou les BATX. Pourquoi ? Parce que ce qui compte aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle la technologie, mais j'aurais tendance à dire que ce n'est pas que la technologie ; nous sommes entrés dans l'économie de la connaissance qui implique pour ces entreprises la collecte et l'analyse de données, et la question vitale est de savoir qui va mettre la main sur ces données et au profit de qui. Il est essentiel de comprendre que la technologie repose sur la maîtrise technique mais aussi sur la maîtrise des comportements humains individuels. Lorsque nous confions nos données en échange de services gratuits nous contribuons en réalité au profit de quelques-uns. À partir de là, la question se pose aux États de savoir comment préserver la liberté individuelle dans ce contexte.

Il s'agit donc là d'un vrai paradoxe. Comment ces entreprises évoluent-elles ? Elles représentent à la fois la Chine par les BATX et les États-Unis par les GAFA. L'Europe est inexistante puisqu'elle n'a rien vu venir et se retrouve aujourd'hui largement en dépendance. Mais ces GAFA ou ces BATX sont fragiles parce que leurs technologies peuvent être mises en cause très vite, les évolutions sont majeures, Ils ont de la force dans certains domaines, sur les

plateformes, sur le *cloud*, mais certainement pas dans les données qu'ils possèdent ou dans la capacité à les analyser.

Je pense cependant qu'il faut être positif au sens où les solutions ont trois dimensions. D'abord celle des États dans leur capacité à investir dans l'éducation pour que chacun de nous puisse s'approprier la technologie et la maîtriser. Il ne suffit pas de confier ses données, il faut désormais maîtriser la façon dont on les utilise, définir ce qu'on donne ou pas et ce que cela signifie. Pour les entreprises européennes, l'objectif est de se doter d'une vision et d'un leadership différent ; nous devons être des entreprises qui se situent dans la société et non en dehors. Enfin, nous devons aider les citoyens à comprendre le monde qui est le nôtre et surtout nous appuyer sur la jeunesse. Les jeunes ont compris et savent qu'ils donnent leurs données ; ils veulent cette technologie, que ce soit en Chine, aux États-Unis ou ailleurs. Mais il faut aussi les éduquer, ainsi que les moins jeunes. C'est ce que nous faisons chez PwC. Pour donner accès à des technologies et pour former à leur utilisation. Nous investirons dans les quatre prochaines années 3 milliards de dollars sur de nouveaux outils pour robotiser les process, pour analyser les données, etc. Regardez sur Internet des nouveaux outils comme Ipass ou Alteryx, vous verrez que ces outils donnent accès individuellement à des capacités que nous n'avions pas et qui vont changer beaucoup de choses.

DOMINIQUE NORA — Je vais demander à Fareed Zakaria de réagir sur cette question des *Big techs*. Est-ce que Google, Facebook, Amazon, Apple, etc., sont une arme de conquête pour les États-Unis, pour l'État américain ou sont-elles un danger comme le pense par exemple Elizabeth Warren[1] qui appelle à leur démantèlement ? Avez-vous un point de vue sur cette question en tant qu'Américain ?

FAREED ZAKARIA — The problem of big technology is a larger one than has been reflected on the panel. I share all the

1. Sénatrice démocrate du Massachussetts depuis 2013.

feelings that all companies are fragile. You can never see the next turn of technology or corporate behavior. I remember being in Davos one year when there was this company called Myspace that everyone thought was going to be the social network of the future. There was this other small company called Facebook, but the smart people all thought that Myspace was the better company, and that is why Rupert Murdoch invested USD 700 million in it. Of course, it turned out to be wrong. That said, here is what I worry about with regard to technology. In the digital economy it has become clear that we live in a winner-take-all system. That is if you look at the United States' economy as an example, what is the second largest search company in America? Nobody even knows. What is the second largest digital marketplace? Nobody even know. What is the second largest social network after Facebook? This is a very unusual kind of economics, you know that there is Hertz, but there is also Avis. There is McDonalds, but there is Burger King. There are very few instances in history where there is a number one and then the number two is not half that size but 10% that size if they are lucky. This has created a very different kind of economics where the power of the number one is just overwhelming. That power can then be used in a way that makes it difficult for competitors to enter and makes it easier for the consumer to accept bundled products. The company can then become both the platform and the product. You think about Amazon as the platform, but if they start producing goods and services and placing them on its platform in preferred places that means it is going to be very hard for the next person to come up.

That is the problem as I see it and we do not have a good way intellectually to think about it because we have used our thinking about anti-competitiveness and anti-trust in the last 40 years to revolve around one issue, whether the consumer gets a better deal. The answer to almost all these questions I have posed is the consumer gets a better deal. When they get Google, consumers get an amazing search engine, free email, free storage space, all that. However, that may not be the only issue in terms of corporate power. If it is possible for Facebook to crush a newcomer like

Snapchat, by simply copying its features, that is in the nature of competitive power.

The problem seems very clear to me; the remedy is not. This is where I part company with Elizabeth Warren. You want to break up Google and YouTube, what difference would that make? The shareholders of Google would probably make money because the two entities separated would probably be worth more, which is what happened when you separated the oil companies. You could breakup Facebook and WhatsApp, but we need a more creative way to think about this. I will give you a final example of the complexity of this problem. The Europeans have been much more willing to approach this problem with a strong regulatory bent; I basically agree with that. For example, their solution has been largely around this issue of whether the consumer is consenting to having his or her data used. As Americans, we all know when we come to Europe, we have many more "I agree" buttons we have to keep pressing every time we use a website. You have to agree to let your data be used. Do you know what the net effect of that has been? Google's market share has gone up because what ends up happening is the consumer says, I trust Google, they are a big company under scrutiny, and they will not use my data and sell it. This weird new website that comes out of China, who knows what they are going to do. The gap has actually grown between the big and small, which was the opposite of the intent of the regulation.

JEAN-FRANÇOIS CIRELLI — Trois observations, deux sur la question et une personnelle. La première, c'est que dans le secteur de la technologie, il n'y a pas aujourd'hui de pied d'égalité entre les entreprises privées et le régulateur. Il n'a pas toute la connaissance technologique. Je pense donc qu'il y a un immense effort du droit de la régulation à faire. Et aujourd'hui, les jeunes qui savent gérer les algorithmes sont tous dans le privé. Nous avons là un vrai problème.

Deuxièmement, je dirais que les États l'emportent toujours. Je fais partie de ceux qui pensent que si ça va trop loin, à un moment donné, les opinions publiques, les États, arriveront à gérer les GAFA

comme il faudra. Donc, sur la durée, je ne suis pas très inquiet, car l'histoire montre que les États ont toujours le dernier mot.

Dernier point, c'est vrai qu'on n'arrête pas de dire que l'Europe est absente de toute cette discussion. J'aimerais donc vraiment qu'il y ait un sursaut européen, une vraie volonté européenne. Il est urgent de l'avoir, je pense que les jeunes le veulent. J'aimerais qu'on arrête d'être dans un pays qui ne fait que commémorer le passé et qu'on pense davantage à l'avenir.

BERNARD GAINNIER — Je voudrais réagir sur ce problème de la régulation. Effectivement, on critique souvent l'Europe, mais je pense qu'au niveau de la régulation sur l'anti-trust, la question se pose aux États-Unis de savoir si cette régulation est la bonne. Et finalement, ils regardent eux aussi vers l'Europe. Le vrai sujet, c'est que ces services gratuits ont un coût et un prix et ce prix, c'est celui de la liberté. Donc, la question qui se pose, c'est celle de la liberté de choix vis-à-vis de ces différents fournisseurs de services. La régulation doit intégrer la vitesse à laquelle ces technologies avancent pour qu'on donne aux citoyens, à l'individu, cette capacité de choix, ce qui n'est pas le cas puisque ces plateformes sont extrêmement puissantes. Attention, elles ne sont pas puissantes partout, elles ne sont pas puissantes sur toute la technologie et la chaîne de valeur de la technologie ; elles sont puissantes sur le *cloud* et elles sont surtout américaines. Il y a donc beaucoup de sujets qui interfèrent et ce n'est pas aussi simple que ça.

N'oublions pas que certains grands leaders technologiques ont disparu. Qui se souvient de Yahoo ou d'autres aujourd'hui ? Il y a donc de l'espoir et je reviens sur ce qu'a dit Jean-François Cirelli, il faut que l'Europe se réveille. Qu'on arrête de se regarder en disant « Qui va avoir raison entre nous ? » L'ennemi « extérieur » est ailleurs et l'investissement dans l'éducation et l'économie de la connaissance est le point clé dont nous ne parlons pas suffisamment selon moi.

DOMINIQUE NORA — Mingpo Cai, les *Big techs* chinoises, ont-elles les mêmes relations vis-à-vis de l'État chinois, que les

GAFA vis-à-vis de l'État américain ? Ou bien sont-elles moins libres ?

MINGPO CAI — Je crois qu'il s'agit-là d'une erreur de perception. Je ne crois pas que les GAFA aient un lien étroit avec l'État américain. Et je ne crois pas que les BATX soient au service du gouvernement chinois.

Pour réguler, il faut connaître. Je pense qu'aujourd'hui, il nous manque des régulateurs de talent capables de savoir ce qui s'est passé, ce qui est en train de se passer et ce qui va se passer.

Ensuite, je ne compte pas sur le politique pour nous protéger en tant que consommateurs. Par contre, je pense que les entrepreneurs citoyens créent des choses extraordinaires. Je vais vous donner un exemple, car ça me porte chance : chaque fois que je cite un nom de mon portefeuille, trois ans plus tard, il devient une licorne ! Il y a une société qui s'appelle KaiOS, ça ne vous dit rien ? C'est le troisième système d'exploitation de mobiles pour les téléphones pas chers : même à 40 dollars, avec KaiOS, on a Facebook, Google. KaiOS est une technologie française qui a été vendue à TCL. Ils ont créé la société de recherche et développement à Shenzhen, l'entreprise commerciale à Hong Kong et la holding aux États-Unis. Les Chinois pensent que c'est une technologie chinoise, les Européens pensent que c'est une technologie européenne et les Américains pensent que c'est une technologie américaine. Partout où ils vont, ils sont locaux, donc personne ne dit qu'il faut les bloquer. Ces entrepreneurs ont donc réinventé les frontières. Vous pouvez faire des vagues dans l'océan, ils plongent à deux ou trois mètres, c'est là que sont les poissons.

Chez Cathay capital, nous sommes très français, il n'y a pas plus français que Cathay parce que la majorité des investisseurs sont français et européens. Il n'y a pas plus chinois que la banque de développement de Chine. Ça fait 30 ans que je suis en France et je reste profondément chinois, de mon village. Donc, quelque part, quand vous êtes partout, vous contribuez à l'économie locale et personne ne vous barre la route. Et surtout, nous sommes sympathiques !

QUESTION DU PUBLIC — Vous avez parlé des jeunes. Nous rappelons que l'Afrique va passer d'un à deux milliards d'habitants. Ne pensez-vous pas que l'un des enjeux aujourd'hui de ce retour de la puissance, est de voir comment on peut mobiliser les diasporas. En effet, ces gens ne pourront pas habiter où ils sont du fait de la déréglementation.

MINGPO CAI — Nous venons de créer un fonds pour l'Afrique, pour investir dans les entrepreneurs tech là-bas. Il faut connecter l'Afrique et effectivement, il y a une grande diaspora africaine.

QUESTION DU PUBLIC — Je suis banquier et ma question est pour Fareed Zakaria. How could the Crown Prince of Saudi Arabia and the Prime Minister of Israel be so influential in directing or influencing the foreign policy of the United States?

FAREED ZAKARIA — I do not honestly have a good answer for that. I am not sure I fully understand why they are, and I have criticized the fact that they are. I think that part of the phenomenon you are watching is the United States ever since the Iraq war has been retreating from the Middle East, has felt that is was overinvested in the Middle East. This is not just Donald Trump, this was Barrack Obama as well and it is partly a reflection of the American public's mood, which has been to return to a somewhat more isolationist, less involved, less entangled view of the world. The problem is that the world does not stand still, so what has happened in the Middle East is that the US is withdrawing and it is producing a power vacuum into which new actors or old actors are entering. What is happening in the Middle East right now is you have a very complicated multiple power-play, where the Russians have tried to re-enter the Middle East through Syria. The Turks have tried to get more involved through Syria. The Iranians have been trying to protect themselves in Syria, Iraq, Lebanon and Yemen, while the Saudis have been pushing for very anti-Iranian policy, with the help of the Israelis. Everyone is jockeying for

influence and the United States under Trump has decided that it does not want to get involved, so who are the good guys we can back? America always looks for good guys and inevitably gets it wrong. In Syria for example they were sure there must be some good guy they could support, and they searched for five years and could not find anybody. They knew who they were against. They were against Assad. They were against ISIS. We were against Al-Nusra. We were against Al Qaeda. That is all the people who are fighting in Syria. So we created our imaginary free Syrian army that we could support. What you have in the Middle East today is this complex power play. The US has subcontracted to these people, but that is producing more instability not less. If you look at Yemen right now, you have 10 million people on the verge of starvation. You have a Syria that is still deeply unstable. In a sense it is a window of the world we are entering into, a world in which the United States withdraws, where some of the local players become more active and the net result is more instability not less instability. We may look back very fondly in places like this to the era that everyone used to criticize of American hegemony, because at least with the hegemony you got a certain degree of stability and order.

DOMINIQUE NORA — Permettez-moi de conclure brièvement en disant que si nous devons rester optimistes, ce doit être d'un optimisme de combat pour maintenir l'ordre multilatéral de l'ouest et pour contenir la puissance des *Big techs* tout en profitant de leurs innovations.

COMMENT SORTIR DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE ?

6

COORDINATION **Lionel Fontagné** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Jacques Aschenbroich** *(Valeo)*
Inigo Fernández de Mesa *(Rothschild & C°, Espagne)*
Jean-David Levitte *(Ancien ambassadeur de France aux États-Unis)*
Laurence Parisot *(CitiGroup)*
Lan Yan *(Lazard)*

MODÉRATION **Martin Sandbu** *(Financial Times)*

LIONEL FONTAGNÉ — Pour répondre à la question qui nous est posée, il faut commencer par comprendre l'enchaînement amenant à ce qui est une guerre économique, plus qu'une guerre commerciale. Tout a commencé au premier trimestre 2018, quand l'administration américaine a imposé des limites à ses importations, mis en place des droits de douane s'appuyant sur des dispositions législatives aux États-Unis, ce qu'on appelle la « section 201 ». Les premières étapes ont concerné les panneaux solaires et les machines à laver. Ensuite est venue la section 232, avec le conflit commercial que chacun a en tête, sur l'acier et l'aluminium ; c'est le type de mesure protectionniste qui pourrait être activé en novembre 2019 sur l'automobile. Plus fondamentalement, concernant la Chine, ce sont les questions de propriété intellectuelle qui sont au cœur du différend sino-américain. Tout cela a entraîné des rétorsions commerciales de la part des partenaires commerciaux américains. Et au G20, nous avons eu cette trêve, dont nous reparlerons, trêve qui ne règle pas du tout les problèmes de fond.

Comment analyser cette poussée de fièvre protectionniste ? Au départ, les États-Unis ont utilisé le protectionnisme comme soupape de sécurité, en réponse à une forte pression concurrentielle des Chinois sur les machines à laver : c'est la section 201. Dans un deuxième temps, il s'est agi de satisfaire la demande de protection d'une partie des électeurs de Donald Trump. Il s'agissait alors de protéger les industries à cheminée en utilisant la section 232. Plus récemment, la politique commerciale a été utilisée à d'autres fins que la régulation du commerce par l'activation du 301. Cette instrumentalisation est motivée par l'enjeu de leadership technologique entre la Chine et les États-Unis. Il s'agit de bloquer les transferts de technologie, de créer des listes noires d'entreprises et donc, d'entrer véritablement dans cette guerre. À cela s'ajoute la tentative de désorganiser les chaînes de valeur mondiales pour pousser à la relocalisation des entreprises aux États-Unis. Il s'agit bien d'une guerre et non d'un simple conflit commercial car les États-Unis sont disposés à supporter des pertes économiques pour en infliger de plus grandes à la Chine. Les États-Unis acceptent de payer le coût économique d'un *containment* de la Chine. Cela ne correspond pas aux « différends commerciaux » traités habituellement à l'OMC ou au GATT. Ces derniers étaient précisément réglés par l'Organe de Règlement des Différends. Cet épisode conflictuel correspond au passage de témoin entre deux économies-monde, lequel ne peut se faire sans heurts. Ce passage de témoin correspond en plus à deux ensembles de normes incompatibles. En réalité, le capitalisme dirigiste chinois n'est pas soluble dans l'économie de marché et c'est l'obstacle incontournable sur lequel le système commercial multilatéral vient de buter.

Peut-on sortir par le haut de cet épisode ? C'est la question posée à cette table ronde. La relance des discussions annoncée au G20 est à peine un pansement sur le problème. Si jamais il y a un accord, il ne pourra être que de façade. Bien entendu, la Chine va annoncer une réduction des subventions aux entreprises d'État, elle va annoncer un renforcement de la politique concurrentielle, comme une meilleure protection de la propriété intellectuelle. D'ailleurs,

tout ce processus était déjà engagé depuis la fin de l'année 2017, mais en réalité, la Chine n'ira jamais aussi loin que les États-Unis le souhaitent. Et même si la Chine et les États-Unis trouvaient un accord de façade, celui-ci ne règlerait pas le problème de fond du leadership technologique et donc de la volonté américaine, de contenir par tous les moyens, le rattrapage chinois qui, lui, est inéluctable.

MARTIN SANDBU — Jacques Aschenbroich, vous êtes le président de Valeo ; le secteur automobile est sans doute le théâtre de combat central dans cette guerre économique.

JACQUES ASCHENBROICH — Si on joue avec les mots et qu'on remplace le mot « guerre » par le mot « concurrence » et si on rajoute l'adjectif « effrénée », nous dirons qu'il y a toujours eu une concurrence effrénée entre les entreprises et les États. Pour les entreprises, cela s'est manifesté par la technologie, par les nouveaux produits, par l'implantation dans des zones à bas coûts. Pour les États, cela a toujours été la monnaie, la réglementation, les subventions. Cette guerre ou cette concurrence effrénée a donc toujours existé et je ne vois pas comment elle pourrait ne pas exister. Jean Jaurès disait que la seule façon d'éviter la guerre, c'était d'éviter la guerre économique. Si on transpose, c'est peut-être en ayant une concurrence économique effrénée qu'on peut éviter la guerre.

Mais quelque chose a changé et je vais prendre Valeo comme exemple. Nous avons 180 usines dans le monde, nous produisons 8 millions de pièces par jour et recevons 2 milliards de composants dans nos usines dans ce même temps. Depuis vingt ans, nous avons organisé une *supply chain* mondiale très sophistiquée, avec des fournisseurs qui viennent de toutes les parties du monde et qui ont été choisis d'abord pour leurs produits et leurs compétences technologiques, ensuite pour leurs coûts, enfin pour leur fiabilité. C'est là que les choses ont changé après ces vingt ans pendant lesquels nous avons optimisé ces *supply chains* au niveau mondial. Nous sommes en effet témoins d'une vraie fragmentation qui est en

train de s'organiser. Fragmentation que nous avons vue récemment quand les autorités américaines ont décidé de taxer les produits importés de Chine, mais aussi de remettre en cause l'ALENA ou le NAFTA en Amérique du Nord. Il faut savoir que lorsque Monsieur Trump a décidé de taxer les produits venant du Mexique, nous avons perdu 15 % de notre capitalisation boursière, soit un milliard. Cela aurait pu être un désastre absolu pour l'industrie automobile, parce que, depuis trente ans, l'ensemble de l'industrie automobile en Amérique du Nord a optimisé l'ensemble de ses implantations entre les États-Unis et le Mexique. Cette fragmentation est un phénomène totalement nouveau auquel il faut réfléchir.

On peut être naïf et se dire que cela durera un printemps ou une année. Je n'y crois pas, je pense que c'est un phénomène de fond. Chez Valeo, nous nous sommes donc demandé quoi faire dans un monde qui se fragmente. Les gens de chez nous qui s'occupent d'achats et de logistique s'interrogent sur cette contradiction par rapport à ce que nous avons fait depuis vingt ans !

La guerre économique, ou la concurrence effrénée a toujours existé. Le risque de fragmentation est là, il faut s'y adapter… sans qu'il y ait d'augmentation de nos coûts. En effet, ni nos clients directs, c'est-à-dire les constructeurs automobiles, ni les consommateurs – on l'a bien vu en France avec les gilets jaunes – n'accepteront une augmentation des prix.

MARTIN SANDBU — Inigo Fernández de Mesa vous êtes président de Rothschild Espagne et membre de la direction du MEDEF espagnol.

INIGO FERNÁNDEZ DE MESA — The first idea I want to float here is that this commercial war or dispute between China and the US takes place in a moment of whirlwind populism. Through this populism, launching protectionism may be a way out of our domestic problem and this is very dangerous. I mentioned before that in my own country Spain, which is liberal and very pro-European, there are growing voices about increasing protectionism to encourage domestic industry and I think this is very dangerous.

The first idea is that in the current world, unfortunately the idea of protectionism is becoming easier to defend than the ideas of liberalism. We should fight that, showing very clearly the benefits of free trade. In the past, there has never been any decade of bright international growth without agreement on international trade and this is an idea that history can tell us.

Secondly, trading is now becoming more complex than it was decades ago, with a huge integration of the value chain. When you put a tariff on an import and your exports are on the same value chain, you are causing a backlash on yourself. It is not clear that import tariffs foster your own production. On the other hand, we are also seeing, which is quite dangerous, an increase in bilateralism promoted by the US. They believe that they will get more benefit by putting the brakes on multilateralism and promoting bilateralism. Unfortunately, it bears fruits with small countries, but not so much with big areas like China or the European Union.

The second idea I want to launch is that we in Europe should promote multilateralism, which is still important for us. First of all, because we are not a block at this stage, we are too weak and also because multilateralism is the best way to increase international trade.

This economic war is not only about trade, more importantly it is about technological supremacy, as well as investment. Right now, investment is critical. The international trade does not promote investment but the other way round; it is investment that promotes trade. Putting a brake on investment also means putting a brake on exports. To defend access to markets, to investment, to other markets is as important as promoting trade.

To conclude, the first idea is that it is important to defend free trade and not to fall into the temptation of trying to gain growth by promoting protectionism. Second, which is also extremely important, we should defend multilateralism. We are at risk of seeing the end of multilateralism unless we react very quickly. The US is probably right in substance with China, which only superficially respects the rules of the game of multilateralism, and actually provide subsidies to industries. They put a lot of

conditions on international industries that want to operate in China and to have alliances with domestic firms and oblige them to transfer technology. They have to open their markets, but the way to respond to China is not through valid reasons, but through multilateralism.

MARTIN SANDBU — L'observation à propos du retour au bilatéralisme est importante. Certains diront que tout est de la faute du président Trump et des États-Unis. Jean-David Levitte, vous avez été l'ambassadeur de France aux États-Unis, quelles réflexions vous inspirent les propos de Inigo Fernández de Mesa ?

JEAN-DAVID LEVITTE — Je crois que nous arrivons au terme de quatre siècles de domination du monde par l'Occident. Ça a commencé avec les grandes découvertes espagnoles et portugaises, ça a culminé pendant une décennie prodigieuse, celle des années 1991-2001. 1991, c'est la fin de l'URSS, c'est l'ouverture de la Chine sur le monde. 2001, c'est l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce et c'est aussi le début de la fin. 2001, c'est le 11 septembre 2001 et c'est le début de deux guerres qui ont montré les limites de la puissance américaine pour régler les problèmes du monde par la force des armes, la guerre en Afghanistan suivie de la guerre en Irak. À la suite de ces deux guerres, il y a eu la crise financière de 2007-2008. À partir de là, les pays émergents ont dit : « on veut continuer la modernisation, on veut continuer la globalisation, mais on ne veut plus de l'occidentalisation du monde. » On le voit avec Poutine qui rêve de recréer l'empire de Catherine La Grande, avec la Turquie de Erdogan qui veut revenir à l'Empire ottoman, l'Inde de Modi et naturellement la Chine de Xi Jinping.

Ce phénomène a été aggravé par les États-Unis eux-mêmes : sous la présidence d'Obama, l'Amérique ne veut plus être le gendarme du monde ; arrive Donald Trump qui, lui, veut déconstruire les organisations créées par les États-Unis qui sont aujourd'hui considérées, par le président des États-Unis, comme une gêne. Il

faut lire *The Art of the Deal*[1] pour comprendre que pour lui il n'y a pas d'accord gagnant-gagnant, il y a toujours un gagnant et un perdant. Il préfère la loi de la jungle au règne du droit. Dans cette jungle, il considère que le lion étant le plus fort, c'est le lion américain qui va gagner, que ce soit contre la Chine, contre l'Europe, ou contre tous les autres. À partir de là, on est devant un défi tout à fait redoutable et je pense que c'est à l'Union européenne de relever ce défi. Ce sont nos valeurs, c'est notre droit, c'est nous qui l'avons imaginé, il s'incarne encore dans les organisations internationales. Nous avons un intérêt majeur à créer une alliance autour de l'Europe avec le Canada, le Japon, l'Australie, la Corée, tous ceux qui veulent maintenir le droit international tel qu'il est, les règles du jeu telles qu'elles sont. Je pense que la Chine peut accepter cette règle du jeu. La Chine veut détourner le droit international à son service, c'est une question de rapport de force.

Je terminerai en disant : *Never underestimate America*. Le peuple américain a élu deux fois Obama, une fois Trump, donc peut-être qu'un jour, les États-Unis reviendront à l'ordre mondial qu'ils ont conçu au lendemain de la Deuxième Guerre.

MARTIN SANDBU — Laurence Parisot, vous êtes la présidente de Citigroup France et l'ancienne présidente du MEDEF. Quelle serait votre stratégie de sortie de la guerre économique, s'il y a une sortie possible.

LAURENCE PARISOT — Tout d'abord, je pense qu'il vaut mieux une guerre économique, aussi violente soit-elle, que toute autre forme de guerre. Et même s'il faut essayer d'atténuer les effets de cette guerre économique et la canaliser pour tenter de passer à autre chose, il faut aussi se demander si cette guerre économique n'a pas l'avantage de nous éviter toute autre forme de destruction.

---

1. *The Art of the Deal*, D. Trump with Tony Schwarz, Random House 1987. Littéralement « L'art de la négociation » publié une première fois en France sous le titre de *Le Plaisir des affaires*, Ed. ERGO Press ; et une deuxième fois sous le titre de *Trump par Trump*, Ed. l'Archipel.

Pour tous ceux qui s'intéressent à cette approche, à cet angle de vue, je suggère de lire ou relire ce petit livre[2] qui retranscrit les échanges entre Einstein et Freud tous les deux désespérés par la violence des pulsions humaines.

La violence des pulsions humaines s'exprime aujourd'hui dans la guerre commerciale. Je voudrais, en quelques mots, témoigner de ce que j'ai pu observer sur cette question en tant que présidente du MEDEF il y a quelques années et de ce que j'observe aujourd'hui en tant que présidente d'une banque d'affaires. Premièrement, je constate que cette guerre commerciale vient de loin. Je me place ainsi dans le prolongement de ce que vient de dire Jean-David Levitte. J'ai participé à des négociations sur le CETA par exemple avec les Canadiens, j'ai vu les premiers pas de la négociation sur le traité transatlantique avec les Américains. À ce moment-là nous n'étions pas sous l'administration Trump, mais il était évident que les Américains voulaient dire très clairement que l'OMC, telle qu'elle était à l'époque et qu'elle est toujours aujourd'hui, n'est plus à la hauteur des enjeux actuels, notamment pour protéger tout ce qui relève de la protection intellectuelle, de la technologie. Compte tenu des enjeux colossaux qui se nouent autour de l'intelligence artificielle par exemple, du e-commerce d'une manière plus générale, de toutes les formes de réseaux, l'OMC n'a plus les normes, n'a plus les instances pour arbitrer ces enjeux-là. De ce point de vue, le questionnement des Américains, depuis déjà un certain temps, est, à mes yeux, tout à fait pertinent.

Deuxièmement, il est évident que les Américains et d'une certaine façon aussi les Européens, mais peut-être pas assez les Européens ou en tout cas avec du retard, ont peur, il faut dire le mot, de ce que peut être la domination, commerciale et à terme technologique, des Chinois. J'ai participé à des échanges et quelques années après, j'ai trouvé un concept qui correspondait exactement à ce que j'ai pu observer, c'est ce que le politologue Graham Allison a appelé « le piège de Thucydide ». Ce concept

2. *Pourquoi la guerre ? (Warum Krieg?)*, correspondance entre Albert Einstein et Sigmund Freud pendant l'année 1932.

est très intéressant et c'est une grille de lecture très utile. Le piège de Thucydide, c'est d'expliquer la guerre du Péloponnèse par le fait que Sparte a tout simplement eu très peur de la montée en puissance et du rayonnement d'Athènes. Du coup, Sparte a préféré déclencher une guerre plutôt que de se retrouver affaiblie par le cours naturel des événements. On peut se demander si ce qui se passe aujourd'hui ne relève pas de cette logique et en tout cas, cela veut bien dire, et je plaide pour tout ce qui a été dit jusqu'à présent, que seule l'Europe, avec sa capacité à défendre le multilatéralisme, peut nous aider à trouver autre chose. Mais cela suppose inévitablement une refonte des instances internationales. Et ça, c'est un sacré programme !

MARTIN SANDBU — Il est clair que le rôle de la Chine est essentiel dans ce qui va se passer dans cette guerre commerciale ou économique. Nous avons la chance d'avoir une perspective experte sur la Chine, grâce à Yan Lan, Présidente directrice générale de Lazard Chine.

YAN LAN — Je vais faire un point très rapide sur l'état actuel de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis. Ensuite, je proposerai un petit éclairage sur les premières conséquences pour la Chine, l'Europe et les États-Unis et ce qui va se passer ensuite entre la Chine et les États-Unis.

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a commencé l'an dernier. Aujourd'hui, les Américains ont imposé 25 % de tarifs douaniers sur 250 milliards de produits chinois importés et ils ont menacé de taxer encore 300 milliards de dollars de produits chinois de 25 % de plus. Par ailleurs, ils ont annoncé des règlements interdisant à des sociétés américaines de vendre des équipements technologiques aux sociétés chinoises, dont Huawei. Il est interdit d'acheter, d'utiliser la technologie de Huawei 5G. Ils sont également en train d'essayer de persuader leurs alliés de ne pas utiliser la technologie chinoise. Ça, c'est le deuxième volet relatif à la technologie. Le troisième volet porte sur l'échange. Ils ont annoncé le renforcement de contrôles sur

les chercheurs chinois qui sont déjà aux États-Unis, soupçonnés d'être des espions, etc., et donc de leur interdire l'accès aux centres de recherche ou à certains dossiers. Ils ont également commencé à limiter les visas pour les étudiants chinois.

Quelles sont les actions de représailles et de rétorsion que la Chine a prises? La Chine a imposé 25 % de droits de douane sur 110 milliards des produits importés des États-Unis, principalement des produits agricoles, industriels, etc. La Chine est en train d'établir une liste noire des sociétés qui ne sont pas fiables dans le sens qu'elles ont mis un terme à des contrats en cours, sans raison commerciale, etc.

Cela fait une année et on constate déjà les premières conséquences pour la Chine. L'économie chinoise subit beaucoup de pression et a prévu un taux de croissance de 6 % au lieu de 6,5 % ; les pessimistes parlent d'une baisse de la croissance économique de 1,5 % de PIB, ce qui donnerait une croissance à 5 % pour 2019 si la guerre continue. C'est sans parler des licenciements et faillites pour des sociétés chinoises qui font essentiellement de l'exportation vers les États-Unis. Cela a également une grande influence sur la bourse en termes de dévaluation, etc. Aux États-Unis, il en va de même. On dit que dans une guerre commerciale, il n'y a jamais de gagnant et donc, le prix de la consommation va augmenter de 69 milliards de dollars par an si la guerre continue. Cela pourrait se traduire par la disparition de 450 000 postes, sans parler des grandes sociétés de technologie qui vendent principalement en Chine – les bus, les équipements, etc. – et qui vont voir leur chiffre d'affaires sérieusement affecté. La bourse va également poser des problèmes de dévaluation aussi.

Quelle est la situation pour l'Europe ? Les sociétés européennes sont obligées de choisir devant les deux marchés. Cela va certainement avoir une conséquence sur le développement du business. En plus, selon les statistiques de la Chambre du commerce européen en Chine, 25 à 30 % des sociétés européennes installées en Chine ont exprimé leur grande inquiétude et déclaré être victimes de cette guerre commerciale.

MARTIN SANDBU — Lionel Fontagné, dans ce qui vient d'être dit, où sont les raisons de l'espoir ?

LIONEL FONTAGNÉ — Il y en a assez peu, en réalité, mais je m'y attendais. Je retiens essentiellement quatre idées.

La première idée, c'est l'importance des chaînes de valeur pour les entreprises. Comme on l'a dit, les États-Unis ont cherché à casser ces chaînes de valeur pour rapatrier les entreprises américaines : la première salve de droits de douane touchait à 90 % des biens intermédiaires importés de Chine.

La deuxième idée concerne l'OMC. Ce qui a été dit est probablement juste, l'OMC a beaucoup grandi à la marge extensive, mais pas à la marge intensive, comme disent les économistes : on a augmenté le nombre de membres de l'organisation, mais on n'a pas réussi à traiter complètement et de façon satisfaisante les nouveaux sujets qui sont ceux dont on a parlé autour de cette table, au premier rang desquels le rattrapage technologique et l'incompatibilité des modèles économiques. La raison pour laquelle cette organisation est bloquée, c'est cette dissonance entre la croissance à la marge extensive et la croissance à la marge intensive.

La troisième idée, et c'est peut-être une piste d'espoir, c'est que l'Union européenne et ses pays membres constituent globalement toujours une puissance normative. Mais pour pouvoir utiliser cette puissance, il faudra trouver de nouveaux alliés et probablement discuter beaucoup plus avec nos amis chinois, même si cela a déjà commencé.

La quatrième idée revient sur le basculement des économies monde qui n'est pas juste une question de leadership, mais une nouvelle organisation de l'économie mondiale. Les institutions vont devoir s'adapter et on va devoir considérer qu'il n'y a pas simplement d'un côté les États et de l'autre les organisations internationales régulant les relations entre ceux-ci. Un troisième acteur, la société civile, c'est-à-dire les organisations non gouvernementales et les entreprises, va devoir être mobilisé. Les ONG sont concernées par le contenu des accords commerciaux ; les entreprises vont devoir éviter la fragmentation de l'économie mondiale.

Un mot n'a pas été prononcé, celui d'incertitude. La forte incertitude générée par cette guerre commerciale va peser sur l'investissement, donc sur la croissance, donc sur l'innovation et donc sur la capacité de l'économie mondiale à résoudre les problèmes qui se posent.

LAURENCE PARISOT — Il ne faut pas se tromper, même les entreprises américaines veulent le multilatéralisme. J'en veux pour preuve le fait que toutes les organisations représentant les entreprises des pays membres du G7 viennent de signer un appel commun au maintien du multilatéralisme. Ce qui passe effectivement par une réforme de l'OMC qui semble être un chantier gigantesque. En même temps, il y a déjà des propositions sur la table pour une réforme de l'OMC en accord avec un grand acteur nouveau sur lequel il faudra s'appuyer, avec lequel il faudra travailler, c'est l'opinion publique mondiale. L'opinion publique mondiale ne comprendrait pas qu'on puisse à la fois penser OMC, business en commun, chaîne de valeur, développement du commerce et ne pas penser en même temps le déploiement de l'accord de Paris sur l'environnement. Le chantier est ouvert. Mais j'insiste sur une chose, même les entreprises américaines veulent le multilatéralisme.

MARTIN SANDBU — Jacques Aschenbroich vous vouliez réagir et je voulais aussi reprendre quelque chose que vous avez dit, qu'il faut s'adapter à la guerre économique, mais sans augmenter les coûts. Est-ce réaliste ? Comment évite-t-on d'augmenter les coûts s'il y a un repli des chaînes de valeur globales ?

JACQUES ASCHENBROICH — D'abord, je crois que le temps de l'entreprise et le temps diplomatique ne sont pas les mêmes. Le temps diplomatique est un temps long, très long, alors que les entreprises doivent prendre des décisions très rapides. On organise dès maintenant ce qui va se passer dans les mois, les trimestres et les années qui viennent. Donc, dans cette incertitude – et je crois que le mot « incertitude » est celui qui convient, je crois qu'il n'y a jamais eu autant de nuages et de difficultés à pré-

voir ce qui va se passer et même à très court terme – il faut faire très attention à ne pas subordonner nos décisions à un temps diplomatique très long.

Deux éléments auront tendance à renchérir le prix des consommateurs qui, à mon avis, le refuseront. Un, c'est l'accord de Paris. C'est-à-dire l'idée béate selon laquelle la lutte contre le réchauffement climatique à coût zéro, voire à coût négatif est une illusion. À court terme, ce n'est pas vrai. Donc, on renchérit considérablement le coût de production, donc le coût pour les consommateurs. Le faire payer par le contribuable ou le consommateur, *in fine*, c'est la même chose, c'est une augmentation des coûts. C'est le premier élément qui a mécaniquement tendance à faire augmenter les coûts, donc les prix pour les consommateurs. Le deuxième que j'ai déjà évoqué est la fragmentation et la réaction à cette fragmentation car il faut repenser l'ensemble des *supply chains*. Il est très difficile aujourd'hui d'imaginer que ça se fera à coût zéro ou à coût négatif. Je pense que si on ne travaille pas très dur, ça ne peut se faire qu'à coût supérieur. Nous avons donc deux éléments extrêmement pesants sur l'économie mondiale, et je pense que l'un et l'autre vont contribuer à ce qu'on réponde aux besoins du changement climatique ; c'est notre responsabilité collective.

JEAN-DAVID LEVITTE — Je crois que nous allons inévitablement vers une économie moins globalisée et qui sera fondée sur deux pôles antagonistes. Pourquoi ? Parce que la Chine voit ce que lui impose aujourd'hui le président Trump et la conclusion qu'elle en tire, c'est qu'elle doit bâtir sa propre logique économique. C'est ce qu'on appelle la *Belt and Road initiative*. Du temps de l'Empire romain, toutes les routes conduisaient à Rome. Avec l'Empire chinois, toutes les routes doivent conduire à Pékin. Xi Jinping a engagé cette construction de façon systématique ; il l'a annoncé, il veut que la Chine soit la meilleure en intelligence artificielle, en robotique, en sciences de la vie. Et ce n'est pas seulement parce qu'elle veut dominer le monde, c'est aussi parce que des centaines de millions de Chinois vont partir à la retraite et qu'il faudra s'occuper d'eux avec les instruments d'aujourd'hui.

À partir de là, je crois que Laurence Parisot a raison de souligner à quel point il faut préserver les règles du jeu. La Chine ne les rejette pas, elle veut les tordre à son profit. Mais c'est à nous Occidentaux de rebâtir l'OMC, de l'adapter. C'est possible, cela prendra du temps, mais il est absolument indispensable qu'on s'y attelle. C'est la responsabilité de l'Union européenne.

MARTIN SANDBU — Quel est le rôle de l'Europe ? Il y a plus ou moins un consensus qu'il faut sauver, dans la mesure du possible, le multilatéralisme, l'adapter peut-être. Quel rôle peut jouer l'Europe dans cette tâche ? A-t-elle la volonté et la capacité de faire ce qu'il faut faire ? Et quelle sera la relation entre l'Europe et la Chine dans ce travail ? Inigo, vous avez dit de façon très nette qu'il faut sauver le multilatéralisme, mais comment ? Qu'est-ce que l'Europe peut faire concrètement pour contribuer à ça ?

INIGO FERNÁNDEZ DE MESA — What is very clear is that non-European countries in 2050 will be relevant by themselves, among other things because of demographic trends. If we want to play a role, it should not be individually, but for the European Union. Unfortunately, at this stage the European Union as such is not as relevant as a block. We have two blocks, the Chinese and the US, and we are a long way from achieving that. I think in Europe we should take this very seriously and start to take actions. I can float a few examples. It is very important for the European Union to include the Euro project. This is something truly important and there are many pending issues, such as banking union, etc., that will reinforce the international role of the Euro, which will be critical. For example, another idea could be to link commercial policies to other policies, such as human rights, climate change, etc. This could be good for the European Union. To increase industrial competition, but not through more protectionism, but on the contrary, to promote a market union within the European Union, that is to have a stronger industry through more internal competition. For example, to improve regulation of global financial affairs, to have a real external policy within the European Union; or,

very importantly, to bet on technological advances. These are very general things, but all in all, I think it is going to be very important for the European Union to play a role today. If we want to promote multilateralism, or at least play in a role in the plurilateralism that you mentioned before, it is important for the European Union to reinforce itself much more than it is now.

MARTIN SANDBU — Yan Lan, si les États-Unis continuent sur la trajectoire bilatérale protectionniste, est-ce que l'Europe et la Chine pourraient trouver une sorte d'entente pour sauver le système, l'adapter peut-être ? Ou bien est-ce que le protectionniste américain mènera inévitablement à une fragmentation plus générale ?

YAN LAN — Je pense que dans cette guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, l'Europe pourrait jouer un rôle très important. Entre la Chine et l'Europe, il y a des terrains communs. Tout d'abord, n'oublions pas que l'Europe est le premier partenaire commercial de la Chine avant les États-Unis. Il y a donc ce lien naturel de partenariat sur le plan commercial. Deuxièmement, selon les statistiques, les investissements directs aux États-Unis en 2018 ont baissé de 73 %. Ce qui représente 3,6 milliards de dollars. L'investissement chinois en Europe a augmenté de 61 %, ce qui représente 46,1 milliards de dollars. Il y a donc déjà ce lien de base d'échange et d'investissement. Le troisième point commun, c'est la position sur le multilatéralisme. Les autorités chinoises soutiennent fortement la globalisation et le dialogue sur le multilatéralisme.

Il est très important de rappeler que la Chine a soumis une proposition pour la réforme de l'OMC et de ses mécanismes, une réforme pour plus d'efficacité et sur le règlement des différends au sein de l'OMC. En parallèle, je suis tout à fait d'accord avec Jacques Aschenbroich qui a parlé du souci des entreprises. En effet, les discussions diplomatiques entre les États prendront du temps. Dans une guerre commerciale qui a déjà commencé à faire des dégâts, la Chine mène des discussions en parallèle non seulement avec les

États-Unis bien entendu, mais aussi avec l'Union européenne pour signer, probablement au début de l'année prochaine, un accord d'investissement avec l'Union européenne.

J'ai bien noté qu'il y avait beaucoup de critiques sur la pratique de la Chine vis-à-vis des investissements étrangers en Chine, l'accès au marché, la protection de la propriété intellectuelle. C'est tout à fait vrai, mais le côté positif de cette guerre est de mettre la pression sur les autorités chinoises pour qu'elles ouvrent davantage le marché, ce qui a été annoncé récemment. Les critiques ont aussi dit que les autorités chinoises l'ont annoncé, mais ne l'ont pas mis en application. Toutefois, il y a toute une série de réglementations qui consistent à ouvrir des secteurs du marché chinois et à renforcer la protection et les sanctions contre la violation de la propriété intellectuelle qui entreront en vigueur en janvier 2020. J'espère donc qu'il y a des mouvements positifs vers la coopération. Je pense que l'Europe devrait en être la première bénéficiaire.

QUESTION DU PUBLIC

1. Vous avez tous dit qu'il y aurait moins d'investissements en raison de cette guerre. Mais si on regarde historiquement les guerres, en général, elles ont correspondu à des périodes de grands progrès technologiques et de beaucoup d'investissements. Donc, peut-être que l'investissement ne sera pas forcément rationnel économiquement. Et le combat de puissance va peut-être permettre de faire des sauts technologiques importants.

2. Comment voyez-vous l'Afrique dans les quarante prochaines années, sur cette notion de guerre économique et d'alliances ?

INIGO FERNÁNDEZ DE MESA — On investment, I think that empirical studies have said that trade wars are very damaging for international growth, but they are more damaging because they create the expectations in international firms about downturns in economic growth. One of the impacts of this trade war, because of more negative growth prospects, is a rapid reduction of investment globally. At the end of the day, this is the main impact of the trade war.

JACQUES ASCHENBROICH — Sur l'investissement, tout va dépendre des consommateurs. Il y a deux éléments qui risquent de renchérir considérablement le prix des biens, ce sont la lutte contre le réchauffement climatique, et tout ce que nous sommes en train de faire pour en réduire l'impact, et ce que nous venons de dire sur la réorganisation des *supply chains* au niveau mondial ; ce sont les consommateurs, c'est le marché final qui va en fait définir les investissements nécessaires. L'analyse que nous pouvons faire, et on le voit déjà aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas de décroissance mondiale, mais que le taux de croissance mondiale décroît. Yan le disait à l'instant, la croissance en Chine baisse. Dans le métier de l'automobile, pour la première fois depuis trente ans, on a une vraie décroissance du marché chinois qui est le premier marché mondial et qui représente près de 30 % du marché mondial. Le marché chinois a ainsi baissé de 17 % depuis le début de l'année.

On voit donc qu'il y a des impacts réels sur l'économie finale, sur la consommation. Si c'est exact, bien entendu, les investissements vont être réduits. Cela n'empêche pas qu'en termes technologiques, nous n'avons jamais eu autant de défis technologiques dans tous les métiers. Je connais bien ce qui se passe dans l'automobile, mais dans tous les métiers, il y a des révolutions technologiques absolument fabuleuses qui nécessitent aussi des investissements extraordinaires de la part des entreprises.

En fait, pour résumer, tout va beaucoup plus vite que prévu, tout coûte beaucoup plus cher que prévu, dans un environnement qui est beaucoup plus complexe que prévu. Ce n'est donc pas très facile à gérer.

JEAN-DAVID LEVITTE — Je crois que l'Europe est l'empire des normes et que nos normes s'imposent progressivement à travers tous les accords que nous signons avec le Japon, avec le Canada, avec le Mercosur, etc. Pour nous, l'Afrique est un enjeu absolument essentiel parce que sa croissance démographique est explosive ; nous avons un intérêt stratégique décisif à voir cette croissance bénéficier en Afrique aux Africains, sinon ils viendront chez nous. Donc, dans ce sens, nous devons avoir une vision straté-

gique sur l'aide que nous devons apporter au continent africain. C'est notre partenaire de demain, c'est notre obligation d'aujourd'hui. C'est le travail que la nouvelle Commission, le nouveau conseil européen devront aborder de front et avec une très grande ambition.

LAURENCE PARISOT — Je pense la même chose sur l'Afrique, les perspectives de développement sont fantastiques. Mais dans les défis du multilatéralisme, l'Afrique et d'autres pays en situation de développement constituent un enjeu parce que ceux-ci sont assez réticents au multilatéralisme qui les gêne dans leur propre stratégie de développement au stade où ils en sont aujourd'hui. Ce qui veut dire que dans les défis que doivent relever tous ceux qui essayent de négocier une nouvelle OMC, il y a la question de la transparence chinoise, la transparence des informations qui nous viennent de Chine sur la valeur réelle des prix, sur les subventions déguisées ou à peine déguisées. C'est un vrai sujet. Mais le deuxième sujet, c'est comment, dans une nouvelle OMC, permettre légitimement à des zones comme l'Afrique de maintenir leur propre stratégie de développement tout en faisant partie de coopérations commerciales à l'échelle planétaire.

LE RETOUR DE LA SOUVERAINETÉ VA-T-IL TUER LE LIBRE-ÉCHANGE ?

7

COORDINATION **Philippe Martin** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Caroline Freund** *(Banque mondiale)*
Ed Miliband *(Chambre des Communes, Royaume-Uni)*
Michael Punke *(Amazon)*
Gita Wirjawan *(Ancora)*

MODÉRATION **Sylvie Kauffmann** *(Le Monde)*

SYLVIE KAUFFMANN — Il y a plusieurs questions, dans cet intitulé : Qu'est-ce que la souveraineté ? Est-ce que c'est la même chose que le nationalisme ? Est-ce que la souveraineté nationale est la même chose que la souveraineté régionale ? Est-ce que le libre-échange et la mondialisation sont une seule et même chose ? Le libre-échange est-il vraiment menacé ? Comment ? Souveraineté, libre-échange, démocratie, toutes ces notions sont-elles compatibles ? Finalement, la mondialisation a-t-elle une fin ?

PHILIPPE MARTIN — Pour moi la réponse à la question posée est non. Je crois que la souveraineté n'est pas l'ennemie de la mondialisation. Mais je crois que nous avons besoin de retrouver une certaine souveraineté pour rendre la mondialisation et le libre-échange soutenables, en particulier d'un point de vue politique et social.

Un constat pour commencer. Il existe aujourd'hui, en particulier avec Donald Trump, un moment de rupture concernant la mondialisation, même s'il y avait des signes avant-coureurs de tensions pour le commerce international sous la présidence

de Barak Obama. Il est important de répéter un certain nombre de choses que les économistes disent sur la question du libre-échange : contrairement à ce que dit Donald Trump, je ne pense pas que le commerce soit un jeu à somme nulle dans lequel certains pays, ceux avec des excédents commerciaux, perdraient et d'autres gagneraient. Au contraire, je crois c'est un jeu à somme positive. Au Conseil d'Analyse Économique, nous avons publié une note sur l'impact d'une guerre commerciale mondiale et nous en avons chiffré les effets très importants de l'ordre de trois points de PIB par habitant pour les États-Unis, la Chine et l'Union européenne. Il n'y a pas de gagnant dans une guerre commerciale.

Mais il faut bien reconnaître que ces dernières années, nous avons aussi un peu survendu certains accords commerciaux et leurs éventuels gains économiques, je pense notamment au CETA. En effet, quand l'Union européenne conclut un grand accord avec un petit pays, en l'occurrence le Canada, les gains sont extrêmement asymétriques. Il y aura des gains importants pour le Canada, mais ceux de l'Union européenne seront faibles, de l'ordre de 0,03 point de PIB.

La souveraineté est au cœur des nouveaux accords commerciaux, car ils concernent moins les tarifs que les règlementations, et cela impacte rapidement le politique et le culturel. Prenons l'exemple de la question de la réglementation sur la nourriture, sujet très important en Europe, immédiatement, la question politique de la souveraineté se retrouve au cœur du sujet.

La question de la mondialisation est très liée également à la question des inégalités sociales. La technologie, le commerce international produisent des gagnants et des perdants. Les économistes ne sont pas d'accord avec Donald Trump qui affirme qu'il y a des pays qui gagnent et des pays qui perdent à la mondialisation, en revanche, il est vrai que le commerce international comme la technologie font des gagnants et des perdants et augmentent les inégalités sociales. Des recherches ont été faites aux États-Unis et en France sur le choc chinois et sur la très forte augmentation des importations chinoises qui a eu un impact indéniable sur les inégalités.

Si le commerce international bénéficie aux partenaires commerciaux mais qu'à l'intérieur des pays, cela ne profite pas à tous, les économistes recommandent de compenser les perdants par des transferts. Or la plupart des pays industrialisés, à l'exception peut-être des pays scandinaves, ont été incapables de compenser les perdants de la mondialisation en taxant les gagnants, pour rendre la mondialisation soutenable politiquement et socialement. Malheureusement, la mondialisation financière rend la taxation des grands groupes multinationaux très difficile alors que ce sont les grands gagnants de la mondialisation. En d'autres termes, la mondialisation exigerait de pouvoir compenser les perdants et de pouvoir taxer les profits des multinationales, ce que la mondialisation financière et la perte de souveraineté fiscale rendent impossible, ce qui par contrecoup menace la soutenabilité de la mondialisation.

Cette situation a produit trois types de réactions. La première, qui est celle des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'un certain nombre de pays européens, a été une réaction de refus ; la société civile électorale refuse d'aller plus loin dans la mondialisation, parce que justement, les gouvernements de ces pays n'ont pas su, pas pu ou pas voulu compenser les perdants de la mondialisation. Dans ce cas, la conséquence est celle de la guerre commerciale et d'un recul de la mondialisation commerciale. La deuxième possibilité consisterait à en rabattre sur une certaine forme d'intégration financière, notamment pour réduire l'optimisation fiscale de quelques gagnants de la mondialisation et donc regagner de la souveraineté en matière d'impôts, mais cela peut se faire aussi de manière très unilatérale ce qui n'est peut-être pas la meilleure solution. La troisième possibilité qui fait actuellement l'objet de négociations à l'OCDE serait un accord sur la meilleure manière de taxer les grands groupes multinationaux.

Encore une fois, à ce stade, la solution qui va prévaloir n'est pas évidente, mais l'équilibre actuel de la mondialisation sans instrument de souveraineté fiscal qui permettrait une redistribution équitable, n'est à mon avis pas soutenable d'un point de vue politique ou social.

SYLVIE KAUFFMANN — Caroline Freund, vous êtes chargée du commerce, de l'intégration régionale et du climat à la Banque mondiale. À ce titre, vous avez beaucoup travaillé sur les effets de la mondialisation sur les populations pauvres et les pays en voie de développement. Vous considérez que la réduction de la pauvreté repose en grande partie sur le commerce. Or, pour nous, les classes moyennes des économies avancées font partie des perdants et non des gagnants. Comment est perçue cette critique de la mondialisation dans les économies qui jusqu'ici ont bénéficié du libre-échange et de la mondialisation ?

CAROLINE FREUND — I am going to focus on trade, because that is what I know most about. The first point I'd like to make is that developing countries are still very much pro-trade. We see that where the continent of Africa has now signed-on, ratified the Continental Free Trade Area. We have seen it with CPTPP, which involves several developing countries and most recently, with EU-Mercosur. The reason is that trade has been a major source of growth. You look at the countries that have grown from poor to rich: they have all done it through trade. You look at the ones that are growing currently and it is largely trade. If you are a small economy, you are not going to grow by selling to your own people. You are going to grow by selling to the whole world, by using inputs from the rest of the world.

I will disagree slightly with how Philippe opened with the focus on inequality and adjustment. I think actually, the bigger challenge right now is about the change to the system from the rise of China. If you look at the US and China in 2000, the US was 14% of global exports of goods and services and China was 2%. Now, China has more than 10%, the US is less than 10% and the gap is even wider if you focus on goods alone which some people do. If you look at when jobs were lost, it was in the great recession. The US lost two million manufacturing jobs at that time, but since then one million have come back and in addition to that unemployment is very low.

To me, the timing of the disruption we are seeing in the system is much more related to the rise of an economy that is very different,

the structure and political system are different, and that has put real stresses on the global trade system and the WTO. There are new elements to deal with. If you look at the types of policies that countries are increasingly using since 2009, it is largely subsidies. People have been tracking trade-distorting policies and 50% of the rise in such policies is actually a result of subsidies and export promotion, not the typical tariffs we think of. State-owned enterprises are playing an increasing role in trade. These are stressing the system. There are also new issues that have not been dealt with, data and e-commerce. People do not know what to do about competition policy when faced with global giants like Amazon, Google, etc., and they are worried about the privacy of their data.

Finally, I agree very much with Philippe on the point about taxes. Globalization has made taxation difficult. In 65 countries for which data is available over a long period, corporate tax income fell from 45% of total revenues to about 30% now. This is because it has become very hard to tax capital in a world where the largest companies produce virtual things, as opposed to a world where they produce real things, and the profits from those virtual goods can be shifted across borders to low tax jurisdictions easily. Industrial countries need that tax revenue to train workers for the jobs of the future and developing countries need that revenue to build infrastructure to support growth.

In sum, to fix the trade system, countries should address cooperatively tax policy, data and subsidies. Most developing countries are actually moving in the right direction on trade, still open for the most part and considering new trade liberalization initiatives.

SYLVIE KAUFFMANN — Gita Wirjawan, vous êtes Président du groupe Ancora et vous avez été Ministre du Commerce d'Indonésie. À ce double titre, vous êtes aussi parfaitement au fait de toutes ces questions. Caroline just addressed the issue of the rise of China. How do you see this challenge from where you sit? Do you see China as a pro-sovereign power, a protectionist power, or as a free trade advocate as it tends to be presented by Preside Xi Jinping?

GITA WIRJAWAN — I want to pick-up a little on what Caroline was alluding to. I just want to highlight the point that trade has been a prehistoric economic activity that has been around until today. I have a reasonable conviction that trade or trading is only likely to continue as an economic activity as long as humanity lives.

However, in the last few years we have seen a phase or a set of phases where we have struggled, and I have a couple of notable observations. The first one is that we have seen some excessively high monetary activism, in a context of quantitative easing done by certain segments of the global economy, that perhaps may not have been enjoyed by the rest of the world and this has made conversations more difficult in the last few years. That second observation is, of course, what Philippe has alluded to in terms of the rising inequality, as much as we will have gone through democratisations in three phases. The first one would have been the individual democratisation, which unfortunately in many democracies around the world we have not seen empirically rising equalities. The second bit would have been the democratisation of the markets, which would have been sort of reinforced in the eighties by the privatisations and democratisations of markets, which unfortunately have not yielded rising equality or reduced inequality in many parts of the world. The third would have been in the context of the democratisation of data. In the emerging markets, we brag about the rise of Internet and mobile penetration, but clearly the generations have risen in many developing countries in the last 10 to 20 years.

Polarisation of conversations has stretched the rubber band and the spectrum to the extent that people are living on the fringes, either the far right or the left. Unfortunately, that is at the expense of the diminution of the centre or centrality, which makes it tough for people to engage in conversations on trade or even free trade. This is not experienced in China on the scale seen in many parts of the world. China seems to have the conviction that it has every efficacy to solve every problem that the world encounters. However, I just want to highlight the point

that in the context of the difficulty in engaging or undertaking conversations on free trade amongst economies, be it developed, developing or under-developed, China has gone-up in terms of its domestic propensity vis-à-vis GDP, from 30% to above 50% in the last 20 to 30 years. China is probably the only industrial giant in the room here and I think we all in logic expect or anticipate that in the near, foreseeable future China, on the back of its increased domestic propensity to consume and also on the back of its current account surplus having dwindled from 10% of its GDP 10 years ago to zero just last year, is only likely not to be able to produce goods and services for itself. It could very well be that in the next five to ten years that in Marseille, Indonesia and Singapore, anywhere outside China, we are not going to be able to source enough iPhones, Oppos and Huaweis for ourselves, because the Chinese will want them for themselves, at the rate that they are increasingly becoming consumptive. I think that this will significantly affect conversations on free trade in ways that China will not be able to basically source anything from anywhere outside China. What I think makes it far more difficult is that we are not witnessing any alternative in the kind of scale of industrialisation that China has gone through in the last 30 to 40 years. At the rate that nobody else is actually planning within our political stability, within our macroeconomic stability, as to become the next industrial giant, like China, could produce for everybody's hand-phones and anything around the world, I think will only be an impetus for increases in bilateralism and perhaps, to some extent, pluri-lateralism. Unfortunately, that will be at the expense of a more significant reduction of multilateralism. I say this with cautious optimism that human beings learn from past mistakes. I think we are going through the phase of recognizing the problem that is right there in front of our eyes and I think we will go through the necessary recalibration from policy, political, economic, social, cultural and geopolitical standpoints. Is that going to take two weeks to solve? No. I think it is going to take a few years for everybody to realize what is really at hand.

SYLVIE KAUFFMANN — Michael Punke vous êtes vice-président d'Amazon chargé en particulier de la politique publique mondiale. Vous avez été l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC. C'est une double casquette qui vous met tout à fait au cœur de la mondialisation.

Caroline Freund mentioned the challenge from China and we just talked about the magnitude of this challenge. However, there is also the analysis that the challenge to free trade and globalization comes from America and from this idea of America First and the policy of the present administration. What do you think?

MICHAEL PUNKE — I think the idea of focusing too much on "America First", probably over-simplifies the issue we are discussing here today about sovereignty and globalisation and I will mention a couple of things I mean specifically.

First of all, I think that globalisation is something we have been grappling with as a world for centuries, literally. I love history and an interesting study has been done of inflation in Spain in the 15th century as a result of the dramatic amount of silver suddenly being brought into Spain from the New World. That was a dramatic impact of globalisation in the 15th century. This is something that we have been dealing with for a long time and long before America First.

I also think that there is an over-simplification a lot of times of globalisation, to imply that it is synonymous with free trade or with free trade agreements. I think in fact that globalisation has a lot more complex causes than just free trade. There is a fascinating study done by Lund University in Germany that looked at the impact of one particular technology on globalisation. The technology they were studying was the shipping container, the metal boxes we see at ports and on the back of trains. This is not high technology this is a metal box. They studied the impact of a bilateral trade agreement on a country's economy and determined that over a period of 20 years it would increase trade by about 45%. The impact of using shipping containers on a country's trade over a 20 year-period was 790%. It underscores how complex these other forces are in addition to international trade agreements in affecting globalisation.

The last thing I think is really important and I say this as a former US ambassador to the World Trade Organisation, is that I think that people, companies and countries that care about free trade, more trade and globalisation have a real obligation to think carefully about how institutions exercise power, so that there is trust among citizens. For example, I think there is the infamous example of the European Commission regulating the olive oil flasks on the table in restaurants, and I think there was a sense among many Europeans that that was overreach on the part of the Commission. That resulted in less trust. In the WTO, there is a controversy currently, but that was there when I was ambassador during the Obama administration as well, about whether the appellate body of the WTO is over-stepping its bounds and not just interpreting existing rules, but creating new rules that were not agreed on by the sovereign member states of the WTO. That fact led to less trust in the WTO as an institution.

I mention those things just to underscore the complexity of this debate. It has a long history and a lot of different elements come into play and we need to think about all those elements in thinking about policy responses.

SYLVIE KAUFFMANN — You are right, but just a small question before we turn to Ed Miliband. Is tax sovereignty an over-simplification? Would tax sovereignty kill free trade?

MICHAEL PUNKE — I think people have a sovereign right to figure out how they deploy taxes. For example, Amazon pays every tax dollar that we owe in every jurisdiction where we do business around the world. We comply with the tax laws that are in place by countries that establish those laws. We strongly support efforts in places like the OECD to look at ways in which the global community can better rationalize tax law. One point that Philippe made that I think is very important is that he talked about the difficulty of taxing entities that sort of move across borders in a virtual way. That is not Amazon's business model. Amazon has a massive physical presence on the ground in the countries where we

do business, including France. We employ thousands of people and we are very proud of that and by the way, all those people also pay taxes. I feel very good about Amazon's record on that count.

SYLVIE KAUFFMANN — Ed Miliband, vous êtes Député Labour à la Chambre des Communes, ancien leader de l'opposition et vous avez participé au gouvernement de Gordon Brown.

Mario Draghi made an important speech a few months ago about independence and sovereignty. He said that if you are out of the EU, you may have more independence in terms of political economy, but that does not mean you have more sovereignty. As you struggle with Brexit, what do you think of this?

ED MILIBAND — I think he is right about that. I want to try to answer the question in a slightly broader context. I think there is a danger in these debates, and my co-panellists have not shown this danger, that we portray the problems in the world as being about an unreasonable set of populations that have let down the elites. I would say that the truth was somewhat opposite; I would say it was a bunch of elites who have let down people. I want to talk about that by reference to Brexit.

My constituency, the area I represent in the North of England, voted 70% for Brexit. In case you wondered, I was for remain, so they did not heed my advice. Why did they vote for Brexit? It was not really a revolt against trade. I think that is partly because Britain is an island nation and Brexit may impede trade, but that certainly was not the intention behind their vote. It was a bit about immigration, which some of you will have heard. However, the much deeper issue that my constituents would say to me is about a lot of the things that you would identify in France and the United States. I want a new beginning for my kids or my grandkids. I want some hope. My life feels incredibly insecure. My constituency is a former coalmining area where all the mines have closed. Or they would look back to a previous era where mining was a very difficult job, but they would say the risk was shared between government, the employer and the individual and ask why all the risk was now loaded on to the individual.

The first point I want to make is that I think the pre-condition of sorting out the massive problems, whether Brexit or others we face in our world, is to understand what motivates them and to show some empathy for them.

Secondly, is this simply about trade flows or indeed immigration or globalisation? No, I think it is about a failure of politics. I think this is really important, because I think we can talk about these issues in a way that somehow suggests that is globalisation a good thing or a bad thing. It depends on what kind of globalisation and as Philippe said, is the globalisation properly managed? Are the losers compensated, or are the winners just helping themselves? Much more than a revolt against trade or even globalisation, I would say that what we say in Britain was against a certain way of running an economy, a quite extreme form of capitalism. I would say that is fundamentally what was at issue, certainly for the people I represent and a lot of others in this referendum.

Thirdly, what do we do about it? I think that the elites have got to get the message. I think it is a really important point that it is in Britain and America where you have seen Trump and Brexit, but this is coming to a country near you, and the *gilets jaunes* may be some part of this, unless we find a better way of living together. I think that the form of capitalism we have, and it is more extreme in the US and the UK, is inherently an unstable form of capitalism and people will kick-back against it.

I think the irony is that we cannot talk about trade agreements being a good or bad thing in themselves, it depends what is in the trade agreement. If Donald Trump wants to sell us hormone reared beef or chlorinated chicken, I am not too keen on that. That is about regulatory standards and health and safety. I do not think it is an impediment to free trade to have those standards. Of course, trade in general can benefit countries I believe in comparative advantage. However, the irony is that unless we sort out what is going on in our own countries and unless we have a much fairer form of capitalism, we will have what I call morbid symptoms of countries doing things, of which Brexit is one example, which in my view are deeply counter-productive for the country, but that represent a cry of help and desperation.

QUESTION DU PUBLIC — *How do you see trade after Brexit? Also, you raised the question of changing capitalism and said that we should change it but not how. How do you project this trade country called Britain changing capitalism in a more subtle way?*

Concernant l'OCDE et le multilatéralisme avec les grandes tensions actuelles crées par des pays qui veulent absolument, comme les États-Unis ou la Chine, tirer une singularité, jouer un rôle à part. Quel est le futur ? Est-ce qu'il peut y avoir un après-Trump et un retour au multilatéralisme et aux règles du jeu de l'OCDE ?

ED MILIBAND — On trade after Brexit, we have this guy Boris Johnson[1], who you may have heard about, who may unfortunately be becoming Prime Minister. It is very hard to tell. What I hope for is as close a relation to the EU in terms of trade as we can possibly have. If it means Brexit, then in the customs union and the single market, a bit like a Norway-style arrangement, because I think that is the best things for both our countries. That is the minimum I would want to see.

In answer to your question on what you do, I have three things for a fairer form of capitalism. Strong platforms and safety nets, not safety nets full of holes. In our country and elsewhere, we have welfare states that are weak and leave people in a bad situation. Secondly, work that pays, because there are more people in Britain today who are working and in poverty, that people who are not working and in poverty. If you go out and work 35 to 40 hours a week and cannot afford to feed your family, it is no wonder you are angry at the system. Thirdly, we cannot have a system where the top 1% just floats away from everybody else. In the end, people will kick back against it. I do not think that is envy, people just think that it is one thing if the CEO gets paid 30 or 50 times the lowest paid employee, but it is not a system they are willing to support if it is 1 000 or 2 000 times more, while they struggle to live. That is capitalism's licence to operate and capitalists understood that in

1. Boris Johnson, ancien maire de Londres et député conservateur est devenu Premier ministre le 23 juillet 2019.

the 30 or 40 years after the Second World War. That lesson has been forgotten and needs to be relearned.

GITA WIRJAWAN — I just want to highlight two points. I think if you go to Silicon Valley nowadays, they have a very different notion of capitalism, which in my simple mind means accumulating capital and the only way to accumulate capital is to become a monopolist. That is a conversation you have with people in Silicon Valley, whereas people like me went to school and were taught the notion of perfect competition in order to accumulate capital.

The second is with respect to the fate of multilateralism. The reason why countries like Indonesia did not get too excited about signing-on to a TPP or whatever, is not because I was not excited about it but because it was very difficult for us to sell it. Ed is completely correct in the sense that politics is the foundation of many problems and it was just very difficult, especially if you are coming from a place where marginal productivity is at a much lower level than the guys you are supposed to multi-lateralize with.

CAROLINE FREUND — Adjustment is important and I think it has come out clearly from the panel that we need to tax the wealthy more, redistribute more and provide more opportunities. The same is true in some sense between countries, that in order to move forward on multilateralism, the rich countries need to work together and not resort to unilateral protectionism and the large emerging markets also need to ensure that their systems do not distort trade.

MICHAEL PUNKE — To pick-up a theme that both Philippe Martin and Ed Milliband talked about, from my perspective from having been the US ambassador to the World Trade Organisation, I think there has been a real shortcoming in many countries on the issue of workforce development, training and education. There has been a tendency to put that issue as the

cart behind the horse of trade agreements. The theme of this conference is trust, and I think to build trust among our people and to have the support for future trade negotiations, countries and companies around the world are going to have to do a much better job in workforce development, helping to prepare workers in all countries to be better prepared for the challenges of the economy we live in today.

LES CARTES DE L'ÉMERGENCE SONT-ELLES REBATTUES ?

8

COORDINATION **Étienne Wasmer** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Mingpo Cai** *(Cathay Capital)*
Abdourahmane Cissé *(Réalisateur)*
Rodolphe Saadé *(CMA CGM)*
David Syed *(Dentons)*

MODÉRATION **Nicolas Beytout** *(L'Opinion)*

ÉTIENNE WASMER — Le développement n'étant pas mon champ traditionnel mais suscitant chez moi un grand intérêt, je vais intervenir en outsider et faire part d'un constat d'étonnement. Cet intérêt et cet étonnement proviennent des quelques années passées dans le Golfe où je me trouve à la confluence de plusieurs civilisations et continents. Les choses qui s'y passent sont donc extrêmement rapides et rebattent un peu les cartes que nous pensons tous connaître.

Lorsque j'ai commencé mon parcours d'économie, nous avions à notre disposition une théorie du commerce international divisée entre le Nord et le Sud. Le Nord avait le capital humain, les infrastructures, l'épargne, les machines et le capital ; le Sud avait les travailleurs à bas salaire et les ressources. Selon cette théorie, les échanges s'organisaient naturellement, par les avantages comparatifs, du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord.

En fait, ces cartes-là changent très rapidement. Lorsqu'on regarde les chiffres sur l'évolution du nombre de diplômés en Asie, on constate que l'Europe et les États-Unis ont toujours été traditionnellement en avance en termes de formation du capital

humain et de leurs élites. Un seul chiffre, en Chine en 2010, 10 % d'une cohorte accédaient à l'université. Mais les choses changent très rapidement. L'an dernier, cette fraction atteignait 50 %. Dans le même temps ce chiffre est de 64 % en France. Demandons-nous dans quel futur proche la Chine formera la même proportion d'une cohorte que la France : c'est pour demain. Transposés en nombre de personnes les ordres de grandeur sont évidemment gigantesques quand on connaît la taille de la population chinoise : actuellement il y a 44 millions d'étudiants inscrits dans le système universitaire chinois, contre 2,5 millions en France. Il n'y a cependant pas que la Chine. En Inde, ce sont 32 millions d'étudiants soit 28 % d'une cohorte. Le Brésil lui aussi compte des dizaines de millions d'étudiants. Pour tous ces pays, l'exemple, c'est Singapour qui a amené 85 % d'une classe d'âge au niveau de l'université.

Progressivement, le capital humain n'est donc plus l'apanage de l'Ouest, des États-Unis et de l'Europe. Cela a des conséquences très concrètes. Les classes moyennes de ces pays asiatiques accèdent au tourisme, au développement, à l'épargne et le capital physique se réalloue donc aussi sur la planète.

La question des infrastructures est également fondamentale. Nous avons tous vu ces vidéos spectaculaires de la nouvelle route de la soie, ces investissements considérables, ces autoroutes à quatre, huit, douze voies qui relient Shanghai au Pakistan et aux ports qui la jalonnent, etc. Quand on essaye de réfléchir à l'avantage comparatif de l'Europe dans le commerce international, force est de constater qu'il va s'amenuisant ou alors qu'il doit se recentrer. Nos vrais avantages comparatifs sont en effet multiples mais ils ont tendance à être très différents.

Un dernier mot pour finir. Quand Jean-Hervé Lorenzi a introduit les Rencontres sur le manque de confiance, il y avait cette idée que les classes moyennes européennes, françaises notamment, ont plutôt confiance dans le moment présent mais éprouvent en revanche une profonde méfiance envers l'avenir. Je me demande si nous ne devrions pas essayer de lier cette méfiance au fait que les cartes sont ainsi rebattues. Nos avantages comparatifs traditionnels sont en train de disparaître. Est-ce que

les industries, est-ce que nos secteurs à haute valeur ajoutée vont nous permettre de maintenir notre niveau de vie ? Et à partir de là, comment nos économies vont-elles s'ajuster ?

NICOLAS BEYTOUT — Rodolphe Saadé, vous êtes le PDG de CMA CGM depuis 2017. Votre métier vous offre une vision globale de l'ensemble de la planète car votre entreprise couvre le monde entier et permet d'observer l'évolution des échanges économiques entre les différentes zones qui le composent. Comment voyez-vous cette nouvelle carte des émergences si toutefois elle existe ?

RODOLPHE SAADÉ — Le monde change, c'est indéniable. Comment nous, compagnie maritime, nous adaptons-nous ?

La dynamique des échanges économiques était, dans les dernières années, essentiellement dominée par une logique Est-Ouest avec un renforcement des liens entre l'Europe et les États-Unis et la montée en puissance de la Chine. Aujourd'hui, une nouvelle dynamique se met en place avec le développement des échanges de la Chine – qui reste le plus grand exportateur au monde – avec les pays du Sud comme l'Amérique du Sud ou l'Afrique du Sud. La Chine a besoin de produits agricoles et de matières premières qu'elle arrive à importer du Brésil notamment. La Chine a aussi réussi à s'adapter aux besoins de ces pays du Sud en créant et en manufacturant des produits qui sont adaptés à leur demande. Les échanges entre la Chine et l'Afrique sont également en forte croissance, on parle d'environ 20 % de croissance en 2018. La Banque de Développement de Chine a financé plus de 500 projets en Afrique depuis 2018 et cela ne fait que s'accentuer.

En parallèle, il y a le développement de la fameuse route de la soie – dont on en parle beaucoup sur le ton de la polémique – qui est un véritable acte politique chinois. La Chine souhaite développer des routes privilégiées pour le développement des échanges économiques avec l'Europe, avec le Moyen-Orient, l'Asie et même avec l'Afrique. La route de la soie est essentiellement

maritime mais peut devenir terrestre et ferroviaire. Ces routes sont sécurisées par des accords politiques et par des investissements importants réalisés tout au long par la Chine. C'est le cas notamment du port du Pirée, du port de Colombo, de Djibouti mais également de la nouvelle plateforme terrestre de Khorgos à la frontière avec le Kazakhstan.

On constate surtout aujourd'hui que les tensions politiques sont importantes. Les États-Unis exportent moins qu'avant, 25 % de moins en 2019 qu'en 2018, si on se réfère à la période janvier-avril. De l'autre côté, les volumes au départ de la Chine et à destination des États-Unis sont en baisse d'une année sur l'autre même s'ils restent positifs. La Chine ralentit sa croissance. Pour donner un ordre d'idée, les exportations chinoises ne progressent plus que de 1,6 % par rapport à l'année précédente ; bien loin de la croissance connue ces dernières années. En revanche les importations sont en régression. Ce ralentissement de la Chine est à mettre en parallèle avec une émergence des pays d'Asie du Sud-Est – Cambodge, Thaïlande, Indonésie, Vietnam – qui se développent fortement avec des taux croissance de plus de 5 % par pays.

La mise en place de ces barrières entre grands pays, Chine-États-Unis et États-Unis-Europe, montre un changement dans la manière dont les flux mondiaux s'organisent. On assiste à une régionalisation des échanges qui s'exprime notamment par le fort développement du marché intra-européen, certains d'entre nous préférant acheter des produits en Europe plutôt qu'en Chine.

Ces dynamiques ne se limitent pas au continent européen. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le plus gros marché du monde n'est pas le flux Asie-Europe ou Asie-États-Unis, mais bien le marché intra-asiatique. Les flux entre la Chine et la Thaïlande, la Thaïlande et la Corée, la Corée et le Japon ne cessent d'ailleurs de se développer.

Nous assistons donc à l'émergence de sous-ensembles et à une croissance des marchés régionaux qui participent au renforcement de la régionalisation et à l'affaiblissement des trafics Est-Ouest, Asie-Europe et Asie-États-Unis. Le Groupe CMA CGM est très présent sur les liaisons Est-Ouest, avec des navires de grande

taille qui relient Shanghai au Havre ; mais il développe également sa présence sur le secteur intra-européen où nous avons fait de récentes acquisitions.

Certes la Chine ralentit mais je ne crois pas qu'aucun autre pays puisse se substituer à elle. Il y a toutefois des pays qui se développent de manière intéressante. C'est le cas de l'Inde qui affiche une croissance importante, ainsi que du Brésil. On assiste, dans ces pays, à un développement des flux de services et plus uniquement des flux de marchandises. C'est le cas notamment de nombreuses compagnies qui cherchent à sous-traiter leurs services informatiques en Inde ou en Afrique où le numérique se développe très fortement.

Il y a donc effectivement un changement, auquel il va falloir s'adapter. La régionalisation est en train de se développer fortement, mais je pense que dans tous ces changements, il faudrait faire en sorte de garder un équilibre entre les pays qui achètent et les pays qui consomment. Et, bien sûr, il faut garder à l'esprit ce sujet majeur qu'est l'environnement.

NICOLAS BEYTOUT — Une chose m'étonne c'est que vous parlez de commerce intra-Asie ou intra-Europe mais jamais de commerce intra-Amérique.

RODOLPHE SAADÉ — Le marché intra-américain existe mais les flux sont beaucoup plus limités que les flux intra-asiatiques ou intra-européens.

NICOLAS BEYTOUT — Abdourahmane Cissé, vous êtes ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables de la Côte d'Ivoire. Vous avez été précédemment conseiller spécial du Président Ouattara et ministre du Budget.

Il y a quelques années, c'était presque un lieu commun de dire que l'Afrique serait la nouvelle Asie, que la croissance de l'Afrique allait prendre le relais de celle de l'Asie. Aujourd'hui, on remarque que la croissance asiatique ne faiblit pas, mais où en est celle de l'Afrique ?

ABDOURAHMANE CISSÉ — Le monde change et l'Afrique doit aussi s'adapter et faire sa propre mue. Lorsque qu'on regarde les dynamiques, c'est manifeste. En 1990, la Côte d'Ivoire avait un PIB par habitant quatre fois plus important que celui de la Chine. Aujourd'hui, la Chine est la deuxième superpuissance mondiale et la Côte d'Ivoire a pris du retard.

L'autre point, c'est que les modèles asiatiques sont des modèles qui fonctionnent. Il y a matière à s'inspirer de certains d'entre eux. La Chine reste toutefois un cas particulier. Son modèle de développement, basé sur l'exportation, fonctionne mais il y a quand même une forte présence de l'État, des sociétés d'État, qui ne peut pas être facilement répliquée dans la plupart des pays d'Afrique. La stratégie de la Corée du Sud, moins axée sur une forte présence de l'État, serait plus facilement transposable et a donné des résultats relativement satisfaisants, avec des taux de croissance de l'ordre de 7 % depuis 1962 jusqu'à aujourd'hui.

Dans ce monde qui change, il est donc important pour nous, pays africains, de savoir quelle place nous souhaitons occuper. Nous représentons aujourd'hui environ 11 % de la population mondiale. En 2050, les Nations-Unies estiment que nous représenterons un quart de la population mondiale.

Comment contribuer à ce que l'Afrique trouve sa place ? Je vois cinq grandes priorités. La première, c'est l'éducation. Aujourd'hui, la plupart des pays investissent environ 6 % de leur PIB dans l'éducation. Mais lorsqu'on regarde les résultats en termes de qualité, en termes de niveau, nous nous rendons compte qu'il y a des difficultés malgré les sommes investies. Avec un taux d'absentéisme des professeurs relativement élevé, aux alentours de 25 %, et parallèlement 80 % de ces 6 % investis dans les salaires, on se rend compte que 1 à 1,5 point de PIB est perdu juste à cause de ce manque de qualité de l'enseignement dispensé. Il faut donc absolument mettre l'accent sur l'éducation et sur l'éducation des femmes. Je ne le dis pas parce que c'est politiquement correct, je le dis parce que ça marche. Il faut également mettre l'accent sur la qualité de l'éducation et sur une adéquation plus forte entre le monde de l'emploi et l'éducation

dispensée. Nous avons beaucoup de diplômés mais sur le terrain, ils ont du mal à s'insérer dans le tissu professionnel. Il faut donc trouver une solution à ce niveau-là.

Le deuxième point c'est l'accès aux services sociaux de base, notamment en matière d'accès à l'eau potable, à l'électricité et de réduction du fossé en termes d'infrastructures. Aujourd'hui, la Banque mondiale estime aux alentours de 100 milliards de dollars les besoins d'investissements en Afrique. Si nous n'investissons pas dans nos infrastructures, avec un accent sur ces points socio-économiques de base, nous aurons du mal à passer ce cap incontournable.

La troisième priorité, dont on ne parle pas beaucoup mais qui est fondamentale, c'est une bonne gestion macroéconomique. Nous avons souvent tendance à nous dire que nous avons des besoins, que nous pouvons emprunter et voir plus tard si nous pourrons rembourser. Et nous accumulons la dette. Mais s'il n'y a pas une gestion macroéconomique stable et pérenne avec un ratio dette sur PIB qui fait sens, une inflation maîtrisée, on est rattrapé un jour ou l'autre. Le succès des pays d'Asie qui ont connu des croissances relativement importantes pendant de longues durées est fondé avant tout sur une bonne gestion macroéconomique.

Le quatrième point important est celui de la stratégie à mettre en place. Pour cela, nous sommes accompagnés par les plus grands cabinets. Est-ce que nous pouvons nous inspirer de la Chine et avoir une stratégie basée sur l'exportation ? Faut-il stimuler la consommation nationale ou régionale ? Cette question représente un véritable enjeu, parce que la plupart des pays développés ont donné la priorité à la consommation nationale. Cela implique donc un marché commun car nos pays comptent chacun 20 à 30 millions d'habitants. Il est difficile de créer une vraie industrie si vous n'avez pas un marché qui permet d'écouler ces produits. Les chefs d'État de l'Union africaine sont en ce moment au Niger, pour discuter de la zone de libre-échange continentale. Ce sont donc des initiatives qu'il faut encourager si nous voulons aller de l'avant.

Ces quatre premières priorités sont connues de tous. Mais elles amènent au dernier point, celui des conditions de la mise

en œuvre. Les idées sont là. Reste la question de la mise en œuvre pour laquelle il n'y a pas de solution miracle : il faut une bonne gouvernance et la volonté politique nécessaire.

NICOLAS BEYTOUT — Si j'ai bien compris, vous dites que le modèle de croissance aujourd'hui n'est pas un modèle africain, mais un modèle asiatique ?

ABDOURAHMANE CISSÉ — Il ne s'agit pas de faire du copier-coller, mais c'est une source d'inspiration qu'on peut essayer d'adapter. Je n'ai pas évoqué la question du financement. Sur ce sujet, l'un des points sur lesquels il faut mettre l'accent, c'est la mobilisation des recettes intérieures. Le ratio recettes fiscales sur PIB, dans la plupart des pays africains, est de l'ordre de 15 %, comparé à plus de 35 % dans la plupart des pays de l'OCDE. Il est très difficile de financer quoi que ce soit en matière d'infrastructures avec un ratio de 15 %. Une des solutions consiste à mobiliser le secteur privé sur cette question du financement.

NICOLAS BEYTOUT — Mingpo Cai, vous êtes le président fondateur de Cathay Capital qui travaille à l'investissement des capitaux européens vers l'Asie et vers la Chine. Quand on parle de cartes de l'émergence, on pense souvent politique ou commerce international. Vous, quand vous parlez d'émergence, vous pensez numérique ?

MINGPO CAI — Je suis toujours un peu gêné par le mot « émergence » qui m'évoque un train avec la première et la deuxième classe. Mon ami CAI Guo-Qiang, qui est un grand artiste, m'a dit un jour : « Si on se considère comme extra-terrestre et qu'on regarde cet univers où nous nous trouvons, finalement, cette notion d'émergence ou de développement n'a aucun sens. Nous avons des causes communes ».

Vu sous cet angle, on s'aperçoit que le changement de la cartographie en termes d'émergence est multiple. Il est géographique, il est politique, il est économique. C'est vrai également dans le

numérique car les supermarchés, qui occupent un territoire à un moment donné, considèrent le e-commerce comme une économie émergente.

J'en parlais déjà il y a trois ans[1], aujourd'hui une entreprise comme Pinduoduo pèse 400 milliards de yuan de revenus et près de 450 millions d'utilisateurs. Coté il y a à peine un an, elle pèse déjà 26 milliards de dollars au Nasdaq.

À l'époque, tout le monde pensait que l'économie numérique et le e-commerce étaient déjà bien établis, mais ils avaient oublié que 700 millions de Chinois vivent encore à la campagne. Si j'achète tout seul, je paye plein pot. L'idée est donc d'acheter en groupe afin de profiter de remises pouvant aller jusqu'à 10, 20, 30, 40 %. Il y a donc un côté ludique et en plus on peut faire des achats par l'intermédiaire de la plateforme WeChat et donc communiquer ensemble.

Peut-on encore dire que Pinduoduo est une économie émergente ? Pour Auchan ou Carrefour en Chine, c'est un challenge énorme. Ils sont même en train de rattraper Alibaba qui les considère comme de véritables challengers. Cette économie traditionnelle de supermarché commence à se positionner comme émergente face au e-commerce.

Aujourd'hui, nous sommes dans une société où les Chinois et les Africains émergent mais finalement, en très peu de temps, cela peut être l'inverse. Ceux qui considèrent que l'Europe est finie font une erreur fatale car lorsque tu es puissant, tu deviens fragile. Et le temps que tu admires ta puissance dans ton miroir, il y a déjà des jeunes en train de te rattraper.

NICOLAS BEYTOUT — Il y a quand même des affrontements commerciaux bien visibles entre les grandes zones. La Chine est au cœur du sujet de l'affrontement commercial avec les États-Unis mais aussi une partie du reste du monde. Cela peut-il modifier l'émergence de cette nouvelle carte du monde ?

---

1. Voir *Les Actes des Rencontres*, 2016, « Quelle forme aura la puissance de demain ? », p.620.

MINGPO CAI — Au fond, le nerf de la guerre, ce sont les données et la qualité de ces données. La Chine possède une chance inouïe en la matière car elle dispose d'une population très importante. Cela lui a permis de sauter des étapes et de changer radicalement en remplaçant le commerce traditionnel par le e-commerce ou le paiement par carte de crédit par le paiement mobile.

Je suis chinois et j'ai connu l'électricité à l'âge de 8 ans. Il y a 30 ans, lorsque je suis arrivé en France, il n'était pas possible de téléphoner à mon village car il n'y avait pas de téléphone fixe. Aujourd'hui, ils sont tous passés directement au mobile. La Chine dispose donc de deux avantages : la vitesse de la transformation numérique et le volume de données. Personne ne peut empêcher la Chine d'avoir une base de données de très grande qualité avec de grandes masses. Pour compenser la masse et la vitesse, la solution c'est l'écosystème et le talent.

NICOLAS BEYTOUT — David Syed, vous êtes associé chez Dentons et vous conseillez les pays en matière de développement. Vous avez notamment beaucoup travaillé avec le Venezuela mais aussi avec le Zimbabwe et le Kazakhstan.

Il y a un instant, Abdourahmane Cissé disait que l'une des questions essentielles est le financement et la capacité à trouver une manière d'amplifier ces émergences nouvelles dont nous parlons.

DAVID SYED — Ma profession d'avocat me conduit à conseiller des gouvernements, des fonds souverains et des institutions financières ou de développement bilatérales ou internationales.

La première chose à souligner est que le développement mondial, c'est surtout le développement des êtres humains. L'humain est au centre de tout. Donc parler de financement, de commerce, etc., c'est toujours axer sur l'humain. L'émergence ? C'est la promesse d'une meilleure vie pour des humains. Évidemment, on pense à l'environnement pour nous et pour nos enfants.

La deuxième question, c'est la confiance. Poser la question « Est-ce qu'on a confiance ? » c'est commencer à y répondre. La remise en cause de la confiance est la conséquence de l'émergence, du changement dans la puissance des pays, du changement dans les sources de financement, du changement dans les tendances du commerce international, etc.

J'aimerais évoquer la notion de frontières implicites. Nous avons tous une façon de penser qui est conditionnée par l'endroit d'où nous venons, ce que nous avons étudié, nos condisciples. Par exemple, je suis né au Pakistan, de père indo-pakistanais et de mère irlandaise, j'ai grandi au Venezuela, j'ai fait mes études en France et ma femme est chinoise. Toute ma vie, on m'a appris à être *number one*. Aux États-Unis où j'ai fait mon stage, il faut être premier partout : en sport, dans les concours, par exemple. Lorsque j'ai rencontré ma femme elle m'a dit : « Pourquoi veux-tu être *number one* tout le temps, c'est fatigant d'être *number one*. » Je lui ai dit « Regarde la Chine aujourd'hui, vous voulez être *number one* ». Elle m'a répondu : « Pas du tout, on veut juste être *number two*, mais on peut être *number one* quand on veut. Tu ne sais pas que le premier oiseau se fait toujours tirer dessus ? Et alors c'est le deuxième qui devient premier ». Et elle ajoute : « Tu ne veux pas essayer d'être *number two* de temps en temps ? » Alors j'essaye et j'apprends.

Dans les recherches de financement, dans le développement, dans l'apport de notre compétence aux pays émergents – Afrique, Amérique du Sud, Asie centrale, Asie du Sud-est, etc. – il faut sortir des frontières implicites, des *implicit barriers* et donc sortir de cette idée qu'il y a des organismes comme la Banque mondiale, le FMI, des agences de notation, etc. Pourquoi les pays cherchent-ils aujourd'hui à rééquilibrer ? Simplement parce que dans chaque démarche financière, pour soutenir le développement politique d'un pays, il y a ces *implicit barriers*. La Chine l'a très bien compris car elle a rencontré beaucoup d'obstacles pour entrer dans le panier du Fonds Monétaire International et c'est toujours le cas. Aujourd'hui, la Chine n'a pas du tout le poids qui correspond à sa participation au PNB mondial. La Chine est l'exemple le plus flagrant, mais c'est la même chose pour les pays émergents comme le Nigeria, le Pakistan

et l'Indonésie qui n'ont pas la place qui devrait être la leur dans la représentation des institutions internationales.

Je parle d'*implicit barriers* aussi parce que notre façon de faire les choses, notre façon de consentir les conditions qu'on met en place pour le financement sont très focalisées et très inspirées de notre façon de voir les choses. Quand je dis « notre façon », je parle de la façon occidentale. Cassons un peu ces *implicit barriers*. Sinon, que va-t-il se passer ? Soit on met en place une organisation financière alternative, et les pays émergents vont le faire, soit on modifie les institutions existantes. Je suis personnellement en faveur de la modification et de l'harmonisation, mais cela veut dire que nous, Occidentaux, devons changer de point de vue.

Deux exemples :

– Aujourd'hui pour faire un virement, faire un financement ou recevoir de l'argent, il y a les deux monnaies, l'euro et le dollar. La Chine est en train de monter un système alternatif qui s'appelle CHIPS[2] pour que les paiements ne passent plus par la tuyauterie de Swift et le système financier international existant.

– La création en 2014 de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), qui est une banque régionale de développement fortement inspirée de la Chine.

Je pense que nous assistons aujourd'hui à une redistribution des cartes vers de nouvelles institutions et de nouveaux moyens de paiement. Et j'aimerais inviter l'auditoire à *open their mind* à cette émergence-là.

NICOLAS BEYTOUT — Y a-t-il un centre financier mondial alternatif ? On connaît New York, on connaît Londres, on rêve de Paris, etc. Y a-t-il en Inde, en Chine ou ailleurs, un centre financier qui aujourd'hui peut rivaliser avec les centres financiers mondiaux dont je viens de parler ?

DAVID SYED — Évidemment tout le monde essaie et tout le monde peut trouver sa place mais je pense que c'est Shanghai.

—

2. *Clearing House Interbank Payments System*.

NICOLAS BEYTOUT — Y a-t-il une monnaie aujourd'hui dont on sent qu'elle peut être l'alternative à une domination dollar et une tentative de partage avec l'euro ?

DAVID SYED — Je suis partagé entre l'option cryptomonnaie et l'option Renminbi. Je pense que compte tenu de la puissance commerciale de la Chine, ce sera le RMB. Mais il y a énormément de travail, notamment le système CHIPS. Si les Chinois arrivent à mettre en place un système de paiement mondial alternatif au Swift, je pense que la Chine peut vraiment passer à la prochaine étape.

NICOLAS BEYTOUT — Rodolphe Saadé, vous voyez ces questions monétaires de la même façon ? Travaillez-vous en euro ou en dollar ?

RODOLPHE SAADÉ — Le transport maritime se paye exclusivement en dollars. En fait, peu importe la monnaie du futur, l'essentiel, c'est qu'il y ait une monnaie pour nous permettre d'acheter et de vendre, que cela soit le dollar ou le RMB.

QUESTION DU PUBLIC — I have three quick questions.
– You paint a very rosy picture of Chinese investment in Africa, but there is also a lot of concern about questions of land grabbing, debt, non-transfer of technology and non-use of local labour. I wanted to know what your take on that is.
– The second is the question about the constant mention of China as the main EU potential trading partner. It is true that India is not as important as China of course, but the EU is India's largest trading partner, about EUR 92 billion in 2018, 13% of India's trade and there are 6 000 new companies in India. I thought perhaps you could say something more about the potential beyond services.
– Finally, I do think development is more than finances. As it was said, development is about freedom and democracy, and it is also about inequality reduction. All the convergence that was taking place on inequality reduction, as Thomas Piketty, Joseph Stiglitz

and others have pointed out, is now moving towards divergence and surely that must also be discussed today, apart of course from climate issues.

ABDOURAHMANE CISSÉ — Concernant les investissements chinois en Afrique, la question de la dette est une question essentielle et c'est à chaque pays de voir ce qui est soutenable et ce qui ne l'a pas. C'est pour cela que j'ai beaucoup insisté sur la question de la bonne gestion macroéconomique. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nous avons bien entendu des investissements chinois qui sont relativement importants dans le secteur de l'énergie et dans le secteur routier.

Nous avons emprunté, mais on s'arrange toujours pour que notre ratio dette sur PIB reste aux alentours de 45 %. C'est l'objectif que nous nous sommes fixés et nous négocions au mieux les conditions pour que nous puissions avoir quelque chose qui soit soutenable.

Donc, oui, nous avons besoin des investissements chinois, nous avons besoin d'investissements de partout, quel que soit le pays nous sommes preneurs. Il faut juste que les conditions soient acceptables pour nous et qu'elles entrent dans un cadre qui nous empêche de déraper.

La question du transfert des technologies est essentielle parce qu'aujourd'hui, c'est le reproche qui est fait à la plupart des pays africains. On nous dit que nous investissons énormément, mais que les entreprises locales, les populations n'en bénéficient pas. Il y aurait de la croissance, mais une croissance qui ne serait pas inclusive. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nous faisons en sorte que, pour tous les contrats, nous puissions avoir au minimum ce qu'on appelle le contenu local, *local content*. Nous faisons donc en sorte qu'au moins 30 % du contrat soient absolument et obligatoirement sous-traités à des entreprises nationales. Cela nous permet de créer graduellement des entreprises qui pourront à terme prendre le relais.

J'ai été ministre du Budget pendant quatre ans, j'avais en charge les marchés publics. Initialement, la volonté était de faire en sorte que la plupart des marchés soient alloués à des entreprises locales.

Mais lorsqu'on se rend compte que les entreprises n'ont pas les compétences technologiques pour pouvoir faire tel ou tel ouvrage, on est obligé de réfléchir à une stratégie plus progressive. Nous avons donc modifié le Code des marchés publics pour faire en sorte, comme je le disais, d'obliger les entreprises à sous-traiter 30 % du marché à des entreprises ivoiriennes. Cela nous permet de développer les compétences pour que demain, nous puissions nous-mêmes réaliser l'ensemble des travaux et peut-être même sortir du pays.

RODOLPHE SAADÉ — Pourquoi est-ce que la Chine investit autant en Afrique ? Parce que c'est un peu le seul pays aujourd'hui à investir autant en Afrique. Les autres super puissances sont plus intéressées par leur marché intérieur que par l'idée de sortir de leurs frontières. La Chine aujourd'hui met l'argent sur la table pour développer l'Afrique, il faut quand même le reconnaître. J'espère que l'Europe, la France et les États-Unis vont regarder l'Afrique, mais le seul pays aujourd'hui qui a les moyens de sa stratégie, c'est la Chine.

En ce qui concerne l'Inde, c'est un pays que j'aime beaucoup mais son grand problème est qu'il ne dispose pas d'infrastructures portuaires et terrestres suffisantes pour pouvoir accueillir de grands bateaux. Le jour où ce problème sera réglé, l'Inde possède tous les atouts : une croissance forte, une population de 1,3 milliard d'individus qui a besoin de consommer, d'acheter et de vendre. C'est donc un pays d'avenir bien sûr, mais il faut améliorer les infrastructures.

ÉTIENNE WASMER — La question des inégalités est essentielle et je vais y répondre avec un tout petit détour. Il a été dit que l'Asie était un modèle économique de développement mais c'est aussi un modèle politique qui s'est construit avec des régimes autoritaires. C'est dommage que nous n'ayons pas plus en tête que les avantages comparatifs qui vont probablement rester à l'Europe sont un espace de stabilité, de droit, de régulation et de démocratie qui essaye, tant bien que mal, de contenir les inégalités. Quand je

traverse Aix, ce qui me frappe, ce sont les centaines de personnes qui profitent des terrasses. Je ne connais pas beaucoup de pays où on a accès à une telle qualité de vie. Le Liban et l'Italie peut-être mais c'est tout.

Il faut donc qu'on arrive à transformer ce capital de stabilité, de régulation et d'inégalité contenue en un capital économique. C'est peut-être cela, en définitive, qui nous permettra de rester dans la course.

QUESTION DU PUBLIC — Je pense qu'il y a un volet philosophique dans l'émergence, c'est dans la perspective occidentale de faire la différenciation entre la modernité et l'occidentalisation. En fait, être émergent, c'est pouvoir parler pour soi et pour ses besoins et ne pas être l'objet d'un parler pour l'autre.

MINGPO CAI — Je reviens toujours sur cet émergent occidental-occidental, etc. Bien sûr, c'est très intéressant d'analyser tout cela mais je pense qu'aujourd'hui, la jeune génération a une autre logique. Elle est en train de réinventer les choses par rapport à leur logique, c'est-à-dire l'utilité. Nous devons revenir à des choses plus fondamentales. Quand il y a utilité, il y a émergence. Ce n'est pas la peine de copier le passé, il faut s'inspirer du passé, mais il faut passer à l'action en ciblant l'utilité et l'efficacité.

QUESTION DU PUBLIC — J'aimerais revenir sur la question du financement, notamment la question du suivi. Effectivement, nous sommes dans un contexte où les financements viennent surtout de l'extérieur, ce qui nous donne une notion de double contrôle. C'est-à-dire d'où viennent les fonds ? Ne serait-il pas possible d'inclure aussi les populations pour qu'elles puissent participer à ce financement ?

ABDOURAHMANE CISSÉ — La question de l'inclusion des populations au financement passe par le paiement des impôts. Pour cela, il faut qu'elle soit satisfaite de l'utilisation des ressources qu'elles paient. Il y a donc une question de confiance à introduire

entre les gouvernants et les populations pour qu'elles se disent : « Si je paie mon impôt, il sera utilisé de bonne façon, pour qu'on puisse effectivement atteindre les objectifs ». Je l'ai rappelé, le ratio recettes fiscales sur PIB est trop bas.

NICOLAS BEYTOUT — 15 % chez vous, contre 45 % chez nous. Mais, 45 %, je vous le déconseille. Restez aux alentours de 35 et 38 %, ce sera parfait !

DAVID SYED — Je suis 100 % d'accord avec Abdourahmane Cissé, c'est une question de confiance. Deuxièmement, c'est une question de monnaie. Beaucoup de pays n'ont pas de monnaie et s'endettent en dollars ou en euros. Pour les populations locales, c'est donc très difficile de vraiment s'impliquer. C'est la raison pour laquelle la création d'espaces monétaires et d'échanges régionaux est aussi très importante.

RODOLPHE SAADÉ — Il faut s'adapter au monde qui change et garder en tête tout ce qui concerne les aspects sociaux et l'environnement. Si nous voulons l'année prochaine continuer à profiter du soleil, de la mer et du reste, il faut que nous fassions bien plus attention à notre environnement. Et nous, compagnie maritime, nous sommes à fond sur les nouvelles technologies qui polluent beaucoup moins.

LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES SONT-ELLES DISQUALIFIÉES ?

9

COORDINATION **Laurence Boone** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Caroline Atkinson** *(Rock Creek Group)*
Benoît Cœuré *(Banque centrale européenne)*
Pascal Lamy *(Institut Jacques Delors)*
Luiz Pereira Da Silva *(Bank for international Settlements)*

MODÉRATION **Nina Dos Santos** *(CNN)*

LAURENCE BOONE — Par acquis de conscience, je suis allée chercher ce qu'était une organisation internationale dans les dictionnaires ! D'après eux, ce sont des instances qui s'occupent de problèmes communs qui demandent une organisation commune. On croit souvent que les accords de Bretton Woods sont historiquement les premiers, mais c'est beaucoup plus vieux que cela. La première organisation internationale est l'Union internationale du télégramme en 1865, devenue en 1874 l'Union postale universelle. Cela illustre assez bien le fait que les organisations internationales peuvent être régionales, universelles, sectorielles ou généralistes et couvrent à peu près tout du commerce, à la finance, à la santé, au travail et au développement. En d'autres termes, elles gèrent la mondialisation.

Ensuite, on peut se demander qui s'inquiète de la mondialisation. Un sondage a posé la question suivante : « Avez-vous déjà entendu parler de mondialisation ? ». À ma grande surprise, j'ai vu que 39 % des Luxembourgeois n'en ont jamais entendu parler, 38 % des Britanniques, 23 % des Européens, mais seulement 14 % des Français. La question subsidiaire était évidemment : « Qu'est-ce

que la mondialisation ? » et c'est le sujet sur lequel nous allons nous pencher.

À mon sens, il y a trois choses qui font que la mondialisation d'aujourd'hui a changé par rapport à celle qui a été construite après la Seconde Guerre mondiale avec les institutions de Bretton Woods. D'abord, en termes de géographie. À l'époque, il y avait deux super puissances ; aujourd'hui, il y a plusieurs pays très importants – la Chine, l'Inde, le Brésil – qui n'ont pas tous envie d'entrer dans notre système de gouvernance mondiale. Ensuite, nous avons changé de priorités : nous sommes passés de la poste universelle au télégramme, au climat, au déplacement des populations, à la nourriture, à la santé, à la protection des ressources, à la stabilité financière et bien sûr aujourd'hui, aux données et aux nouvelles technologies. Qu'est-ce que cela veut dire pour l'emploi ?

Le fil conducteur de nos intervenants sera de se demander en quoi l'innovation, la transformation numérique, le climat bouleversent la mondialisation. D'abord, parce que c'est plus l'innovation technologique qui détruit et déplace les emplois que l'ouverture des échanges. Ensuite, parce qu'aujourd'hui, on n'utilise plus l'union postale universelle, mais on échange avec des WhatsApp, des Instagram, ou Amazon. Ensuite, parce que ça pose énormément de problèmes pratiques à des organisations internationales ou régionales, comme la Banque des règlements internationaux par exemple. En effet, que valent les Banques centrales lorsque l'euro et le dollar risquent de céder leur place au Libra ou au Bitcoin. Qui s'occupe de la réglementation de la circulation internationale des données ? Qui gère la concurrence des GAFA au niveau mondial ?

Très brièvement, sur les données, les questions qu'on se pose sont bien sûr créées par le fait qu'il n'y a pas de régulation juridique sur la propriété et l'utilisation des données internationales. C'est très différent aux États-Unis où on a laissé l'entière propriété aux entreprises, alors qu'en Europe, on a maintenant une directive RGPD. Mais si je fais un sondage pour savoir qui a lu le règlement RGPD avant de cliquer sur « J'accepte », très peu répondront par l'affirmative. Sait-on faire une réglementation internationale des

données ? Est-ce important ? Quelle organisation internationale peut aussi réguler le monopole mondial de certaines GAFA ?

Le deuxième domaine est celui de la finance. Le dollar domine les échanges commerciaux mondiaux à 70 %, il domine les réserves des États et c'est une source majeure d'instabilité de savoir qui peut fournir de la liquidité en dollars pour assurer les besoins du commerce ou pour essayer d'éviter les fluctuations de capitaux vers les pays émergents ou en dehors d'eux. Est-ce la responsabilité des États-Unis si c'est le dollar ? Est-ce celle du FMI quand on sait que les pays émergents ont construit des réserves pléthoriques pour ne plus jamais avoir affaire au FMI ? Faut-il créer un réseau international ou intergouvernemental de banque centrale ? Quel est le rôle du FMI dans ce nouveau système ? Aurions-nous besoin d'une autre autorité pour réguler une concurrence monétaire entre les monnaies électroniques, le dollar, voire l'euro ? Et surtout, *quid* de la stabilité financière dans ce contexte ? Nous avons tous le souvenir de la crise de 2008-2009.

Ensuite, il y a les échanges commerciaux et les investissements. Sur ce point, je pourrais dresser une liste des problèmes : la question des transferts de technologie, des règles de propriété intellectuelle, – est-ce qu'elles protègent plus les entreprises aujourd'hui ou est-ce qu'elles leur créent des rentes ? Faudrait-il les revisiter ? Il y a évidemment le rejet de tous ces échanges par la population qui a vu des pans entiers d'industries quitter leurs territoires et laisser les gens sans emploi et en tout cas avec la perception qu'ils n'auraient pas d'avenir. Il y a aussi les nouvelles demandes de standards sociaux et environnementaux. On le voit par exemple avec le débat sur l'accord avec le Mercosur. Quel type d'accords commerciaux, de réglementation des investissements peut-on imaginer quand on a aussi des pays peuplés d'individus qui ont des aspirations différentes sur le social ou sur l'environnemental et même sur la sécurité ?

Le dernier point, c'est cette géographie économique avec des pays émergents qui ont du mal à trouver une place dans l'ordre qui a été construit quand ils n'étaient pas puissants, quand ils étaient vraiment en développement. Ce qui est intéressant quand on

participe à des instances internationales comme le G20, comme j'ai pu le faire avec Caroline Atkinson, c'est qu'on se rend compte que ces pays africains n'ont pas forcément envie d'entrer dans une gouvernance qui n'a pas été faite pour eux. Ils ont souvent envie de bloquer certains processus, ils n'ont pas forcément envie de construire quelque chose dans ce cadre-là. C'était le cas de la banque asiatique d'investissement en infrastructures. Dans ces conditions, comment fait-on pour embarquer les émergents ou pour les écouter davantage et réfléchir de façon pacifiée à tous ces flux, qu'ils soient de données, de commerce, de personnes aussi, au changement climatique et tout simplement à la volonté de quelque chose qui serait une vie meilleure ?

NINA DOS SANTOS — Caroline Atkinson, vous avez été chef de la *Product unit* chez Google avant de passer plusieurs années à la Maison-Blanche à l'époque du président Obama. Vous avez aussi travaillé pour la Banque centrale en Angleterre et au FMI.

CAROLINE ATKINSON — I am just going to make four points building-off what Laurence has said and remembering our title which was, "International organizations, have they failed?" My first –and overarching– point is that international organizations are only as good or as bad as their political masters. In the end, the organizations have to live within the constraints of the support of those that set them up and those that are governing them. Skilled leaders, skilled leadership of these international institutions can make a difference, and we have some examples including in particular I may say from France, most recently Christine Lagarde, but from other countries as well. Strong leaders can guide policies, persuade their Executive Boards, which consists of representatives of governments, to move in a certain direction. However, in the end international organizations are really constrained by politics and in a way that is as it should be.

The second point is that these organizations have not failed in their most fundamental objective, at least not the Bretton Woods institutions, although they have fallen short in some important

ways. Many of the institutions we think of as defining global rules were set up after the Second World War to support peace and raise living standards. We do not have peace everywhere in the world, but we have had peace in Europe. We have not had a World War Three and we have had an enormous increase in living standards in the West, as well as obviously in emerging markets. That is a big success for the international organizations.

However, there are two really big challenges that they did not respond to as well as they should have done. On economic advice, while the immediate response to the global financial crisis was very effective, beyond that, the international organizations did not argue strongly for the kinds of transition measures needed for individuals, communities and geographies that were being hurt by globalization. Also, they went along with austerity policies that were very instrumental in prolonging the euro crisis here and also in the United States. The recovery from the global crisis in the United States was much better than in Europe, but it was still rather slow and insufficient. The cost of insecurity and economic insecurity has been a major contributor to what we have seen of the rejection of globalization and the onrush of populism.

Another aspect of weakness concerns representation. As Laurence mentioned, the world has changed and the international organizations have not matched that shift. The world now is not bipolar or unipolar, it is multipolar and the rise of China in particular, is a challenge militarily to security and to the notion of what politics should be about. The international organization, again were held back by their political masters, and did not really manage to incorporate the rising powers adequately. Honestly, it was Europe that held back on giving more space to China in particular and East Asia more generally, with more of a voice within the IMF, the World Bank, etc.

My third point concerns not the formal international organizations, but the informal groupings of countries that can be as important in resolving global economic and financial issues. Of course, the G7 began here in France as the G5, to deal with what felt like a global problem of the dollar. Then, it was just the

advanced countries. Over time, this expanded to be the G20 and yes, Laurence is right, you can feel a bit of a North-South tension in G20 meetings. However, the G20 has managed all sorts of different issues, from Ebola, to climate change, to speeding along some support for trade negotiations. A lot of difficult issues that cannot be dealt with very successfully in formal settings and negotiations like in the WTO, have been pushed along within these informal settings where China has a seat, Brazil has a seat and their voices are just as important as those of France or the United States.

My final point concerns the role of the private sector and technology in international governance. I worked at Google at a time when, beginning at the end of 2015, in the United States tech companies were admired, adored, supported. They felt that the world was their oyster, everything was possible, things in the world would only get better and they would contribute to that. I was asked earlier by one of the panelists if people in GAFA believe that the Internet will be united or divided between China and the rest of the world, or between China and the United States. We were remembering a couple of years ago, Mark Zuckerberg of Facebook was learning mandarin, running through Tiananmen square, a clear pitch for Facebook to be established in China. When I was at Google there was quite a lot of envy of his meetings and also an interest in re-establishing in China. However, things have shifted dramatically since then, partly in the United States there is much more concern about China now than there was then and partly the Chinese regime has changed.

A key issue involves data and data management, when countries have very different approaches to privacy. It is not just tech companies, but also banks, financial institutions that now have a lot of our personal data, and so will automobile manufacturers in the future. With the Internet of Things, they will know where people are. Stores have a lot of information: often little cameras record when you go into a store and where you stop, go on, buy something. Finally, governments have a lot of data. We all have different preferences, but in the United Kingdom for example, where I grew up, everybody's moves almost everywhere are witnessed

through CCTV and to me that is scarier than the fact that I click, "I accept" on all sorts of private sector things. There may be cultural differences, just like in Europe you do not want to eat chlorinated chicken from the United States, although I have survived eating it for decades. Maybe you want to have different standards of privacy and maybe the Internet will be fractured a bit that way. These issues will be important for international coordination in the future, but there is no agreement on an international organization to address them.

BENOÎT CŒURÉ — Ma contribution pourrait être d'entrer plus en détail dans la signification de tous ces nouveaux défis pour la finance, pour la régulation mondiale de la finance et pour la régulation mondiale de la monnaie. Laurence a mentionné ces projets de monnaie privée, de monnaie virtuelle qui commencent à éclore. Certaines de ces monnaies se disent stables, d'autres ne se disent pas stables et on ne sait pas si elles le sont. Tous ces projets sont d'une certaine manière un *wake-up call* utile pour la communauté des régulateurs et des autorités publiques nous obligeant à nous poser un certain nombre de questions et à faire mieux ce que nous faisons. Donc, je voudrais vraiment voir le côté positif de cette discussion. Il ne s'agit pas ici d'interdire. Il s'agira de réglementer et de se demander ce qu'on pourrait améliorer.

La première réflexion est que tous ces projets sont vraiment une rupture dans ce qu'on appelle la Fintech, c'est-à-dire l'application des nouvelles technologies à la finance. Jusqu'à présent, on avait des petits projets qui étaient intéressants, expérimentaux et qu'on laissait se développer avec une certaine bienveillance en se disant que c'était intéressant, et que de toute façon, c'était trop petit pour être dangereux. On les a donc laissé se développer dans des bacs à sable en attendant de voir… Je ne mentionne pas de nom d'entreprises privées parce que nous ne sommes pas là pour faire de la publicité, mais vous comprendrez sans doute lesquelles j'ai en tête. Maintenant, on a un éléphant dans le bac à sable et donc, la question est « qu'en fait-on ? » Et nous aurons peut-être plusieurs éléphants dans le bac à sable.

Ces projets, avec tous les risques qu'ils comportent, nous tendent d'une certaine manière un miroir qui est le miroir des déficiences du système de régulation financière internationale tel qu'il existe aujourd'hui. J'en ai identifié quatre, il y en a sans doute d'autres. La première de ces déficiences ou le premier échec, c'est celui du système bancaire traditionnel qui a du mal à mobiliser la technologie telle qu'elle existe aujourd'hui pour proposer des services bon marché et rapides à leurs clients. Il s'agit donc là d'un appel aux banques à mieux utiliser ces technologies. Pour donner un exemple, la BCE a développé une plateforme de paiement en temps réel, 24h/24h, 7j/7j, qui permet de faire des paiements *retail* pour les particuliers avec un coût de 0,2 centimes d'euro par transaction. C'est-à-dire que pour un euro, on peut faire 500 transactions avec ce service qui s'appelle TIPS. Aujourd'hui les banques ne l'utilisent pas assez. La plateforme existe, elle est publique, elle est en monnaie centrale et parfaitement sûre ; mais les banques préfèrent en général leur système avec les opérateurs de carte bleue. Pourtant, c'est de la monnaie commerciale, ça coûte beaucoup plus cher, c'est beaucoup plus lent, c'est beaucoup moins sûr, mais c'est le confort de l'existant et de l'acquis. C'est donc quelque chose qui doit bouger.

Le deuxième échec est sans doute un échec collectif à appliquer un principe qui devrait être un principe de base de la régulation qui est que « les mêmes activités doivent être régulées de la même manière. » Aujourd'hui, on ne le fait pas. On régule beaucoup mieux les banques. Une partie de la finance a basculé du monde bancaire vers le monde non bancaire et on ne régule pas la finance non bancaire comme on régule la finance bancaire. Donc, on se gargarise tous d'un principe qui est « même activité, même régulation », mais en fait, il n'en est rien. Et ces nouveaux opérateurs, ces nouveaux projets vont nous forcer à le faire, en mieux.

Le troisième échec est de ne pas être parvenu à construire une architecture de la régulation mondiale applicable à l'économie d'aujourd'hui, qui est l'économie des données. Or, le système de régulation est en silo, on a donc les régulateurs financiers, les autorités de la concurrence, les régulateurs des données, donc la protection de la vie privée, etc. Tous ces gens se parlent très peu,

ils fonctionnent dans des univers différents, la sociologie est différente, ils ne viennent pas des mêmes milieux. Et tout cela n'est pas intégré. Nous avons donc un risque majeur de fragmentation du système financier mondial qui viendra tout simplement du fait que des frontières vont se créer, des murs vont s'ériger, qui seront les murs liés à la protection des données et qui vont s'imposer à l'ensemble des autres domaines de la régulation. Et cette fragmentation nouvelle est en réalité assez peu pensée par les régulateurs internationaux.

Le quatrième échec, plus simple, mais sans doute plus profond, est de ne pas avoir réussi à rétablir la confiance dans la finance. Nous avons eu une crise majeure de 2007 à 2009. Nous avons re-régulé les banques, elles ont plus de capital, plus de liquidités, on a régulé un certain nombre d'autres activités. Il est clair que ce n'est pas suffisant et que les citoyens, les opinions publiques dans les pays émergents ainsi que dans les pays développés n'ont toujours pas confiance dans la finance. C'est aussi quelque chose qui doit interpeller la communauté des autorités publiques.

Deux conclusions. Premièrement, la réponse à tous ces défis ne peut être que mondiale. Il y a maintenant un groupe du G7, que je préside, qui s'intéresse à ces projets de crypto monnaie stable, et qui va rendre un rapport à la réunion des ministres et des gouverneurs à Chantilly[1]. Et un second rapport à l'automne. Le G20 et le conseil de stabilité financière vont s'y intéresser aussi. Et là, il faut aller très vite parce qu'on a laissé les GAFA se développer dans un vide réglementaire pour toutes les activités commerciales. Il est hors de question de les laisser se développer dans un vide réglementaire pour des activités de service financier parce que c'est trop dangereux. Il faut donc aller plus vite que ce que nous avons été capables de faire jusqu'à présent.

La deuxième conclusion, c'est que l'Europe doit montrer l'exemple. L'Europe peut s'appuyer sur le réglement général pour la protection des données, sur la Directive sur les systèmes de paie-

1. Réunion des ministres des Finances et des directeurs des Banques centrales du G7 les 17 et 18 juillet 2019.

ment, sur la Directive anti-blanchiment qui sont des choses qui n'existent pas, mal ou peu, ailleurs. Donc, l'Europe doit montrer l'exemple et montrer comment on articule ces différentes briques, ces différents blocs pour faire quelque chose qui marche.

NINA DOS SANTOS — Luiz Pereira Da Silva, vous êtes le Directeur général adjoint de la Banque internationale des règlements internationaux. Vous avez été gouverneur adjoint de la Banque du Brésil. Vous avez fait vos études en France, et vous parlez un français parfait.

LUIZ PEREIRA DA SILVA — Je crois que Laurence et Caroline ont parfaitement raison, Laurence en décrivant l'historique des institutions internationales et Caroline en disant qu'elles sont le reflet de la volonté des souverains du moment. Je dirais que le multilatéralisme et les institutions sont le supplément d'âme des États, leur plus petit commun dénominateur d'accord sur l'endroit où ils acceptent d'abandonner un peu de leur souveraineté pour faire le bien commun au niveau global. En tant qu'ancien membre d'un pays émergent, j'y suis tout à fait favorable et je voudrais être optimiste par rapport à leur avenir. Mais je pense qu'il faut se rendre à la réalité. Que se passe-t-il quand les États perdent un peu leur âme et perdent un peu la confiance de leurs citoyens ?

Je pense qu'il faut ressusciter un peu de cet esprit multilatéral. Pourquoi ? Tout simplement parce que c'est l'évidence. Quels sont les trois principaux problèmes que nous ayons à affronter aujourd'hui ? Un, c'est le changement climatique. Le deuxième, ce sont les inégalités. Le troisième, c'est un peu ce que Benoît a décrit pour la monnaie, ce sont les effets de la numérisation dans nos économies. Ces trois grandes questions demandent à mon sens une réponse multilatérale et non pas des réponses nationales et souverainistes. Imaginez par exemple que, sur le thème du changement climatique, on s'efforce de favoriser le protectionnisme, on s'efforce de ne pas ratifier des accords internationaux, on s'efforce d'abandonner les objectifs multilatéraux qui ont été acceptés. Je pense qu'on sait très bien que les externalités négatives produites

par ces trois grandes questions qui peuvent se transformer en migration de masse, en crises sociale et politique, auront forcément des effets qui dépasseront largement les frontières nationales. Je crois donc que la réponse à ces trois grandes questions demande nécessairement un renouveau de l'esprit multilatéral et l'utilisation des institutions internationales. Même dans une situation où il y a une défaillance de cet esprit, il faut plus de multilatéralisme, pas moins. Je vais donner un exemple du changement climatique qui est une des questions centrales. Benoît a parlé de la numérisation. C'est évident qu'aujourd'hui, le vieux modèle de financement des institutions internationales, le modèle où l'électeur moyen acceptait de payer des taxes à un État souverain et où cet État souverain allouait une partie de ses ressources au financement des problèmes globaux, ce modèle rencontre des problèmes de légitimation politique certains. Mais je pense qu'il faut justement utiliser les nouvelles technologies de communication qui sont en train d'apparaître, les nouveaux outils de prise de conscience et les réseaux sociaux pour faire en sorte de continuer à financer ces institutions internationales, et avec le financement de ces institutions, de lancer de nouveaux projets, de nouvelles technologies appliquées à la finance verte, de nouveaux moyens de communication et de prise de conscience en masse qui pourront ressusciter l'ancien esprit de ces institutions au service des biens collectifs communs.

Ce n'est évidemment pas facile, mais si on se trouve dans une situation où les États souverains ont du mal à utiliser leurs ressources propres, par exemple leurs taxes pour financer des projets en économie verte, il faut penser à une alternative possible, particulièrement quand les taux d'intérêt sont bas, d'utiliser le bilan de ces institutions internationales pour financer la transition énergétique, vers une économie moins carbonée. En Europe, il y a par exemple le plan Junker et je pense qu'il est possible d'étendre ce genre d'initiative à des projets beaucoup plus ambitieux, à des projets d'infrastructure. Il y a par exemple le projet de création d'une nouvelle banque de l'environnement. Donc, la façon dont on pensait traditionnellement le financement d'institutions internationales via des transferts budgétaires peut évoluer, avec les

nouvelles technologies, vers des participations plus personnelles. Elle peut aussi évoluer en utilisant le bilan des institutions internationales comme la BEI, la Banque mondiale, la nouvelle banque pour l'environnement, pour des projets de financement beaucoup plus ambitieux, pour une transition vers une économie moins carbonée. Grâce à cette espèce de *New Green Deal*, on pourrait ainsi aller vers le cercle vertueux d'un nouveau cycle de croissance économiquement et écologiquement responsable.

NINA DOS SANTOS — Pascal Lamy, vous êtes professeur émérite à l'Institut Jacques Delors, mais tout le monde vous connaît mieux en tant qu'ex-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce où vous avez passé une douzaine d'années, en deux termes consécutifs.

PASCAL LAMY — Deux points brièvement. Le premier, c'est que je crois que les institutions internationales sont essentielles, mais qu'elles sont par construction très imparfaites, il ne faut donc pas trop leur demander. Le deuxième point, c'est que vu l'énormité des problèmes globaux qui subsistent, il faut les compléter et les contourner si nécessaire pour mieux coopérer.

Le premier point est assez simple, il a d'ailleurs déjà été expliqué en partie par Caroline. Ces institutions internationales sont imparfaites par construction parce qu'elles ne sont que le produit d'un système westphalien qui repose sur la souveraineté de 200 États nations. On peut trouver que c'est un peu daté puisque ça remonte à 1648, mais apparemment, c'est un modèle assez résilient puisqu'il continue à dominer la vie internationale. Celle-ci est faite de tous ces atomes qui décident ou non de se regrouper les uns avec les autres et parfois de se dégrouper, c'est la souveraineté des États nations. Cela produit inévitablement un système très imparfait. Quand j'ai été élu directeur général de l'OMC, un de mes prédécesseurs, australien, qui dessinait très bien m'a fait cadeau d'une caricature qui représente un arbre magnifique contre lequel une voiture s'est fracassée. La voiture est irrécupérable, il y a des morceaux partout. Et la légende de la caricature est *Member driven car* ! Tout est dit.

Ainsi, il y a dans le système international un déficit de légitimité, un déficit de leadership et un déficit d'efficacité qui sont en gros les trois vertus que l'on prête à un bon système de gouvernance.

Il ne faut donc pas trop demander aux Traités et aux institutions qui vont avec, parce que nous n'aurons pas une gouvernance internationale qui ressemble, du point de vue de la légitimité, de l'efficacité et du leadership, à de la gouvernance domestique. D'ailleurs, les Européens le savent bien puisqu'ils sont en train d'essayer de créer une nouveauté entre les deux qui produit de la gouvernance, dans des conditions de leadership, d'efficacité et de légitimité qui ressemblent à de la gouvernance domestique, mais on voit bien que ce n'est pas si simple. Il faut donc compléter ces institutions et dans un certain nombre de cas, les contourner. Pour les compléter, il y a les clubs, le G20, le G7. Il y a ce qu'il y a de plurilatéral, plusieurs de ces États nations se mettant d'accord pour essayer d'entraîner les autres. Il y a une innovation tout à fait considérable dans la gouvernance internationale qui est intervenue avec les deux générations d'objectifs du millénaire et d'objectifs du développement durable, qui sont des sortes de programmes communs qui aident à donner une vision sur laquelle toutes ces organisations et les États membres de ces organisations se mettent d'accord pour faire ensemble à échéance 2030. Cela crée une fonction de redevabilité vis-à-vis des opinions qui fait qu'on s'intéresse, une fois tous les deux ans, à ce qui se passe à la tribune de l'ONU quand les chefs d'État et de gouvernement viennent rendre compte de ce qu'ils ont fait, ou pas, par différence avec leurs engagements.

Toutes ces choses nouvelles peuvent être des progrès. Mais je pense aussi qu'il faut passer à autre chose. Il faut passer du multilatéral au poly-latéral. Qu'est-ce que c'est que le poly-latéral par rapport au multilatéral ? Le multilatéral, c'est le monopole de la discussion et de l'action internationale entre les États nations souverains représentés par des diplomates qui sont les *go-between* dans ce système westphalien. Il faut passer à quelque chose qui est de nature poly-latérale, c'est-à-dire qui inclut d'autres acteurs que les États nations souverains, parce que la vie internationale d'aujourd'hui, compte un grand nombre d'acteurs très importants qui ne sont pas

des souverains. Il y a des entités publiques, comme certaines villes par exemple. La ville de Paris, la ville de New York, la ville de Johannesburg, la ville de Singapour, chacune de ces villes a une assez grosse influence sur un certain nombre de réalités globales, à commencer par les questions climatiques, de biodiversité ou de santé. Il y a évidemment des grandes entreprises multinationales dont on sait que certaines sont beaucoup plus puissantes que les États. Il y a des ONG qui, pour beaucoup d'entre elles, sont maintenant organisées comme des multinationales : si on compare leurs organigrammes, on constate qu'il y a des parentés absolument frappantes sur la manière dont elles s'organisent pour peser et être efficaces. Et puis il y a un nouvel acteur, qui était là dans le temps et qui avait un peu disparu, mais qui réapparaît, ce sont les grandes institutions académiques telle que Columbia qui est en train de mettre 400 millions de dollars sur la table pour fabriquer un *global center* à Manhattan qui sera une fabrique de solutions à des problèmes globaux.

C'est ce qu'on essaie de faire avec le Forum de Paris pour la paix, qui est cette initiative lancée par Emmanuel Macron l'an dernier pour célébrer le centième anniversaire de l'armistice, pour se demander comment répondre à la crise du multilatéralisme et mieux faire pour l'avenir. Cette idée du poly-latéralisme, qui consiste à impliquer d'autres acteurs que les États-nations souverains, est la base de ce système bâti sur des solutions. On propose donc au monde entier de proposer des solutions, on en sélectionne, on les aide. On pourrait y voir une certaine forme de parenté avec les Rencontres d'Aix parce qu'il ne s'agit pas seulement de discuter, de penser et de se mettre les idées au clair, mais aussi d'essayer d'en tirer des solutions. C'est exactement l'ambition du Forum de Paris pour la paix. Ce poly-latéralisme est aussi fondé sur l'idée que nous avons besoin de plus d'actions au plan international et qu'il y a d'autres canaux, dont ceux de la société civile, que ceux des États-nations et des souverains.

QUESTIONS DU PUBLIC

1. À quoi servent les institutions internationales si, quand un Monsieur Trump arrive au pouvoir, notamment dans le domaine

du commerce, chaque fois qu'un pays ne lui plaît pas, il commence à décréter des sanctions économiques partout et que l'OMC ne dit rien ? Que les Européens anticipent même les volontés de Monsieur Trump et que Citroën se suicide en se retirant de l'Iran, que Total est puni pour des soi-disants problèmes de corruption parce qu'ils ont payé en dollars. Sur toutes ces questions-là, l'OMC et les institutions économiques internationales ne disent rien. Pour moi, c'est disqualifier ces organisations.

2. Il est déjà difficile de faire vivre le multilatéralisme, est-il raisonnable de penser que le poly-latéralisme marchera mieux ? Il y aurait plus de pièces dans le puzzle, donc ce serait plus compliqué.

3. Je suis étudiante HEC/Science-Po. Pourrait-on avoir une convention citoyenne sur la transition écologique au niveau international ou est-ce que cela est complètement utopique dans l'état actuel des choses ?

PASCAL LAMY — Vous vous doutez bien que je ne vais pas défendre Monsieur Trump, ni sur le commerce ni sur le reste. Il se trompe complètement et sur le diagnostic et sur les solutions. Il considère que le déficit commercial américain est un problème, ce qui est une imbécillité. Il considère que l'arme tarifaire est le bon moyen pour arriver à ses fins, ce qui est une autre imbécillité. J'ai dit récemment à la BBC que Trump et le commerce, c'est pêcher la truite avec une grenade. Forcément, on attrape des truites, mais ce qui reste dans la main, ce n'est pas grand-chose et la rivière n'est plus bien belle à voir. Accessoirement, si on s'y prend mal, on risque de se faire mal, ce qui est d'ailleurs en train d'arriver. Donc, on a un problème qui varie d'un jour à l'autre au gré des tweets. Il y a des jours où il dit qu'il faut réformer l'OMC, il a donc parfaitement raison, notamment parce que les règles de l'OMC ne disciplinent pas bien un certain nombre de pratiques chinoises, mais la raison de cet état de fait est que ce sont les Américains qui se sont opposés à la dernière réforme de l'OMC en 2008. Mais comme Trump considère que tout ce que ses prédécesseurs ont fait est nul, il n'insiste évidemment pas beaucoup là-dessus.

Donc, soit il faut réformer l'OMC, je crois que c'est ce qui se passe actuellement, et à ce moment-là, il faut que les Américains restent dans leur tente et que les Chinois se rapprochent du centre de la tente. C'est ce que les Européens essaient de faire avec les Japonais, avec un certain nombre de pays comme le Canada et l'Australie. On s'allie avec les Américains pour faire pression sur les Chinois et on s'allie avec les Chinois pour faire pression sur les Américains. Ça, c'est le plan A. Il doit y avoir un plan B pour répondre au jour où Trump dira « Je vais sortir de ce truc qui ne marche pas, qui m'emmerde, qui est trop compliqué, je n'y comprends rien, et qui est mauvais pour les États-Unis.» Dans ce cas-là, il faut penser à un système dans lequel on aura une organisation internationale du commerce qui ne sera plus mondiale, mais internationale et on fera ça entre nous si les Américains n'en veulent pas. Je reconnais que politiquement, c'est un peu compliqué parce qu'il y a quand même beaucoup de gens qui ont un peu peur, y compris en Europe.

Mais sur le point précis du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, qui est le joyau dans la couronne de la gouvernance internationale, puisque c'est le seul système mondial d'adjudication des différends qui est obligatoire, des États-nations souverains se sont engagés à mettre en œuvre les décisions du juge. Les Américains le bloquent, donc il faut faire ce que les Européens proposent, c'est sur la table, il faut construire un système dans lequel tout le monde sauf les Américains dira : « On reste lié par ce système et par ces règles et les juges prendront les décisions et on appliquera les décisions. Et si les Américains ne veulent pas en faire partie, ils n'en feront pas partie. » Encore une fois, je reconnais que c'est aller un peu loin, mais aussi longtemps que nous n'aurons pas de plan B sur la table, Trump pourra continuer à faire joujou et à nous empêcher de mettre en place le plan A.

NINA DOS SANTOS — Luiz Pereira Da Silva, y a-t-il des risques avec cette stratégie ? Quel est le rôle des pays émergents ?

LUIZ PEREIRA DA SILVA — Je vais être un peu moins dur vis-à-vis des excès que peut commettre tel ou tel dirigeant

qui, comme le disait Caroline, est ce qui fait la force du compromis international. Je pense qu'il faut accepter qu'il y ait des périodes cycliques où les problèmes qui sont posés font qu'il y a des manifestations atypiques. Mais il faut préserver l'esprit multilatéral parce que c'est ce socle minimal de coexistence entre les États, entre les sociétés sur la planète, qui fait qu'on peut progresser dans la résolution des trois grands problèmes que nous avons tous devant nous : le numérique, le changement climatique, les inégalités.

Si on fait le pari que justement en commençant avec des nouvelles organisations, par exemple poly-latérales, avec à la fois la pression d'un certain nombre d'autres membres de ces coalitions et la pression puissante des réseaux sociaux, d'autres citoyens dans ces pays membres, je pense que nous pouvons très bien avoir une transition vers une prise de conscience supplémentaire de la nécessité de réagir à ces problèmes globaux par des solutions multilatérales. Je pense donc que c'est à nous tous ici et à l'ensemble des sociétés de faire en sorte que nous allions vers le bien commun collectif à l'échelle globale grâce à des moyens qui sont aujourd'hui nouveaux. Et il y a des solutions concrètes. Je parlais par exemple des institutions européennes, je parlais d'un certain nombre d'associations et d'ONG. Il faut travailler dans toutes ces directions.

NINA DOS SANTOS — What role can citizens play here in trying to restore faith in the current system and some of these organizations? Do you agree with Pascal Lamy's view of having poly-lateralism, rather than a multilateralism?

CAROLINE ATKINSON — In my country, in the United States, the very important thing that citizens need to do is vote. There is a tremendously low rate of participations in elections, which is very dispiriting. In my other country, the United Kingdom where I grew up, people have also been voting less and less. Participation in civil society I think begins with that. Of course, there are other things that one can and should do. I have to say and maybe this is different from Pascal, I am a believer in government, and I do not

believe that there are companies that are stronger than governments. Governments have defense forces; maybe this is partly because being in the United States one is aware of where the power comes from. A lot of the power comes from the strong economy of the United States, but it is underwritten by or alongside extraordinary military and security power, and geographic state. I think that sovereigns need to be influenced by citizens to work towards the good of everybody. That is really where we need to put our pressure.

One word on Trump. I worked for President Obama; I am clearly not a Trump supporter. I have worked in international, multilateral institutions all my life, so it is anathema for me. I will say that some of the international organizations, including the G20 have actually managed to hold together and it may have been 19 against one, but it was very important recently in Japan, the French President, Macron, managed to get a number of countries that were not that keen on climate action, to hold together against the United States. That is a tremendous negotiating. It is not formal. It is not legal power.

LAURENCE BOONE — Nous avions quatre questions et c'est là qu'on voit que je suis une bonne économiste, personne n'a répondu aux questions posées ! Néanmoins, d'abord sur le poly-latéralisme, Caroline nous a rappelé qu'il existait déjà : c'est le G7, c'est le G20. Ils ont quand même une influence si on se réfère au nombre d'heures et de nuits passées à négocier le mot précis qui fait qu'à cause de ce mot, la Chine va signer ou que les États-Unis vont s'engager. Caroline, moi et d'autres à cette table avons passé beaucoup de nuits, notamment sur le climat, pour la COP21. Cela fait donc quelque chose. Merci, Pascal Lamy, pour le poly-multi-latéralisme. Sur les données, je constate que tout le monde a évité de répondre à la question. Sauf Benoît qui nous a rappelé que la moitié seulement de la finance est régulée et qu'il reste donc beaucoup de travail à faire, même si on peut considérer qu'avoir déjà réussi à réguler une bonne moitié, c'est déjà bien ! Sur la géographie, Luiz a refusé de me répondre sur les pays émergents. Je crois que le G7, le G20 et le poly-multi-latéralisme constituent une réponse.

L'UNION EUROPÉENNE EST-ELLE CONDAMNÉE À L'IMPUISSANCE GÉOSTRATÉGIQUE ?

10

COORDINATION **Hélène Rey** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Thomas Buberl** *(Axa)*
Nadia Calviño *(Ministre de l'économie, Espagne)*
Ross McInnes *(Safran)*
Hubert Védrine *(Ancien ministre des Affaires Étrangères, France)*

MODÉRATION **François Lenglet** *(RTL et TF1)*

HÉLÈNE REY — L'Union européenne est-elle condamnée à l'impuissance géostratégique ? Pourquoi se poser la question aujourd'hui ? Pourquoi voudrait-on que l'Europe soit une puissance ? À mon avis, c'est parce que le cadre multilatéral fondé sur des institutions et des règles, l'Organisation mondiale du commerce, l'OTAN, qui a permis la prospérité de l'Europe et la défense des valeurs européennes, le respect des droits humains, la démocratie libérale depuis la Seconde Guerre mondiale, est menacé en ce moment même. Le Président des États-Unis affiche à grands coups de tweets un goût prononcé pour les dictateurs et les régimes illibéraux. Il utilise le poids des États-Unis pour essayer d'établir des rapports de force bilatéraux brutaux en faveur des États-Unis et pour déconstruire les règles multilatérales. Or, ces règles, je le rappelle, ont été mises en place au temps où les citoyens avaient bien à l'esprit les atrocités de la Seconde Guerre mondiale et les dangers des nationalismes. Comme le disait Michel Serres, il n'y a eu que 9 % de temps de paix entre 2300

avant Jésus-Christ et 1800 après Jésus-Christ. Les 70 dernières années, qui ont été vécues par les Français dans les diverses incarnations de l'Union européenne, devraient porter le doux nom des « 70 années paisibles ». Il y a de quoi être fiers. Mais les attaques de Trump sont très déstabilisantes en ce moment, dans un contexte où il faudrait beaucoup plus de coopération internationale, bien évidemment pour le climat, mais aussi pour gérer la montée en puissance de la Chine dans l'économie mondiale et dans la gouvernance mondiale.

Face à cette nouvelle donne, l'Union européenne doit se faire respecter. Elle doit offrir une alternative plus sociale et plus humaniste face aux États-Unis et à la Chine. En bref, elle doit monter en puissance. Comment faire ? Quels sont ses atouts ?

Premier atout, un grand marché avec une autorité de la concurrence qui doit rester forte. Cela permet à la fois de tenir tête aux trop grandes entreprises – Facebook, Apple, mais aussi Alibaba peut-être – et de protéger les données des citoyens européens. C'est un domaine dans lequel il faut être particulièrement intransigeant en raison du rôle stratégique des données et des abus déjà observés dans les domaines économiques, mais aussi politiques. La taille de l'Union européenne doit aussi lui permettre de négocier de bons accords commerciaux en tenant compte de l'environnement et en particulier des exigences de la décarbonisation.

Deuxième atout qu'il faut évidemment tout faire pour développer, c'est le capital humain et les systèmes éducatifs et de recherche. Les États-Unis et la Chine construisent leur puissance technologique maintenant, dans un contexte de très grande rivalité, qui se concrétise par la guerre commerciale dans certains secteurs. Où en est l'Europe ? La recherche fondamentale doit être massivement financée de façon méritocratique au niveau européen. Les régimes illibéraux font fuir les cerveaux, l'exode actuel des universitaires hongrois et le précédent historique tragique de l'Allemagne nazie. L'Union européenne devrait généralement permettre aux élites intellectuelles de créer dans de bonnes conditions. Mais pour monter en puissance, il faut construire des instruments supplémentaires, développer le rôle international de l'euro, être plus efficace au

niveau européen pour notre cyber-sécurité et traquer ensemble le blanchiment d'argent et la corruption.

Il faudrait aussi consolider certains processus de décision communautaires, en particulier quand les valeurs européennes sont menacées, mais aussi, et c'est important, pour bloquer des ingérences d'États tiers dans les affaires de l'Union européenne. Il ne faut pas laisser le champ libre à des tentatives de corruption des États membres qui pourraient utiliser leur droit de veto pour des décisions clés.

FRANÇOIS LENGLET — Nadia Calviño, vous êtes membre du gouvernement espagnol, vous êtes ministre en charge de l'Économie et des Entreprises. On assiste depuis plusieurs années à un double mouvement. D'abord, la désarticulation du système multilatéral sous la poussée de gouvernements de plus en plus brutaux et déterminés à défendre leurs intérêts stratégiques, deuxièmement à l'irruption de nouveaux sujets qui donnent matière à conflit. Bien sûr, les guerres commerciales, le climat, l'immigration s'ajoutent aux conflits habituels. L'Europe, tel qu'elle fonctionne aujourd'hui, peut-elle se faire entendre dans un tel environnement ?

NADIA CALVIÑO — Je suis évidemment d'accord avec tout ce que vient de dire Hélène Rey. On le vit tous les jours, le système qui nous a servi au niveau mondial, l'ordre mondial dans lequel nous avons vécu pendant ces sept décennies, sont remis en question. Les facteurs de désarticulation sont divers, c'est la montée au pouvoir de nouvelles puissances mondiales, c'est aussi la méfiance d'une partie de nos populations vis-à-vis du bien-être ou du bonheur lié au libre-échange qui nous a guidés pendant ces décennies[1]. C'est aussi la complexité des processus décisionnels des institutions multilatérales. On a besoin de systèmes de prise de décision plus agiles en Europe, dans l'Union européenne, mais ailleurs aussi, à l'Organisation mondiale du commerce par exemple.

1. Voir la session 5, « Le retour de la logique de puissance ».

En même temps, il faut faire face à des défis qui sont clairement globaux, que ce soit le changement climatique ou la révolution numérique. Dans ces domaines et dans bien d'autres, il nous faut des réponses communes. Nous ne pouvons pas agir au niveau national, même les pays les plus importants, bien qu'ils ne s'en soient pas encore rendu compte, ne peuvent pas faire face à tous ces défis tout seuls.

Cette tension entre mondialisation, globalisation et problèmes nationaux, voire régionaux, nous la ressentons dans plusieurs domaines. Vous avez mentionné la guerre commerciale, mais elle existe aussi dans le domaine de la finance, de la fiscalité, de la protection des données, des droits de l'homme, de la lutte contre le blanchiment d'argent, de la sécurité des personnes, de la sécurité cybernétique, etc. Toutes ces questions représentent des défis qu'il faut relever d'urgence.

L'Europe a-t-elle un rôle à jouer dans ce Nouveau Monde ? La réponse est cent fois oui. Nous pouvons et nous devons jouer un rôle important dans ces nouveaux scénarios internationaux. D'abord parce que nos valeurs sont essentielles. Je pense qu'il faut être très conscients de nos valeurs, du fait que l'Europe est un havre de paix, de sécurité, de liberté et de justice, valeurs fondamentales qui doivent continuer à guider le développement du monde. Vers où irions-nous si nous n'avions pas ces valeurs pour nous guider ?

Le deuxième élément qui me convainc que nous devons jouer ce rôle et que nous le ferons, c'est notre puissance économique. Nous avons de l'échelle, nous avons une population éduquée, nous avons des entreprises excellentes et très efficaces, nous avons un grand marché et nous sommes la première puissance commerciale mondiale. Il ne faut pas oublier cela. J'ai bien mesuré cette réalité au cours de la réunion du G20 à Osaka les 28 et 29 juin derniers. Au milieu de tous ces tweets, des tensions et des déclarations publiques, ce qui est ressorti très clairement, c'est la réalité de l'accord UE-Mercosur qui créé la plus grande zone de libre-échange du monde, ce qui est vital pour l'Argentine et le Brésil. L'Europe a parlé d'une seule voix, elle a été très influente. C'est vraiment là que nous sommes leader et je pense que c'est doublement

important, parce que cela montre aux États-Unis ou à d'autres puissances qui voudraient avoir une approche plus agressive et plus protectionniste, qu'il y a une autre voie, qu'on peut avoir une approche multilatérale, constructive, en coopération avec les autres juridictions pour essayer d'avancer ensemble et faire face ensemble à tous ces défis.

Il faut réformer les institutions, il faut réformer l'Organisation mondiale du commerce, il faut trouver des moyens de décision et de réponse aux problèmes plus rapides, plus agiles et mais il faut continuer à développer ces systèmes de règles, ce cadre multilatéral qui nous a si bien servi à nous Européens, pendant sept décennies et qui, j'en suis persuadée, continuera à le faire dans l'avenir si on y travaille sérieusement dans les années qui viennent.

FRANÇOIS LENGLET — Ross McInnes, vous êtes président de Safran, vos domaines industriels sont l'aéronautique et la défense, deux domaines qui font depuis longtemps l'objet de coopérations européennes. Ces coopérations sont-elles efficaces ? Pourraient-elles constituer un socle pour l'Europe puissance ? Quelles leçons peut-on tirer de ces coopérations justement pour aller plus loin sur la route de l'Europe puissance ?

ROSS MCINNES — L'Europe est-elle condamnée à l'impuissance stratégique ? La réponse est non. Pour les raisons qui ont été évoquées, en particulier pour l'Europe des valeurs. Mais je serais tenté de placer mon intervention sous le titre « Les dents de l'Europe ». Le premier élément, c'est la défense. Il faut défendre ses valeurs. Nous avons des actifs remarquables. Nous avons en Europe deux des armées les plus efficaces du monde : l'armée britannique et l'armée française. Nos industriels ont développé des programmes en commun qui sont des succès, les hélicoptères et l'A400M pour prendre deux exemples, d'autres s'annoncent dans le domaine terrestre avec Nexter et son partenaire allemand KMW, Naval Group, et surtout, c'est le plus important de tous, le système de combat aérien du futur, le SCAF où Dassault et Airbus se sont retrouvés pour s'unir avec Safran pour la motorisation et

notre partenaire motoriste allemand MTU. Pour renforcer l'Europe de la défense, qui n'est plus un embryon, qui devient une réalité au fil de ces programmes, il faut qu'il y ait un *European Act*. Trump et d'autres nous poussent à consacrer 2 % de notre PNB aux dépenses de défense. La France n'en est pas loin. C'est une bonne idée et c'est un réveil salutaire. Cela dit, il ne s'agit pas de lever des impôts pour augmenter les budgets de défense pour ensuite acheter des produits américains, qui n'apporteront aucun emploi qualifié, aucune technologie.

Mais l'Europe, ce n'est pas que la défense. Madame Calviño l'a évoqué avec éloquence, c'est aussi la vigilance face aux barrières douanières. Nous sommes entourés d'États que nous pouvons appeler des « États polissons » en la matière, qui ne respectent pas les règles. Nous devons rejeter le protectionnisme parce que le protectionnisme n'est pas protecteur, contrairement à ce qu'on croit. En revanche, la conclusion de traités de libre-échange, le CETA avec le Canada, le JEFTA avec Japon, le Mercosur annoncé, ouvre des marchés à nos entreprises, mais surtout donnent un cadre protecteur à ces échanges, qui nous permettront, selon les règles qui seront négociées, d'assurer la protection de nos intérêts, notamment en matière environnementale qui est légitimement une chose très importante pour nos concitoyens. Par ces traités, nous ne sommes pas en train de lâcher le renard dans le poulailler, bien au contraire, ils nous permettront d'encadrer des échanges d'une manière qui convient à nos concitoyens.

Troisième élément : les entreprises. L'Europe doit favoriser l'émergence de géants européens. Protéger le consommateur, c'est très bien, mais attention, si nos entreprises se délitent, si nous n'arrivons pas à créer des géants européens face aux géants mondiaux, nous n'aurons plus de consommateurs à protéger, nous aurons des chômeurs à indemniser. Il convient donc que la politique de la concurrence évolue.

Dernier point sur les entreprises, protéger les entreprises stratégiques. La France est à l'avant-garde dans ce domaine et l'Europe a fait quelques premiers pas, certes timides car il reste quelques trous dans le filet, pour que la Commission puisse donner un avis

sur l'achat de certaines entreprises stratégiques par des intérêts non européens.

Je conclurai que pour que l'Europe ne soit pas impuissante au niveau géostratégique, le triptyque défense politique, défense commerciale et soutien aux entreprises, est essentiel. Il ne faut pas que nous soyons les derniers végétariens dans un monde carnivore. Et je conclurai en disant que l'Europe doit montrer ses dents en souriant ; ce sont de belles dents !

FRANÇOIS LENGLET — Thomas Buberl, vous êtes le président d'Axa, le numéro un mondial de l'assurance ; à ce titre, votre matière première, ce sont les données, l'information bien sûr. Dans ce domaine, l'Europe a la particularité d'être sous la domination de la technologie américaine, des entreprises américaines, des géants de l'Internet, les GAFA, demain peut-être aussi les Chinois, puisque la Chine est le seul pays qui a réussi à constituer des entreprises de taille comparable. Peut-on être une puissance mondiale si on ne maîtrise pas la production, l'exploitation et la gestion des données ?

THOMAS BUBERL — C'est vrai que la question des données est au cœur de la problématique de la révolution numérique. Nous devons constater aujourd'hui qu'aucune entreprise européenne ne figure parmi les vingt plus grandes capitalisations mondiales des entreprises de technologies. Et la technologie, qui a été historiquement la compensation de la faiblesse démographique européenne et aujourd'hui de sa faiblesse en termes de croissance, se fait dans un contexte où nous n'avons pas de géant numérique et où la progression démographique ne nous est pas favorable. Je rappelle que l'Europe va perdre 10 millions de travailleurs dans les dix prochaines années. Tout cela dans un environnement de croissance faible et de dette élevée.

Personnellement, je ne suis pas du tout convaincu que l'Europe soit condamnée à l'impuissance géostratégique. Au contraire, je pense que l'Europe, peut vraiment incarner la troisième voie, une troisième voie entre un capitalisme très libéral aux États-Unis et le

capitalisme d'État en Chine. Le modèle européen est très différent, c'est un capitalisme basé sur les valeurs européennes, sur les sociétés, sur la responsabilité et l'inclusion. Je suis convaincu qu'il faut vraiment maintenir cet avantage.

Comment ? Avec une équipe. On a aujourd'hui des gens à la manœuvre qui donnent l'espoir que la question de l'Union de la défense, de l'Union de la sécurité, va se poursuivre. C'est une génération très différente de celle d'après-guerre, plus pragmatique et plus concrète. On a vu que l'Europe a géré d'une manière assez pragmatique la crise financière et la crise migratoire. Comment continuer sur cette voie ? Je pense que le premier impératif est de décomplexifier. Il faut se reconnecter avec les peuples. Je pense que nous sommes trop complexes aujourd'hui ; il faut notamment se demander quel est le bon équilibre entre centralisation et décentralisation.

Deuxième question, comment libérer l'innovation et investir ? La régulation s'est beaucoup renforcée en Europe et aujourd'hui, elle ne facilite plus l'innovation. Un exemple : la nouvelle réglementation de données RGPD était une vraie innovation positive en Europe. Un an plus tard, pourtant on doit le dire, elle limite les entreprises dans leur utilisation des données plutôt qu'elle ne les soutient. Autre exemple : le marché unique européen des capitaux n'existe pas encore. Ce sont des sujets très concrets que nous pouvons vraiment améliorer.

Troisième priorité, favoriser la compétitivité. Aujourd'hui, tout le monde dit qu'il faut copier les GAFA. Non, il faut plutôt se demander quelles sont nos forces historiques et comment on peut se différencier des Américains et Chinois. Nos forces sont dans les secteurs de la défense, de la santé, du climat. Nous devons vraiment nous appuyer sur ces avantages compétitifs.

Enfin, la question de l'investissement. Dans un environnement de taux bas – venant d'un Allemand, cela va peut-être surprendre – il faut s'endetter parce que les coûts sont faibles. Il faut aussi réfléchir à ce que nous pouvons faire pour les investisseurs institutionnels qui peuvent contribuer et qui ont une vision à long terme. Aujourd'hui, ils sont parfois freinés par certaines dispositions trop

rigoureuses de la réglementation Solvabilité 2. Nous devons voir que faire de plus pour investir dans l'économie réelle.

Où est donc le problème aujourd'hui en Europe et quelle est la question-clé ? La question-clé, c'est comment rétablir la confiance. La raison pour laquelle nous sommes tellement réglementés en Europe, c'est parce qu'il n'y a plus de confiance entre les citoyens, les États et les entreprises. Pour restaurer ce lien de confiance, je pense qu'il faut redéfinir le rôle de l'entreprise en Europe. On voit que les demandes faites aux entreprises de faire plus pour la société sont très importantes. Tout bouge. Il faut notamment aller vers plus de partenariats public-privé. C'est en tout cas la vision d'AXA, par exemple dans la région Hauts-de-France où nous travaillons avec les autorités sur la télémédecine. C'est par là que nous pourrons vraiment créer cette souveraineté technologique. Je pense qu'ensemble, nous pouvons retrouver la confiance.

FRANÇOIS LENGLET — Un Allemand qui veut s'endetter, c'est presque aussi étonnant qu'un Français qui veut rétablir les comptes publics. Hubert Védrine, vous êtes ancien ministre des Affaires étrangères. Vous alertez depuis longtemps sur les dangers du monde, où les puissances se confrontent et s'affrontent, alors que l'Europe se rêve comme une grande Suisse. Aujourd'hui, quel est votre diagnostic ? Quelles sont les chances, selon vous, de voir l'Europe se relever et se faire entendre dans ce monde désarticulé qui a été décrit précédemment ?

HUBERT VÉDRINE — Je pense qu'il est très difficile pour nous d'atterrir dans le monde réel, puisque nous avons cru, nous spécialement les Européens, à la mondialisation, qui était une américano-globalisation. La mondialisation récente est celle qu'ont organisée les États-Unis, d'ailleurs très bien, à partir de l'après-guerre. L'Europe est le fruit de cela ; elle n'en est pas la mère. Nous étions tellement habitués à cela, y compris au discours rétroactif sur le multilatéralisme qui est largement enjolivé, à mon avis, puisque les États-Unis ne l'ont jamais pratiqué complètement. Trump, c'est comme si pour les catholiques, il y avait un nouveau pape qui dirait

dans un tweet: « l'Évangile, ce sont des âneries, ça n'existe pas. » Donc, l'Occident est désemparé. Cela permet de redécouvrir que la puissance n'est pas dans l'ADN de l'Europe. À aucun moment, les pères fondateurs n'ont imaginé une « puissance ». C'étaient des atlantistes à 200 %, donc pour eux, c'était une organisation avec un marché commun, plus tard, un grand marché, sous la protection américaine, les Européens étant débarrassés une fois pour toutes des préoccupations atroces de l'Histoire, l'identité, les rapports de force, les relations internationales, la sécurité et la défense, etc. Donc, les Européens vivent dans une bulle depuis maintenant trois générations. Ils ont développé un mode de vie merveilleux, charmant, individualiste, hédoniste, etc., et ils sont déstabilisés par le monde tel qu'il apparaît. On se concentre sur Trump qui n'est qu'une caricature de cela. Le problème de Trump, ce n'est pas tellement qu'il soit très différent sur le fond dans sa politique – d'ailleurs après Trump ça ne sera pas comme avant – c'est simplement que Trump ne prend même pas la précaution de faire comme si. Il y a tout un discours sur la communauté internationale etc. qu'il a complètement balayé. Ce n'est pas du tout un isolationniste, c'est un unilatéraliste brutal. Les Européens sont donc renvoyés à eux-mêmes, or ils n'ont jamais eu l'idée de se constituer en puissance. C'est une idée qui épouvante la majorité des Européens, sauf les Français, qui se fatiguent à faire des colloques sur l'Europe puissance, qui n'ont jamais d'effet, parce que la plupart des autres Européens pensent que c'est une ruse française pour retrouver un rôle exagéré, et d'ailleurs, ils ont vraiment cru dans la communauté internationale, la valeur universelle de nos concepts, etc. Je suis complètement d'accord avec ce qui a été dit par nos deux PDG sur les possibilités et le potentiel que nous avons bien sûr, mais il y a un blocage mental. Et les Européens, dans leur majorité, n'arrivent pas à intégrer le fait que si l'Europe ne devient pas une puissance, elle sera impuissante, comme aurait dit La Palice, et donc dépendante des décisions des Américains et des Chinois. Les lois extraterritoriales insupportables, c'est bien avant Trump. Les lois, les sanctions, les manœuvres de Poutine, les ambitions de la Chine, les prétentions de la Turquie, d'Israël,

de l'Arabie, des trafiquants d'immigration illégale dans toute l'Afrique, des GAFA des États-Unis, des GAFA chinoises. L'Europe en tant que telle n'est pas respectée par les autres. Il y a donc un problème grave et nous ne butons pas sur l'absence de moyens, nous le voyons bien dans les domaines industriels. Nous ne butons pas sur l'absence de procédure, il y a tout ce qu'il faut. Ce n'est pas un problème de traités, c'est un problème de mental, comme on dit chez les sportifs. Et il manque des dirigeants qui soient aussi des leaders. Cela devient difficile d'être des « leaders » dans les démocraties modernes où les dirigeants deviennent des *followers* plutôt que des leaders ! Mais il faut des leaders. Par rapport à cela, il faut faire réfléchir, réveiller les gens, les alarmer un peu, pas trop, ne pas paniquer et dire : « Voilà ce qu'on va faire ». Mais cela suppose d'être prêt à affronter toutes les puissances dans le monde qui profitent de la situation actuelle d'une Europe qui fait des discours sur les valeurs générales, mais qui ne fait peur à presque personne. Il faut donc être prêt à s'organiser, il faut quelques dirigeants qui changent de ton et qui parlent aux peuples européens qui, je crois, sont disponibles, qui sont demandeurs. Ils sont d'abord demandeurs d'une maîtrise des flux migratoires et ça, il faut le faire et je pense qu'il y aura un accord entre les uns et les autres, entre pays de départ et de transit pour la maîtrise des flux, ce qui permettra de préserver le droit d'asile.

Il faut débloquer tout cela, il faut rassurer en organisant, avancer ensuite. Il faut surmonter les peurs. Je vois quelques signes dans ce sens. Par exemple, ce qui a été fait par la Commission, en ce qui concerne la fiscalité des GAFA. Ce qu'avait dit Madame Merkel, il y a deux ans, sur le fait que « …nous ne pouvons plus vraiment compter sur les Américains, il faut s'organiser mieux entre nous », n'a pas eu de suite pour le moment, mais c'est un signe. La déclaration de Sigmar Gabriel[2] est excellente, « On est des herbivores géopolitiques dans un monde de carnivores géopolitiques et on va finir par être des proies. » Moi, je dis depuis très longtemps que nous sommes des Bisounours dans Jurassic

2. Ministre fédéral des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand.

Park. Je trouve la formule allemande encore meilleure. Donc, je pense qu'il y a un potentiel gigantesque, à condition de prendre les choses à bras-le-corps, d'alarmer, et de présenter les feuilles de route. À ce moment-là, tous les moyens européens que nous avons se mettront en ordre de marche.

FRANÇOIS LENGLET — Thomas Buberl, Hubert Védrine évoquait les technologies. C'est vrai que c'est devenu un champ d'affrontement. Nous l'avons vu avec la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, vous en avez parlé aussi avec l'impact de la réglementation. Au fond, le seul pays qui a réussi à fabriquer des entreprises de taille mondiale, avec une expertise technologique indiscutable, c'est la Chine, qui a créé ses propres GAFA et qui pour ce faire a commencé par fermer son marché. Faut-il que l'Europe fasse la même chose ?

THOMAS BUBERL — L'idée de copier les GAFA américains ou chinois n'est pas bonne. Je pense qu'il y a trois opportunités. Premièrement, si on ferme les frontières, ce sera difficile de les ré-ouvrir. Et là, les grandes entreprises de l'Union européenne peuvent aider. Par exemple, une technologie chinoise qui ne peut pas sortir de Chine pourrait s'exporter grâce à des partenariats avec les Européens. C'est une opportunité. Deuxième sujet, on pense souvent que les GAFA disposent de toutes les données et que ce problème les concerne principalement, mais en Europe, nous disposons de la majorité des données dans les grandes entreprises.

Pourquoi ne réfléchit-on pas à une manière de combiner nos données, anonymisées, bien sûr, secteur par secteur, pour arriver à une qualité de données combinées assez proche des GAFA ? Troisièmement, si on se dit qu'on ne va pas copier les GAFA mais qu'il faut se focaliser sur les forces de l'Europe, il faut les identifier. Ce n'est pas la technologie et le numérique, mais ce sont la santé, le climat, la défense. Il faut que l'Europe se focalise sur ses points forts là pour ne pas perdre son avantage qui existe encore.

FRANÇOIS LENGLET — Ross McInnes, vous avez évoqué un peu en filigrane, l'Europe de la défense, a-t-elle une chance d'émerger alors que les Anglais, qui sont l'une des seules puissances en matière militaire, quittent l'Europe ?

ROSS MCINNES — En l'occurrence, il s'agit des Britanniques et pas des Anglais. Avec un nom comme le mien, je suis obligé de vous le rappeler !

Je crois que, malgré le Brexit, et la France fait des efforts très particuliers dans ce sens, la Grande-Bretagne restera toujours à 40 kilomètres de nos côtes. C'est un partenaire important dans le domaine de la défense et dans le domaine du nucléaire. Il faut à tout prix, et je crois que tout le monde est d'accord là-dessus, préserver la coopération avec les Britanniques si l'Europe de la défense veut se donner une chance d'être attractive.

Cela dit, cette Europe de la défense se fera autour de programmes individuels, j'en ai cité quelques-uns, et ce sera à géométrie variable. Tantôt, ce sera du franco-allemand pour le SCAF, avec la participation attendue de l'Espagne.

Dans d'autres cas, ce sera la France et l'Allemagne ou peut-être la France et l'Italie. Je crois donc qu'en structurant ces coopérations programme par programme, ce ne sera pas un *big bang*, mais plutôt un ensemble de programmes.

Enfin, pour que ces programmes soient des succès par rapport à d'autres dans le passé, il faut qu'il y ait un leadership clair de ces programmes. Et il faut aider les gouvernements à accepter cet impératif et à éviter le saupoudrage du juste retour et la dilution de responsabilités. C'est un point clé pour que les programmes soient crédibles.

HUBERT VÉDRINE — Je suis complètement d'accord avec ce que vient de dire Ross McInnes sur le sujet, c'est la bonne approche pragmatique. Il est évident que même si la Grande-Bretagne finit par sortir vraiment de la Communauté, elle restera européenne. Elle sortira de l'Union européenne et des organisations, mais pas de l'Europe. Il faut à tout prix sauver le

traité de Lancaster House[3] qui est la base bilatérale qu'on peut d'ailleurs développer pour avancer par étape, par projet, par programme.

Il ne faut pas employer à la légère les expressions de « défense européenne » ou « d'Europe de la défense », parce qu'en vérité, si on allait au bout du terme, cela voudrait dire que les Européens développent les dépenses de défense, que les peuples ne veulent pas, car ils veulent du social, pas de la défense. Il faudrait ensuite transformer tout cela en armée combattante, ce n'est pas évident. Il n'y a que deux armées performantes et remarquables en Europe, l'armée britannique et l'armée française. Ensuite, il faudrait être capable de choisir quelqu'un qui dirigerait cet embryon européen. Mais qui ? Et qui lui donnerait des ordres ? On ne sait pas. Si c'est le Conseil européen, aucun d'adversaire au monde ne serait dissuadé par un système de décision aussi long et aussi compliqué. C'est comme ça, ce n'est pas une critique, c'est objectif. Il ne faut donc pas parler à la légère d'Europe de la défense, comme si on pouvait modifier d'un coup de baguette magique ce qui s'est passé en 1949 lorsqu'à à la demande insistante des Européens, les Américains ont accepté une alliance avec un article 5[4]. Les Européens se sont installés là-dedans et ils s'y sentent bien. Pour passer à l'étape suivante et devenir enfin le vrai pilier européen de l'alliance il faudra des années de coopération. Vous voyez qu'il y a un très long chemin. Je préconise donc de ne pas agiter des termes trop creux et d'avancer comme vous l'indiquez.

FRANÇOIS LENGLET — Nadia Calviño, on a pensé à un moment, quand Donald Trump a été élu, que justement ces méthodes de gouvernement, au fond son attitude vis-à-vis de l'Europe, allait encourager les pays européens à s'organiser

3. Les accords de Lancaster House ont été signés en 2010 par le président Sarkosy et le premier ministre britannique David Cameron. Ils renforcent la coopération militaire des deux pays en créant une force expéditionnaire commune inter-armées (*Combined Joint Expeditionary Force*).

4. L'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme régit tous les éléments de la privation de liberté de la détention initiale à la remise en liberté.

davantage, de façon à compter davantage dans le jeu mondial. Où en sommes-nous deux ans plus tard ?

NADIA CALVIÑO — D'abord, il faut toujours faire attention au fait que l'Europe avance à petits pas. Ce sont des petits pas qui ne sont pas toujours visibles et pas toujours très médiatisés mais qui font la différence. Petit à petit, ces dernières années, on a construit pas mal de choses. Il y a six ans, nous n'aurions pas pu parler de l'Europe de la défense. Il y a beaucoup de choses, la sécurité, l'aspect contrôle des frontières. Nous avons fait des progrès, même s'ils ne sont pas assez rapides ni assez importants ni assez visibles.

Je voudrais revenir sur deux ou trois autres questions qui n'ont pas été vraiment évoquées et qui sont, à mon avis, très importantes aussi.

Il y a la question de l'euro. L'euro est la deuxième monnaie de réserve internationale. Nous n'avons pas encore récupéré le rôle qu'elle avait avant la crise financière. Il faut approfondir l'union économique et monétaire. Il faut continuer avec l'union bancaire, avec la création d'un instrument fiscal euro et à la fin, il faudra avoir ce qu'on appelle un *safe asset*, un actif sans risque, qui pourrait jouer le rôle de la dette publique américaine vis-à-vis de la politique monétaire européenne. On fait des petits pas là-dessus, ce n'est pas facile, ce sont des questions très complexes, mais il faut poursuivre dans cette voie et accélérer si possible maintenant que la situation économique est plutôt favorable.

Un deuxième point a été mentionné, – et je vais être un peu provocatrice ici – la politique de la concurrence et la création des géants européens. Je voudrais renforcer l'idée de géants européens, pas des géants français et pas nécessairement à la limite des géants franco-allemands. Il faut vraiment comprendre que l'Europe est plus que ça. Et je pense que ce serait important de commencer à l'intégrer dans les années qui viennent si on veut vraiment renforcer tout ce qui est coopération intra-européenne. La politique de la concurrence a servi à éviter les conduites anticoncurrentielles au sein de l'Europe. On était très obsédé par la concurrence entre les entreprises au sein de l'Europe. Maintenant,

il faut se rendre compte que les économies émergentes sont devenues des concurrents stratégiques et que les entreprises publiques ont un rôle différent, l'aide d'État a une dimension différente pour d'autres géants géostratégiques. Il faut donc réviser cette politique de la concurrence, sans perdre l'élément de protection du consommateur et d'efficacité de l'innovation.

Sur la réglementation des données, je pense que le fait que l'Europe ait la première légiféré là-dessus fait que nous avons créé un standard mondial. Petit à petit, la réglementation des données européennes deviendra le standard mondial. Au début, les GAFA, les grandes plateformes, disaient que c'était totalement inacceptable. Maintenant, ce sont d'autres juridictions qui intègrent cette dimension de protection de la vie privée et des droits des citoyens si nous voulons aussi réussir la révolution numérique.

En dernier lieu le climat dont nous n'avons pas beaucoup parlé. Je pense que la lutte contre le changement climatique est une obligation. Nos jeunes ne nous permettront pas de ne pas y faire face et de ne pas faire de notre mieux pour laisser à un monde meilleur aux générations qui nous suivent. Et c'est aussi une grande opportunité, parce qu'il y a des investissements très importants à faire dans les années qui viennent. On a estimé en Espagne que 270 milliards d'euros seraient nécessaires d'ici 2030. Il faut donner de la sécurité juridique et une planification à moyen terme pour les entreprises pour entreprendre tous ces investissements. Nous avons de la chance parce que les taux d'intérêt sont très bas, c'est donc le bon moment pour investir dans ces industries de l'avenir et de s'assurer que les standards soient maintenus et de réfléchir à une taxe carbone aux frontières, et de concevoir des éléments d'égalisation pour que la concurrence soit juste vis-à-vis du reste du monde et que l'on puisse avoir le même degré d'ambition dans d'autres juridictions qui se font peut-être un peu moins entendre qui sont moins déterminées à avancer dans cette direction-là.

THOMAS BUBERL — Je trouve que ce point de climat est extrêmement important. On ne voit pas aujourd'hui, dans le spectre des investissements, le grand milieu, c'est-à-dire la tran-

sition climatique des grandes entreprises. Il faudrait un cadre pour vraiment comprendre quels sont les effets sociétaux de ces investissements. Mais cela implique aussi de créer l'opportunité pour les institutions financières de les financer. Aujourd'hui, je vous le rappelle encore une fois, nous sommes freinés dans la façon dont on peut financer la transition écologique à long terme.

HUBERT VÉDRINE — Sur ce sujet, on ne peut pas ne pas rappeler ce que dit régulièrement l'Agence internationale de l'énergie : on ne peut pas réduire les émissions de CO_2 si on sort prématurément du nucléaire. Il faut donc mettre les pieds dans le plat.

En Europe, les écologistes se sont organisés contre le nucléaire, d'abord en Allemagne, pour des raisons stratégiques très anciennes, qu'ils ont eux-mêmes oubliées, je ne développerai pas. C'est une impasse pour le moment. Il est évident que ce sera très bien de se passer du nucléaire… quand on pourra. Nous ne pouvons pas le faire aujourd'hui sans relancer massivement le charbon. Il faut donc développer à fond les énergies renouvelables, naturellement, mais d'abord les énergies non carbonées globalement. Cela est très important pour les vingt à trente ans à venir. Ensuite, on verra. D'autre part, nous les Européens, contribuons pour très peu au problème du climat. Nous avons un vrai rôle à jouer pour stopper l'effondrement de la biodiversité qui est aussi grave. Mais le vrai problème climat, c'est le charbon, en Chine, en Inde, mais aussi en Pologne et en Allemagne ! Là aussi, il ne faudrait pas qu'il y ait un contraste entre une opinion européenne très sensibilisée et très mobilisée et puis le reste du monde qui dise « on s'en fiche ». Il y a donc un problème de relais.

FRANÇOIS LENGLET — Une question de Jean-Pierre Clamadieu, président d'Engie.

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — Je ne vais pas rebondir sur ce qui a été très bien dit par Hubert Védrine à propos de l'importance du nucléaire ou de l'importance de trouver le cap pour la

transition énergétique. Mais j'ai une question pour lui. Il a évoqué tout à l'heure l'importance d'avoir des leaders qui permettent de changer notre appétit, peut-être même notre régime alimentaire. Que pense-t-il de la séquence qui vient de se passer de choix des dirigeants européens et du casting qui résulte de cette séquence ? Va-t-on avoir les leaders qui vont nous permettre de faire cette transformation ?

HUBERT VÉDRINE — Ma remarque sur *leaders-followers* concerne globalement les démocraties en général. Je pense qu'il est de plus en plus difficile de gouverner les démocraties modernes dans un monde d'information instantanée et continue, de réseaux sociaux et d'investigations dans tous les sens, de défis quotidiens et de provocations. Cela devient impossible. J'espère qu'il va y avoir de nouveaux leaders qui arriveront à dominer cette fuite en avant qui, au total, empêche les gens de gouverner, de prendre des décisions, parce qu'il y aura toujours une catégorie de la population qui sera historiquement contre n'importe quelle décision, quelle qu'elle soit.

Deuxièmement, je trouve très bien l'arrangement européen récent, c'est le meilleur possible dans le contexte actuel. Ne croyons pas toutefois que ce sont les présidents de la commission, présidents du Conseil, présidents du Parlement, etc., qui vont devenir les leaders qui vont réussir à parler aux Allemands ou aux Français, aux Italiens, aux Espagnols, aux Finlandais, aux Grecs, aux Danois, etc. Non. Nous aurions besoin d'une vraie sorcellerie politique pour convaincre les gens de bouger en les inquiétant, mais pas trop, tout en les entraînant. Il faut que les différents leaders nationaux travaillent entre eux et qu'ils soient confortés par le système européen, qui fonctionnerait mieux. Donc, ce que nous pouvons attendre de mieux des gens qui ont été désignés, c'est qu'ils fassent mieux fonctionner le système. Mais il faut arrêter le discours automatique sur la « construction », parce que les analyses montrent que le grand public en a marre de ce discours sur la construction européenne permanente, ils veulent que ça se stabilise un peu, ils ne veulent plus être dans un chantier permanent. Ce qu'il faut

donc dire c'est « ça va mieux fonctionner entre nous ». Il faut donc retrouver une alchimie qui a existé à deux ou trois moments de l'histoire européenne contemporaine. Mais nous ne pouvons pas attendre de Madame von der Leyen, et des autres commissaires, des choses impossibles, sinon dans cinq ans, certains vont dire qu'ils sont déçus parce qu'ils/elles n'ont pas réveillé l'état d'esprit des Européens. Il ne faut donc pas dispenser les leaders nationaux de ce travail.

QUESTION DU PUBLIC — Qui sont ces éventuels leaders européens qui pourraient parler à tous les peuples européens ? Est-ce que ce sont des leaders politiques ou peut-être des leaders du monde de l'entreprise, tels que ceux que nous avons ici aujourd'hui ?

Deuxième question, peut-être pour Monsieur Védrine, pourquoi est-ce que le contrôle des frontières est devenu la condition *sine qua non* pour que les Européens puissent écouter d'autres propositions de la part des politiciens ?

NADIA CALVIÑO — Je pense que c'est un faux espoir de penser qu'il y aura des leaders européens qui vont faire des choses tout seul. Au bout du compte, ce sont les 27 pays qui doivent travailler ensemble. Si des leaders nationaux continuent à dire que tout ce qui va bien, c'est grâce à eux, et que tout ce qui va mal, c'est à cause de l'Europe, nous n'allons pas pouvoir avancer dans l'image que les citoyens ont de ce qu'est la construction européenne. Je suis personnellement très contente d'avoir deux femmes fortes dans les institutions européennes, c'est peut-être anecdotique, mais cela montre un changement et le rôle de la femme est mieux représenté dans le nouveau leadership qui a été élu. Donc, deux femmes extraordinaires comme Ursula von der Leyen et Christine Lagarde.

Ce qui est plus important, c'est de pouvoir parler d'une seule voix. Je pense que c'est ça qui fait la différence. Nos négociations commerciales, c'est l'Europe qui parle d'une seule voix et c'est là que nous avons du pouvoir. Dès qu'il y a 27 voix différentes qui traitent les choses et que l'on n'arrive pas à avancer dans le domaine

fiscal, par exemple, à cause du manque d'unanimité, c'est très difficile de parler de la représentation qu'on devrait avoir dans les scénarios internationaux.

HUBERT VÉDRINE — Sur la question migratoire, je me borne à constater que, quand Schengen a été développé dans une ambiance très idéaliste, on s'est occupé de supprimer les frontières internes, mais pas de gérer les frontières extérieures. C'était l'époque d'une idéologie « sans-frontiériste » et par une sorte d'idéalisation, beaucoup pensaient que le modèle européen allait rayonner sur le monde entier, etc. Ce système était fragile, on l'a vu quand sont arrivées de grosses vagues d'immigration illégale mais aussi de réfugiés au sens vrai, pas au sens des médias qui mélangent tout et qui parlent de réfugiés pour désigner tous les candidats à l'immigration. Il y a eu l'affaire de Syrie et les pays qui étaient sur le chemin ont rétabli les frontières internes parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix.

La réaction des élites classiques et de trois quarts des médias français, c'est de traiter le problème sur un mode moral. Mais ça ne fonctionne pas, que ce soit en Europe, en Afrique du Sud, qui se considère comme envahie par tout le sud de l'Afrique, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, en Australie, au Canada, aux États-Unis même avec Trump, etc.

Tous ces pays sont obligés non pas de faire de la morale mais d'imaginer un mode de gestion des flux. Et je constate que dans toutes les élections en Europe, ce sujet qui était considéré comme marginal et impur est devenu un sujet de premier plan. La seule réponse est de dire : « On a compris, vos demandes ne sont pas choquantes, mais il faut réguler intelligemment. » C'est comme cela qu'on préserve le droit d'asile, en vérifiant qu'il n'est plus massivement détourné, ce qui est le cas aujourd'hui, quitte à faire des bras de fer avec ceux qui n'en voudraient plus du tout. Pour cela, il faudra cogérer les flux d'immigration légale normale, dont nous avons besoin par ailleurs, avec les pays de départ et de transit. Et mon pronostic, c'est que c'est à ça qu'on va arriver, même avec des pays européens qui semblent aujourd'hui opposés sur tout.

ROSS MCINNES — Sur le leadership européen, Hubert Védrine l'a rappelé, la politique est nationale. En l'occurrence, je pense que la France est admirablement servie par un Président de la République qui tient sur l'Europe un langage de vérité et de transparence. En ce qui concerne les chefs d'entreprise, surtout les grandes entreprises, je ne suis pas sûr que nous soyons extrêmement audibles sur un sujet comme celui-là. Notre action doit être discrète et efficace par l'exemplarité, il s'agit de démontrer que par des coopérations européennes, et pas seulement franco-allemandes, nous développons et nous protégeons des emplois qui existent, que nous créons des emplois de qualité dans des pays européens. C'est cette exemplarité-là qui parlera à nos concitoyens et nous devons le faire de manière discrète et continue.

HÉLÈNE REY — Il me semble que tous les intervenants ont insisté sur les succès de l'Europe, avec Nadia Calviño qui a parlé de l'Europe comme puissance commerciale, avec des avancées dans le domaine de la taxation ; Ross McInnes qui a souligné les avancées dans le domaine de la défense ; Thomas Buberl qui a lui aussi souligné le pouvoir des entreprises et fait valoir qu'on pourrait en faire bien plus en fait avec les données qui existent déjà. Il a aussi fait la recommandation très peu germanique d'investir quand les taux d'intérêt sont bas, que je soulignerai ici. Bravo, parce que, quand on est en présence de défis comme la recherche et le changement climatique, la politique prudente, c'est d'investir maintenant et pas d'attendre que les coûts montent.

Cela dit, malgré tous ses succès, je crois que ce qui ressort le plus, c'est que l'Europe doit se réveiller pour se faire respecter dans le monde, pour monter en puissance. Et là, il faut faire advenir un changement mental, il faut se projeter dans le monde des carnivores et de Jurassic Park. Donc, bonne chance à la nouvelle équipe de l'Union européenne, qui va avoir du pain sur la planche pour devenir les tyrannosaures ou les sorciers des années à venir.

COMMENT REDONNER CONFIANCE À L'EUROPE ?

11

COORDINATION **Christian de Boissieu** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Pierre-André de Chalendar** *(Saint-Gobain)*
Guillaume Faury *(Airbus)*
Annegret Kramp-Karrenbauer *(Présidente de la CDU, Allemagne)*
Bruno Le Maire *(Ministre de l'Économie et des Finances, France)*

MODÉRATION **Ruth Elkrief** *(BFM TV)*

CHRISTIAN DE BOISSIEU — Trois points pour introduire rapidement notre sujet qui comporte beaucoup de dimensions. La première idée est que le statu quo n'est pas une option. Cela veut dire qu'il faut avancer du côté européen. Deuxième idée, avancer sur quoi ? Troisième idée, avancer avec qui ?

Le statu quo n'est pas une option pour l'Union européenne. Quand je parle de l'Union européenne, mon hypothèse est que le Brexit va se faire et que dans quelques mois, nous allons probablement nous retrouver à 27, donc avancer à 27, mais avancer aussi au niveau de la zone euro. C'est à ces deux niveaux que le statu quo n'est pas une option. Il faut que l'Europe montre sa capacité à délivrer en matière économique, sociale, politique. C'est un problème de gouvernance. Les dernières nominations[1] ont apporté un début de solution, mais nous sommes très loin du compte en matière d'amé-

1. La nomination de Christine Lagarde à la tête de la BCE et de Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne en remplacement de Jean-Claude Juncker.

lioration de la gouvernance européenne. C'est un problème de fonctionnement des institutions, c'est aussi un problème de démocratie européenne et de participation des citoyens européens à des décisions qui les concernent au premier chef. Quand je dis « avancer », c'est la condition nécessaire et peut-être pas suffisante, pour que l'Europe à 27, à 19 pour la zone euro, retrouve de la crédibilité vis-à-vis de l'intérieur et de l'extérieur.

Deuxième idée, avancer sur quoi ? Il faut privilégier aujourd'hui dans la relance européenne les sujets qui sont à la fois importants et sur lesquels il peut y avoir un relatif consensus. Voilà les deux critères qui me paraissent importants, des sujets essentiels sur lesquels il peut y avoir un consensus. Je vous en propose deux exemples : toutes les questions d'énergie, de climat, de lutte contre le changement climatique sont des sujets sur lesquels, je crois, il peut y avoir un accord des 27. Il faut avancer et relancer. Le deuxième sujet, qui en comporte en réalité plusieurs, porte sur tout ce qui concerne la consolidation de la croissance et de l'emploi en Europe. Je suis partisan de renforcer, d'élargir, d'étendre l'horizon du plan Juncker qui a permis de financer et doit permettre de financer plus d'innovations, de R&D, de croissance, et d'infrastructures en Europe.

Il va aussi falloir retrouver des sujets qui sont importants, mais sur lesquels il y a moins de consensus. C'est le cas des propositions françaises pour améliorer la gouvernance de la zone euro. Il y a à l'évidence des sujets principalement franco-allemands dans ces propositions françaises, mais il y en a d'autres qui concernent d'autres pays. Par exemple, l'accord récent sur le budget de la zone euro, qui pour moi est un budget croupion, n'est pas à la hauteur de ce que nous avions proposé de ce côté-ci du Rhin.

Troisième et dernier point, avancer avec qui ? Je suis frappé par toutes ces voix qui prophétisent une Europe à géométrie variable. Ma réponse est un peu différente : nous sommes déjà dans une Europe à géométrie variable, qu'il s'agisse de l'euro qui est une partie de l'Europe, qu'il s'agisse de la défense et de la sécurité, encore plus restreinte, même si on inclut la Grande-Bretagne, qu'il s'agisse de Schengen, à la fois plus restreinte et plus large. Sur la

plupart de ces sujets, on débouche sur une cartographie de l'Europe qui n'est pas la même selon les sujets traités. Cela rend un peu plus compliquée la gestion de l'Europe. Je crois donc que nous sommes déjà dans une Europe à géométrie variable, qu'il faut la faire vivre et qu'il y a des textes pour avancer sur des sujets sectoriels. Nous n'utilisons pas assez le système de la coopération ou le dispositif de la coopération renforcée qui a été introduit par les textes et permettrait à des « noyaux durs » d'avancer sur des sujets concrets. Nous l'avons activé sur le divorce ou les brevets, il faut l'utiliser sur d'autres sujets.

Avancer à travers le couple franco-allemand est nécessaire à mes yeux mais pas suffisant. Les difficultés récentes et les convergences ont montré que si ce couple est effectivement central, il ne faut pas oublier d'autres pays européens qui ont beaucoup souffert ces dernières années et qui ont bien rebondi.

RUTH ELKRIEF — Madame Kramp-Karrenbauer, comment pouvons-nous retrouver la confiance ?

ANNEGRET KRAMP-KARRENBAUER — Pour répondre à la question de la confiance des citoyennes et des citoyens en l'Europe, il faut que nous nous interrogions d'abord sur ce qui a poussé les Européens à créer cette Union. À l'origine de cette volonté était le constat qu'après les deux terribles guerres mondiales, les hommes avaient perdu toute confiance en raison de controverses nationales. Ils étaient ouverts à l'idée de concilier les intérêts, de construire une Union et d'assurer la paix. Et cette paix est toujours une réalité, la confiance n'a pas été trahie. Les questions essentielles qui se posent maintenant sont les suivantes : quels sont aujourd'hui les attentes et les souhaits des citoyennes et des citoyens européens ? À quoi doivent répondre les États-nations, mais aussi l'Europe dans son ensemble avec toutes ses institutions ? Je pense que nous devons avoir conscience du fait que cette Europe fondée sur des valeurs et attachée à des principes, dont les États ont été démocratiquement constitués, que cette Europe dans son ensemble est engagée dans une concurrence

avec d'autres systèmes existant ailleurs dans le monde. Elle doit faire face à la Chine, d'une part, et aux États-Unis, d'autre part. La question qui se pose actuellement est donc de savoir si, en tant qu'Européennes et Européens, nous souhaitons à l'avenir jouer un rôle dans ce monde, si nous souhaitons consolider notre continent de manière à ce qu'il soit en mesure de défendre ses valeurs, cette façon de vivre ensemble face à d'autres systèmes qui ont une autre approche. C'est la première grande question à laquelle nous devons répondre. Si on examine cette question, on doit se demander quels sont les grands défis que nous devons relever en Europe ? Et parmi ces défis, il y a la question de la sécurité, c'est-à-dire Schengen qui est une promesse de liberté à l'intérieur de l'Union, mais doit aussi devenir une promesse de sécurité extérieure. Il faut aussi se demander quelles réponses nous pouvons apporter à l'ère du numérique ou pour lutter contre le changement climatique, de manière à ce qu'à l'avenir aussi, la prospérité et la croissance et donc de bonnes conditions de vie puissent être garanties aux Européennes et aux Européens, quel que soit l'Etat membre dans lequel ils vivent. Voilà les grandes questions qui se posent et en agissant ensemble, les États de l'Union sont mieux à même d'y répondre que si chacun devait agir de son côté.

RUTH ELKRIEF — La paix, les nouveaux défis ? Bruno Le Maire, comment rendre la confiance ? Vers quoi allons-nous ?

BRUNO LE MAIRE — Annegret Kramp-Karrenbauer affirme que l'Europe est d'abord affaire de valeurs, et c'est bien une dimension essentielle de l'Europe. Quand Monsieur Poutine dit que les démocraties libérales sont finies, nous devons dire haut et fort que les démocraties libérales commencent et que nous croyons en nos valeurs et en nos idées. Ensuite, il est temps de prendre des décisions, parce que la montée des populismes est le produit direct de la faiblesse des responsables politiques européens et de leur incapacité à décider.

Il faut une Europe qui protège contre les sanctions extraterritoriales américaines, parce que les États-Unis n'ont pas

vocation à être les gendarmes de la planète et que l'Europe doit absolument refuser qu'ils le soient. Une Europe qui protège lorsque la Chine veut prendre la maîtrise d'un certain nombre de technologies sensibles en Europe. Nous devons être capables de dire oui aux investissements constructifs, non aux investissements de pillage.

Nous devons avoir une Europe qui protège contre les géants du numérique qui veulent prendre nos données sans payer les mêmes impôts et les mêmes taxes que les entreprises françaises. Nous mettrons en place une fiscalité nouvelle à laquelle les géants du numérique ne pourront pas se soustraire.

Nous devons avoir une Europe qui protège contre une éventuelle crise économique ou financière. Nous avons un budget de la zone euro. Nous avons négocié dur, jusqu'à cinq heures du matin, pour avoir ce budget. Mais ce budget de convergence qui n'est pas encore un budget de stabilisation est un point de départ, ce n'est pas encore un point d'arrivée. Nous voulons, nous Français, un budget de stabilisation pour la zone euro, un budget de solidarité entre les États membres de la zone euro.

Nous voulons une Europe qui protège, mais aussi une Europe qui investit et qui innove. Nous avons obtenu la signature de la Pologne, pour avoir enfin une filière de batteries électriques, que nous avons construite avec Peter Altmaier[2]. Demain, quand vous aurez une voiture électrique, si vous avez à l'intérieur de votre voiture une batterie européenne et pas une batterie chinoise ou sud-coréenne, ce sera parce que la France, la Pologne et l'Allemagne se sont mises d'accord pour construire cette filière des batteries électriques européennes.

Nous voulons des politiques nouvelles : une nouvelle politique de concurrence, une nouvelle politique industrielle, pour bâtir des champions industriels européens. Nous ne voulons pas nous satisfaire du niveau de croissance européen tel qu'il est aujourd'hui. La croissance faible telle qu'elle est actuellement dans la zone euro n'est pas l'avenir de la zone euro.

—

2. Ministre allemand de l'Économie et de l'Industrie.

J'ai proposé aux Allemands un pacte de croissance pour profiter des taux d'intérêt faibles et de la politique monétaire accommodante de la BCE. Ce pacte de croissance pour la zone euro repose sur trois éléments : des réformes structurelles, comme celles que nous faisons avec le président de la République ; le respect de nos engagements budgétaires, pour être crédibles, mais également plus d'investissement de la part des pays qui le peuvent dans l'innovation, la recherche, les infrastructures pour nourrir la croissance de la zone euro.

Ensuite, avec qui allons-nous avancer et comment ? Pour avancer il faut d'abord revenir sur certaines règles qui ne fonctionnent pas. La règle de l'unanimité est un facteur de blocage de la zone euro et de l'Europe tout entière en matière fiscale. Sur la fiscalité du numérique, les transformations fiscales, je propose que nous passions de la règle de l'unanimité à celle de la majorité qualifiée.

Avec qui ? Évidemment avec nos amis allemands. Quand je regarde les résultats, et contrairement à ce que je lis ici ou là, la relation franco-allemande n'a jamais été aussi bonne. Mais ce couple-là ne suffit plus. Il est indispensable que chaque proposition européenne, chaque proposition franco-allemande soit ouverte à nos partenaires du Sud, du Nord et de l'Est. J'insiste là-dessus, les pays de l'Europe de l'Est ont parfois le sentiment d'être négligés, méprisés, le sentiment que nous n'avons pas tenu suffisamment compte de leur histoire et de ce qu'ils ont vécu pendant 70 ans de domination soviétique. Nous devons tendre la main à la Pologne et aux pays de l'Est pour réconcilier Europe de l'Est et Europe de l'Ouest et montrer à Monsieur Poutine que la démocratie libérale européenne est vivante et unique.

RUTH ELKRIEF — Pierre-André de Chalendar, comment redonner confiance au peuple ?

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Je souscris évidemment à tout ce que vient de dire Bruno Le Maire. Il reste aujourd'hui à le faire partager. S'il y a une certaine défiance d'Europe chez les Européens, voire parfois, de la part de certaines

grandes puissances, un mépris d'Europe, quand ce n'est pas une volonté de la détruire, c'est parce qu'aujourd'hui, l'Europe n'a plus suffisamment de *sense of purpose*, comme disent les Américains. Dit autrement, pour reprendre les mots de la loi PACTE, l'Europe n'a plus de raison d'être claire et partagée. Je crois qu'il faut donc retravailler sur son sens.

Pour travailler sur le sens aujourd'hui, il faut écouter les jeunes générations, celles de l'Internet et de l'écologie. C'est en partant des expériences des jeunes, de leurs préoccupations et de leurs exigences, qu'on entraînera tous les Européens. La jeunesse ne demande qu'à être mobilisée. C'est la génération Erasmus, probablement une des plus belles réalisations concrètes de l'Europe. Pour moi, les élections européennes récentes représentent même une double bonne nouvelle : plus de participation, un engagement très important des jeunes qui ont affirmé haut et fort leur volonté de travailler sur les enjeux de la planète, de l'environnement et du climat. Souvenons-nous aussi que les jeunes ont voté contre le Brexit. Que demandent-ils ? Ils demandent du sens. Je le vois tous les jours chez Saint-Gobain, lorsqu'on embauche des jeunes, ils réclament du sens. Ils sont en train de transformer le monde de l'entreprise et il faut qu'ils irriguent aussi le monde de la politique. Il y a trop de politiques nationales et européennes conçues et mises en œuvre pour les plus âgés. Pour redonner confiance à l'Europe, il faut écouter les jeunes davantage.

GUILLAUME FAURY — J'ai confiance en l'Europe comme la plus grande partie des salariés et partenaires d'Airbus. L'Europe, ce ne sont pas que les institutions européennes. L'Europe, ce sont les Européens. C'est comme si on résumait la France à son gouvernement. Le gouvernement est très important, mais la France, c'est beaucoup d'autres choses. Il faut voir dans l'Europe tout ce qu'elle est capable de faire, ce que font les citoyens, les travailleurs, les entrepreneurs. Je suis un optimiste de l'Europe.

Néanmoins, la confiance est abîmée. Il faut en avoir conscience et jouer chacun notre rôle pour la restaurer. La question n'est

pas ce que l'Europe peut nous donner, mais ce que nous pouvons apporter à l'Europe. L'Europe a besoin de projets concrets. Airbus est au départ un projet concret, une vision commune d'entrepreneurs, d'ingénieurs, de politiciens français et allemands qui ont eu le rêve fou de faire un avion bimoteur long-courrier. Cela a commencé ainsi et cinquante ans plus tard, c'est une aventure européenne extraordinaire. La capacité à faire en Europe est infiniment plus grande que la critique des institutions européennes.

La confiance se gagne par des choses concrètes. On n'a pas confiance dans ce qu'on ne connaît pas. Tous les jeunes qui circulent en Europe, utilisent et profitent d'Erasmus, font une partie de leurs études ailleurs que dans leur pays d'origine, croient fortement en l'Europe. Quand on pratique l'Europe, on l'aime et quand on l'aime, on la fait réussir. Il y a avant tout un sujet de confiance en nous, un sujet de mieux se connaître et de soutenir tous les projets à plusieurs ; l'Europe, ce n'est pas seulement l'ensemble des 27 entre eux, il peut y avoir des projets plus petits, qui naissent, existent, grandissent. Certains de ces projets ne réussiront pas, mais d'autres réussiront et c'est ce qui fera l'Europe.

Nous allons reparler du couple franco-allemand qui pour nous est absolument essentiel. Nous sommes ravis quand il y a des initiatives. Toutes ne marcheront pas, il ne faut pas les critiquer, mais les encourager, parce que nous avons en Europe la capacité de faire des choses fantastiques qui réussissent et nous, nous sommes des inconditionnels de l'Europe.

RUTH ELKRIEF — Pendant cette campagne électorale européenne, un certain nombre de souverainistes a pris Airbus comme référence, en disant qu'on pouvait réussir la coopération en dehors des institutions européennes car c'est un projet qui a d'abord été un projet d'entrepreneur et de vision. Aujourd'hui, que peut-on leur répondre ? Qu'est-ce qui peut redonner confiance dans les entrepreneurs, les investisseurs pour retrouver cette croissance ?

GUILLAUME FAURY — Nous sommes une entreprise essentiellement globale. Nous sommes nés en Europe, nous avons des racines européennes très fortes, mais nous sommes présents dans le monde entier et l'aviation par nature est globale. Nationalisme et repli sur soi ne font pas très bon ménage avec notre métier. Cela dit, le projet Airbus est né franco-allemand, puis les Anglais et les Espagnols sont venus soutenir le projet et y contribuer aujourd'hui, c'est une fierté européenne et nous avons besoin de l'Europe. Nous sommes à un moment où les blocs s'opposent. Nous sommes ravis de travailler dans un monde globalisé, mais il faut aussi être objectif et pas naïf. Avec la puissance américaine, l'ambition chinoise, il faut que l'Europe soit forte. Nous avons donc besoin de cette Europe, besoin les uns des autres, besoin d'un cadre. Nous pouvons travailler ensemble, nous soutenir, pas au détriment des autres blocs, mais simplement parce que la force est importante et que celui qui est faible ne survit pas. L'Europe doit être forte et les institutions européennes sont absolument essentielles de ce point de vue.

CHRISTIAN DE BOISSIEU — Je voudrais revenir sur deux points. Il est vrai que l'unanimité nous bloque, mais le problème est que dans la plupart des cas, il faut l'unanimité pour lever l'unanimité ! Nous sommes donc dans une sorte de cercle vicieux auquel les textes permettent d'échapper dans certains cas, mais pas de manière générale. D'autre part, peut-être qu'une manière d'avoir du concret est de pousser des projets sectoriels. Le sectoriel n'est pas nécessairement petit, il peut être important. Je trouve que nous n'avons pas suffisamment utilisé le dispositif de coopération renforcée qui permettrait d'avancer sur des projets sectoriels. Je sais bien que la taxe sur les transactions financières a été plutôt un échec et c'était un projet de ce type, mais ce n'est pas une raison pour ne pas retenter.

Je termine par une question. Quand Bruno Le Maire dit qu'il faut plus de croissance, nous sommes bien d'accord. Puisqu'il y a beaucoup d'épargne privée en Europe, est-ce qu'étendre le plan Juncker, qui est plutôt une réussite, serait une voie envisageable ?

BRUNO LE MAIRE — L'Europe a besoin de force. La force est politique et économique ; elle est dans les projets que nous portons. Je reprends l'exemple des batteries électriques : pour s'en procurer, il faut soit les importer, soit les produire. Nous savons que demain, la moitié de la valeur d'un véhicule sera dans sa batterie électrique. Si nous importons la moitié de la valeur du véhicule et que nous ne gardons pas la valeur chez nous, en Europe, nous serons faibles et dépendants de la Chine et de la Corée du Sud. Il faut donc bâtir cette indépendance et cette force. En décembre, nous aurons une usine pilote. Nous aurons trois usines : une en France, une en Allemagne, comptant 1 500 emplois chacune, et une usine en Pologne pour le retraitement. À terme, selon les évaluations de la Commission européenne, ce seront un à 2 millions d'emplois sur la seule filière des batteries électriques. C'est un exemple de ce qu'est la force. C'est un projet très concret. On peut toujours critiquer le couple franco-allemand, mais il se trouve que c'est uniquement parce que la France et l'Allemagne se sont mises d'accord que finalement, tout le monde s'est intéressé et nous a rejoints.

Nous procédons de la même façon pour les nanotechnologies, avec dans ce cas l'Italie, notamment avec STMicroelectronics. Nous devons le faire sur l'intelligence artificielle, en mettant en relation nos centres de recherches, nos chercheurs, nos données, nos stockages de données, pour être, là encore, indépendants et autonomes et ne dépendre ni des algorithmes chinois, ni du stockage de données américain. C'est un enjeu absolument crucial pour nous. Avec Peter Altmaier et l'Allemagne, nous travaillons à des initiatives sur l'intelligence artificielle. C'est une coopération entre les États qui nous permettra de mettre en commun nos ressources et d'être puissants sur l'intelligence artificielle où ce qui est en jeu n'est pas uniquement la puissance économique mais la liberté de chaque individu. Si demain nous laissons Amazon créer sa propre monnaie souveraine, si nous laissons les acteurs du numérique posséder nos données, que nous ne contrôlons pas l'accès aux données de santé et ne garantissons pas le secret absolu sur les données de santé, ce n'est pas notre économie qui

sera menacée, ce sont nos libertés individuelles et notre modèle de société.

Enfin, nous utilisons le plan Juncker, qui a été un beau succès, pour investir davantage. Regardons dans quels domaines nous pouvons investir et regardons aussi les différences des États. Certains peuvent investir, parce qu'ils ont une situation budgétaire saine. D'autres peuvent moins investir, parce que leur situation budgétaire est moins bonne. La solidarité européenne est de faire en sorte que ceux qui peuvent investir plus investissent plus et que ceux qui ne peuvent pas investir pour le moment redressent leurs finances publiques, améliorent leur compétitivité et rejoignent ensuite les investissements collectifs.

RUTH ELKRIEF — Madame Kramp-Karrenbauer, nous avons vu que la fusion Alstom-Siemens n'avait pas pu avoir lieu. Ce n'est pas très encourageant pour ce type de projets globaux que l'Europe voulait monter. Comment répondez-vous à Bruno Le Maire qui dit pour la deuxième fois que les pays qui peuvent investir investissent. On a compris qu'il s'adressait à vous.

ANNEGRET KRAMP-KARRENBAUER — Je suis la Présidente du parti de Konrad Adenauer, d'Helmut Kohl et d'Angela Merkel, un parti qui a toujours eu de grandes visions européennes, et je viens d'une région dans laquelle a vécu Robert Schumann, le concepteur de projets européens concrets. Nous avons besoin des deux, à la fois d'une vision et d'une mise en œuvre concrète. Bruno Le Maire a parfaitement raison quand il dit que nous voulons une Europe qui protège, et nous voulons, moi je veux une Europe qui ne se protège pas en s'isolant, en se cloisonnant craintivement. Je veux une Europe forte et solidaire qui affiche une bonne croissance pour pouvoir rivaliser avec la Chine et les États-Unis. Et c'est pour cela qu'au niveau de la croissance, il faut que nous fassions des progrès concrets que nous devons organiser sur le plan européen. Si, pour cette croissance, nous avons besoin d'investissements et d'innovation, si nous avons besoin de capitaux – et je me tourne vers François

Villeroy de Galhau – je sais qu'en formant un couple franco-allemand avec Jens Weidmann[3], une proposition a été faite d'utiliser des capitaux privés afin de favoriser l'innovation en Europe. Si, en Europe, nous épargnons en moyenne 300 milliards de plus que nous investissons, il faut bien reconnaître que nous pourrions mieux utiliser ces capitaux pour réaliser des innovations européennes dans le domaine de la numérisation, de la lutte contre le changement climatique, de la recherche médicale et dans bien d'autres domaines. Nous devons organiser cette utilisation de capitaux en Europe et nous avons les moyens de l'organiser concrètement, y compris au cours des cinq années qui viennent. Si, en matière de numérisation, nous avons une autre conception de la protection de la vie privée et de la sécurité des données, si nous ne voulons pas que le standard d'Amazon, de Google et d'autres opérateurs soit le standard appliqué dans le monde entier, nous devons développer nos propres standards et nos propres produits. Nous devons être à l'avant-garde en matière d'intelligence artificielle. Et c'est bien si la France a un pôle de recherche, c'est bien si l'Allemagne a un pôle de recherche. Mais nous ne pouvons faire le poids face à la Chine que si nous avons un pôle européen et c'est pour cela que nous avons besoin des pôles de recherche européens. Nous devons coopérer dans ce domaine. C'est cela que nous devons mettre en œuvre. Pour revenir à votre question de l'unanimité ou de la majorité qualifiée, si nous voyons qu'aujourd'hui, nous avons en Europe des États qui disent clairement d'ici 2050, nous souhaitons atteindre la neutralité carbone au moins nominalement, comme c'est le cas de la France, des Pays-Bas et maintenant aussi de l'Allemagne, alors organisons une coalition des forces européennes volontaires qui avancent sur cette voie, qui montrent qu'on peut être un pays hautement industrialisé tout en protégeant le climat. Et si nous réussissons,

3. Depuis mai 2011 président de la Deutsche Bundesbank et membre du Conseil des gouverneurs de la BCE.

d'autres pays en Europe et dans le monde prendront exemple sur nous. Ce qu'il y a de meilleur dans le « *made in Europe* », c'est ce qu'on peut exporter dans le monde entier.

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Le sujet de la valeur et du sens et le sujet de la puissance ne sont pas antinomiques du tout et le climat me paraît en être une des meilleures illustrations. C'est un bon sujet d'investissement au niveau européen. C'est aussi un enjeu sur lequel nous ne pouvons pas avancer seuls dans les différents pays. Tous les scientifiques et économistes s'accordent pour dire qu'il faudrait là-dessus une gouvernance mondiale. En pratique, quand on voit ce qui se passe dans les autres pays du monde, il apparaît clairement que nous ne sommes pas près d'avoir cette gouvernance mondiale. Oui, l'Europe doit avancer et compte tenu de ses valeurs, être à la pointe, mais l'Europe doit aussi se protéger. Si nous voulons aller par exemple vers une tarification du carbone en Europe, même si c'est compliqué, nous ne pourrons pas le faire, si nous n'avons pas un mécanisme de protection aux frontières.

Il faut donc avancer sur nos valeurs, mais il faut aussi se faire entendre, se faire respecter et protéger notre Europe, même si nous ne sommes pas encore tous d'accord, au niveau européen. Si nous faisons trop de progrès et que les autres reculent, nos efforts seront nuls. Il faut donc nous protéger et faire en sorte qu'on n'exporte pas notre vertu à notre détriment.

RUTH ELKRIEF — Sur les différences franco-allemandes, il y a beaucoup de questions. Madame Kramp-Karrenbauer, vous étiez contre le SMIC européen, contre Strasbourg comme siège du Conseil de l'Europe. Sur la protection, vous dites : « Pas de cloisonnement, mais soyons forts et c'est comme cela que nous nous ferons respecter. » Il y a des divergences de forme sur le budget de la zone euro et un certain nombre de questions. Peut-on avancer là-dessus ? N'est-ce pas une forme de déclaration de *thankfull thinking*, histoire de dire que tout va bien dans le couple franco-allemand ?

ANNEGRET KRAMP-KARRENBAUER — Non, nous ne sommes pas d'accord sur tout, c'est un couple franco-allemand. Je viens de la Sarre, c'est ma région et je suis totalement franco-allemande. C'est pourquoi avec mon gouvernement, j'ai développé une stratégie France pour laisser grandir une génération qui soit parfaitement bilingue franco-allemand. Je sais que nous avons des intérêts différents et je sais que c'est un peu compliqué.

Il y a quelques semaines, j'ai eu un long entretien à Paris avec le Président de la République française. Nous avons parlé des relations franco-allemandes, notamment des questions sur lesquelles nous sommes d'accord et aussi d'un sujet dont nous pensons que la coopération entre l'Allemagne et la France doit faire avancer l'Europe. C'est le sujet de la sécurité. Je viens de dire que la base de notre prospérité, de notre vivre ensemble, c'est Schengen, c'est la liberté à l'intérieur de l'Union. Mais si on veut rester libre à l'intérieur, il faut assurer sa sécurité extérieure. Nous sommes donc d'accord qu'il faut protéger nos frontières extérieures et que nous avons besoin d'une politique de défense commune. Tous les deux, nous avons proposé de créer un conseil de sécurité européen qui intègre la Grande-Bretagne. J'ai dit que je souhaitais un siège européen au Conseil de sécurité des Nations-Unies, pas pour remplacer celui de la France, mais pour le compléter, parce que les deux visions, celle de la France et celle de l'Europe sont nécessaires. Nous sommes d'accord sur la nécessité d'une Union pour l'innovation, la croissance et les investissements et, aujourd'hui, un certain nombre d'idées ont été exposées à ce sujet. Je pense qu'il y a beaucoup de propositions communes. Nous avons également évoqué les sujets dont l'objectif fait l'unanimité entre nous, alors que nos avis sur la meilleure manière de l'atteindre peuvent diverger. Je souhaite une Europe solidaire, y compris sur le plan social. Je souhaite notamment y parvenir par un problème que nous constatons dans tous les pays européens, y compris en Allemagne, entre l'Est et l'Ouest par exemple. Je veux parler du grand écart entre les grandes villes, d'une part, et les régions rurales, d'autre part, ce dont vous discutez également en France. Je veux que nous y investissions des fonds européens, que nous agissions à ce

niveau-là et que nous fassions comprendre que quelqu'un qui vit en Europe vit mieux qu'ailleurs. Voilà notre mission. C'est pour cela que nous avons été élus. C'est ce que nous souhaitons ensemble, Allemands et Français, même si nos idées sur la façon d'y parvenir peuvent diverger, entre autres, en raison de nos traditions, ça ne fait rien. L'Europe a toujours connu ses meilleures périodes quand nous avons surmonté ces conflits, quand nous avons développé une solution qui a marché non seulement pour l'Allemagne et la France, mais aussi et surtout pour les autres pays européens. Nous sommes liés par une profonde amitié, mais celle-ci n'est jamais exclusive. Elle est toujours un moyen qui permet d'atteindre un but, le but de maintenir la cohésion de l'Europe. C'est cette idée qui est à l'origine de la création de l'Union, la grande tâche de Konrad Adenauer et de Charles de Gaulle et, aujourd'hui encore, cette tâche nous oblige.

BRUNO LE MAIRE — Je crois que ce qui fait la beauté du couple franco-allemand, c'est justement que nous sommes très différents. Nous n'avons pas la même conception de l'organisation des sociétés. Quand nous discutons avec nos partenaires allemands, la référence absolue est le droit, c'est Karlsruhe. L'argument ultime d'un ministre allemand est de nous expliquer que Karlsruhe ne sera pas d'accord. Nous, nous estimons que la politique l'emporte toujours sur tout, y compris sur le droit. Culturellement, c'est une différence majeure. Nous, nous disons qu'il suffit de le vouloir politiquement, que cela se fera et tant pis pour le droit. Les Allemands disent qu'il y a un droit et qu'il faut le respecter. Nous sommes un État centralisé, l'Allemagne est un État fédéral. L'Allemagne croit à la force du marché et l'idéologie dominante en Allemagne du point de vue économique est l'ordo-libéralisme[4]. Nous, nous avons toujours un petit reste de soupçon de colbertisme au fond de nous, auquel nous sommes attachés.

---

4. L'ordo-libéralisme (*Ordoliberalismus* en allemand) est un courant de pensée libéral apparu en Allemagne dès les années 1930 selon lequel la mission économique de l'État est de créer et maintenir un cadre normatif permettant la concurrence libre et non faussée entre les entreprises.

Malgré tout, le chemin parcouru depuis deux ans est considérable. Je me souviens de ma première visite à Berlin comme ministre des Finances, avec Wolfgang Schäuble, personnalité politique allemande pour qui j'ai respect, admiration et amitié. Avant la conférence de presse, il me dit : « Bruno, j'ai un service à te demander : ne prononce pas les mots *budget de la zone euro* ». Un an après, il y a un accord à Meseberg[5] entre le président de la République et la Chancelière et deux ans après, même si c'est long et encore insuffisant, il y a un budget de la zone euro. C'est bien la preuve que nous sommes capables de nous mettre d'accord.

Nous avons lancé un projet de coopération sur un avion de chasse européen, nous avons ce projet de batteries, ces projets sur l'intelligence artificielle et nous avons aussi avancé sur la politique de la concurrence. Malgré nos divergences, nous arrivons à faire du chemin.

Aujourd'hui, je propose que nous mettions sur la table quatre sujets de discussion entre la France et l'Allemagne, pour rapprocher nos positions et parvenir à entraîner les autres pays européens derrière nous. Le premier sujet est ce pacte de croissance. Quel investissement pour la croissance ? Comment mobiliser cette épargne européenne si abondante pour relancer la croissance de la zone euro ?

Le deuxième sujet à mettre sur la table serait de voir si nous pouvons faire de l'euro une monnaie de référence équivalente à la monnaie chinoise et au dollar américain. Notre souveraineté dépendra de notre capacité à faire de l'euro une monnaie de référence et je crois que c'est possible.

Le troisième sujet – là-dessus, nous avons beaucoup avancé depuis l'affaire Alstom-Siemens[6] et je regrette une fois encore la décision de la Commission européenne – est que nous ayons

5. Sommet franco-allemand au Château de Meseberg le 19 juin 2018 : les deux chefs d'État ont annoncé leur volonté de mettre en place un budget commun pour la zone euro visant à mieux la protéger contre les crises.

6. Le 6 février 2019, au nom de la protection du consommateur, Bruxelles mettait son véto à la fusion entre le Français Alstom et l'Allemand Siemens.

ensemble des propositions sur la politique de concurrence. Avec Peter Altmaier, nous avons signé des propositions sur une nouvelle politique de la concurrence, pour qu'il y ait des remèdes comportementaux, un marché pertinent mondial et pas uniquement européen, des délais de cinq ans et pas de deux ans. C'est un des vrais sujets sur lesquels nous pouvons avancer.

Le quatrième sujet que je souhaite mettre sur la table, parce qu'il est vital pour nous tous et que nous voyons bien que le ralentissement de la croissance mondiale est lié à ce sujet, c'est comment arriver à résoudre les tensions commerciales et à éviter une guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine qui ne ferait que des perdants.

RUTH ELKRIEF — Les sujets sont posés, mais il existe une expérience réelle, concrète, quotidienne, c'est la gouvernance franco-allemande chez Airbus.

GUILLAUME FAURY — Quelques mots sur le couple franco-allemand tel que nous le vivons chez Airbus. Travailler avec différentes cultures, en particulier des Français et des Allemands, n'est pas facile. Mais nous faisons ensembles des choses que nous serions incapables de faire seuls dans des activités à l'échelle mondiale.

Je ne crois pas du tout que le moteur franco-allemand soit en panne. Il est très puissant, mais il est au ralenti. Il faut l'utiliser, avoir envie de l'utiliser. Il faut trouver les projets, les sujets sur lesquels nous pouvons le faire fonctionner, parce que notre capacité à réaliser des choses exceptionnelles en franco-allemand est réelle. C'est peut-être une forme de responsabilité des entreprises, des politiques, mais aussi des individus de lancer ces projets et de voir que dans le monde d'aujourd'hui, la dimension n'est pas nationale mais de plus en plus globale. Pour être efficace ensemble, nous avons besoin de la taille. En franco-allemand, de façon relativement simple et avec de nombreux mécanismes qui fonctionnent, nous avons déjà la capacité à réaliser beaucoup de choses ensemble.

RUTH ELKRIEF — Comment se fait-on respecter par les autres grandes puissances ? Comment devient-on une puissance qui donne confiance aux citoyens et se fait respecter par l'Américain, le Russe, le Chinois ?

ANNEGRET KRAMP-KARRENBAUER — Nous sommes respectés quand nous montrons la force de l'Europe, par exemple, quand nous affrontons les grandes plateformes numériques des États-Unis. À ce moment-là, le moyen le plus efficace que nous puissions apporter, c'est la puissance d'un marché de 500 millions d'Européennes et d'Européens. Cela veut dire que nous définissons certaines règles, que nous voulons que nos données, notre vie privée soient protégées. C'est quelque chose que nous pouvons imposer, pas chacun de son côté, mais ensemble. Nous ne serons acceptés par la Russie que si nous faisons clairement comprendre que nous n'accepterons aucune violation des règles, aucune violation du droit international. Or, la Russie a violé le droit international. Elle a violé le droit de l'Ukraine de décider de sa propre intégrité territoriale et elle viole les droits de l'homme. Elle parle d'une démocratie illibérale. Pour moi, les mots « illibéral » et « démocratie » ne vont pas ensemble. La démocratie a besoin de liberté. C'est cela qui fait l'Europe et c'est cela que nous devons faire comprendre.

Nous ne devons pas être naïfs face à la Chine. Bruno Le Maire a parfaitement raison quand il dit au sujet des relations commerciales avec la Chine que nous ne voulons pas mettre en place un nouveau protectionnisme. Mais si nous permettons aux entreprises chinoises d'accéder à notre marché européen, il faut que nous ayons la garantie que les entreprises européennes peuvent accéder dans les mêmes conditions au marché chinois. Et si notre droit de la concurrence ne le permet pas, parce que, pour revenir à Siemens et à Alsthom, nous ne regardons toujours que le marché intérieur et que nous ne sommes pas encore préparés à cette concurrence internationale entre les systèmes, nous devons adapter notre droit de la concurrence et nos contrats.

Nous voulons être forts, nous voulons une économie sociale de marché et une concurrence, mais cette concurrence doit être équitable. Elle a besoin de règles. Nous devons être ceux qui veillent à ce que, dans notre monde, les négociations et les actions soient basées sur des règles équitables. Pour cela nous avons besoin de l'accord, mais nous avons aussi besoin d'une Europe qui ne se laisse pas diviser au niveau de ses intérêts économiques et entame les négociations avec les États-Unis sur la base d'un mandat fort. En ce qui concerne l'Allemagne, nous devons investir davantage dans notre propre sécurité européenne, parce qu'en ce moment, c'est notre flanc le plus vulnérable qui affaiblit notre position y compris vis-à-vis des États-Unis. Si on ne veut pas dépendre de la protection des États-Unis, on doit faire plus pour sa propre sécurité au niveau national, mais surtout européen. C'est une tâche à laquelle nous devons nous atteler tous, non seulement en Allemagne, mais aussi en Europe.

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Je crois que l'Europe a besoin d'être mieux incarnée. Ainsi, tout le monde s'accorde à dire que dans les discussions difficiles sur le Brexit, Michel Barnier a été un excellent représentant de l'Europe. Deuxième chose – et je réponds à la question sur le couple franco-allemand –, de mon point de vue, ce couple a montré dans les dix derniers jours, qu'il était encore assez vivace. Je veux espérer que le nouveau casting à la tête de l'Europe permettra d'avancer plus. Quand on veut être puissant et exister face à M. Xi Jinping et ses routes de la soie, ou face aux États-Unis, l'incarnation de l'Europe est un sujet extrêmement important.

J'observe la relation franco-allemande depuis longtemps, les tempos politiques jouent un rôle important. Jusqu'à il y a deux ans et pendant dix ou quinze ans, nous avons eu le sentiment que les Allemands nous attendaient et nous demandaient quand nous serions prêts à « faire plus d'Europe ».

Depuis deux ans, la situation politique en France a changé et nous avons l'impression que nous y sommes. Mais il faut qu'aujourd'hui nous aussi apprenions à donner un peu de temps

aux Allemands qui en ont besoin pour des raisons de politique intérieure. J'ai une grande confiance dans le couple franco-allemand.

BRUNO LE MAIRE — Sur la puissance, il y a des degrés, certains sont déjà franchis, d'autres restent à franchir. Il y a un accord avec l'Allemagne sur le fait qu'il n'y aura pas d'Europe puissante sans une économie puissante. Sur la capacité à négocier des accords commerciaux satisfaisants, nous progressons aussi.

Il y a un deuxième attribut de puissance absolument décisif : la puissance technologique. Il n'y a plus de souveraineté politique sans souveraineté technologique. Si vous n'êtes pas souverain sur l'intelligence artificielle, les batteries, l'énergie, vous pouvez toujours parler de souveraineté politique, cela n'a aucun sens. Il faut être souverain technologiquement, pour être souverain politiquement. C'est un des grands points d'accord que nous avons avec l'Allemagne.

Le troisième élément de puissance, ce sont les éléments politiques et militaires. Là aussi, le point d'accord se rapproche et l'Allemagne a pris conscience de la nécessité d'être aussi une puissance militaire, d'augmenter son budget de défense, de participer à l'équipement militaire de l'Europe.

Ce qui complique évidemment les choses, c'est qu'entre pays européens, nous avons des modalités de négociation un peu différentes d'un pays à l'autre. Pour citer les grandes références, *the art of the deal* est différent d'un pays à l'autre. Le Britannique accepte toujours les *deals*, mais une fois que le *deal* a été conclu, il ne le tient jamais. L'Italien aime tellement faire des *deals*, qu'il continue d'en faire, même quand il y en a déjà ! L'Allemand refuse toujours le *deal*, jusqu'au moment où il l'accepte, ensuite il s'y tient. Le Français *deal*, tient ses *deals*, mais change souvent de partenaire.

RUTH ELKRIEF — Est-ce qu'Airbus est un bon exemple de la puissance ? Est-ce ainsi qu'il faut fonctionner ? Même si peut-être avec le Brexit, ce sera plus compliqué.

GUILLAUME FAURY — Il faut être très humble sur la notion de puissance pour une entreprise. Mais il faut être très ambitieux, voir toujours plus loin et continuer à investir. Nous voyons le défi du climat et celui de la numérisation comme des opportunités extraordinaires d'investir, de progresser, de préparer le monde de demain dont nous avons besoin.

Il faut aussi veiller à ce que la réglementation vienne au service de l'innovation et de l'investissement et non pas qu'elle les bride. Mon souhait, ma demande, mais aussi mon espoir, car je crois que nous sommes capables de le faire, c'est de créer ce cadre réglementaire, si possible aussi large que possible avec nos partenaires au-delà des frontières européennes, pour construire l'aviation de demain qui permettra à Airbus et d'autres entreprises dans le sillage de continuer à se développer, à grandir, car nous avons le savoir-faire et l'esprit d'entreprise en Europe. C'est une certitude absolue.

LA FRANCE PEUT-ELLE DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE À L'EUROPE ?

12

COORDINATION **Patrick Artus** *(Cercle des économistes)*

CONTRIBUTIONS **Xavier Bertrand** *(Président de la Région Hauts-de-France)*
Alexandre Bompard *(Carrefour)*
Simeon Djankov *(Banque mondiale)*
Élisabeth Moreno *(Hewlett-Packard)*
Philippe Wahl *(La Poste)*

MODÉRATION **Thomas Hanke** *(Handelsblatt)*

THOMAS HANKE — La France peut-elle donner un nouveau souffle à l'Europe ? Si nous avions posé cette question il y a deux ans, je crois que la réponse aurait été positive parce qu'après sa campagne, Emmanuel Macron dans son discours à la Sorbonne avait réveillé les pro-européens qui s'étaient un peu endormis et étaient sur la défensive. Depuis, nous avons rencontré plusieurs développements négatifs. L'Allemagne a pris beaucoup de temps pour répondre à ces propositions. D'autres pays européens ont simplement freiné. Nous avons connu un affaiblissement sur le plan interne avec la crise des gilets jaunes.

Ces derniers temps, la situation évolue avec les nominations aux grands postes de l'Europe : la présidence de la commission, la présidence de la BCE, les représentants pour les Affaires étrangères et le président du Conseil européen, qui ont mis tout le monde d'accord. Peut-être est-ce une raison de se réjouir un peu et de prendre ces événements comme une chance de démarrer un programme de développement de l'Europe pour les cinq ans à venir.

Alexandre Bompard est le patron de Carrefour. Xavier Bertrand est Président de la Région Hauts-de-France. Siméon Djankov était Ministre des Finances de Bulgarie, depuis quelques années, il est de retour à la Banque mondiale où il dirige la recherche dont le dernier rapport sur le développement mondial. Elisabeth Moreno est à la tête de Hewlett-Packard Afrique. Philippe Wahl dirige La Poste.

PATRICK ARTUS — Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il faut réfléchir aux moyens de permettre à l'Europe de redevenir une grande puissance. Pourquoi l'Europe n'est-elle pas aujourd'hui une grande puissance ? D'abord, parce qu'elle ne sait pas gérer ses propres affaires et en particulier elle ne sait pas gérer le fait que les niveaux de vie divergent entre les pays européens, que beaucoup d'emplois de bonne qualité disparaissent, que les emplois se développent dans des services où les rémunérations et la qualification sont faibles. Nous n'avons aucun mécanisme de partage des risques, si un pays va mal, que font les autres pays pour l'aider ? Dans la plupart des pays, cela se fait par un budget commun ; or, nous ne le souhaitons pas ou très peu. Mais cela peut se faire également par le fait qu'on diversifie la propriété des entreprises. Si je suis actionnaire d'une entreprise allemande, que je suis français et que la France va mal, je reçois des dividendes de l'entreprise allemande. D'ailleurs, aux États-Unis, c'est ce mode de partage des risques, qu'on peut appeler de type privé, qui est le plus important. Nous ne réagissons pas à la déformation de la structure des emplois, ce que les économistes appellent la bipolarisation. Nous créons un petit peu d'emplois à haute qualification de gamme et beaucoup d'emplois de faible qualification. Nous détruisons les emplois intermédiaires, en particulier dans l'industrie. Cela ne va pas s'arranger avec la crise qui s'annonce dans l'automobile, la chimie, etc. Nous ne pouvons pas être une grande puissance, si nous ne gérons pas l'hétérogénéité des régions et la qualité des emplois.

La deuxième raison pour laquelle nous ne sommes pas une grande puissance est que nous n'avons pas de coordination des

politiques économiques. C'est pourtant nécessaire quand il y a ce qu'on appelle des externalités, si par exemple la politique économique d'un pays nuit au bien-être des autres. Or, nous n'avons aucune coordination de la taxation des profits des entreprises, des cotisations sociales des entreprises, des subventions à l'implantation des entreprises étrangères, des règles du marché du travail, de l'indemnisation du chômage, etc. Quand on y pense, c'est sidérant ! Nous sommes encore dans un monde dans lequel un État peut décider seul de baisser ses impôts, ses cotisations sociales ou la générosité des systèmes de protection sociale et essayer de faire de la croissance au détriment des autres pays, en particulier de la zone euro, puisque nous avons le même taux de change et que nous ne pouvons donc pas corriger par le taux de change. Évidemment, cela nuit totalement à la capacité de l'Europe d'être une grande puissance.

Troisième sujet extrêmement important : nous n'avons pas de grande entreprise dans les industries du futur. Nous n'avons pas les Amazon, Google, Alibaba, etc. Pourquoi ? C'est une question de concurrence, mais probablement aussi parce que le marché unique est une théorie et non une pratique puisque chaque pays a son marché. Si je créé un moteur de recherche en France, j'ai du mal à le vendre en Allemagne, etc. Nous n'avons pas de *cloud* européen. Le marché unique est donc une fiction, nous sommes toujours dans des marchés séparés.

Nous ne sommes pas une grande puissance, parce que les États ne financent pas ce qui sera l'avenir. Aux États-Unis, l'administration américaine par l'intermédiaire de la DARPA[1], finance les programmes de recherche fondamentale les plus importants pour l'avenir. Nous ne le faisons pas en Europe alors qu'il serait indispensable de tendre à un programme de ce type, dans un monde de taux d'intérêt bas, pour financer la recherche fondamentale.

Le dernier point est celui de la monnaie et c'est un point extraordinairement important. L'euro n'est pas une monnaie

1. *Defense Advanced Research Projects Agency.*

malgré ce que nous croyons. Une monnaie de réserve, ce n'est pas une monnaie, ce sont des actifs financiers dans cette monnaie. Nous n'achetons pas des dollars, nous achetons des dettes du Trésor des États-Unis. Or, il y a autant de dettes en euros, que de pays européens. L'euro n'est donc pas une monnaie de réserve. La monnaie de réserve est un formidable instrument de puissance. Elle permet de se financer à faible coût et Donald Trump l'a parfaitement compris, puisqu'il fait financer pour très peu cher et par le reste du monde, les déficits publics qui vont le faire réélire. Du point de vue de l'analyse économique, c'est très intéressant. La monnaie de réserve permet l'extra-territorialité du droit, ce que les Américains ont très bien compris aussi. Pour avoir une monnaie de réserve, il faut faire de l'euro une monnaie et il faut une dette de l'euro. L'euro ne deviendra jamais une grande monnaie de réserve, tant qu'on ne sera pas capable de fabriquer une dette de l'euro qui sera l'actif financier que le reste du monde voudra acheter.

THOMAS HANKE — J'ai deux questions très rapides. Premièrement, la prochaine nouvelle Présidente de la Banque centrale européenne donnera-t-elle le nouveau souffle qu'on attend ? Deuxièmement, l'accord sur le budget de la zone euro au mois de juin est-il une « mini-révolution », comme le dit Bruno Le Maire ou est-ce une « maxi-déception » ?

PATRICK ARTUS — Je n'en sais rien. Je ne sais pas s'il faut politiser la BCE. Si la BCE a comme Président une forte personnalité politique, on crée une Banque centrale probablement plus puissante, alors que la politique monétaire est très technique et repose sur des mécanismes très compliqués. C'est pour cela que les économistes plaident évidemment pour eux, ils pensent qu'il vaudrait mieux avoir un économiste à la tête d'une Banque centrale.

Sur le deuxième point, le plan Juncker est financé triple A par la BEI. Cela ne peut donc pas être un plan d'investissement à risques. Or ce qu'il nous manque, c'est un Juncker à risques, un plan qui permette de faire des investissements qui peuvent rater. Aujourd'hui, nous ne savons pas le faire dans la zone euro.

THOMAS HANKE — Alexandre Bompard, Patrick a mentionné le fait qu'il n'y aurait pas de grand groupe européen, surtout dans le numérique et que le marché intérieur ne fonctionne pas très bien. Je crois que ce sont deux sujets qui vous touchent directement.

ALEXANDRE BOMPARD — Comment l'Europe peut-elle créer les conditions d'une compétition plus équitable ? Je pense qu'il y a essentiellement deux ingrédients, le réalisme et l'élan.

La régulation européenne n'en est pas une. Le réalisme impose de comprendre que nous sommes dans une compétition mondiale. Je n'utilise pas le terme de « guerre économique », parce qu'il est trop connoté, mais il s'agit bien d'une compétition mondiale entre des pays qui cherchent chacun à favoriser leurs entreprises nationales. Or il existe effectivement deux éléments préjudiciables pour les entreprises françaises. Le premier est la régulation concurrentielle. Nous avons créé en Europe un corpus de règles, et la manière dont elles ont été appliquées au fil des années défavorise l'Europe car il empêche des champions nationaux d'émerger. En Chine ou aux États-Unis, la concentration n'a fait que s'accroître pendant ces vingt dernières années tandis qu'en Europe, elle n'a fait que décroître. Aujourd'hui, on ne pourrait plus faire Airbus. Chaque fois qu'il y a un projet de fusion transfrontalière – la dernière tentative était Alstom-Siemens – il est empêché. La plupart des grands groupes industriels qui cèdent des actifs en Europe les cèdent à des entreprises extra-européennes, parce qu'ils ont peur des contreparties qui leur sont demandées. En d'autres termes, l'une des ardentes nécessités pour une compétition plus équitable est de revoir le corpus de règles en Europe. Ce n'est pas une critique contre le régulateur car c'est à ceux qui établissent les règles de prendre conscience qu'on ne peut pas réguler uniquement en fonction de l'intérêt du consommateur. Cette régulation doit se faire également en fonction d'intérêts stratégiques, de la volonté d'avoir des champions nationaux, de l'emploi et même du rayonnement culturel pour permettre à des champions européens d'émerger.

Le deuxième sujet est celui de la stratégie commerciale. L'Union européenne signe des grands accords avec les autres continents et c'est son rôle. Nous avons besoin d'une Union européenne qui bâtisse des plateformes d'accords commerciaux. Une fois cette stratégie mise en place, il est cependant nécessaire que leur application se fasse dans l'équité et le respect des normes sociales et environnementales tout en préservant l'équité fiscale. Il n'est pas normal que vingt ans après l'avènement des géants du numérique, on en soit encore à considérer le décalage de compétitivité fiscale entre un groupe français et un acteur américain ou chinois. C'est comme si vous jouiez contre Roger Federer et qu'au moment du premier point, l'arbitre annonçait 4-0, 0-30. Vous n'avez pas commencé le premier point que l'arbitrage se fait déjà en faveur de Federer. Il faut absolument que les règles d'équité fiscale soient rétablies. La France a fait un premier pas, la taxation se met en place, mais c'est un sujet absolument essentiel.

Le deuxième ingrédient nécessaire pour créer les conditions d'une compétition équitable est l'élan. Il faut que notre continent retrouve une vocation, une mission, qui emmène les citoyens. Je suis absolument convaincu que cet élan, cette mission, pourrait être la révolution écologique et alimentaire. Nous avons tout pour cela. D'abord, nous avons la crédibilité politique. Ensuite, nous avons le *momentum* politique, pas seulement à cause des élections, mais parce que les jeunes générations et les mouvements qu'ils incarnent le souhaitent. Nous avons également des entreprises, dans le domaine énergétique, alimentaire, agroalimentaire ou de la distribution, qui ont fait de ce sujet leur préoccupation principale. Des citoyens le demandent, des technologies émergent. Nous avons là un nouvel élan qui peut nous permettre de redevenir un continent qui se distingue des autres. Du fait notamment de Donald Trump, les Américains n'ont pas fait de ce sujet leur grand sujet et les Chinois, pas encore. Nous avons donc là un nouveau projet sociétal, technologique, économique, politique, de reconquête qui peut redonner un élan, un espoir, une énergie collective à la fois pour toutes les générations, toutes les entreprises et tous les citoyens.

Du réalisme et de l'élan !

THOMAS HANKE — Il y a quelques mois, Bruno Le Maire et son homologue allemand Peter Altmaier ont publié une contribution, dans laquelle ils demandent justement d'amender le droit européen de la concurrence. La Pologne a rejoint cette initiative. Est-ce que cela va dans le bon sens ? Ils demandent entre autres d'élargir l'horizon en matière de concurrence afin de regarder à échéance de cinq ans au lieu de deux ans actuellement et qu'on prenne mieux en compte le marché mondial. Pour vous, est-ce que ce sont des propositions qui répondent aux problèmes que vous avez mentionnés ?

ALEXANDRE BOMPARD — Quand sous l'influence politique, le régulateur est contraint de voir à cinq ans, plutôt qu'à deux ans, c'est une bonne nouvelle. Quand il élargit le marché pertinent, c'est également une bonne nouvelle, mais il faut le faire vite. Nous devons décider vite sur ces sujets, nous devons prendre conscience qu'il faut absolument permettre aux groupes européens de croître, d'imaginer des opérations leur permettant de se consolider, d'ouvrir des nouveaux marchés en Europe, sans pour seul préalable le fait que ces projets passent en droit de la concurrence. Sinon un jour, les groupes nationaux appartiendront tous à la deuxième division.

Les régulations dans les autres pays laissent d'abord l'oligopole, voire parfois le monopole se constituer puis, si nécessaire, ils régulent. En Europe, c'est exactement l'inverse et cela oblige les entreprises européennes à commencer leur réflexion en se demandant si leurs projets seront ou non acceptés par les régulateurs.

THOMAS HANKE — Elisabeth Moreno, un autre aspect de notre question est l'importance des talents et des valeurs. Au sein de Facebook, les cinq personnes les plus importantes concernant l'intelligence artificielle sont des Européens. Ce ne sont ni des Américains ni des Asiatiques. Visiblement, nous avons les talents.

ELISABETH MORENO — Les talents français sont un peu partout dans le monde et ils sont reconnus en tant que tels.

Malheureusement, nous oublions souvent combien nous pouvons être bons dans certains domaines.

Je travaille dans les technologies depuis un peu plus de vingt ans et je constate un phénomène assez inquiétant qui se répand en France, le désamour pour les technologies, enEurope et dans l'Union européenne de manière générale.

Pour quelles raisons aujourd'hui l'une des plus grandes puissances économiques mondiales, fondatrice de l'Union européenne en arrive-t-elle à se poser la question de savoir comment elle peut redonner un souffle à l'Europe ?

Je suis née en Afrique, dans un tout petit archipel de 550 000 personnes[2] où la plupart des gens vivent avec moins d'un euro par jour. Là-bas, ces gens ne se posent pas la question de savoir s'ils vont pouvoir influencer 511 millions de personnes dans le monde, parce qu'ils se battent pour leur survie au quotidien. Nous vivons en France dans un pays qui dispose de tout. Je dois mon éducation à la France. C'est en France que j'ai appris à travailler, et c'est en France que j'ai découvert les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Aujourd'hui, j'ai la chance d'avoir travaillé pour trois grands groupes mondiaux : un français, un américain et un chinois[3],et toujours à partir de la France.

Vous avez peut-être récemment entendu parler de cet accord passé entre la France et l'Allemagne pour le développement d'une industrie européenne de production de batteries écologiques pour équiper les véhicules électriques. Cela m'a fait penser au phénomène Airbus il y a une vingtaine d'années, lorsque cette alliance industrielle entre la France et l'Allemagne a donné naissance à l'un des plus grands acteurs de l'industrie aéronautique et spatial au monde. C'était un magnifique projet européen grâce auquel, quelques années plus tard et malgré les difficultés, Airbus est devenue la première compagnie aéronautique mondiale pour les avions de plus de cent places, alors que les Américains détenaient cette place depuis des années.

---

2. Le Cap Vert.
3. Dans l'ordre : France Télécom, Dell et Lenovo.

Peut-être que ce qui nous manque aujourd'hui, c'est un projet commun européen qui fasse sens. Car finalement, dans la notion d'« Union européenne », l'union n'existe pas. Il est déjà difficile de s'unir à deux, mais comment pouvons-nous imaginer nous unir et réussir à résoudre les problèmes que rencontre l'Union européenne avec ses 28 nationalités, 28 cultures, 28 traditions, et ses 28 intérêts différents ? Alors qu'il n'y a pas un seul pays en Europe qui échappe aux problèmes du chômage, de l'immigration, du terrorisme, ou de la crise environnementale, alors que nous formons ensemble le plus grand marché mondial, nous ne parvenons pas à trouver des solutions qui servent l'intérêt tous. Peut-être que si nous parvenions à nous rallier autour d'un projet commun, qui réponde a des problématiques communes et servent les besoins de la majorité, nous arriverions à redonner un souffle à l'Europe.

Les nouvelles technologies que sont l'intelligence artificielle, le *big data*, la robotisation, l'automatisation, et tout ce qui est relatif à la révolution industrielle 4.0, font peur aux êtres humains car elles sont synonymes de perte d'emplois, d'addiction, d'immixtion dans les libertés individuelles et que nous ne connaissons pas encore leurs impact sur nos vies.

La France peut apporter à l'Europe justement ce qu'elle défend depuis toujours : ses valeurs fondamentales ; nous sommes le pays des révolutions sociales, le pays qui a, depuis la révolution, mis l'humain au cœur de toutes les batailles. Aujourd'hui que nous ne manquons de rien, que nos besoins fondamentaux sont quasiment tous satisfaits, nous oublions ce qui nous a construit, nos valeurs essentielles, ce que le monde nous envie, quoiqu'on en dise.

Je voyage beaucoup, je travaille avec le monde entier et je puis vous affirmer que ces valeurs ne sont pas partagées par tout le monde et c'est aussi une des raisons pour lesquelles la France reste un pays qu'on admire par ailleurs, pas seulement pour ses produits de luxe et ses bons vins, mais aussi parce que nous portons des valeurs fondamentales uniques. Valeurs ô combien essentielles à un moment où nous sentons nos libertés individuelles menacées. Il faut nous souvenir de ce que nous sommes, de nos principes et

des projets que nous souhaitons inspirer à l'Europe. Et surtout… Avant d'envisager de redonner un souffle à l'Europe, il faut que nous retrouvions notre propre souffle.

THOMAS HANKE — Xavier Bertrand, en tant qu'homme politique, comment réagissez-vous à ces propositions et à ces analyses ?

XAVIER BERTRAND — La France peut-elle donner un nouveau souffle à l'Europe ? Je crois qu'elle le peut, qu'elle le doit, mais j'ai le sentiment qu'aujourd'hui, l'Europe n'attend pas la France. Pour cela, il faut aussi que la France retrouve un nouveau souffle. Retrouver un nouveau souffle veut dire être exemplaire dans le discours tenu par les responsables français vis-à-vis de l'Europe et exemplaire en matière d'adaptation à la mondialisation, de modernisation de notre pays et en matière de réforme. C'est la seule façon pour nous de pouvoir jouer un rôle différent.

En France, le plus souvent quand quelque chose va bien, c'est grâce aux responsables politiques français et quand quelque chose va mal, c'est de la faute de l'Europe. Cela signifie qu'il ne faut pas être des Européens timides. Il faut faire des propositions pour changer ce qui ne va pas.

L'Europe pour la France n'est pas une option, c'est une évidence, même si cela ne plaît pas à certains partis politiques. Dans ma région des Hauts-de-France, j'ai beaucoup plus de facilité et de confort à travailler avec les fonctionnaires de la Commission européenne, qu'avec une bonne partie de la technostructure française. Quand l'Europe dit, elle fait. Nous avons un projet de canal Seine-Nord-Europe, pour lequel l'Europe a décidé d'augmenter sa participation de cinq milliards d'euros. J'attends toujours la confirmation du chèque français, alors que l'Europe a dit oui depuis longtemps. Il ne faut pas hésiter à dire : « Merci l'Europe » pour sa dimension très concrète en matière d'investissement et d'emploi.

D'autre part, il faut renouer avec des réformes de structure, pas pour avoir une bonne note, mais pour se redonner de véritables marges de manœuvre et pouvoir être compétitif. Il faut accepter

de considérer que la baisse de la dépense publique n'est pas une option non plus. C'est aussi une vraie façon de pouvoir avoir des marges de manœuvre politiques.

Le deuxième sujet est la place du couple franco-allemand. Ce couple franco-allemand est comme l'Europe : ce n'est pas une option, c'est une évidence. Il faut donc accepter de remettre à plat l'ensemble des différends entre la France et l'Allemagne. Ne faisons pas semblant d'être d'accord sur tout. Si nous ne sommes pas d'accord sur tout, ce n'est pas forcément grave. Je rêve qu'Emmanuel Macron et Angela Merkel s'isolent pendant 48 heures avec leurs équipes, pour voir clairement ce qui pose un problème dans ces différends. Est-ce qu'on peut rapprocher les points de vue ? Concernant par exemple, les *top jobs*, le choix qui a été fait est un bon choix pour la France, pour l'Allemagne, un bon choix pour l'Europe. Mais en matière de commerce mondial, nous ne sommes pas d'accord. Je pense qu'il faut mettre ces différends sur la table. En matière de politique monétaire, de politique fiscale, même de politique agricole, de vision de l'euro ou de vision de l'Europe, il y a des différends, mais à force de ne pas purger ces problèmes, nous restons dans la contradiction. Selon une formule célèbre du cardinal de Retz, « On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment[4] » alors, ne restons pas dans l'ambiguïté. Assumons nos différences et essayons d'en faire de vrais points de convergence.

Le couple franco-allemand ne doit pas non plus être exclusif. La France doit aussi renouer avec le bilatéralisme, chercher d'autres partenaires, ne pas hésiter à parler avec les pays de l'Est, mais aussi les pays scandinaves. C'est aujourd'hui plus compliqué avec l'Italie mais on le voit avec l'Espagne, peut-être aussi avec les Néerlandais, nous devons refaire du bilatéralisme et ne pas donner le sentiment que le couple franco-allemand est exclusif et empêche de traiter avec les autres.

Le tout dernier point, est de décider quelles sont les priorités de l'Europe. On ne peut en effet pas continuer à s'occuper de tout de la même façon. Il y a bien évidemment cette question de la politique

4. Jean-François Paul de Gondi, cardinal de Retz, XVIIe siècle, dans ses *Mémoires*.

commerciale, de l'industrie, mais pas uniquement les industries de demain. Les batteries, il faut le faire, si la bataille n'est pas encore perdue, mais l'hydrogène, est également très intéressant et nous pouvons être beaucoup plus efficace. Il y a la question du spatial, il y a également les questions qui ne sont pas économiques, de la politique étrangère, de la politique d'immigration, de la sécurité intérieure.

Il y a un point sur lequel la France, grâce à son image de protectrice des libertés, mais aussi plus loin en matière économique peut être plus efficace, c'est sur la question du numérique. Il faut bien comprendre que les GAFAM sont en train de tuer une bonne partie de l'économie européenne, et qu'ils sont également en train de nous faire changer de société. Or c'est l'Europe qui a le pouvoir de changer cette domination parce qu'il ne faut pas attendre grand-chose des États-Unis et ne rien attendre des Chinois, c'est donc l'Europe qui peut le faire et je suis intimement convaincu que c'est la France qui doit jouer ce rôle, et donner un nouveau souffle à l'Europe, tout simplement en mettant un terme à l'ultra-domination des GAFAM.

PHILIPPE WAHL — Une façon de donner du souffle à l'Europe est d'essayer de répondre aux grands problèmes auxquels la société européenne est et sera confrontée. L'un des très grands problèmes est celui du vieillissement de la population. C'est une évidence pour tous, la démographie commande et le rapport Libault[5] sur le grand âge montre que notre pays prend conscience de ce sujet ; la façon dont l'économie de service va traiter ce sujet du vieillissement demain est un sujet majeur non seulement pour la cohérence des sociétés européennes, mais aussi pour leur croissance.

Le vieillissement est vu, notamment par les économistes, comme un facteur de ralentissement de la croissance, pas du tout parce qu'il y a une différence de dynamisme entre les jeunes et les

5. Rapport Libault sur la concertation « Grand âge et autonomie », remis au gouvernement en mars 2019.

vieux ! Cette différence n'existe pas, mais économiquement, quand il y a plus d'inactifs, c'est-à-dire plus de vieux dans une économie, la croissance a tendance à ralentir. Nous ne devons pas voir ce sujet du vieillissement qui affecte tous les pays d'Europe et après-demain tous les pays du monde, comme une menace, mais comme une opportunité, une incroyable réserve de croissance économique autour de l'économie de services. En 2030, il y aura dans notre pays 1,3 million de nonagénaires. Il y aura des dizaines de milliers de centenaires. Considérons cela comme une opportunité pour nos pays et travaillons à ce qu'une économie de services puisse répondre à ces besoins et alimente la croissance européenne. Comment ? En considérant ces travailleurs, cette économie de services humainement, socialement, économiquement.

Humainement, cela se joue dans nos yeux et dans nos têtes. C'est considérer que les aidants qui s'occupent de nos parents, grands-parents, arrières grands-parents ont un travail noble et nécessaire. Cela se joue dans notre propre considération. C'est aussi un enjeu de valeur. C'est aussi la considération sociale des conditions de travail de ces salariés, des conditions de formation de ces salariés. Parce que s'occuper de personnes âgées est quelque chose de technique et de difficile, il faut que cela évolue et soit mis en place dans les sociétés européenne et que l'Europe investisse dans ces domaines, à la fois dans la technologie et dans la gérontologie. Enfin, ce sont les conditions de considérations économiques. Puisque nous considérons tous que ces emplois de services qui seront aux côtés de millions et de millions de personnes en croissance dans toute l'Europe sont utiles socialement, acceptons de rémunérer l'utilité sociale. C'est une façon très concrète de faire vivre les valeurs.

C'est considérer que l'économie de services et la vague grise qui attend les sociétés européennes ne sont pas quelque chose dont il faille se lamenter. C'est considérer qu'une société se grandit de l'attention qu'elle porte aux plus fragiles et le grand âge est devenu un âge de la fragilité. C'est considérer enfin que c'est un réservoir d'emplois énorme dans tous les pays. En France, nous avons besoin de 50 000 personnes dans ces domaines. Nous essayons de le faire

à La Poste, avec le fameux « Veiller sur mes parents », où le facteur rend visite aux personnes âgées, nous considérons que l'utilité sociale mérite d'être défendue de manière concrète et réponde aux besoins que les sociétés européennes ont. Le vieillissement est un problème majeur et nous pouvons en faire un réservoir de croissance.

THOMAS HANKE — Simeon Djankov, en tant qu'Européen non français, qu'est-ce qui vous paraît le plus intéressant, le plus pertinent ? Où pensez-vous que la France a vraiment son mot à dire ? Sur quoi n'êtes-vous pas d'accord ?

SIMEON DJANKOV — The question that this panel is supposed to address is whether France can lead Europe. The answer to that is no. France is too arrogant to lead Europe and has been for many, many years and decades. What do I mean by arrogant? In economics we have this simple concept called comparative advantage, which basically tells you to just do things that you are good at and do not do things that you are bad at. However, France is so arrogant that it continues to tell Europe how to do things that it is bad at. For example, say we had a discussion in Europe on how to improve our football skills? France actually has a lot to say, because you are the world champions, so we would listen, take notes and probably do what you tell us. Say that we have a discussion on how to make better wine throughout Europe, then again, we will listen to France, because you are the world number one in winemaking. Take a more serious example, if we discussed the rule of law and how to organise institutions to have less corruption, France is among the best in the world, so we would listen. If it is about the development of human capital, healthcare, education and energy we would listen.

However, what does France try and continuously fail to tell the rest of Europe? How to do a common tax policy, when France is actually the worst country in Europe for tax policy? There are terrible corporate taxes, the highest in Europe with lots of exceptions. There is a terrible tax policy. By the way, my own country, Bulgaria, has much better tax policies, with 10% personal

income tax, 10% corporate income tax, and 5% shareholder tax. Every time I have been at ECOFIN with French Finance Ministers and they have raised the issue of using the French example, I have suggested we use the Bulgarian example, because many more countries will follow it. With this government, it is now a big topic that the rest of Europe should follow French fiscal policy. Actually, for the last 30 years there has been only one year, and this was a cause for big celebrations in France, when France managed to go below the 3% deficit to GDP level. Bulgaria is a small country that few people follow, but out of the last 25 years, 24 have been below 3% deficit to GDP. Why should the rest of Europe follow France, when you are so terrible? One Finance Minister after another has failed to keep the Maastricht criteria.

Finally, I will finish with labour policy. One of the latest ideas is that France has suggested a common minimum wage and common labour regulation. France is actually the worst country in the world in terms of labour regulation, with the highest number per capita of absenteeism from work, due to either strikes or supposed illnesses, etc. Why should the rest of Europe follow it?

I will end by being constructive. I will say that we would listen when it comes to other things, if France was modest and offered to help the rest of Europe with whatever it knows and it knows a lot, and I have already mentioned a few areas, to which I can add digital technologies.

ELISABETH MORENO — France has one of the best productivity levels in Europe. The problem between France and the rest of Europe is that when French people work with Europeans or Americans, they say no first before they do it, and then they do it better than other organisations.

PATRICK ARTUS — Il ne me semble pas que le taux optimal d'imposition soit zéro. Nous touchons ici un sujet sérieux, qui est que si nous n'établissons pas la coordination fiscale en Europe, nous aurons tous un taux de fiscalité de zéro, sauf sur les travailleurs peu qualifiés et les immeubles. Si vous voulez une

fiscalité qui ne porte que sur les peu qualifiés et les immeubles, laissez faire la concurrence fiscale en Europe.

THOMAS HANKE — Dans la majorité de nos pays, la plus grande préoccupation notamment lors des dernières élections européennes est la lutte contre le changement climatique. Comment peut-on faire pour répondre à cette priorité des citoyens européens ?

ALEXANDRE BOMPARD — Les grands mouvements apparus ces deux dernières années, hors élections politiques, tournent tous autour des sujets climatiques, particulièrement pour la jeunesse. Nous ne pouvons que constater une accélération extraordinairement forte de la prise de conscience des jeunes générations qui ne nous pardonneront plus demain de ne pas avoir mis en place les conditions du traitement de ces sujets, en particulier celui de la révolution alimentaire. Aujourd'hui, les jeunes générations – mais plus seulement – souhaitent que leur alimentation soit compatible avec l'avenir de la planète, l'avenir des producteurs. Les jeunes ne comprennent plus qu'on importe des produits, alors qu'on peut consommer ceux du producteur près de chez soi, producteur qui doit également être rémunéré de manière équitable. C'est l'avenir de leur santé qui est en jeu. Que ce soit sur la transition énergétique ou sur la transition alimentaire, la nécessité de changer de modèle de production, de consommation, de sortir d'une industrialisation forcée, est le grand enjeu du continent. Nous avons la chance inouïe collectivement que le défi du siècle nous soit proposé alors que nous avons tous les atouts pour le relever et restaurer un *leadership* que nous avons perdu sur le numérique. L'idée selon laquelle naîtrait demain matin un groupe européen qui pourrait concurrencer les GAFA ou les cinq acteurs chinois sur le numérique, je n'y crois pas. En revanche, sur ces sujets, une magnifique opportunité collective nous est offerte.

XAVIER BERTRAND — Sur la question du numérique, on a un sujet d'actualité : la création de la monnaie Libra de Facebook.

Doit-on laisser faire par curiosité ou naïveté comme c'est le cas aujourd'hui ou au contraire prendre très au sérieux le fait que les GAFA sont en train de se doter d'un outil de souveraineté qui demain peut changer fondamentalement la nature des rapports à la monnaie, fausser la concurrence monétaire et tout changer ? La future patronne de la Banque centrale européenne va devoir annoncer très rapidement ce que les organes de régulation comme la BCE vont devoir faire, entre autres ne peut pas laisser faire Facebook avec Libra. Nous voyons bien que les défis du numérique sont aussi importants que la transition écologique.

QUESTIONS DU PUBLIC

1. Quand j'ai étudié l'économie, il y a vingt ans, nous avions déjà été alertés sur les difficultés à venir concernant les systèmes de retraites. Aujourd'hui M. Wahl nous dit que nous allons vivre jusqu'à cent ans, comment allons-nous résoudre l'équation des retraites dans vingt ans ?

2. Nous entrons dans une nouvelle société du vieillissement. Nous le savons, un senior « naît » toutes les 37 secondes, un junior toutes les 42 secondes. Ne croyez-vous pas qu'au niveau européen, il serait temps d'instaurer un plan Marshall, un plan quinquennal en haute sécurité santé qui réponde à la troisième dimension du développement durable :

– pour que partout chacun puisse être informé précisément sur sa santé. Socrate disait : « Le plus grand des biens, c'est la santé » ;

– pour agir face au manque de cinq millions de médecins en Europe ;

– pour qu'on puisse rester chez soi le plus longtemps possible et dans les meilleures conditions possibles.

PHILIPPE WAHL — Le vieillissement de la population est une des grandes vagues sociétales qui arrive et je crois que l'Europe a toute sa place dans l'investissement technologique humain et médical, pour gérer ce que sera le grand âge de millions et de millions d'Européens. Je suis pour un plan Juncker du grand âge. Cela me paraît une très bonne idée.

PATRICK ARTUS — Pour la première fois peut-être dans l'histoire contemporaine, nous avons trois transitions à gérer en même temps : la transition démographique, la transition énergétique et la transition technologique. Nous savons les gérer une par une et notre grand défi sera de gérer les trois en même temps.